

**VILLE DE GENÈVE**

**COMPTES 2012 PAR POLITIQUE PUBLIQUE  
ET RAPPORT DE GESTION DU  
CONSEIL ADMINISTRATIF**



## INTRODUCTION

Conformément à l'article 48 lettres d) et e) de la loi sur l'administration des communes (LAC), le conseil administratif a l'honneur de présenter au conseil municipal les comptes par politique publique et rapport de gestion du conseil administratif de la ville de Genève pour l'exercice 2012.

La première partie de ce rapport s'attache à l'analyse financière des comptes 2012, détaillant notamment les principaux écarts constatés entre le budget voté par le conseil municipal et les comptes, chapitre par chapitre. un éclairage est ensuite porté sur la fiscalité. enfin, une attention particulière est donnée au compte des investissements et à son financement, ainsi que sur les émissions et remboursements d'emprunts durant l'exercice.

Le second chapitre est consacré au bilan annuel des délégations.

Le troisième volet présente les rapports de gestion de l'ensemble des départements pour l'exercice écoulé. chaque entité dresse le bilan des objectifs fixés pour l'année 2012.

enfin, les annexes terminent ce rapport de gestion en proposant diverses informations statistiques.



## TABLE DES MATIÈRES

<b>1</b>	<b>SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF</b>	<b>11</b>	<b>1</b>
<b>2</b>	<b>ANALYSE FINANCIÈRE</b>	<b>14</b>	<b>2</b>
2.1	chiffres clés et principales évolutions	14	2.1
2.2	comptes de fonctionnement par chapitre	17	2.2
2.3	Analyse par chapitres	18	2.3
2.4	Évolution de la fiscalité	27	2.4
2.5	investissements	29	2.5
2.6	comptes par politique publique	34	2.6
2.7	suivi annuel du «programme stratégique de développement durable de la ville de Genève (2011-2014)»	46	2.7
<b>3</b>	<b>DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF</b>	<b>80</b>	<b>3</b>
3.1	délégation Genève ville solidaire (DGVS)	80	3.1
3.2	délégation à l'aménagement du territoire	87	3.2
3.3	délégation à la politique de la ville et des quartiers	89	3.3
<b>4</b>	<b>COMPTES PAR DÉPARTEMENT</b>	<b>92</b>	<b>4</b>
4.1	Autorités	92	4.1
4.2	Finances et logement	103	4.2
4.3	constructions et aménagement	117	4.3
4.4	culture et sport	129	4.4
4.5	environnement urbain et sécurité	159	4.5
4.6	cohésion sociale et solidarité	175	4.6
<b>5</b>	<b>ANNEXES</b>	<b>194</b>	<b>5</b>
5.1	présentations «légales»	194	5.1
5.2	grandes manifestations	202	5.2
5.3	gestion hôtelière	209	5.3
5.4	Lexique	211	5.4



## LISTE DES FIGURES

FIGURE 1	COMPTE DE FONCTIONNEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	16
FIGURE 2	FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	16
FIGURE 3	COMPTES 2012, COMPTES 2011 ET BUDGET 2012, EN MILLIONS DE FRANCS	19
FIGURE 4	ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	33
FIGURE 5	EXCEDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS	33
FIGURE 6	CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE (%)	36
FIGURE 7	REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE (%)	37
FIGURE 8	POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS	39
FIGURE 9	POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS	41
FIGURE 10	POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE (%)	44

### Légende degré de réalisation des objectifs

-  atteint
-  partiellement atteint
-  non atteint ou reporté
-  abandonné



## SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF



# 1 SYNTHÈSE DU CONSEIL ADMINISTRATIF

Les comptes 2012 se bouclent sur un résultat de fonctionnement proche de l'équilibre parfait tel que voté par le conseil municipal. ce premier constat se doit toutefois d'être tempéré.

en 2012, les rentrées fiscales ont nettement marqué le pas. elles s'inscrivent à un montant inférieur de 30 mios par rapport aux estimations portées au budget. en tenant compte des correctifs liés aux années antérieures, ces rentrées fiscales sont de 53 mios inférieures au budget. par ailleurs, l'examen du détail des correctifs liés aux années antérieures n'est guère plus rassurant. La production fiscale 2011 telle qu'estimée par le département cantonal des finances en 2011 a été revue en 2012 en diminution de près de 21 mios de francs.

après les effets structurels de la réforme de l'imposition fiscale votée en 2009, nous assistons désormais à une érosion des rentrées fiscales des personnes morales ainsi qu'à une modeste dynamique en ce qui concerne la fiscalité des personnes physiques. Le secteur financier, touché dans un premier temps par la crise de 2008, doit faire face désormais à d'importants changements structurels liés aux modifications des contextes légaux et réglementaires.

à cela s'ajoute une série d'inconnues qui pourrait bien peser fortement sur les budgets futurs. Les régimes fiscaux cantonaux sont désormais placés sous la pression de l'union européenne, qui souhaite leur abolition. devant cette éventualité, le conseil d'état a d'ores et déjà envisagé une importante réduction du taux d'imposition des bénéficiaires réalisés par les personnes morales, dans le but de préserver, si faire se peut, le tissu d'entreprises transnationales au bénéfice d'un statut fiscal particulier. Le conseil administratif estime que cette réforme pourrait réduire de moitié les rentrées fiscales « personnes morales » (entre 60 et 70 mios de francs).

dans le même temps, le conseil d'état souhaite réformer la péréquation financière intercommu-

nale, avec comme conséquence une très importante péjoration de la situation de la ville de Genève, dévisée par l'état à 114 mios de francs. enfin, la suppression de la taxe professionnelle communale, que d'aucuns estiment obsolète, n'est pas définitivement exclue.

mis bout à bout, ces réformes pourraient coûter à la ville de Genève environ 300 mios de francs par année. cette somme correspond, notamment, à la totalité du budget du département de la culture et du sport.

cela étant, la faiblesse constatée des rentrées fiscales a trouvé en 2012 des compensations. Les autres sources de revenus se sont avérées supérieures aux montants budgétés, de près de 23 mios de francs. dans le même temps, des économies de charges ont été réalisées pour près de 9 mios de francs. ainsi, le compte de fonctionnement 2012 se boucle sur un résultat positif de 2 mios de francs.

alors que l'enveloppe définie pour les investissements avait été fixée à 100 mios de francs, les dépenses nettes se sont avérées bien supérieures, atteignant 152,7 mios de francs. Les montants importants des crédits votés en 2010 et 2011 (427 mios de francs) ne sont pas étranger à cette situation. conscient de la nécessité d'effectuer des arbitrages en la matière, le conseil administratif a mis en œuvre des outils de pilotage plus fins qu'auparavant, de sorte que la planification, et, le choix des projets en amont, ainsi que la réalisation des crédits votés en aval, puissent s'inscrire dans le cadre des enveloppes définies.





# 2

2

## ANALYSE FINANCIÈRE

## 2 ANALYSE FINANCIÈRE

### 2.1 CHIFFRES CLÉS ET PRINCIPALES ÉVOLUTIONS

#### 2.1.1 PRÉSENTATION GÉNÉRALE

COMPTES 2011		BUDGET 2012	
COMPTE ADMINISTRATIF			
CHF		CHF	
charges	revenus	charges	revenus
	1'101'697'723		1'096'785'259
986'874'969		1'024'541'894	
68'109'998		72'243'365	
13'058'915		0	
<b>1'068'043'881</b>	<b>1'101'697'723</b>	<b>1'096'785'259</b>	<b>1'096'785'259</b>
44'275'315	44'275'315	44'101'969	44'101'969
<b>1'112'319'196</b>	<b>1'145'973'038</b>	<b>1'140'887'228</b>	<b>1'140'887'228</b>
<b>33'653'842</b>		<b>0</b>	
<b>1'145'973'038</b>	<b>1'145'973'038</b>	<b>1'140'887'228</b>	<b>1'140'887'228</b>
dépenses	recettes	dépenses	recettes
133'182'136	20'156'899	78'000'000	
	1'731'735		
18'010'085	437'621	22'000'000	
	128'865'966		100'000'000
<b>151'192'221</b>	<b>151'192'221</b>	<b>100'000'000</b>	<b>100'000'000</b>
FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS			
dépenses	recettes	dépenses	recettes
111'293'502		78'000'000	
17'572'464		22'000'000	
	78'443'848		69'157'285
	2'725'065		3'086'080
	33'653'842		0
	<b>114'822'755</b>		<b>72'243'365</b>
	<b>114'822'755</b>		<b>72'243'365</b>
	<b>14'043'211</b>		<b>27'756'635</b>
<b>128'865'966</b>	<b>128'865'966</b>	<b>100'000'000</b>	<b>100'000'000</b>
VARIATION DE FORTUNE			
	32'849'654		8'842'715
	14'847'400		18'913'920
	-14'043'211		-27'756'635
33'653'842		0	
<b>33'653'842</b>	<b>33'653'842</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

COMPTES 2012

CHF

2.1

**Fonctionnement**

	charges	Revenus
Revenus		1'090'077'916
Charges	1'013'009'216	
Amortissements	67'600'878	
Amortissements complémentaires	7'220'449	
Total net des charges et revenus	1'087'830'543	1'090'077'916
Imputations internes	42'446'039	42'446'039
Total brut des charges et revenus	1'130'276'581	1'132'523'955
Excédent de revenus	2'247'374	
	1'132'523'955	1'132'523'955

**investissements**

	Dépenses	Recettes
Investissements du patrimoine administratif	148'176'408	20'580'189
Préfinancement sur patrimoine administratif		
Investissements du patrimoine financier	26'768'288	1'691'394
Investissements nets		152'673'113
	174'944'696	174'944'696

	Dépenses	Recettes
Investissements nets du patrimoine administratif	127'596'220	
Investissements nets du patrimoine financier	25'076'893	
Amortissements du patrimoine administratif		71'905'299
Amortissements du patrimoine financier		2'916'028
Excédent de revenus du compte de fonctionnement		2'247'374
Autofinancement		77'068'701
Préfinancement sur patrimoine administratif		2'082'207
Total financement des investissements		79'150'908
Insuffisance de financement		73'522'205
	152'673'113	152'673'113

Augmentation du patrimoine administratif		53'608'713
Augmentation du patrimoine financier		22'160'866
Insuffisance de financement		-73'522'205
Augmentation de la fortune	2'247'374	
	2'247'374	2'247'374

Compte tenu du résultat de l'exercice 2012, la fortune au 31 décembre 2012 est de CHF 986'389'845.61

Figure 1: COMPTE DE FONCTIONNEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS

- excédent de revenus
- amortissement
- charges (hors imputations internes)
- revenus (hors imputations internes)

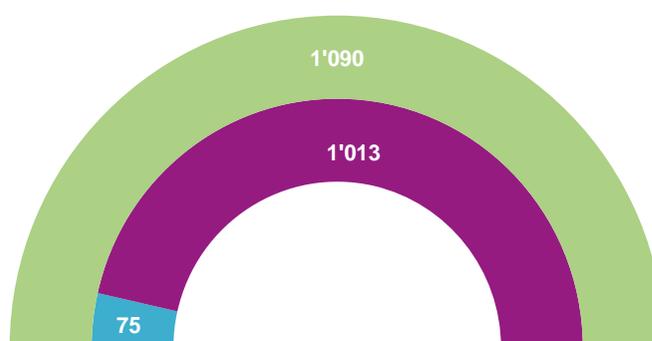
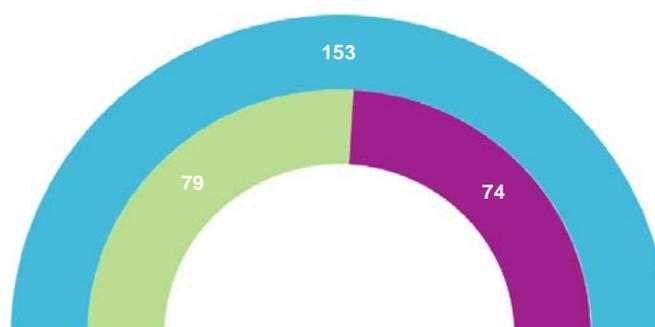


Figure 2: AUTOFINANCEMENT (EN MILLIONS DE FRANCS)

- investissements nets
- insuffisance de financement
- financement propre



## 2.2 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

Au vu du niveau des charges de fonctionnement et leur écart au budget, les comptes laissent apparaître des économies réalisées par les services. En comparaison avec les comptes 2011, ces charges s'inscrivent en augmentation de 1,8%.

s'agissant des revenus, ils sont constitués de 76% de revenus fiscaux. En 2012, le produit des impôts se révèle inférieur aux montants budgétés (-30,0 mios). Malgré des correctifs liés aux années antérieures pour près de 23 mios de francs, on constate que la production cumulée des impôts sur les personnes physiques et les personnes morales est bien inférieure aux estimations portées au budget de fonctionnement. Dans le même temps, la taxe professionnelle a atteint 121,1 mios de francs, soit peu ou prou le montant budgété. Une analyse détaillée des rentrées fiscales est proposée sous une section spécifique.

Enfin, le niveau des investissements nets réalisés en 2012 s'élève à 152,7 mios, supérieur de 52,7 mios à l'enveloppe prévue. Ils sont repris en détail sous le point 5. Depuis 2011, les investissements ne sont ainsi plus autofinancés. Les comptes 2012 révèlent une insuffisance de financement en nette progression à 73,5 mios alors que les prévisions anticipaient un déficit de financement à hauteur de 27,8 mios de francs.

2.2

tableau résumé du compte de fonctionnement 2012 comparé au budget 2012 et aux comptes 2011

(en millions de francs)		C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
<b>revenus</b>								
impôts	(chapitre 40)	828.5	858.5	852.3	- 30.0	- 3.5%	- 23.8	- 2.8%
revenus des biens	(chapitre 42)	160.0	155.6	161.5	+ 4.3	+ 2.8%	- 1.5	- 0.9%
revenus divers	(chapitre 43)	58.3	44.0	49.7	+ 14.3	+ 32.6%	+ 8.7	+ 17.4%
parts et contributions	(chapitre 44)	1.7	1.4	2.4	+ 0.3	+ 20.7%	- 0.7	- 30.7%
dédommagements de coll. publiques	(chapitre 45)	29.8	28.9	29.2	+ 0.9	+ 3.1%	+ 0.6	+ 2.1%
subventions et allocations	(chapitre 46)	11.5	8.3	6.6	+ 3.1	+ 37.8%	+ 4.9	+ 74.7%
<b>total</b>		<b>1'090.1</b>	<b>1'096.8</b>	<b>1'101.7</b>	<b>- 6.7</b>	<b>- 0.6%</b>	<b>- 11.6</b>	<b>- 1.1%</b>
<b>charges</b>								
charges de personnel	(chapitre 30)	451.2	455.7	436.6	- 4.5	- 1.0%	+ 14.5	+ 3.3%
biens, services et marchandises	(chapitre 31)	198.8	199.1	188.3	- 0.3	- 0.1%	+ 10.6	+ 5.6%
intérêts passifs	(chapitre 32)	29.1	33.4	31.9	- 4.3	- 12.8%	- 2.8	- 8.6%
pertes sur débiteurs	(chapitre 33)	16.8	17.5	29.3	- 0.7	- 3.9%	- 12.4	- 42.5%
contributions à d'autres collectivités	(chapitre 34)	35.8	36.0	40.8	- 0.3	- 0.7%	- 5.0	- 12.4%
dédommagements à des coll. publ.	(chapitre 35)	47.5	48.1	31.5	- 0.6	- 1.2%	+ 16.0	+ 50.7%
subventions et allocations à des tiers	(chapitre 36)	233.6	234.6	228.1	- 1.0	- 0.4%	+ 5.5	+ 2.4%
Attributions à des financements spéciaux	(chapitre 38)	0.1	0.0	0.4	+ 0.1	--	- 0.3	- 83.3%
<b>total</b>		<b>1'013.0</b>	<b>1'024.5</b>	<b>986.9</b>	<b>- 11.5</b>	<b>- 1.1%</b>	<b>+ 26.1</b>	<b>+ 2.6%</b>
<b>Amortissements et investissements</b>								
amortissements ordinaires et extraordinaires		74.8	72.2	81.2	+ 2.6	+ 3.6%	- 6.3	- 7.8%
investissements nets		152.7	100.0	128.9	+ 52.7	+ 52.7%	+ 23.8	+ 18.5%
<b>comptes de fonctionnement et de financement</b>								
excédent des comptes de fonctionnement		2.2	0.0	33.7		--		--
préfinancement sur patrimoine administratif		2.0	-	-		--		--
excédent/insuffisance de financement		-73.5	-27.8	-14.0		--		--

## 2.3 ANALYSE PAR CHAPITRES

### synthèse des principaux éléments constituant les écarts entre les comptes et le budget 2012 (en millions de francs)

#### Écarts sur les revenus

##### Revenus fiscaux

Impôts personnes physiques	- 19,3 mios
dont +21,7 mios de report d'années précédentes	
Impôts personnes morales	- 10,8 mios
dont +1,3 mio de report années précédentes	
Fonds de péréquation PM	- 0,2 mio
taxe professionnelle	+ 0,1 mio

##### Autres revenus

Loyers des parkings	- 1,4 mio
Bénéfices Métropole et PEV	- 2,3 mios
Accord extrajudiciaire	+ 4,2 mios
Revenus SGA	+ 1,4 mio
gratuités	+ 3,1 mios
prestations du personnel invest.	+ 2,7 mios
Revenus extraordinaires BAT	+ 2,7 mios
réévaluation actions BCGE	+ 1,6 mio
Fonds intercommunal	+ 1,5 mio

#### Écarts sur les charges

##### Provisions

taxe professionnelle	- 4,4 mios
provision pour reliquat	+ 7,5 mios
charges extraordinaires BAT	+ 2,7 mios

##### Pertes sur débiteurs

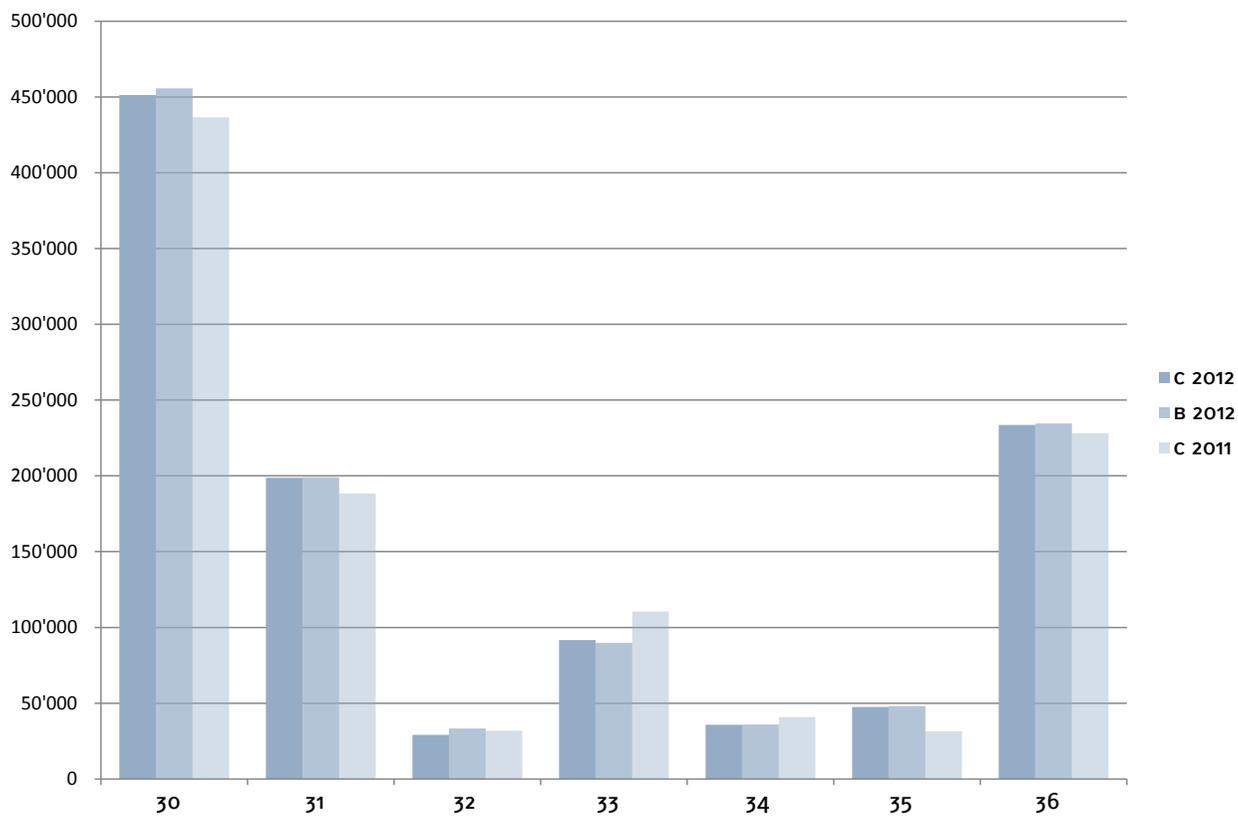
centimes additionnels	- 5,7 mios
sécurité et espaces publics	+ 0,3 mio

##### Autres charges

Intérêts sur emprunts	- 4,3 mios
subventions petite enfance	- 3,6 mios
Frais incinération cheneviers	- 2,5 mios
entretien bâtiments publics	- 2,1 mios
Frais de surveillance	+ 0,8 mio
charges compétent ENE	+ 1,7 mio
gratuités	+ 3,0 mios
charges compétent BAT	+ 9,1 mios

FIGURE 3 : COMPTES 2012, COMPTES 2011 ET BUDGET 2012, EN MILLIONS DE FRANCS

- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 intérêts passifs
- 33 Amortissements
- 34 contributions à d'autres collectivités
- 35 dédommagements à des collectivités publiques
- 36 subventions accordées



## Analyse des principaux écarts des revenus

### chapitre 40 : impôts (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
828.5	858.5	852.3	- 30.0	- 3.5%	- 23.8	- 2.8%

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les différents groupes du chapitre 40 se présentent comme suit:

(en millions de francs)	C 2012	(B 2012)	(C 2011)
400 impôts sur le revenu et la fortune	563.2	- 19.3	+ 28.2
401 impôts sur le bénéfice et le capital	128.8	- 10.8	- 35.8
406 impôts sur les chiens	0.3	+ 0.1	+ 0.1
408 Fonds de péréquation financière intercommunale	15.1	- 0.2	+ 0.5
409 Taxe professionnelle communale	121.1	+ 0.1	- 16.9

L'analyse de l'évolution de la fiscalité est détaillée, pour chaque catégorie d'impôts dans un chapitre spécifique du présent rapport.

### chapitre 42 : revenus des biens (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
160.0	155.6	161.5	+ 4.3	+ 2.8%	- 1.5	- 0.9%
-37.7	-37.7	-37.1	- revenus de gratuités			
122.2	119.9	124.4	+ 2.3	+ 1.9%	- 2.2	- 1.7%

Les revenus des biens sont légèrement supérieurs au budget 2012 et stables par rapport aux comptes 2011.

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les principaux groupes du chapitre 42 se présentent comme suit:

(en millions de francs)	C 2012	(B 2012)	(C 2011)
420 Avoirs à vue	0.1	+ 0.0	- 0.0
421 créances	5.0	+ 1.7	+ 1.3
422 capitaux du patrimoine financier	1.8	- 0.5	- 0.2
423 immeubles du patrimoine financier	84.5	- 2.4	- 0.7
424 gains comptables sur placements patrimoine financier	1.6	+ 1.6	- 1.5
426 participation permanente du patrimoine administratif	5.7	+ 1.2	+ 0.4
427 immeubles du patrimoine administratif	59.7	+ 1.3	+ 1.0
429 Autres revenus	1.2	+ 1.1	- 1.8

## chapitre 42 : revenus des biens (suite)

### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

- + 2,0 mios pour les revenus liés aux prestations en nature (gratuités)
- + 1,6 mio pour la réévaluation des actions au porteur BCGE
- + 1,4 mio pour les revenus liés à la concession d'affichage SGA
- + 1,2 mio pour les dividendes perçus pour les actions ATMB SA
- + 1,2 mio pour des intérêts de retard au service des bâtiments (provisionnés)
- - 1,4 mio pour les loyers des parkings
- - 2,3 mios pour les bénéfices de l'hôtel métropole et du parc des eaux-vives

## chapitre 43 : revenus divers (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
58.3	44.0	49.7	+ 14.3	+ 32.6%	+ 8.7	+ 17.4%
-2.9	-1.8	-2.3	- revenus de gratuités			
55.4	42.2	47.4	+ 13.3	+ 31.5%	+ 8.1	+ 17.0%

Les revenus divers sont en légère hausse, et ce aussi bien par rapport au budget 2012 qu'aux comptes 2011.

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les principaux groupes du chapitre 43 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2012	(B 2012)	(C 2011)
431	Emoluments administratifs	1.9	-	-
434	redevances d'utilisation et prestations de service	30.2	+ 2.3	+ 1.2
435	ventes de marchandises	3.0	+ 0.5	- 0.2
436	dédommagements de tiers	13.5	+ 7.7	+ 6.2
437	Amendes	1.8	+ 0.1	+ 0.1
438	prestations effectuées par le personnel (invest.)	6.0	+ 2.7	+ 1.4
439	Autres contributions	1.9	+ 1.2	-

### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

- + 4,2 mios pour un accord extrajudiciaire
- + 2,7 mios pour les prestations du personnel en faveur des investissements
- + 1,4 mio pour prélèvements sur préfinancement de tiers au CJB
- + 1,1 mio pour des revenus liés à des prestations en nature (gratuités)
- + 1,0 mio pour des remboursements de l'assurance accident
- + 0,7 mio pour les honoraires de régie à la GIM
- + 0,4 mio pour la vente de papier et d'aluminium

#### chapitre 44 : parts et contributions (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
1.7	1.4	2.4	+ 0.3	+ 20.7%	- 0.7	- 30.7%

Les parts et contributions sont liées aux rétrocessions cantonales au SIS des participations des assurances aux frais de prévention et au produit des droits sur les ventes volontaires aux enchères publiques. L'écart constaté avec le budget provient principalement des rétrocessions cantonales au SIS.

#### chapitre 45 : dédommagements de collectivités publiques (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
29.8	28.9	29.2	+ 0.9	+ 3.1%	+ 0.6	+ 2.1%

Les dédommagements de collectivités publiques sont composés de la subvention cantonale aux frais de routes prévue par l'art. 20 LRoutes, (budgétés à hauteur de 15,0 mio de francs, comptabilisés pour 15,8 mio de francs), de la participation des communes aux frais de fonctionnement du SIS (10,8 mio), du bibliobus (1,0 mio), ainsi que du dernier versement du dédommagement négocié lors du transfert des activités de contrôle du stationnement à l'État de Genève (dégressif sur 3 ans, 1 mio en 2012).

#### chapitre 46: subventions acquises (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
11.5	8.3	6.6	+ 3.1	+ 37.8%	+ 4.9	+ 74.7%

#### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

- + 1,5 mio de participations du Fonds intercommunal non budgétées
- + 0,9 mio de dons au musée d'art et d'histoire non budgétés
- + 0,4 mio de participations de la confédération à la création de places de crèche

## Analyse des principaux écarts des charges

### chapitre 30 : charges de personnel (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
451.2	455.7	436.6	- 4.5	- 1.0%	+ 14.5	+ 3.3%

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les différents groupes du chapitre 30 se présentent comme suit:

(en millions de francs)		C 2012	(B 2012)	(C 2011)
300	Autorités et commissions	2.0	- 0.1	+ 0.2
301	Traitement du personnel	351.5	- 1.8	+ 9.3
303	Assurances sociales	28.3	- 1.1	+ 1.8
304	caisse de pensions et prévoyance	45.3	- 0.8	+ 1.3
305	Assurances maladie et accident	8.0	- 0.6	- 0.2
306	prestations en nature	2.3	- 0.2	+ 0.5
307	prestations aux pensionnés	7.5	- 0.0	+ 0.6
308	Personnel intérimaire	2.6	+ 0.5	+ 1.2
309	autres charges de personnel	3.8	- 0.6	- 0.2

2.3

#### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

- - 8,9 mios pour les salaires des fonctionnaires, y compris gel des postes vacants (11,0 mios)
- - 1,1 mio pour les primes de fidélité
- - 1,1 mio pour les cotisations sociales
- - 0,6 mio pour les cotisations CAP
- - 0,4 mio pour les cotisations assurances accident
- + 0,4 mio pour les heures supplémentaires
- + 0,7 mio pour les indemnités de nuisances
- + 0,9 mio pour l'allocation pour enfants
- + 6,7 mios pour les salaires pour du personnel temporaire

**chapitre 31 : biens, services et marchandises** (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
198.8	199.1	188.3	- 0.4	- 0.2%	+ 10.5	+ 5.6%

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les différents groupes du chapitre 31 se présentent comme suit :

(en millions de francs)		C 2012	(B 2012)	(C 2011)
310	Fournitures de bureau	10.1	- 1.0	- 0.2
311	meubilier, machines, véhicules	6.4	- 0.3	- 0.3
312	Eau, énergie, combustible	22.2	+ 1.7	+ 0.1
313	Achats de fournitures et marchandises	13.1	- 0.6	+ 0.5
314	entretien des immeubles par des tiers	63.4	+ 4.2	+ 7.3
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	9.3	- 0.9	- 0.3
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	12.8	+ 0.2	+ 0.3
317	dédommagements	2.6	- 0.2	+ 0.1
318	honoraires et prestations de service	56.6	- 3.0	+ 2.6
319	Frais divers	2.2	- 0.4	+ 0.4

**écarts principaux (par rapport au budget 2012)**

- - 2,5 mios pour les frais d'incinération des cheneviers
- - 2,1 mios pour les charges d'entretien des bâtiments publics
- - 0,9 mio pour les honoraires divers
- - 0,8 mio pour les organisations d'évènement
- - 0,7 mio pour l'entretien de canalisations
- - 0,7 mio pour l'entretien GIM
- + 0,6 mio pour l'entretien des routes
- + 0,8 mio pour les prestations diverses
- + 0,8 mio pour les frais de surveillance
- + 1,7 mio sur les charges compétent ENE
- + 9,1 mios sur les charges compétent BAT

**chapitre 32 : intérêts passifs** (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
29.1	33.4	31.9	- 4.3	- 12.8%	- 2.8	- 8.6%

L'évolution des taux courts s'est avérée nettement plus favorable que le scénario retenu lors de l'élaboration du budget. La stratégie retenue par le conseil administratif s'est révélée à nouveau profitable en 2012, induisant une économie de près de 4,3 mios par rapport au budget. Ainsi, depuis 2008, la charge d'intérêt a été divisée par 2.

### chapitre 33 : pertes sur débiteurs (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
16.8	17.5	29.3	- 0.7	- 3.9%	- 12.4	- 42.5%

La production des centimes additionnels, ainsi que la dissolution de provisions pour près de 4,4 mios au service de la taxe professionnelle sont compensées par l'augmentation de la provision relative au reliquat et au provisionnement de revenus extraordinaires au service des bâtiments.

#### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

##### provisions

en mios de (francs)

- taxe professionnelle - 4,4
- sécurité et espaces publics - 0,8
- revenus extraordinaires service des bâtiments + 2,7
- Augmentation du reliquat + 7,5

##### pertes effectives

- centimes additionnels - 5,7
- taxe professionnelle - 0,4
- sécurité et espaces publics + 0,3

2.3

### chapitre 34 : contributions à d'autres collectivités (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
35.8	36.0	40.8	- 0.3	- 0.7%	- 5.0	- 12.4%

#### Écarts principaux (par rapport au budget 2012)

La compensation aux communes frontalières dépend de la masse salariale des travailleurs/euses frontaliers/ères imposé-e-s à la source. En 2012, le montant comptabilisé, 30,5 mios, s'est avéré proche des estimations portées au budget (30,7 mios).

Les charges relatives à la nouvelle péréquation intercommunale ont été comptabilisées sans aucun écart avec le budget, conformément aux dispositions légales y relatives. ces charges se sont montées à 5,3 mios de francs en 2012.

**chapitre 35 : dédommagement à des collectivités publiques** (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
47.5	48.1	31.5	- 0.6	- 1.2%	+ 16.0	+ 50.7%

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les différents groupes du chapitre 35 se présentent comme suit :

(en millions de francs)		C 2012	(B 2012)	(C 2011)
350	dédommagements versés à la confédération	0.0	-	-
351	dédommagements versés au canton	36.5	- 0.6	+ 15.0
352	dédommagements versés à des communes	11.0	-	+ 1.0

**Écarts principaux (par rapport au budget 2012)**

- - 1,5 mio pour les frais de perception
- + 0,8 mio pour les « frais de police », compensés par une différence de revenus équivalente

**chapitre 36 : transfert à des tiers : subventions et allocations** (en millions de francs)

C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
233.6	234.6	228.1	- 1.0	- 0.4%	+ 5.5	+ 2.4%
-40.6	- 37.6	- 39.4	- gratuités			
192.9	197.1	188.7	- 4.1	- 2.1%	+ 4.2	+ 2.2%

Les écarts entre les comptes 2012 et, respectivement, le budget 2012 et les comptes 2011 pour les différents groupes du chapitre 36 se présentent comme suit :

(en millions de francs)		C 2012	(B 2012)	(C 2011)
360	subventions confédération	0.5	-	-
361	subventions aux cantons	9.8	- 0.5	+ 0.1
363	subventions à des propres établissements	6.3	- 0.1	-
364	subventions à des sociétés d'économies mixtes	2.0	-	+ 0.2
365	subventions à des institutions privées	194.9	- 0.3	+ 4.2
366	subventions à des personnes physiques	14.9	-	- 0.2
367	subventions à des institutions étrangères	5.0	-	+ 1.3

**Écarts principaux (par rapport au budget 2012)**

- - 3,6 mios pour les subventions au secteur de la petite enfance
- - 0,5 mio pour les subventions octroyées par le service social
- - 0,4 mio pour la subvention à la FASE
- + 0,8 mio pour la subvention au grand théâtre (compensés par un non dépensé en charges de personnel)
- + 3,0 mios pour les subventions relatives à des gratuités

## 2.4 ÉVOLUTION DE LA FISCALITÉ

Les recettes fiscales de la ville de Genève (y compris la taxe professionnelle) ont représenté, en 2012, 76,0% du total des revenus contre 77,4% aux comptes 2011. Une analyse différenciée des revenus fiscaux selon ses composantes se révèle intéressante.

(en millions de francs)	C2012	B2012	C2011	ÉCART C12-B12		ÉCART C12-C11	
<b>revenus</b>							
Personnes physiques	563.2	582.4	535.0	- 19.3	- 3.3%	+ 28.2	+ 5.3%
Personnes morales	128.8	139.6	164.6	- 10.8	- 7.7%	- 35.8	- 21.7%
Impôts sur les chiens	0.3	0.2	0.2	+ 0.1	+ 60.4%	+ 0.1	+ 55.7%
Fonds de péréquation pers. morales	15.1	15.2	14.6	- 0.2	- 1.1%	+ 0.5	+ 3.5%
<b>sous total I</b>	<b>707.4</b>	<b>737.5</b>	<b>714.3</b>	<b>- 30.1</b>	<b>- 4.1%</b>	<b>- 6.9</b>	<b>- 1.0%</b>
taxe professionnelle	121.1	121.0	138.0	+ 0.1	+ 0.1%	- 16.9	- 12.2%
<b>total (revenus)</b>	<b>828.5</b>	<b>858.5</b>	<b>852.3</b>	<b>- 30.0</b>	<b>- 3.5%</b>	<b>- 23.8</b>	<b>- 2.8%</b>
<b>charges</b>							
Rétrocession aux communes frontalières françaises	30.5	30.7	29.2	- 0.3	- 0.9%	+ 1.3	+ 4.5%
Pertes sur créances irrécouvrables centimes additionnels	9.3	15.0	12.6	- 5.7	- 38.1%	- 3.3	- 26.4%
<b>sous total I</b>	<b>39.8</b>	<b>45.7</b>	<b>41.8</b>	<b>- 6.0</b>	<b>- 13.1%</b>	<b>- 2.0</b>	<b>- 4.9%</b>
Pertes sur créances irrécouvrables taxe professionnelle	1.4	1.9	1.5	- 0.4	- 24%	- 0.1	- 8.4%
<b>sous total II</b>	<b>41.2</b>	<b>47.6</b>	<b>43.3</b>	<b>- 6.4</b>	<b>- 13.5%</b>	<b>- 2.2</b>	<b>- 5.0%</b>
Frais de perception impôts	19.7	21.2	20.7	- 1.5	- 7.0%	- 1.0	- 4.9%
<b>total (charges)</b>	<b>60.9</b>	<b>68.8</b>	<b>64.1</b>	<b>- 7.9</b>	<b>- 11.5%</b>	<b>- 3.2</b>	<b>- 5.0%</b>
<b>revenus nets</b>	<b>767.6</b>	<b>789.7</b>	<b>788.2</b>	<b>- 22.1</b>	<b>- 2.8%</b>	<b>- 20.6</b>	<b>- 2.6%</b>

2.4

depuis l'introduction du système postnumerando, les productions des impôts « personnes physiques » et « personnes morales » de l'année courante, inscrites aux comptes, sont estimées en totalité par le département cantonal des finances (DF). A ces estimations, il convient d'ajouter les montants correspondant aux correctifs des années antérieures liés à la production telle qu'estimée à ce jour. Une analyse pertinente de la manne fiscale réelle implique par conséquent de tenir compte de ces ajustements et de reconstituer a posteriori les résultats fiscaux provisoires de chaque exercice.

Après 2010 et 2011, 2012 est la troisième année qui voit les effets de la nouvelle imposition des personnes physiques, acceptée par le peuple en 2009. L'estimation pour l'année 2012 est désormais basée sur les taxations 2011 définitives ainsi que les déclarations retournées.

Une première lecture des résultats fiscaux 2012 révèle que les impôts « personnes physiques » sont nettement inférieurs aux montants budgétés (-3,3%). ceux relatifs aux « personnes morales » sont dans la même situation (-7,7%). toutefois, les montants budgétés par définition n'appréhendent pas les correctifs des années antérieures, correctifs pouvant tout aussi bien être positifs que négatifs. aussi, pour juger de la pertinence des estimations portées dans le budget, il convient d'appréhender la situation en neutralisant les effets des correctifs.

Le montant des impôts « personnes physiques » est inférieur au budget de 19,3 mios. Les correctifs cumulés liés aux années antérieures représentent une somme positive de 21,7 mios. En ne considérant que l'estimation concernant l'année 2012, le produit de l'impôt « personnes physiques » est en deçà du budget à hauteur de 41,0 mios. Les prévisions portées au budget se sont donc, pour l'instant, avérées bien plus optimistes que la réalité. La raison principale de cet écart est liée à l'importante révision à la baisse de la production 2011. cet écart produit un double effet négatif, le premier par la comptabilisation d'un correctif négatif, le second est induit par l'effet de base sur l'estimation de la production 2012.

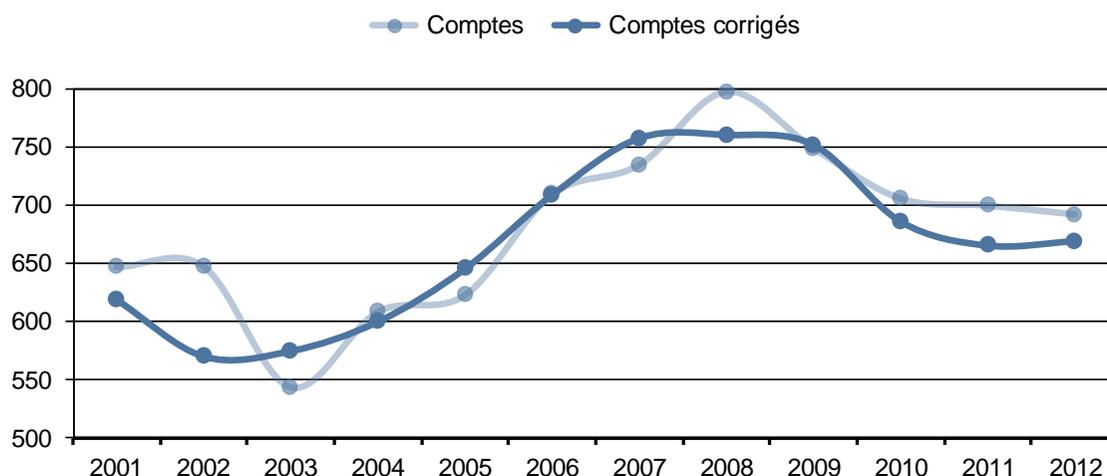
## Évolution de la fiscalité (suite)

La production estimée aux comptes 2012 concernant les impôts « personnes morales » est également bien inférieure au budget. La production comptabilisée en 2012 atteint 128,8 mios, soit 10,8 mios de moins que le budget, dont 1,3 mio de correctifs lié à des années antérieures. L'écart concernant l'année 2012 est ainsi négatif de 12,1 mios. Bien que la somme des correctifs soit presque nulle, elle cache une situation défavorable. Le correctif 2011 est fortement négatif à 12,2 mios. La bonne surprise des comptes 2011 s'agissant de la production fiscale des personnes morales s'avère rétrospectivement être un miroir aux alouettes. cette importante correction aura également des effets de base sur les perspectives des années futures.

La production de la taxe professionnelle comptabilisée en 2012 quant à elle réalise les prévisions budgétaires. rap-pelons que par son mode d'imposition *praenumérando* bisannuel, la taxe se base principalement sur les années antérieures.

Les pertes effectives réalisées sur les débiteurs « centimes additionnels » sont en diminution par rapport à 2011 pour atteindre 9,3mios. A relever enfin, qu'après plusieurs années de recul, le reliquat augmente à nouveau. Il atteint désormais 301,8 mios, en augmentation de 25,0 mios. comme le 30 % de ce montant est porté en provision, il engendre un provisionnement de 7,5 mios.

## production «centimes additionnels»



Les montants comptabilisés aux comptes 2012 sont de 23,0 mios inférieurs aux revenus correspondant effectivement à l'exercice sous revue. Il conviendra de tenir compte de cet élément pour établir les prévisions de rentrées fiscales pour les années futures. A mentionner cette année l'importante révision à la baisse de 20,8 mios de la production 2011.

## production «centimes additionnels» (suite)

La valeur de production d'un centime additionnel en 2012 a été la suivante :

- en comparaison avec le budget 2012

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2012	12'377'745.13	2'831'342.86	15'209'087.99
Budget 2012	12'800'836.00	3'068'615.38	15'869'451.38
<b>différence</b>	<b>- 423'090.87</b>	<b>- 237'272.52</b>	<b>- 660'363.39</b>
<b>différence en %</b>	<b>-3.3%</b>	<b>-7.7%</b>	<b>-4.2%</b>

- en comparaison avec les comptes 2011

	PERSONNES		TOTAL
	PHYSIQUES	MORALES	
comptes 2012	12'377'745.13	2'831'342.86	15'209'087.99
comptes 2011	11'757'526.95	3'617'350.33	15'374'877.28
<b>différence</b>	<b>+ 620'218.18</b>	<b>- 786'007.46</b>	<b>- 165'789.28</b>
<b>différence en %</b>	<b>5.3%</b>	<b>-21.7%</b>	<b>-1.1%</b>

2.5

## 2.5 INVESTISSEMENTS

### comptes des investissements (en millions de francs)

En 2012, les investissements nets se sont élevés à 152,7 mios, supérieurs de 52,7% à l'estimation portée au budget.

Le tableau comparatif ci-après montre l'évolution des investissements opérés depuis 2003 et leur taux de réalisation.

	COMPTES	BUDGET	TAUX DE RÉALISATION %
2003	160.4	155.0	103.5%
2004	132.6	100.0	132.6%
2005	100.3	110.0	91.2%
2006	91.5	110.0	83.2%
2007	73.9	100.0	73.9%
2008	66.1	95.0	69.7%
2009	103.8	95.0	109.3%
2010	104.1	95.0	111.2%
2011	128.9	95.0	135.7%
2012	152.7	100.0	152.7%
<b>2003-2012</b>	<b>1'114.3</b>	<b>1055.0</b>	<b>105,6%</b>

En 2012, les investissements ont été supérieurs par rapport à l'enveloppe prévue. Les principales dépenses d'investissements 2012 ont porté sur les travaux du tram τσβ, le réaménagement de la plaine de plainpalais, la passerelle sécheron-nations, l'acquisition de terrains, le musée d'éthnographie ainsi que la rénovation de l'école de st-jean.

Le total des investissements atteint, pour ces dix dernières années, 1'114,3 mios, soit une moyenne annuelle de 111,4 mios et un taux de réalisation moyen de 105,6%.

## crédits d'engagement votés en 2012

durant l'année 2012, le conseil municipal, sur proposition du conseil administratif, a voté 116,4 mios de crédits. Après 2010 et 2011, deux années ayant notoirement dépassé le montant annuel budgété des dépenses d'investissement, 2012 voit le montant total voté en adéquation avec le montant total annuel d'investissement défini par le conseil municipal.

### ces crédits concernent :

Le patrimoine administratif 99,6 mios  
Le patrimoine financier 16,8 mios

Au cours de ces dix dernières années, l'évolution des crédits votés a été la suivante:

	CRÉDITS VOTÉS
2003	271
2004	77
2005	111
2006	51
2007	76
2008	178
2009	101
2010	207
2011	220
2012	116
<b>2003-2012</b>	<b>1'408</b>

La moyenne des crédits votés ces dix dernières années atteint 140,8 mios. Il convient d'avoir à l'esprit qu'à long terme, les investissements votés devraient être équivalents à l'enveloppe annuellement allouée.

## engagements futurs et fonctionnement des investissements

Après avoir analysé les dépenses d'investissements comptabilisées en 2012 et leur mode de financement ainsi que les nouveaux crédits votés, les commentaires suivants se rapportent plus spécifiquement aux engagements financiers futurs de la ville de Genève.

Au cours de l'année 2012, le conseil municipal a voté pour 116,4 mios de nouveaux crédits d'investissements, un montant en nette diminution après 2010 et 2011. Dans le même temps, les dépenses d'investissements ont été largement supérieures aux montants déterminés à l'enveloppe définie dans le cadre du budget 2012.

corollaire, le total des engagements qui s'élevait, au 31 décembre 2011, à un niveau record de 566 mios, s'inscrit en diminution de 53 mios, pour atteindre, au 31 décembre 2012, 513 mios. Cette diminution s'explique à la fois par une différence entre le niveau des dépenses d'investissements réalisées et le montant de nouvelles propositions votées en 2012, différence augmentée à la marge par les crédits bouclés sans dépassements durant l'année écoulée.

une rétrospective sur les dix dernières années permet d'observer leur évolution au 31 décembre de chaque année :

	ENGAGEMENTS	VARIATIONS (N / N-1)
2003	379	+ 111
2004	327	- 52
2005	334	+ 7
2006	290	- 44
2007	317	+ 27
2008	440	+ 123
2009	423	- 19
2010	482	+ 59
2011	566	+ 84
2012	513	- 53

2.5

Le niveau actuel des engagements reste un signal préoccupant devant inciter le conseil municipal à la mesure lors de vote de nouveaux crédits d'investissements. A ce stade, les projets existants entraîneront d'ores et déjà une augmentation du niveau des investissements qui risque fort d'être difficile à contrôler ces prochaines années. Pour cette raison, il conviendrait de continuer à ne voter des crédits d'investissements que dans le cadre de l'enveloppe annuelle fixée. Faute de quoi, le montant des engagements risquera de croître à nouveau, et de provoquer, d'ici quelques années, une nouvelle augmentation de l'endettement de la ville de Genève.

À cet effet, il convient de rappeler que le conseil administratif informe de manière permanente le conseil municipal sur le montant des crédits votés au cours de l'exercice et l'incidence budgétaire de ceux-ci, grâce à un panneau affiché dans la salle des délibérations et au baromètre financier remis à chaque chef-fe de groupe.

Au 31 décembre 2012, la situation se résume de la manière suivante:

	MONTANT EN MIOS	INCIDENCE BUDGÉTAIRE ANNUELLE (ANNUITÉS)
crédits votés	116	9
crédits à l'examen des commissions	341	22
<b>total</b>	<b>457</b>	<b>31</b>

Le montant des crédits à l'examen en commission est particulièrement important au 31 décembre 2012.

## Financement des investissements en 2012

La structure du financement des investissements en 2012 s'est présentée comme suit:

(en millions de francs)	COMPTES	BUDGET
Amortissements	74.8	72.2
Excédent de revenus	2.2	0.0
Autofinancement	77.1	72.2
Préfinancement sur PA	2.1	-
Investissement nets	152.7	100.0
Excédent / insuffisance de financement	- 73.5	- 27.8
Taux d'autofinancement	50.5%	72.2 %

Le taux d'autofinancement est à nouveau inférieur à 100%, ce qui signifie que l'année 2012 se boucle sur une insuffisance de financement.

### Taux d'autofinancement réalisés entre 2003 et 2012

	AUTOFINANCEMENT
2003	14 %
2004	70 %
2005	69 %
2006	157 %
2007	237 %
2008	333 %
2009	222 %
2010	137 %
2011	89 %
2012	50 %

### Variation de la fortune de la ville de Genève

L'excédent de revenus des comptes de l'exercice 2012 de 2,2 mios est porté en augmentation de la fortune nette de la ville de Genève qui s'élève, au 31 décembre 2012, à CHF 986'391'550,61.

### Émissions et remboursements d'emprunts et de prêts en 2012

conformément à l'arrêté du conseil d'état approuvant la délibération du conseil municipal de la ville de Genève du 13 décembre 2011,

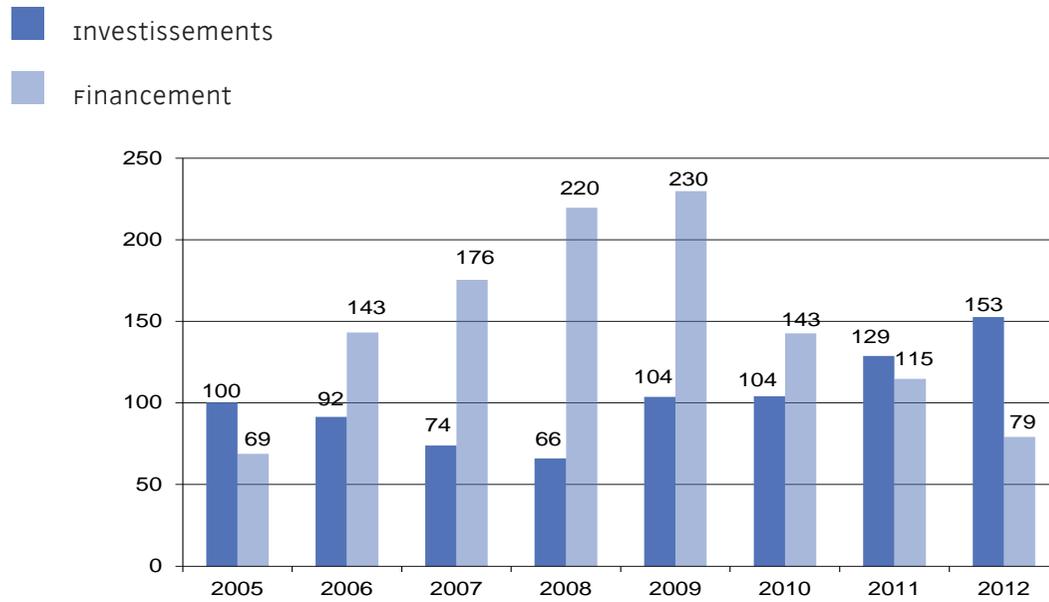
- le conseil administratif est autorisé à renouveler en 2012 les divers emprunts qui viendront à échéance et à procéder à tout remboursement anticipé si les conditions d'émission lui sont favorables ;
- le conseil administratif est autorisé à faire usage des nouveaux instruments financiers.

durant l'exercice écoulé, le conseil administratif a procédé aux opérations suivantes :

- Émission d'un emprunt public de 200 mios de francs le 18 novembre 2012 pour une durée de 17 ans, à un taux facial de 1,375%.

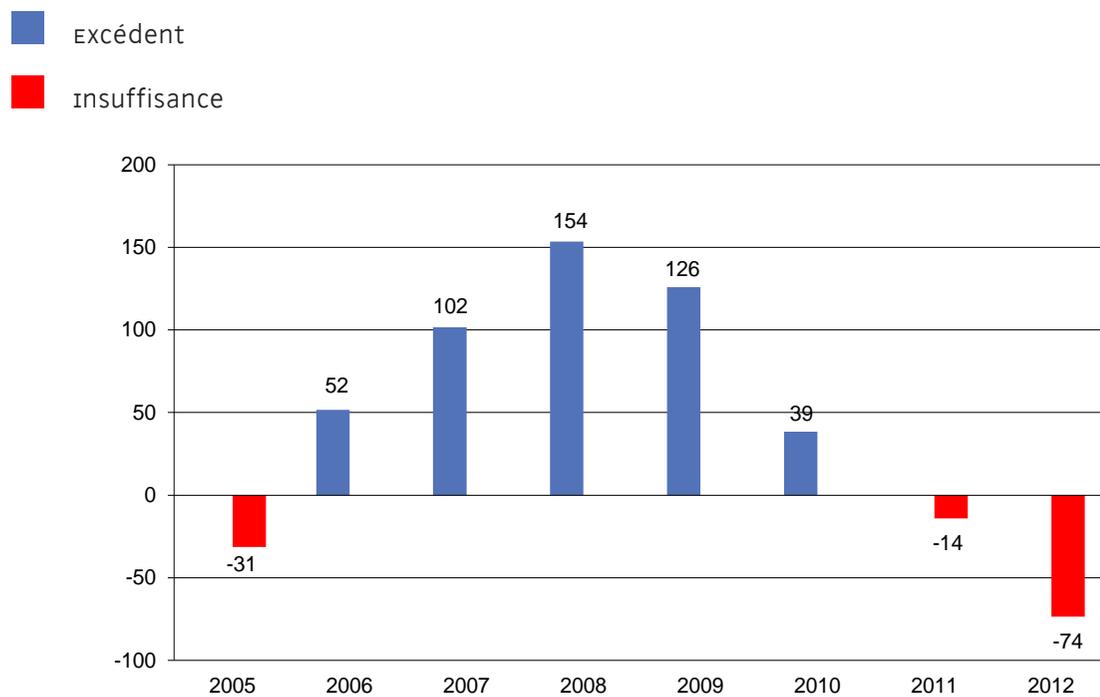
Le taux moyen de la dette en 2012 est de 2,04%.

FIGURE 4 : ÉVOLUTION DES INVESTISSEMENTS ET DU FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS



2.5

FIGURE 5 : EXCÉDENT / INSUFFISANCE DE FINANCEMENT, EN MILLIONS DE FRANCS



## 2.6 COMPTES PAR POLITIQUE PUBLIQUE

### 2.6.1 CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>0 Administration générale</b>	<b>145'957</b>	<b>146'123</b>	<b>-166</b>	<b>-0%</b>	<b>137'881</b>
01 conseil municipal	2'773	3'009	-237	-8%	2'574
02 conseil administratif, maire et adjoint	2'143	2'126	17	1%	2'556
05 Administration générale	119'544	121'688	-2'144	-2%	109'307
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	14'042	11'825	2'218	19%	16'549
09 divers (non ventilables)	7'455	7'475	-20	-0%	6'895
<b>1 sécurité publique</b>	<b>105'671</b>	<b>108'178</b>	<b>-2'507</b>	<b>-2%</b>	<b>88'260</b>
10 Protection juridique	9'388	9'245	143	2%	8'822
11 sécurité municipale	46'151	47'916	-1'765	-4%	28'674
14 Incendie et secours	46'244	47'721	-1'477	-3%	47'550
16 Protection civile	3'889	3'296	593	18%	3'214
<b>2 Enseignement et formation</b>	<b>63'656</b>	<b>61'259</b>	<b>2'397</b>	<b>4%</b>	<b>58'427</b>
21 Écoles publiques	63'656	61'259	2'397	4%	58'427
<b>3 culture et loisirs</b>	<b>361'392</b>	<b>355'204</b>	<b>6'188</b>	<b>2%</b>	<b>357'653</b>
30 Encouragement à la culture	257'812	250'277	7'535	3%	255'279
33 Parcs et promenades	35'792	36'231	-438	-1%	32'822
34 sports	48'057	47'979	79	0%	50'035
35 Autres loisirs	19'730	20'718	-988	-5%	19'516
<b>5 Prévoyance sociale</b>	<b>155'710</b>	<b>159'183</b>	<b>-3'473</b>	<b>-2%</b>	<b>151'292</b>
54 Institutions pour la jeunesse	98'001	101'934	-3'933	-4%	98'291
58 Aide sociale	57'709	57'250	460	1%	53'001
<b>6 trafic</b>	<b>41'012</b>	<b>44'224</b>	<b>-3'212</b>	<b>-7%</b>	<b>52'751</b>
62 routes communales	39'828	43'030	-3'202	-7%	51'947
65 trafic régional	1'184	1'194	-10	-1%	804
<b>7 protection et aménagement de l'environ.</b>	<b>89'207</b>	<b>90'008</b>	<b>-801</b>	<b>-1%</b>	<b>88'628</b>
71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux	4'268	4'935	-668	-14%	4'639
72 traitement des déchets	59'244	58'691	553	1%	55'758
74 cimetières et crématoires	11'966	12'541	-575	-5%	15'351
78 Autres tâches de protection de l'env.	6'490	5'863	628	11%	5'327
79 Aménagement du territoire	7'240	7'979	-739	-9%	7'552
<b>9 finances et impôts</b>	<b>167'672</b>	<b>176'707</b>	<b>-9'035</b>	<b>-5%</b>	<b>177'428</b>
90 impôts	64'049	68'818	-4'769	-7%	62'932
92 Entre communes	5'305	5'305	-	-	11'657
94 charges et revenus des capitaux	29'329	33'656	-4'326	-13%	32'054
95 Immeubles du patrimoine financier	68'988	68'928	60	0%	70'786
<b>total général</b>	<b>1'130'277</b>	<b>1'140'887</b>	<b>-10'611</b>	<b>-1%</b>	<b>1'112'319</b>

## 2.6.2 REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>0 Administration générale</b>	<b>37'776</b>	<b>33'931</b>	<b>3'845</b>	<b>11%</b>	<b>33'483</b>
01 conseil municipal	-	-	-	--	4
02 conseil administratif, maire et adjoint	49	74	-25	-33%	44
05 Administration générale	18'536	13'885	4'651	33%	13'880
08 Immeuble du patr. admin. (non ventil.)	19'190	19'972	-781	-4%	19'555
<b>1 sécurité publique</b>	<b>54'488</b>	<b>49'239</b>	<b>5'249</b>	<b>11%</b>	<b>52'842</b>
10 Protection juridique	29'271	27'071	2'200	8%	27'407
11 sécurité municipale	4'673	3'254	1'419	44%	5'598
14 Incendie et secours	19'516	18'698	818	4%	19'291
16 Protection civile	1'028	216	813	377%	547
<b>2 enseignement et formation</b>	<b>4'511</b>	<b>4'419</b>	<b>92</b>	<b>2%</b>	<b>4'526</b>
21 Écoles publiques	4'511	4'419	92	2%	4'526
<b>3 culture et loisirs</b>	<b>35'040</b>	<b>26'333</b>	<b>8'707</b>	<b>33%</b>	<b>32'324</b>
30 Encouragement à la culture	26'166	19'004	7'162	38%	23'752
33 Parcs et promenades	972	716	256	36%	1'247
34 sports	7'112	5'849	1'263	22%	6'546
35 Autres loisirs	790	764	26	3%	779
<b>5 prévoyance sociale</b>	<b>8'864</b>	<b>7'506</b>	<b>1'358</b>	<b>18%</b>	<b>7'562</b>
54 Institutions pour la jeunesse	6'825	5'768	1'057	18%	6'002
58 Aide sociale	2'039	1'738	302	17%	1'560
<b>6 trafic</b>	<b>20'715</b>	<b>19'300</b>	<b>1'415</b>	<b>7%</b>	<b>14'750</b>
62 routes communales	20'715	19'300	1'415	7%	14'750
<b>7 protection et aménagement de l'environ.</b>	<b>5'774</b>	<b>4'459</b>	<b>1'314</b>	<b>29%</b>	<b>5'731</b>
71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux	145	137	8	6%	102
72 traitement des déchets	1'961	781	1'180	151%	1'874
74 cimetières et crématoires	3'575	3'494	82	2%	3'647
78 Autres tâches de protection de l'env.	4	12	-8	-71%	40
79 Aménagement du territoire	88	36	52	148%	67
<b>9 finances et impôts</b>	<b>965'356</b>	<b>995'701</b>	<b>-30'345</b>	<b>-3%</b>	<b>994'755</b>
90 impôts	829'282	858'481	-29'199	-3%	852'794
94 charges et revenus des capitaux	33'681	35'522	-1'841	-5%	37'991
95 Immeubles du patrimoine financier	102'394	101'699	695	1%	103'971
<b>total général</b>	<b>1'132'524</b>	<b>1'140'887</b>	<b>-8'363</b>	<b>-1%</b>	<b>1'145'973</b>

2.6

FIGURE 6: CHARGES PAR POLITIQUE PUBLIQUE (%)

- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

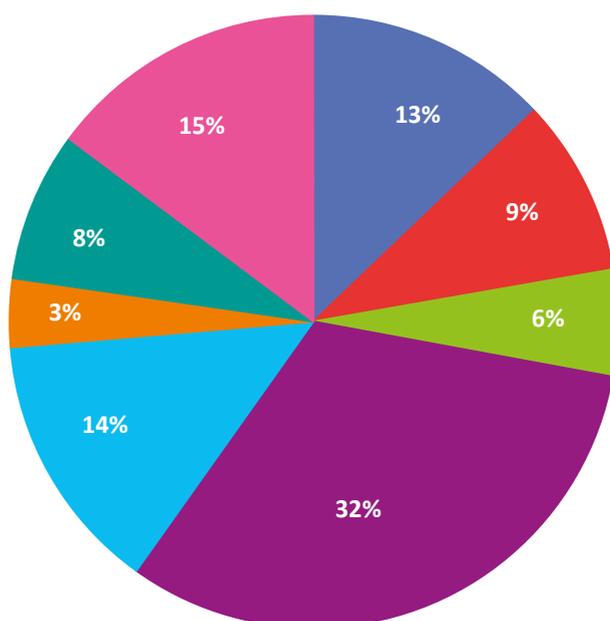
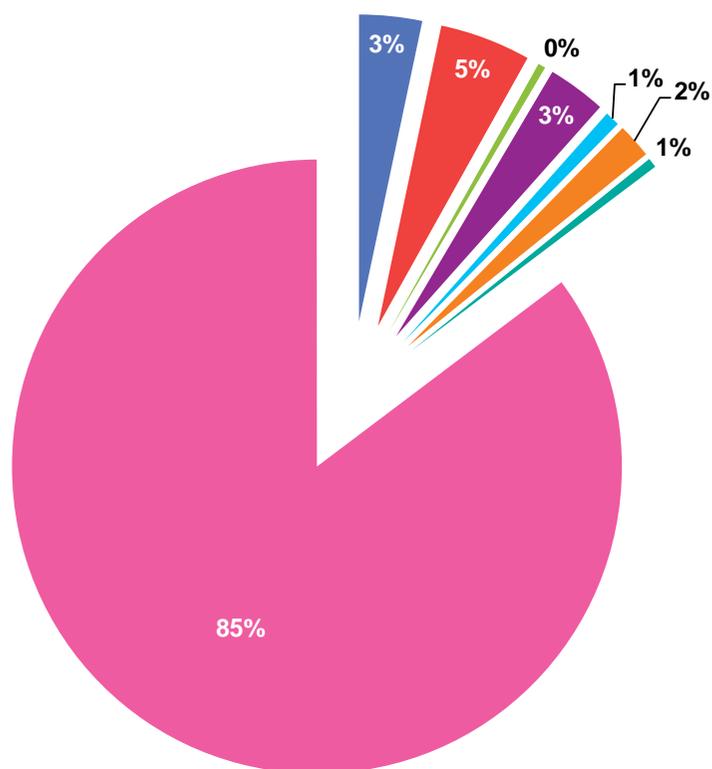


FIGURE 7: REVENUS PAR POLITIQUE PUBLIQUE (%)

- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

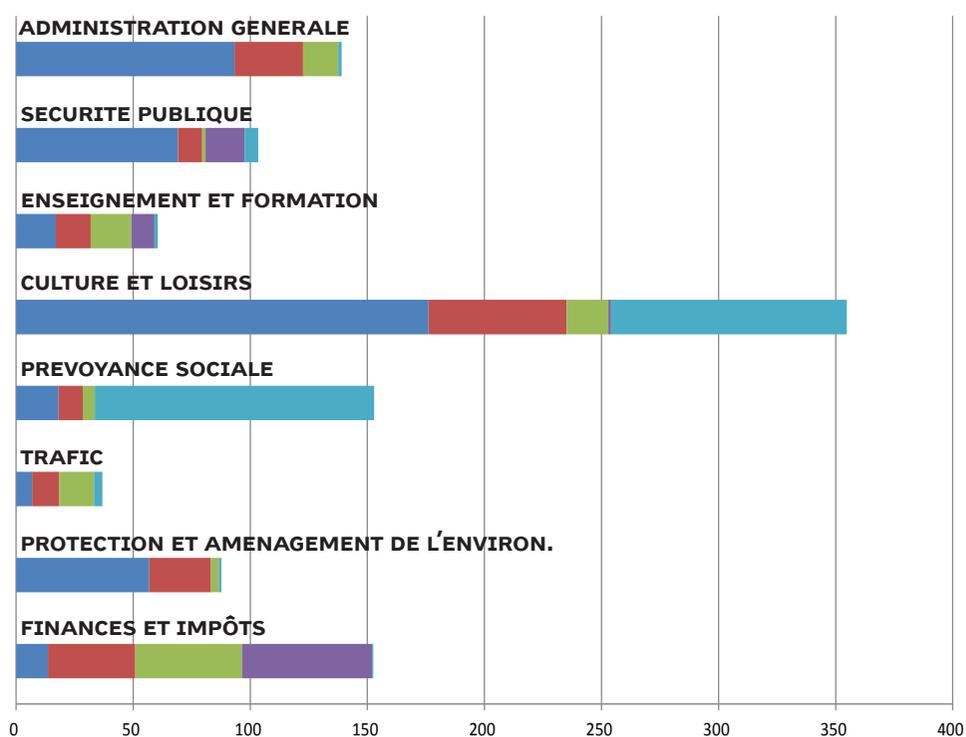
2.6



## 2.6.3 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

en milliers de francs	ADMINISTRATION GÉNÉRALE	SÉCURITÉ PUBLIQUE	ENSEIGNEMENT ET FORMATION	CULTURE ET LOISIRS	PRÉVOYANCE SOCIALE	TRAFIC	PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT	FINANCES ET IMPÔTS	RÉSULTAT
<b>charges</b>	<b>145'957</b>	<b>105'671</b>	<b>63'656</b>	<b>361'392</b>	<b>155'710</b>	<b>41'012</b>	<b>89'207</b>	<b>167'672</b>	<b>1'130'277</b>
30 charges de personnel	93'245	69'181	17'037	176'153	18'179	6'848	56'870	13'657	451'169
31 biens, services et marchandises	29'306	10'268	14'826	59'001	10'301	11'570	26'319	37'239	198'830
32 intérêts passifs								29'137	29'137
33 Amortissements	14'992	1'453	17'380	17'749	5'210	14'916	3'486	16'473	91'660
34 contributions à d'autres collectivités								35'778	35'778
35 dédommagements à des collectivités publiques	45	16'647	9'887	1'163			71	19'735	47'547
36 subventions accordées	1'465	5'836	1'370	100'728	119'214	3'507	902	550	233'572
37 subventions redistribuées	76				0				76
38 Attribution aux financements spéciaux				62					62
39 imputations internes	6'828	2'287	3'156	6'535	2'807	4'171	1'560	15'103	42'446
<b>revenus</b>	<b>37'776</b>	<b>54'488</b>	<b>4'511</b>	<b>35'040</b>	<b>8'864</b>	<b>20'715</b>	<b>5'774</b>	<b>965'356</b>	<b>1'132'524</b>
40 impôts								828'524	828'524
42 revenus des biens	14'583	27'253	4'033	11'455	6'809		229	95'617	159'979
43 revenus divers	15'591	11'838	227	13'616	580	2'072	5'384	9'031	58'338
44 parts à des recettes et contrib. sans affectation	281	1'410							1'690
45 dédommagements de collectivités publiques	306	12'217	215	1'207	58	15'840			29'843
46 subventions acquises	71	451	0	6'694	1'408	2'803	39		11'465
47 subventions à redistribuer	76				0				76
48 prélèvements sur les financements spéciaux				163					163
49 imputations internes	6'869	1'319	36	1'906	9		122	32'185	42'446
<b>résultat</b>	<b>-108'181</b>	<b>-51'183</b>	<b>-59'145</b>	<b>-326'352</b>	<b>-146'846</b>	<b>-20'296</b>	<b>-83'434</b>	<b>797'684</b>	<b>2'247</b>

**FIGURE 8 : POIDS DES CHARGES PAR CHAPITRE COMPTABLE DANS LES POLITIQUES PUBLIQUES, EN MILLIONS DE FRANCS**



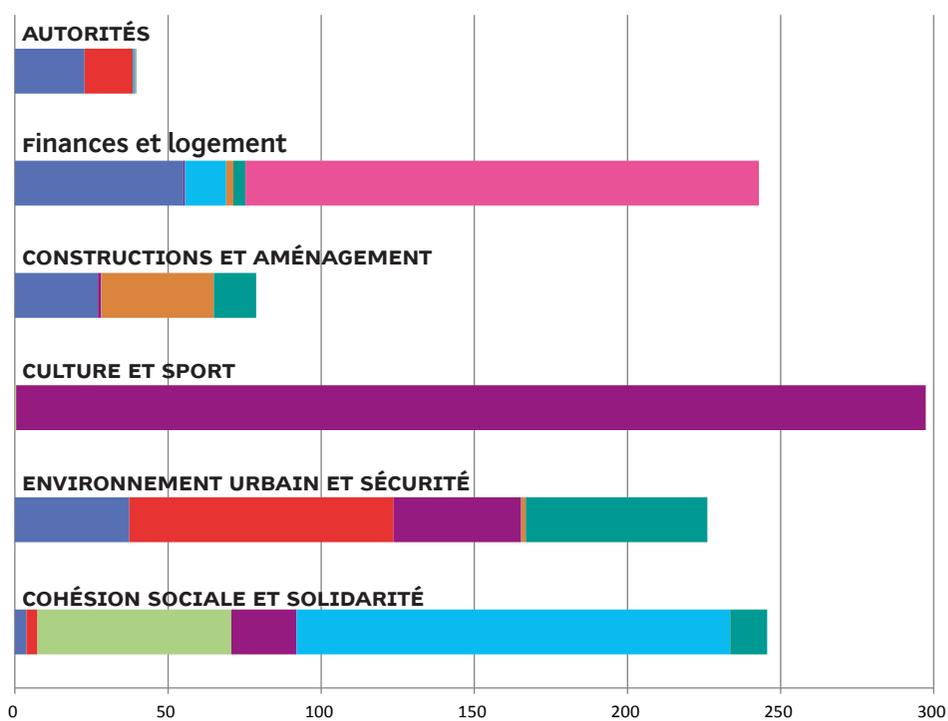
2.6

- 30 charges de personnel
- 31 biens, services et marchandises
- 32 et 33 intérêts et amortissements
- 34 et 35 contributions et dédommagements à d'autres collectivités publiques
- 36 subventions accordées

## 2.6.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT PAR DÉPARTEMENT ET POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	AUTORITÉS	FINANCES ET LOGEMENT	CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	CULTURE ET SPORT	ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ	TOTAL GÉNÉRAL
<b>Administration générale</b>	<b>-21'461</b>	<b>-25'990</b>	<b>-20'108</b>	<b>0</b>	<b>-36'994</b>	<b>-3'628</b>	<b>-108'181</b>
charges	22'695	54'964	27'148	0	37'392	3'759	145'957
revenus	1'234	28'974	7'039	0	397	131	37'776
<b>sécurité publique</b>	<b>-15'840</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-33'263</b>	<b>-2'080</b>	<b>-51'183</b>
charges	15'840	0	0	0	86'213	3'618	105'671
revenus	0	0	0	0	52'950	1'538	54'488
<b>enseignement et formation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>-385</b>	<b>0</b>	<b>-58'760</b>	<b>-59'145</b>
charges	0	0	0	385	0	63'271	63'656
revenus	0	0	0	0	0	4'511	4'511
<b>culture et loisirs</b>	<b>-31</b>	<b>-520</b>	<b>-1'026</b>	<b>-266'312</b>	<b>-37'977</b>	<b>-20'485</b>	<b>-326'352</b>
charges	31	520	1'026	296'857	41'682	21'275	361'392
revenus	0	0	0	30'546	3'705	790	35'040
<b>prévoyance sociale</b>	<b>-695</b>	<b>-13'481</b>	<b>-15</b>	<b>0</b>	<b>-10</b>	<b>-132'645</b>	<b>-146'846</b>
charges	695	13'481	15	0	10	141'509	155'710
revenus	0	0	0	0	0	8'864	8'864
<b>trafic</b>	<b>15'567</b>	<b>-2'320</b>	<b>-31'901</b>	<b>-0</b>	<b>-1'529</b>	<b>-112</b>	<b>-20'296</b>
charges	273	2'320	36'777	0	1'529	112	41'012
revenus	15'840	0	4'875	0	0	0	20'715
<b>protection et aménagement de l'environ.</b>	<b>-40</b>	<b>-3'940</b>	<b>-13'613</b>	<b>-104</b>	<b>-57'265</b>	<b>-8'472</b>	<b>-83'434</b>
charges	40	3'943	13'846	104	59'226	12'047	89'207
revenus	0	4	233	0	1'961	3'575	5'774
<b>finances et impôts</b>	<b>51</b>	<b>796'428</b>	<b>1'204</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>797'684</b>
charges	0	167'671	0	0	0	0	167'672
revenus	51	964'099	1'204	0	0	0	965'356
<b>résultat</b>	<b>-22'449</b>	<b>750'178</b>	<b>-65'460</b>	<b>-266'801</b>	<b>-167'038</b>	<b>-226'182</b>	<b>2'247</b>

FIGURE 9 : POIDS DES CHARGES DES POLITIQUES PUBLIQUES DANS LES DÉPARTEMENTS, EN MILLIONS DE FRANCS



2.6

- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 prévoyance sociale
- 6 trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 finances et impôts

## 2.6.5 RESSOURCES HUMAINES

Politiques publiques	Libellé politiques publiques	Fixes					auxiliaires		
		301180 (ETP)					301190 (CHF)		
		Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012	Ecart postes	C 2012	B 2012	Écarts
05	Administration générale	431.3	25.4	456.7	443.4	13.3	3'611'401	3'323'140	288'261
08	Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	15.8	1.0	16.8	17.0	-0.2	0	20'200	-20'200
10	Protection juridique	22.9	-	22.9	25.6	-2.7	32'872	176'610	-143'738
11	Sécurité municipale	228.0	2.0	230.0	223.3	6.7	55'180	120'000	-64'820
14	Incendie et secours	236.8	12.0	248.8	252.2	-3.4	282'781	120'000	162'781
16	Protection civile	15.8	-	15.8	15.8	-	32'106	-	32'106
21	Écoles publiques	123.0	11.5	134.5	138.3	-3.8	586'842	80'800	506'042
30	Encouragement à la culture	854.4	33.6	888.0	889.1	-1.1	6'864'325	2'669'639	4'194'686
33	Parcs et promenades	211.5	2.0	213.5	223.5	-10.0	442'218	180'000	262'218
34	Sports	168.7	3.0	171.7	175.2	-3.5	1'506'624	1'131'925	374'699
35	Autres loisirs	5.5	1.0	6.5	6.7	-0.2	30'345	11'320	19'025
54	Institutions pour la jeunesse	49.8	1.2	51.0	52.1	-1.1	301'496	227'085	74'411
58	Aide sociale	68.0	4.8	72.8	76.3	-3.5	1'123'796	559'125	564'671
62	Routes communales	75.5	1.0	76.5	74.9	1.6	81'856	304'500	-222'644
71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	24.0	3.0	27.0	27.0	-	28'534	-	28'534
72	Traitement des déchets	327.4	3.0	330.4	309.2	21.2	851'992	280'000	571'992
74	Cimetières et crématoires	57.6	3.0	60.6	61.4	-0.8	210'193	71'700	138'493
78	Autres tâches de protection de l'environnement	17.6	1.6	19.2	18.6	0.6	383'977	370'700	13'277
79	Aménagement du territoire	30.0	-	30.0	29.2	0.8	181'445	180'000	1'445
95	Immeubles du patrimoine financier	119.9	4.0	123.9	125.5	-1.6	146'043	243'298	-97'256
<b>Totaux</b>		<b>3'083.5</b>	<b>113.1</b>	<b>3'196.6</b>	<b>3'184.2</b>	<b>12.4</b>	<b>16'754'027</b>	<b>10'070'042</b>	<b>6'683'985</b>
05	Administration générale *	18.2	3.0	21.2	21.5	-0.3	4'659	-	4'659

\*P.M. Administration de la caisse de retraite (CAP)

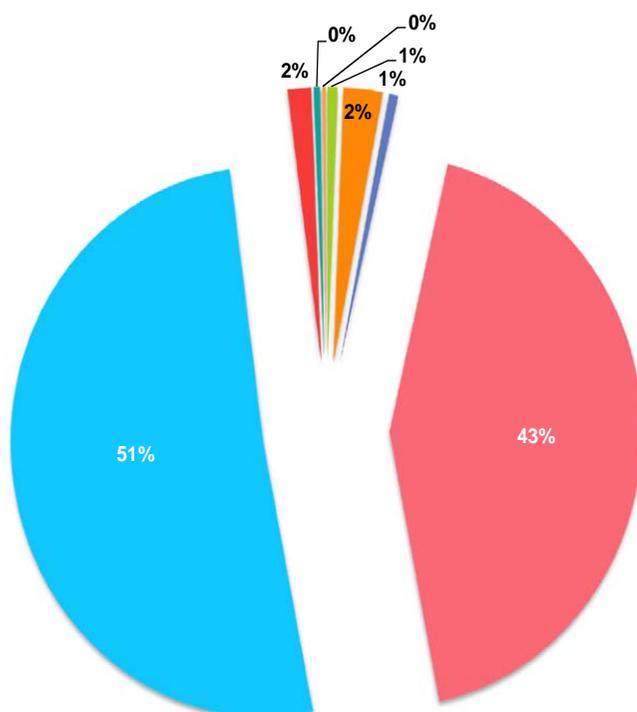
ETP : équivalent temps plein

## 2.6.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

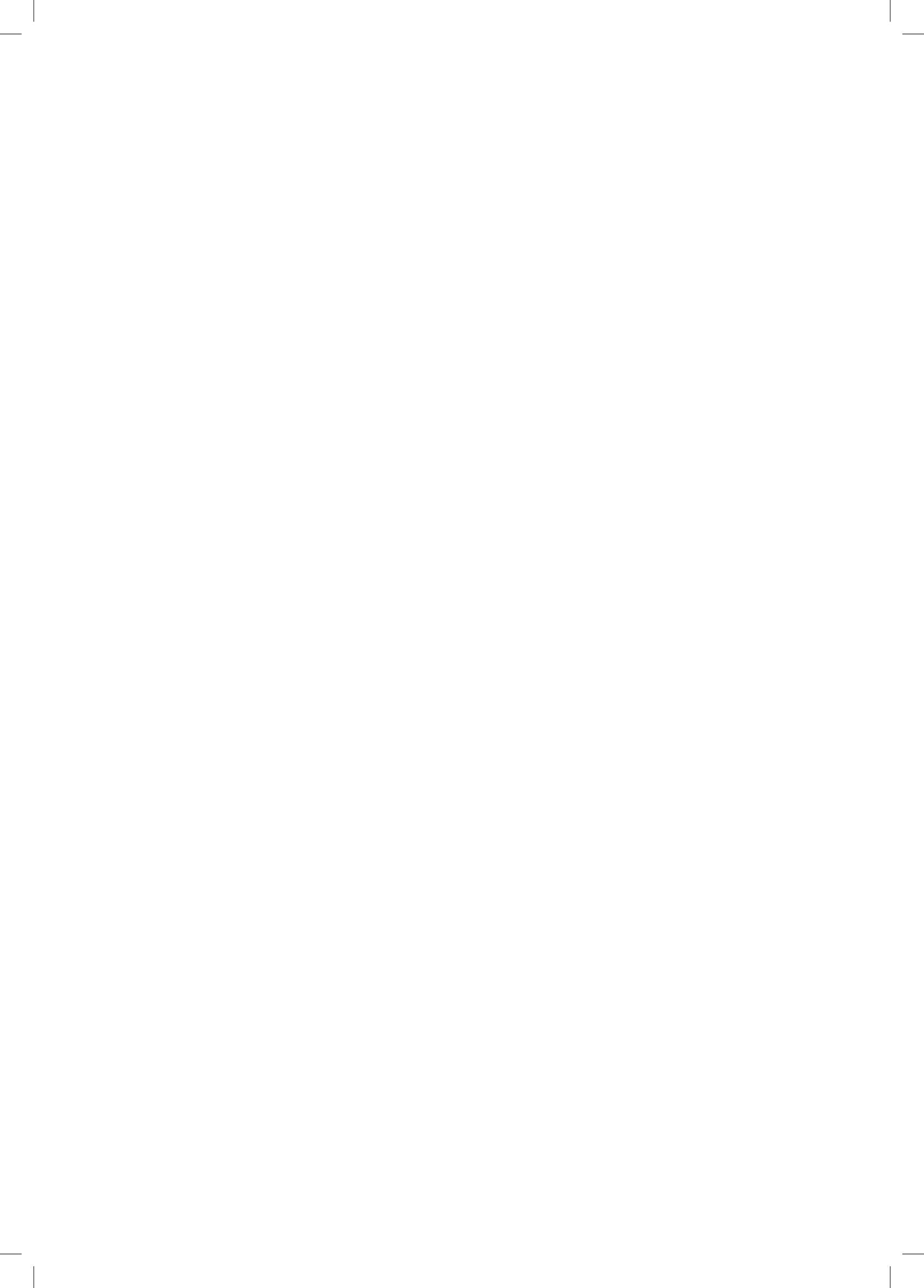
en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>192'931</b>	<b>197'056</b>	<b>-4'125</b>	<b>-2%</b>	<b>188'702</b>
0 Administration générale	474	664	-190	-29%	489
1 sécurité publique	33	27	5	19%	28
2 enseignement et formation	977	1'084	-106	-10%	995
3 culture et loisirs	81'717	81'717	-0	-0%	79'426
5 prévoyance sociale	107'711	111'514	-3'803	-3%	106'173
6 trafic	1'184	1'194	-10	-1%	804
7 protection et aménagement de l'environ.	836	856	-20	-2%	788
<b>gratuités</b>	<b>40'641</b>	<b>37'557</b>	<b>3'084</b>	<b>8%</b>	<b>39'366</b>
0 Administration générale	991	1'139	-148	-13%	1'042
1 sécurité publique	5'803	4'956	848	17%	5'127
2 enseignement et formation	393	399	-6	-2%	399
3 culture et loisirs	19'011	17'431	1'580	9%	18'486
5 prévoyance sociale	11'503	10'740	763	7%	10'944
6 trafic	2'323	2'327	-3	-0%	2'803
7 protection et aménagement de l'environ.	66	16	51	328%	16
9 finances et impôts	550	550	0	0%	550
<b>total général</b>	<b>233'572</b>	<b>234'612</b>	<b>-1'041</b>	<b>-0%</b>	<b>228'068</b>

2.6

FIGURE 10 : POIDS DES SUBVENTIONS PAR POLITIQUES PUBLIQUES (%)



- 0 Administration générale
- 1 sécurité publique
- 2 Enseignement et formation
- 3 culture et loisirs
- 5 Prévoyance sociale
- 6 Trafic
- 7 protection et aménagement de l'environnement
- 9 Finances et impôts



## 2.7 SUIVI ANNUEL DU «PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE DE LA VILLE DE GENÈVE (2011-2014)»

### contexte

Le programme stratégique de développement durable 2011-2014 a été adopté le 24 septembre 2010 par le CA, suite à la signature des engagements d'Aalborg (cadre européen pour les villes durables), lesquels exigent que chaque signataire établisse un état des lieux du développement durable (DD) et se fixe un programme stratégique avec des objectifs mesurables.

Les objectifs généraux du « Programme stratégique de développement durable » sont :

- développer une vision globale et transversale du DD ;
- posséder des objectifs clairs, ambitieux, réalistes et mesurables dans le temps ;
- évaluer plus précisément l'impact des actions en terme de DD ;
- gagner en légitimité et renforcer la communication sur les actions de l'administration ;

- bénéficier de ressources supplémentaires pour valoriser, renforcer, voire accélérer la mise en œuvre des projets ou des politiques déjà existants et développer de nouveaux projets.

ce programme permet de répondre aux constats fait en 2007 lors du 1<sup>er</sup> bilan de la politique de développement durable de la ville de Genève (D-33) et des deux motions du CM (M-732 et M-754) qui ont suivi, à savoir un manque de cohérence entre les différentes actions menées et l'absence d'indicateurs de développement durable et d'outils d'évaluation.

Le CA a donc décidé de donner une nouvelle impulsion à sa politique de développement durable, en signant tout d'abord les engagements d'Aalborg, puis en adoptant le « Programme stratégique de développement durable (2011-2014) ».

Il implique un processus de travail transversal, composé de plusieurs étapes (selon le schéma ci-dessous) :

- un processus participatif pour le

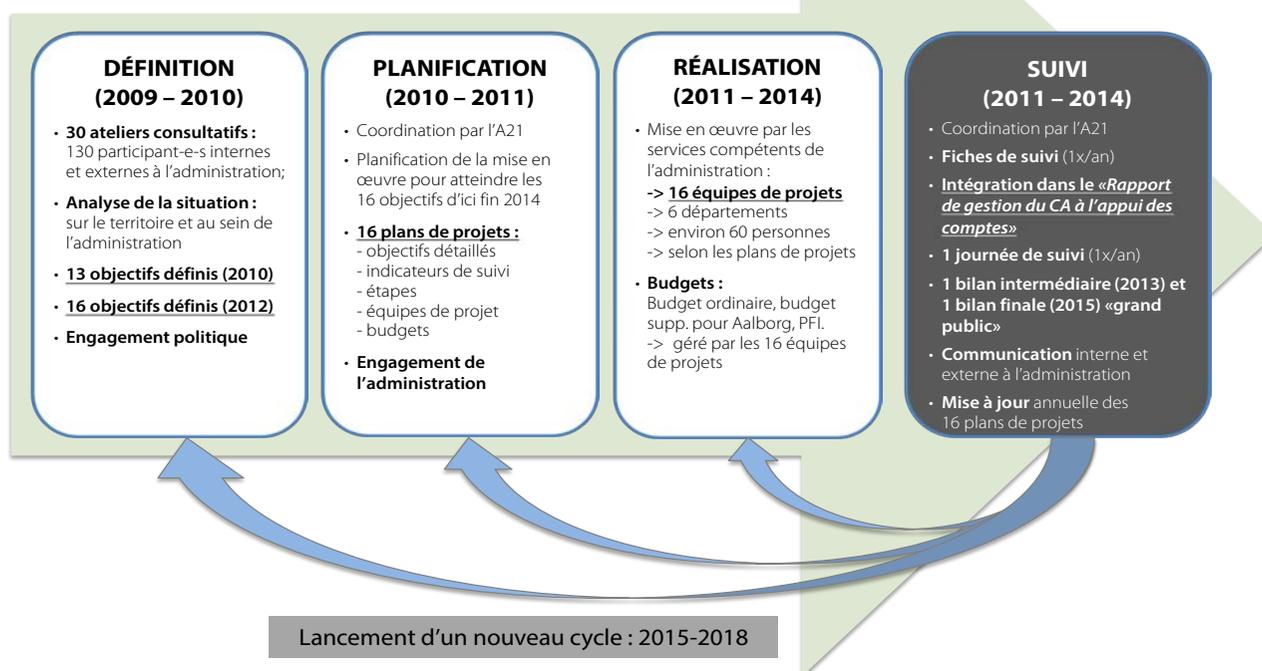
choix des objectifs ;

- un processus rigoureux de planification, de mise en œuvre et de suivi ;
- une organisation propre favorisant la transversalité ;
- des ressources spécifiques.

Le conseil administratif a délégué à madame sandrine salerno, conseillère administrative en charge du département des finances et du logement (DFL), la coordination et le suivi de la mise en œuvre du « Programme stratégique de développement durable ». Le service Agenda 21 – ville durable (A21) du DFL en assure l'opérationnalisation et est donc garant du processus dans son ensemble. Il a mis en place un processus d'amélioration continue permettant de suivre et d'adapter, si besoin, la mise en œuvre des objectifs du programme.

Pour garantir la transversalité du projet, le comité de pilotage du programme est composé de l'ensemble des directeurs et directrices des

### Cycle d'amélioration continue du «Programme stratégique de développement durable de la Ville de Genève (2011-2014)»



départements de la ville de Genève (CODIR).

chacun de ces objectifs sont sous la responsabilité d'un département qui est chargé de mettre en œuvre des projets et des actions permettant de les atteindre d'ici fin 2014 (1<sup>er</sup> cycle). Pour chaque objectif, une équipe de projets transversale a été nommée par le CODIR.

Le suivi annuel des objectifs du « programme stratégique de développement durable », publié dans ce rapport, se base sur les informations transmises par les départements responsables.

L'évaluation de chaque objectif repose sur la planification faite par les équipes de projets en 2010, revue et corrigée lors de la mise à jour du processus d'évaluation 2012.

## Nouveautés 2012

L'année 2012 correspond au 2<sup>ème</sup> suivi annuel, mais également au bilan intermédiaire du programme 2011-2014.

suite au 1<sup>er</sup> exercice de suivi, plusieurs améliorations ont été demandées par le CODIR, afin de renforcer le processus.

### 1) nombre d'objectifs :

tout d'abord, le nombre d'objectifs a été revu à la hausse.

Fin 2011, le CODIR a décidé de diviser l'objectif 12 « culture » en trois objectifs distincts, tel que suit :

- 12A « Handicap et culture » ;
- 12B « Infrastructures culturelles » ;
- 12C « Péonologie dans les musées ».

En 2012, les départements DCS et SJS ont souhaité diviser l'objectif 9 « Action communautaire de proximité » en deux objectifs distincts, afin de séparer les questions liées à l'intégration des communautés étrangères de celles liées aux incivilités dans les infrastructures publiques, culturelles et sportives :

- 9A « Intégration (SJS) » ;
- 9B « Incivilités (DCS) ».

A partir de 2012, le « Programme stratégique de développement durable » comporte 16 objectifs.

### 2) Améliorations méthodologiques :

Afin d'améliorer et de renforcer le processus d'évaluation, de l'adapter aux échéances institutionnelles et d'alléger le travail des services concernés, un certain nombre de nouveautés ont été apportées au processus d'évaluation 2012 :

- refonte et uniformisation des plans de projets (documents de définition, collecte et suivi des objectifs, etc.) ;
- mise en place de fiches descriptives pour chaque indicateur défini, précisant notamment le périmètre de référence, la méthode de calcul, la source, la fréquence de calcul, etc. ;
- actualisation des objectifs globaux, des objectifs détaillés et des indicateurs définis, afin de garantir une plus grande cohérence entre eux ;
- introduction d'une valeur cible (prévision 2012) minimale et maximale pour chaque indicateur, afin de rendre plus objective l'évaluation. Les degrés de réalisation des objectifs, basés sur les valeurs atteintes au 31.12.2012, sont ainsi clairement et directement définis ;
- intégration de coefficients de pondération entre les objectifs détaillés et entre les indicateurs pour permettre une évaluation automatique et plus objective du degré de réalisation des objectifs.

## Évaluation 2013

En vue de la prochaine évaluation du « programme stratégique de développement durable », le service Agenda 21 – ville durable souhaite :

- revoir et affiner certains objectifs et indicateurs en fonction des nouvelles données et des résultats obtenus ;
- mettre à jour les outils de suivi existants ;
- consolider les fiches descriptives des indicateurs ;

- mettre en place un outil intégré permettant un suivi financier plus précis et plus transparent ;

- proposer une nouvelle approche d'élaboration budgétaire globale du « programme stratégique de développement durable ».

De manière générale, le « programme stratégique de développement durable » peut être considéré comme un projet novateur, notamment par sa mise en œuvre interdépartementale. Il trouve donc sa place au sein de ce document dans la partie regroupant les projets transversaux.

La direction de projet tient ici à remercier tous les services municipaux, tant pour leur collaboration que pour leur disponibilité, dans le cadre de ce processus transversal de suivi des objectifs de ce programme.

2.7

## Légende

### Évaluation globale

= bonne

= moyenne

= mauvaise

### Degré de réalisation de l'objectif

= atteint

= partiellement atteint

= pas atteint ou reporté

- = non évaluable

### Résultats planifiés en 2012

✓ = réalisé

~ = partiellement réalisé ou léger retard

✗ = pas réalisé, reporté ou abandonné

## RÉSUMÉ

## ÉVALUATION GLOBALE

	2011	2012
OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE		
OBJECTIF 2 : PARTICIPATION		
OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR		
OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT		
OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ		
OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES		
OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE		
OBJECTIF 8 : MOBILITÉ		
OBJECTIF 9A : INTÉGRATION		
OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS		
OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE		
OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL		
OBJECTIF 12A : HANDICAP ET CULTURE		
OBJECTIF 12B : INFRASTRUCTURES CULTURELLES		
OBJECTIF 12C : DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES		
OBJECTIF 13 : COOPÉRATION		

## OBJECTIF 1 : VISION PARTAGÉE

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE ÉLABORE AVEC LES ACTRICES ET ACTEURS DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UNE VISION PARTAGÉE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE SA GOUVERNANCE.

responsable: DFL

collaborations: AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>1.1 INTERNE À L'ADMINISTRATION : LE CA ET LE CM, AINSI QUE L'ENSEMBLE DU PERSONNEL MUNICIPAL, SERONT RÉGULIÈREMENT INFORMÉS SUR LE SUIVI DU PROGRAMME STRATÉGIQUE DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD).</b>							
nombre de personnes ayant participé à une formation sur le développement durable en ville de Genève	max				50		
	min	10	25	●	25	25	●
pourcentage des groupes cibles internes à l'administration tenus informés annuellement (CA, CM, CODIR, correspondant-e-s Agenda 21)	max				100%		
	min	-	100%	●	75%	100%	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ 6 réunions avec les correspondant-e-s A21
- ✓ communication biannuelle avec le comité des directeurs et des directrices (=COPIE Aalborg)
- ✓ information du CA et CM dans le cadre du PB2013
- ✓ formation sur le développement durable dans le cadre de la formation continue "valeurs de la ville"
- ✗ pas d'article dans le vg magazine
- ✗ retard dans la mise en place d'une newsletter trimestrielle (repoussée à 2013)

2.7

<b>1.2 EXTERNE À L'ADMINISTRATION : LA VILLE DE GENÈVE INFORMERA LES HABITANT-E-S ET SES PARTENAIRES DU CONTENU DU PROGRAMME STRATÉGIQUE ET LES SENSIBILISERA AUX ENJEUX DU DD.</b>							
nombre d'actions de communication à destination du grand public	max				12		
	min	-	12	●	8	10	●
nombre d'abonné-e-s à la newsletter trimestrielle (externe à l'administration)	max				250		
	min	200	230	●	230	180	●
nombre de « clics » sur les pages Aalborg/Genève ville durable du site internet de la ville de Genève (total global annuel)	max				7985		
	min	4000	7259	●	7259	9500	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ 5 articles dans le vivre à Genève
- ✓ 3 articles dans la revue durable
- ✓ participation à la journée de l'environnement (5 juin) organisée par le PNUE
- ✓ intervention dans le cadre d'une projection de ciné transat pour sensibiliser le public au développement durable
- ✓ pages internet "Genève ville durable" actualisées
- ✗ newsletter trimestrielle reportée à 2013 (uniquement information par courriel) et pas d'expo-animation dans les quartiers, en raison des ressources humaines affectées à l'organisation de la 7ème conférence européenne des villes durables
- ~ nombre d'abonné-e-s à la newsletter en diminution, dû à l'épuration de la base de données
- ~ sondage sur la perception du développement durable par les habitant-e-s de la ville reporté. Il prendra place dans le cadre du questionnaire de satisfaction sur la qualité de vie mené par le service de l'urbanisme (voir objectif 7 : Aménagement du territoire)

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>1.3 PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE : LA VILLE DE GENÈVE S'ASSURERA DE LA PARTICIPATION DE LA SOCIÉTÉ CIVILE À L'ÉLABORATION ET AU SUIVI DES OBJECTIFS PRIORITAIRES.</b>							
nombre annuel de participant-e-s de la société civile aux journées de suivi	max	50	30	●	60	0	●
	min				50		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ bilan annuel disponible sur le site internet de la ville de Genève
- ✓ contacts avec la société civile dans le cadre de la préparation de la conférence Genève 2013
- ✗ pas d'événement public et de journée de suivi annuelle en 2012, en raison des ressources humaines affectées à l'organisation de la 7<sup>ème</sup> conférence européenne des villes durables.

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ travail conséquent réalisé en vue d'accueillir la 7<sup>ème</sup> conférence européenne des villes durables à Genève en avril 2013 : bien que cela ne soit pas un objectif détaillé explicite, cela contribue clairement à l'objectif global</li> <li>✓ Adaptation du plan de communication interne et externe pour 2013-2014 pour compenser les retards pris en 2011-2012</li> </ul> <p>Pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vision-partagee-developpement-durable/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/vision-partagee-developpement-durable/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ en raison des ressources humaines affectées à l'organisation de la 7<sup>ème</sup> conférence européenne des villes durables, plusieurs actions n'ont pas pu être menées en 2012, mais seront reportées en 2013: <ul style="list-style-type: none"> <li>- journée de suivi annuelle</li> <li>- expo-animation dans les quartiers</li> <li>- newsletter trimestrielle</li> <li>- réactualisation des pages internet «Genève ville durable»</li> </ul> </li> </ul>

## OBJECTIF 2 : PARTICIPATION

évaluation globale 

### LA VILLE DE GENÈVE ÉTABLIT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION.

responsable: DFL

collaborations: AUT, DCA, DCS, DEUS et SJS

#### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>D'ICI FIN 2014, 100 % DES DÉMARCHES PARTICIPATIVES ENTREPRISES PAR LA VILLE SUIVRONT LES RECOMMANDATIONS D'UN GUIDE SPÉCIFIQUE, QUI CONTIENT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION (ABANDONNÉ).</b>							
% de démarches participatives en ville de Genève respectant les standards établis (dès la sortie du guide)	max	-	-	-			
	min						

faits marquants 2012 :

objectif abandonné :

- ✘ Les démarches participatives étant par définition susceptibles de concerner un nombre important de services aux prestations très diverses et variées au sein de l'administration, il nous a finalement semblé peu réaliste de penser pouvoir un jour assurer que l'ensemble des démarches suivraient un modèle prédéfini, qui pourrait parfois se révéler peu adapté aux cas concrets. nous pouvons toutefois proposer un guide afin de favoriser la mise en œuvre de démarches participatives les plus conformes à la définition de la participation, voulue par la ville de Genève (objectif 2.1) et développer la formation sur l'utilisation de ce guide au sein de l'administration (objectif 2.2).

<b>2.1 D'ICI FIN 2014, LA VILLE METTRA À DISPOSITION DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION ET DE LA SOCIÉTÉ CIVILE UN GUIDE SPÉCIFIQUE QUI CONTIENT DES STANDARDS ET UNE MARCHÉ À SUIVRE EN MATIÈRE DE PARTICIPATION (NOUVEAU).</b>							
% de l'état d'avancement de l'objectif de mise à disposition du guide spécifique	max				30%	30%	●
	min				15%		

faits marquants 2012 :

- ✓ évaluation sur les démarches participatives en ville de Genève et plus particulièrement sur les contrats de quartiers (rapport CEAT).

<b>2.2 D'ICI FIN 2014, L'ENSEMBLE DES SERVICES DE L'ADMINISTRATION CONCERNÉS PAR LES DÉMARCHES PARTICIPATIVES AURA SUIVI UNE FORMATION CONTINUE SUR L'UTILISATION DU GUIDE (1 PERSONNE MIN/SERVICE CONCERNÉ) (NOUVEAU).</b>							
% des services de l'administration concernés par les démarches participatives ayant suivi la formation continue sur l'utilisation du guide (1 personne min/service concerné)	max						
	min						

faits marquants 2012 :

remarque : cet objectif est dépendant de l'objectif 2.1. Le début des formations ne pourra pas débuter avant 2014.

#### SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

#### BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ L'objectif a été mis à jour pour offrir plus de réalisme et de pertinence.</li> <li>✓ évaluation sur les démarches participatives en ville de Genève avec un focus sur les contrats de quartiers (rapport CEAT).</li> </ul> <p>pour plus d'info :  <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/participation/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/participation/</a>  <a href="http://www.ville-geneve.ch/quartiers-geneve/contrats-quartier">http://www.ville-geneve.ch/quartiers-geneve/contrats-quartier</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✘ L'objectif a été revu à la baisse, car initialement trop ambitieux: le guide qui sera développé ne sera pas imposé, mais proposé aux services de l'administration et accompagné de formations continues.</li> <li>✘ Le réalisation du guide a été légèrement retardée par rapport à la 1<sup>ère</sup> planification (2011)</li> </ul>

## OBJECTIF 3 : QUALITÉ DE L'AIR

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE RATIONALISE ET ASSAINIT SON PARC DE VÉHICULES AFIN DE DIMINUER DE FAÇON SIGNIFICATIVE LES ÉMISSIONS POLLUANTES.

responsable: DEUS

collaborations: COGEVE

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2011		au 31.12.2012	
indicateur(s)								
<b>3.1 D'ICI FIN 2013, LA VILLE DE GENÈVE APPROUVE ET MET EN ŒUVRE UNE NOUVELLE POLITIQUE ET STRATÉGIE DE GESTION ET DE RENOUELEMENT DES VÉHICULES.</b>								
degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules	max				35%		35%	●
	min				20%			

**faits marquants 2012 :**

✓ politique finalisée et validée par le CA le 13 juin 2012

~ plan d'actions en cours et validation prévue en 2013  
~ fiches de suivi prévues dès 2013

<b>3.2 D'ICI FIN 2013, LA VILLE DE GENÈVE A MIS EN PLACE SYSTÈME D'INFORMATION QUI INTÈGRE ET CONNECTE ENTRE ELLES LES DIFFÉRENTES DONNÉES RELATIVES À LA GESTION DU PARC DE VÉHICULES (FINANCES, ASSURANCES, ENTRETIEN ET MAINTENANCE, ENVIRONNEMENT, TYPOLOGIE DES VÉHICULES, ETC.). (NOUVEAU)</b>								
degré de déploiement du système d'information du parc de véhicules	max				50%		35%	●
	min				30%			

**faits marquants 2012 :**

✓ SAP PM : outil développé et prévu d'être mis en production en 2013.

✓ Logiciel veprovice (version n°2) : cahier des charges défini. Le développement de la version n°2 dépend, en partie, de la mise en production de SAP PM.

<b>3.3 D'ICI 2014, PLUS DE 80 VÉHICULES ET ENGIN VÉTUSTES SONT REMPLACÉS PAR DES VÉHICULES TECHNIQUEMENT ADAPTÉS AUX BESOINS ET PERFORMANTS DU POINT DE VUE ENVIRONNEMENTAL, DANS LE CADRE DE L'ASSAINISSEMENT DU PARC ACTUEL.</b>								
nombre de véhicules et engins du plan d'assainissement inclus dans un nouveau processus de remplacement	max				50		50	●
	min	20	50	●	30			
nombre total de véhicules et engins du plan d'assainissement remplacés	max				40		28	●
	min	20	18	●	25			

**faits marquants 2012 :**

✗ Aucune PR n'a été déposée en 2012. Pour expliquer cette situation, il est à relever que :

- la PR-929 n'a été votée qu'à la fin du mois de juin 2012 et que l'acceptation, de la part du conseil municipal (CM), de l'ensemble des projets de délibération a été difficile (notamment ceux relatifs au plan d'assainissement);
- le CA a décidé de réduire le volume des investissements en 2013 en reportant d'une année les rubriques prévues au PFI et en diminuant les montants inscrits de 20%.

~ même si, en 2012, le nombre total de véhicules et engins remplacés du plan d'assainissement est proche du seuil minimal, les commandes actuelles et futures des PR-815 et PR-929 devraient permettre d'être plus proches de la cible à la fin 2013.

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>3.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE 4% LES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> ANNUELLES GÉNÉRÉES PAR LA CONSOMMATION DE CARBURANT DU PARC DE VÉHICULES PAR RAPPORT À L'ANNÉE DE RÉFÉRENCE 2010. (NOUVEAU)</b>							
variation des émissions de CO <sub>2</sub> annuelles générées par la consommation de carburant par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-0.4% (2451)	●	-4% (2363)	-4.8% (2344)	●
	min				-2% (2412)		
moyenne des variations des émissions de CO <sub>2</sub> annuelles générées par la consommation de carburant de la période de 2011 à 2014 par rapport à l'année de référence (2010)	max	-4% (2363)	-0.4% (2451)	●	-4% (2363)	-2,58% (2344)	●
	min				-2% (2412)		

**Faits marquants 2012 :**

Remarque : il s'agit d'un indicateur d'impact et non de mise en œuvre de l'objectif. Il est ambitieux car il dépend de facteurs qui ne sont pas totalement maîtrisables.

À noter qu'en 2011, s'agissant de la première année de mesure, la moyenne des variations sur la période (2<sup>ème</sup> indicateur) est égale à la variation annuelle (1<sup>er</sup> indicateur).

2.7

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite sur le budget de fonctionnement du département en charge de la mise en œuvre et principalement sur les crédits d'investissements relatifs au renouvellement et à l'assainissement du parc de véhicules.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ politique finalisée et validée par le CA le 13 juin 2012. degré de réalisation et de mise en œuvre de la nouvelle politique et stratégie de gestion et de renouvellement des véhicules avance comme prévu.</li> <li>✓ L'impact des actions menées sur le parc de véhicules est maintenant mesuré. L'objectif étant la diminution de 4% des émissions de CO<sub>2</sub> annuelles générées par la consommation de carburant du parc de véhicules par rapport à l'année de référence (2010).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ Le degré d'avancement de l'objectif est partiellement atteint à fin 2012. Le retard pris dans le cadre de cet objectif est dû principalement à des facteurs externes à l'opérationnel.</li> <li>✗ Le dépôt des propositions de crédit relatives au plan d'assainissement et prévues pour 2012 selon le 8ème plan financier d'investissement (PFI) a été reporté à 2013. L'excellent résultat de 2011 permet tout de même de rester dans les valeurs prévues.</li> <li>✗ Aucune proposition de crédit d'investissement n'a été déposée en 2012, car : <ul style="list-style-type: none"> <li>- la PR-g29 n'a été votée qu'à la fin du mois de juin 2012 et l'acceptation, de la part du conseil municipal (CM), de l'ensemble des projets de délibération a été difficile (notamment ceux relatifs au plan d'assainissement);</li> <li>- le CA a décidé de réduire le volume des investissements en reportant d'une année les rubriques prévues au PFI et en diminuant les montants inscrits de 20%.</li> </ul> </li> <li>✗ Léger retard dans la mise en place du système d'information du parc de véhicules.</li> </ul>
<p>pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/qualite-local/">www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/qualite-local/</a></p>	

## OBJECTIF 4 : ÉNERGIE ET CLIMAT

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE EN VISANT UN TERRITOIRE À ZÉRO ÉMISSION DE CO<sub>2</sub> ET 100% D'ÉNERGIES RENOUVELABLES EN 2050. ELLE RÉDUIT SA CONSOMMATION D'ÉNERGIE DE MOITIÉ, NOTAMMENT PAR L'ASSAINISSEMENT ÉNERGÉTIQUE DE SES BÂTIMENTS ET PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.

Responsable: DCA

collaborations: DFL et DEUS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
<b>4.1 D'ICI FIN 2014, MISE EN ŒUVRE DE LA TOTALITÉ DU PROGRAMME D' ACTIONS DE POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE ET CLIMATIQUE (VERSION 2009-2013).</b>							
pourcentage d'actions terminées (33 actions inscrites au programme)	max	40%	66%	●	70%	77%	●
	min				50%		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ plusieurs actions de politique énergétique et climatique ont été terminées ou mise en place (bilan CO<sub>2</sub> territorial, plateforme commune watt'act dans le cadre du projet transfrontalier projet REVE d'Avenir, etc.)

<b>4.2 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 15% DES ÉMISSIONS DE CO<sub>2</sub> DU PATRIMOINE ADMINISTRATIF MUNICIPAL (CONVENTION D'OBJECTIF POUR L'EXONÉRATION DE LA TAXE SUR LE CO<sub>2</sub> - BASE 2005).</b>							
taux de réduction des émissions de CO <sub>2</sub> – patrimoine administratif municipal (tonne CO <sub>2</sub> )	max	-	9.45% (2011)	●	12%	13.4% (2011)	●
	min				9%		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ Les objectifs sont atteints par des actions concrètes sur le patrimoine bâti (changements de combustible, assainissement de chaufferies, rénovation de bâtiments). citons, parmi les sites d'importance, l'abandon du mazout pour le bois aux cjb et pour le gaz à la piscine de varembe. La rénovation complète (haute performance énergétique) du muséum ou la construction de l'espace de quartier de sécheron (Minergie-P).
- ✓ Le monitoring CO<sub>2</sub> est validé en milieu d'année civile. Le présent suivi se fait donc avec une année de décalage.

<b>4.3 D'ICI FIN 2014, RÉDUCTION DE 10% DES CONSOMMATIONS MUNICIPALES D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE (BASE 2005).</b>							
taux de réduction des consommations d'énergies thermiques	max	6.67%	5.4%	●	9.33%	7.08%	●
	min				7.78%		
nombre de chaudières municipales assainies depuis 2009	max	30	52	●	45	61	●
	min				35		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ Le résultat du taux de réduction des consommations d'énergies thermiques est au-dessus de l'objectif, mais la tendance générale est à la baisse. La ville diminue ses consommations, mais pas encore suffisamment vite.
- ✓ pilotage des études pour le déploiement d'infrastructures énergétiques dans les quartiers, qui permettront l'amenée massive d'énergies renouvelables.
- ✓ en premier lieu sur le périmètre élargi de l'éco-quartier de la jonction

<b>4.4 D'ICI FIN 2014, COUVERTURE DE 12% DES BESOINS MUNICIPAUX D'ÉNERGIE DE CHAUFFAGE PAR DES ÉNERGIES RENOUVELABLES (BASE 2005).</b>							
part des énergies renouvelables dans l'approvisionnement thermique municipal	max	4.13%	2.92%	●	9.64%	3.01%	●
	min				5.35%		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ mise en route et monitoring sur une année complète de la chaufferie bois / solaire des cjb (80% renouvelable).

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
<b>4.5 RÉDUCTION DE 30% DES CONSOMMATIONS D'ÉLECTRICITÉ DE L'ÉCLAIRAGE PUBLIC MUNICIPAL (BASE 2005).</b>							
taux de réduction de la consommation d'électricité pour l'éclairage public municipal	max	17%	20%	●	31%	32%	●
	min				29%		
production totale d'électricité renouvelable (MWh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	225	228	●	711	242	●
	min				275		
consommation totale d'électricité municipale (MWh) (données statistiques complémentaires, uniquement à titre informatif)	max	42'000	41'274	●	40'700	40'022	●
	min				38'108		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ on mesure en 2012 les 2.7 GWh d'économies sur l'éclairage public prévues dans la stratégie «éclairer mieux, consommer moins» (PR-694).

<b>4.6 D'ICI FIN 2014, ENGAGEMENT DE RÉDUCTION D'ÉNERGIE SUR LE TERRITOIRE MUNICIPAL (BASE 2005).</b>							
consommation d'électricité du territoire de la ville de Genève (MWh)	max	1'273'151	1'224'892 (2010)	●	1'273'151	pas disponible avant avril 2013	-
	min				1'298'614		
consommation de gaz du territoire de la ville de Genève (MWh)	max	954'531	1'081'530 (2010)	●	954'895	pas disponible avant avril 2013	-
	min				1'177'848		
consommation de mazout du territoire de la ville de Genève (MWh)	max	-	1'044'130 (2010)	-	1'084'805	pas disponible avant avril 2013	-
	min				1'240'905		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ La ville de Genève n'a que peu d'influence sur l'évolution de ces 3 indicateurs. Ils sont donc ici à titre d'information complémentaire, sans être pris en compte dans l'évaluation.
- ✓ document de stratégie «consommer moins et produire mieux»
- ✓ indicateurs intégrés dans le PFI
- ✓ concepts énergétiques PLQ - PDQ (ev. cartographie)
- ✓ travaux du groupe de travail sur la stratégie thermique territoriale du canton de Genève
- ~ Les indicateurs sont relevés tous les 2 ans par l'office cantonal de la statistique (OCSTAT) et pas disponible avant le mois d'avril

<b>4.7 LA VILLE DE GENÈVE PARTAGE SES OBJECTIFS AVEC LES AUTRES ACTRICES ET ACTEURS DU TERRITOIRE.</b>							
nombre d'actions de communication	max	-	12	●	14	20	●
	min				10		
nombre d'affiches display publiées	max	385	-	●	385	0	●
	min				-		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ publications techniques
- ✓ participations à ces conférences nationales et internationales
- ✓ réceptions de délégations d'autres villes et d'étudiants
- ✓ construction d'une plateforme internet commune à 27 villes suisses et françaises (watt'act) dans le cadre du projet REVE d'Avenir. Les étiquettes display seront publiées via la plateforme en 2013.

2.7

## SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

## BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"><li>✓ objectifs très ambitieux</li><li>✓ priorité absolue aux énergies renouvelables dans les projets de construction et de rénovation dès lors que l'enjeu énergétique n'est pas anecdotique.</li><li>✓ priorité absolue au développement d'une stratégie thermique territoriale avec le service cantonal de l'énergie (scane) et les services industriels de genève (sig), avec la définition sur l'ensemble du territoire de la ville de genève d'infrastructures énergétiques permettant l'amenée d'énergies renouvelables dans les quartiers (en cours : périmètres élargis de l'écoquartier de la jonction, gare des eaux-vives, les vernets/acacias).</li><li>✓ impulsion donnée par la ville de genève pour les projets structurants sur le territoire (éco-quartier de la jonction, les vernets et leur périmètre élargi en lien avec le projet praille – acacias – vernets, gare des eaux-vives et son périmètre élargi, etc.).</li><li>✓ nombre d'actions de communication en augmentation.</li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✗ objectif global partiellement atteint</li><li>✗ Les consommations liées aux énergies renouvelables sont inférieures à l'objectif. La percée des énergies renouvelables reste encore timide en regard des objectifs de développement.</li><li>✗ Le rythme d'assainissement énergétique du parc immobilier n'est pas suffisant.</li></ul>
<p>pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/energie-climat/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/energie-climat/</a></p>	

## OBJECTIF 5 : BIODIVERSITÉ

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE DES ESPACES NATURELS ET DES HABITATS DE QUALITÉ, EN RÉSEAU, POUR AUGMENTER LA BIODIVERSITÉ.

Responsable: DCS

collaborations: DCA et DEUS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible		degré de réalisation	
					au 31.12.2011	au 31.12.2012		
<b>5.1 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).</b>								
5.1.1 D'ici fin 2014, les 23 sites prioritaires cantonaux <sup>1</sup> situés sur le territoire de la ville de Genève bénéficieront d'un inventaire floristique (plantes vasculaires).								
nombre de sites prioritaires inventoriés	max	-	23	●	23	23	●	
	min				20			
5.1.2 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux <sup>1</sup> situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de lichens qui s'y développent) feront l'objet d'un inventaire sur les lichens.								
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les lichens a été réalisé (dès 2012)	max	-	-	-	35	30	●	
	min				30			
5.1.3 D'ici fin 2014, 100 sites en ville de Genève (sites prioritaires cantonaux <sup>1</sup> situés sur le territoire de la ville de Genève ou arbres isolés représentatifs par leur essence et le nombre d'espèces de mousses qui s'y développent) feront l'objet d'un inventaire sur les mousses.								
nombre de sites sur lesquels un inventaire sur les mousses a été réalisé (dès 2012)	max	-	-	-	35	35	●	
	min				30			
5.1.4 D'ici fin 2014, 10 murs « sanctuaires » présents sur le territoire de la ville de Genève seront définis sur la base d'un inventaire sur les lichens et les mousses.								
nombre de murs ayant fait l'objet d'un inventaire sur les lichens et les mousses (dès 2012)	max	-	-	-	7	7	●	
	min				5			
nombre de murs « sanctuaires » définis (fin 2014)	max	-	-	-	-	-	-	
	min				-			
5.1.5 D'ici fin 2014, les milieux naturels des 23 sites prioritaires cantonaux <sup>1</sup> situés sur le territoire de la ville de Genève seront cartographiés.								
nombre de sites prioritaires cartographiés	max	-	21	●	21	21	●	
	min				21			

#### Faits marquants 2012 :

- ✓ 1 nouveau site prioritaire a été défini dans le quartier de saint-jean suite à la découverte d'une nouvelle station pour une espèce prioritaire
- ✓ 35 sites et 8 murs ont fait l'objet d'une liste des espèces de lichens et de mousses
- ✗ 1 site prioritaire a été détruit (gare des eaux-vives).

2.7

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2011		au 31.12.2012	
					valeur cible	valeur atteinte	valeur cible	valeur atteinte
indicateur(s)								
<b>5.2 INVENTAIRE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).</b>								
5.2.1 D'ici fin 2014, 100% des espèces d'insectes connues sur l'ensemble du territoire de Genève (ville et canton) seront répertoriées.								
% d'espèces d'insectes connues sur l'ensemble territoire de Genève (ville et canton) répertoriées	max	-	100%	●	60%	100%	●	
	min				30%			
5.2.2 D'ici fin 2014, 5 sites d'intérêt sur le territoire de la ville de Genève feront l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois.								
nombre de sites d'intérêt ayant fait l'objet d'un inventaire et d'une cartographie des coléoptères du bois	max	-	3	●	2	4	●	
	min				1			

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Liste des espèces de coléoptères du bois de 2 sites stratégiques (bout-du-monde et bois-de-la-bâtie)

<b>5.3 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FLORE).</b>								
5.3.1 D'ici fin 2014, 7 espèces prioritaires (selon la liste des espèces prioritaires cantonales) présentes sur le territoire de la ville de Genève bénéficieront d'un plan d'action de protection.								
nombre de plans d'action réalisés (dès 2012)	max	-	-	-	2	1	●	
	min				1			

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Plan d'action pour Rumex pulcher L.
- ✗ Lors de la préparation du 2<sup>ème</sup> plan d'action prévu pour 2012 (che-nopodium botrys L.), une erreur d'identification sur l'ensemble des échantillons concernés nous a permis de conclure que cette espèce n'était pas présente sur le territoire de la ville de Genève. ce plan d'action a donc été annulé.

<b>5.4 SAUVEGARDE DES VALEURS PATRIMONIALES NATURELLES (FAUNE).</b>								
5.4.1 D'ici fin 2014, 4 espèces prioritaires de coléoptères du bois inventoriées et cartographiées bénéficieront d'un plan d'action de protection.								
nombre de plans d'action réalisés (dès 2012)	max	-	2	●	1	2	●	
	min				1			

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Plans d'action pour 1) Lucane cerf-volant (Lucanus cervus, L. 1758) et 2) grand capricorne (Cerambyx cerdo, L. 1758)

<b>5.5 MENER DES ACTIONS DE COMMUNICATION ET DE SENSIBILISATION SUR LA BIODIVERSITE.</b>								
5.5.1 Réaliser 2 actions de communication par an sur la biodiversité.								
nombre d'actions de communication réalisées par année	max	-	7	●	2	4	●	
	min				2			

**faits marquants 2012 :**

- ✓ conférence du 15 mars à la société entomologique de Genève
- ✓ médiation directe avec animation dans un stand et construction du 1<sup>er</sup> gîte à Lucane au Parc La Grange
- ✓ Articles dans terre et nature 11.XI.2012
- ✓ publication de la liste des insectes du canton de Genève

## SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
CHF 160'000.- (CHF 60'000.- CJB / 30'000.- DSIC / 70'000.- MHN)	CHF 153'779.- (CHF 60'000.- CJB / 27'648.- DSIC / 66'131.- MHN)
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

## BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"><li>✓ objectifs ambitieux et globalement en bonne voie de réalisation.</li><li>✓ 1 nouveau site prioritaire a été défini dans le quartier de saint-jean suite à la découverte d'une nouvelle station pour une espèce prioritaire</li><li>✓ découvertes de nouvelles espèces de lichens et de mousses (canton : 1 nouvelle espèce de mousse et 44 espèces de lichen / suisse : 6 espèces de lichen)</li><li>✓ Le recensement sur les coléoptères avance très bien. Il permettra d'identifier des sites et milieux remarquables où sont implantées des espèces à forte valeur patrimoniale, d'évaluer la qualité des secteurs boisés, ainsi que la pertinence de leur gestion. pour plus d'info : <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/biodiversite/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/biodiversite/</a> <a href="http://www.ville-ge.ch/cjb/conservation_activites_aalborg.php">http://www.ville-ge.ch/cjb/conservation_activites_aalborg.php</a></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✗ 1 site prioritaire a été détruit (gare des eaux-vives).</li><li>✗ Léger retard sur le nombre de plan d'actions (flore) dû à un travail prioritaire plus important sur les inventaires et une réduction du budget.</li></ul>

2.7

<sup>1</sup> selon la liste cantonale des sites et espèces prioritaires (Lambelet-Haueter, C., Schneider et B. von Arx (2011) conservation des plantes vasculaires du canton de Genève : espèces et sites prioritaires. conservatoire et jardin botaniques de la ville de Genève - hors-série n° 12). cet ouvrage présente la liste de 256 espèces de plantes vasculaires dites « prioritaires » car plus ou moins fortement menacées sur le plan cantonal voire national. ces espèces sont présentes sur un ensemble de 433 sites, eux-mêmes qualifiés de « prioritaires ».

## OBJECTIF 6 : ACHATS DURABLES

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE ACHÈTE EN PRENANT EN COMPTE DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DEMANDE AUX ÉTABLISSEMENTS AUTONOMES ET AUX ORGANISMES SUBVENTIONNÉS DE FAIRE DE MÊME.

Responsable: DFL

collaborations: DCA, DEUS, DCS, SJS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>6.1 D'ICI FIN 2014, 65 % DES ACHATS DE L'ADMINISTRATION SERONT EFFECTUÉS EN RESPECTANT LA LÉGISLATION SUR LES MARCHÉS PUBLICS ET EN INTÉGRANT SYSTÉMATIQUEMENT DES CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE.</b>							
Indicateur(s)							
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD sur l'ensemble de l'administration	max	35%	-	-	-	-	-
	min						
% des achats de biens et services réalisé en intégrant les 3 piliers du DD centralisés à la CMAI	max	100%	100%	●	100%	100%	●
	min						

#### faits marquants 2012 :

- ✓ état des lieux annuel sur les outils à disposition (suivi et benchmarking)
- ✓ la création d'un groupe de travail global sur les aspects DD, achat et juridique des marchés publics est envisagée pour 2013. Pour 2012, un travail a été mené en interne à la CMAI.
- ✗ pas d'évaluation possible précise avant le développement d'un outil de gestion permettant de suivre les dépenses précisément. Projet d'un logiciel de gestion de la relation fournisseurs (SRM). En attente de validation du plan en matière de systèmes d'information et de communication (PSIC).

### 6.2 POURSUIVRE LE PROCESSUS DE CENTRALISATION, LA RÉORGANISATION DES ACHATS ET L'OPTIMISATION DES PROCESSUS D'APPROVISIONNEMENT À L'ÉCHELLE DE L'ADMINISTRATION COMMUNALE.

nombre de contrats signés après adjudication de marchés selon AIMP (année en cours) <sup>1</sup>	max	20	20	●	45	27	●
	min				20		
nombre de projets d'appel d'offres lancés (année en cours) <sup>1</sup>	max	10	10	●	16	12	●
	min				8		
% des achats de biens et de services achetés de façon centralisée	max	-	-	-	-	-	-
	min						

#### faits marquants 2012 :

- ✓ Les résultats s'expliquent notamment par le report de deux appels d'offres portant sur les vêtements de travail et le nettoyage des bâtiments administratifs.
- ~ par ailleurs, l'engagement de deux nouveaux acheteurs et acheteuses prévu en 2012 n'a pas abouti, diminuant ainsi la force de travail initialement prévue (reporté en 2013).
- ✓ travail préparatoire réalisé pour la création d'une plateforme d'achat.

<sup>1</sup> uniquement CMAI: à terme, l'objectif est d'étendre cet indicateur à toute l'Administration municipale.

### 6.3 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DEVIENT UNE RÉFÉRENCE DANS LES ACHATS DURABLES ET RESPONSABLES ET FAIT PARTAGER SON EXPÉRIENCE AUX AUTRES COMMUNES.

nombre d'actions de communication	max	-	-	-	4	2	●
	min				2		
nombre de sollicitations pour des conférences	max	-	2	●	4	4	●
	min				2		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ réalisation et dispense par la CMAI d'un cours pour les entreprises sociales et quelques communes genevoises.
- ✓ article dans le vivre à Genève rédigé par la CMAI.

### SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
CHF 333'338.-	CHF 262'870.-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés. L'engagement de deux nouveaux acheteurs prévu en 2012 n'a pas abouti.	

### BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<p>✓ exemplarité de la CMAI : prise en compte systématique de critères de développement durable pour l'ensemble de ses achats.</p> <p>Pour plus d'info : <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/achats-responsables/">www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/achats-responsables/</a></p>	<p>✗ Le degré d'avancement de l'objectif 6 est partiellement atteint à fin 2012. Le retard pris dans le cadre de l'objectif 6 est dû principalement à des facteurs externes à la CMAI :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>• le processus d'engagements de 2 acheteur/trice-s n'a pas abouti et a été reporté en 2013;</li><li>• recours sur un appel d'offre;</li><li>• déploiement de l'outil nécessaire dépendant du prochain PSC</li></ul>

2.7

## OBJECTIF 7 : AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE évaluation globale

LA VILLE DE GENÈVE OPTIMISE L'OCCUPATION DURABLE DU SOL SUR SON TERRITOIRE.

responsable: DCA

collaborations: DFL, DEUS, DCS, SJS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible		degré de réalisation
					au 31.12.2011	au 31.12.2012	
indicateur(s)							
<b>7.1 AFIN D'ATTEINDRE LES OBJECTIFS QUE LA VILLE DE GENÈVE S'EST FIXÉE EN MATIÈRE DE GESTION DURABLE DU SOL, LA CONDUITE DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL "GENÈVE 2020" (PDCOM) EST INTÉGRÉE DANS UN PROCES- SUS D'ÉVALUATION ET D'AMÉLIORATION CONTINUE.</b>							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées (prévu dès mars 2012)	max	-	-	-	12	15	
	min				10		

faits marquants 2012 :

- ✓ 15 indicateurs cibles du PDCOM ont une fiche publiée sur Internet

<b>7.2 RÉALISATION ET SUIVI QUALITATIF DES FICHES D' ACTIONS PAR PROGRAMME URBAIN (VOIR PDCOM - DÈS 2013).</b>							
% de fiches d'actions par programme urbain réalisées et suivies (total : 27)	max						
	min						

faits marquants 2012 :

-

<b>7.3 ÉLABORER UN PLAN DE PROJET VISANT À METTRE EN PLACE UN QUESTIONNAIRE DE SATISFACTION SUR LA QUALITÉ DE VIE DES HABITANT-E-S/EMPLOYÉ-E-S EN VILLE DE GENÈVE (DÈS 2013).</b>							
état d'avancement du plan de projet	max						
	min						

faits marquants 2012 :

- ✓ ce questionnaire permettra entre autres de recueillir l'avis des citoyen-ne-s et de créer un indicateur reflétant le taux de satisfaction.
- ✓ en collaboration avec les autres départements de la ville et en particulier le DFL dans le cadre de l'objectif 1 (vision partagée) du programme stratégique de développement durable.

### SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

### BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ objectif en très bonne voie de réalisation</li> <li>✓ disponibilité des résultats du monitoring sur le site internet de la ville de Genève.</li> <li>✓ collaboration étroite avec la majorité des services de l'administration municipale afin de récolter les données.</li> <li>✓ 2 nouveaux objectifs complémentaires, permettant d'étoffer le travail de monitoring</li> </ul> <p>pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/amenagement-territoire/">www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/amenagement-territoire/</a></p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/plan-directeur-communal/monitoring/">http://www.ville-geneve.ch/themes/amenagement-construction-logement/urbanisme-planification/plan-directeur-communal/monitoring/</a></p>	

## OBJECTIF 8 : MOBILITÉ

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE DIMINUE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART MODALE DU TRAFIC INDIVIDUEL MOTORISÉ À GENÈVE EN RENFORÇANT LES MOBILITÉS DOUCES, L'INFRASTRUCTURE ET L'UTILISATION DES TRANSPORTS PUBLICS ET EN RATIONALISANT LE STATIONNEMENT. ELLE LIMITE ÉGALEMENT LES COMPORTEMENTS DOMMAGEABLES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT, DE QUALITÉ DE VIE ET DE SÉCURITÉ.

responsable: DCA

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>8.1 MISE EN ŒUVRE DES OBJECTIFS « MOBILITÉ » INSCRITS AU PLAN DIRECTEUR GENÈVE 2020 ET INTÉGRATION DU PROGRAMME D' ACTIONS DU SAM DANS UN PROCESSUS D'ÉVALUATION D'ICI 2012, PUIS D'AMÉLIORATION CONTINUE.</b>							
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées (dès 2012)	max min	- -	- -	- -	2 1	2	●

faits marquants 2012 :  
-

<b>8.2 DÉVELOPPER UN SET D'INDICATEURS POUR CHAQUE THÉMATIQUE DU PROGRAMME D' ACTION DU SAM ET L'INTÉGRER DANS LE SYSTÈME DE MONITORING DU PLAN DIRECTEUR COMMUNAL (PDCOM).</b>							
nombre d'indicateurs définis et intégrés dans le monitoring du PDCOM	max min	2 2	2	●	2 2	2	●
nombre de fiches d'indicateurs construites et communiquées à travers le monitoring du PDCOM (dès 2012)	max min	- -	- -	- -	2 1	2	●

faits marquants 2012 :

- ✓ indicateurs construits, intégrés au PDCOM et communiqués :
  - proportion du réseau routier aménagé pour les cyclistes
  - nombre d'habitant-e-s concerné-e-s par l'assainissement du bruit routier

### SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

### BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
✓ La création des indicateurs et des fiches relatives est directement liée au monitoring du PDCOM (cf. objectif 7). Pour plus d'info : <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/mobilite/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/mobilite/</a>	

2.7

## OBJECTIF 9A : INTÉGRATION (NOUVEAU)

évaluation globale

LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS AUX PRESTATIONS DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ET DE SES PARTENAIRES INSTITUTIONNELS AUX MIGRANTES ET AUX MIGRANTS NON FRANCOPHONES.

responsable: sjs

collaborations : DFL

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>9A.1 D'ICI À 2013, DES OUTILS DE COMMUNICATION SPÉCIFIQUES SUR LES PRESTATIONS DES SERVICES PUBLICS DE PROXIMITÉ AURONT ÉTÉ DÉVELOPPÉS À L'ATTENTION DE 5 COMMUNAUTÉS ÉTRANGÈRES À GENÈVE.</b>							
nombre d'outils de communication retenus et mis en œuvre	max						
	min						

faits marquants 2012 :

- x mise en place d'un groupe d'accompagnement de l'objectif reporté en 2013.

<b>9A.2 D'ICI À FIN 2013, UNE FORMATION TYPE DE SENSIBILISATION AUX DIFFÉRENCES CULTURELLES SERA PROPOSÉE AUX EMPLOYÉ-E-S DE PROXIMITÉ (RBS, TSHM, CAC, PERSONNEL DES CRÈCHES, LUDOTHÉCAIRES, ETC.).</b>							
% d'employé-e-s de proximité formé-e-s	max						
	min						

faits marquants 2012 :

- ✓ nouvelle formation sur les différences culturelles lancée en 2012. Plan de formation établi fin octobre.
- ✓ programme de formation initié au sein des services du sjs.
- ✓ réflexion pour introduire ces conférences dans le cadre du catalogue de formation continue en cours de la ville de Genève.

<b>9A.3 D'ICI À 2014, UN CONCEPT DE MÉDIATION CULTURELLE SERA DÉVELOPPÉ NOTAMMENT EN LIEN AVEC L'OUVERTURE DES POINTS INFO-SERVICES.</b>							
un concept de médiation réalisé	max						
	min						

faits marquants 2012 :

- ✓ réflexion en cours mais en attente de la validation de l'étude de faisabilité des points infos-services par le COPIL du projet.

### SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
CHF 288'540.-	CHF 10'000.-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

### BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<p>suite au constat du caractère problématique de l'objectif g initial — La ville de Genève développe des méthodes de prévention et de démocratie participative dans les quartiers pour renforcer le maillage social, en intégrant les communautés étrangères — qui liait «communautés étrangères», «incivilités» et «faiblesse de démocratie participative», il a été décidé par les magistrat-e-s en charge de deux départements concernés de redéfinir la problématique et les objectifs poursuivis et de le scinder en 2 objectifs distincts traitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 9A la facilitation de l'accès aux prestations de l'administration municipale et de ses partenaires institutionnels aux migrantes et aux migrants non francophones;</li> <li>- 9B l'aspect de la gestion des incivilités dans l'espace public.</li> </ul>	
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ rédefinition de l'objectif pour plus de cohérence et de pertinence.</li> </ul> <p>Pour plus d'info : <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>x difficultés à remobiliser un groupe de travail</li> </ul>

## OBJECTIF 9B : INCIVILITÉS (NOUVEAU)

évaluation globale



LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN PROJET PILOTE DE LUTTE CONTRE LES INCIVILITÉS DANS LES INFRASTRUCTURES PUBLIQUES, CULTURELLES ET SPORTIVES.

responsable: dcs

collaborations : DFL, DEUS, SJS

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>9B.1 D'ICI À FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE AURA DÉFINI, MIS EN ŒUVRE ET TESTÉ UN MODE OPÉRATOIRE TRANSVERSAL SUR LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS.</b>							
état des lieux réalisé des problématiques de sécurité et d'incivilités et des types d'interventions existants en ville de Genève (dès 2013)	max						
	min						
validation par le CA d'un mode opératoire transversal (dès 2013)	max						
	min						
évaluation réalisée du projet pilote (dès 2013)	max						
	min						

**faits marquants 2012 :**

- ✓ La mise en œuvre de l'objectif débutera en 2013.

<b>9B.2 D'ICI À FIN 2014, LE DCS AURA FORMÉ L'ENSEMBLE DE SON PERSONNEL « TERRAIN » À LA GESTION DES CONFLITS ET DES INCIVILITÉS ET À L'APPROCHE DE LA SÉCURITÉ PRÉVENTIVE.</b>							
% du personnel « terrain » du dcs ayant suivi une formation à la gestion des conflits et des incivilités et à l'approche de la sécurité préventive	max	5%	65%	●	75%	65%	●
	min				60%		

2.7

**faits marquants 2012 :**

- ✓ L'enquête des besoins en formation 2012 a révélé des besoins communs en termes de gestion des incivilités et des conflits pour le personnel en charge de l'accueil des publics pour : MAH - MHN - ARIANA - SAT - SPO.
- ✓ des discussions conjointes se sont tenues tout au long de l'année 2012; elles ont pu aboutir aux décisions et mises en œuvre concrètes de tenues de formation 2013-2014 ci-contre :
  - 2013 : formation sur-mesure à la gestion des conflits et présentation de l'usp pour l'ensemble du personnel en charge de l'accueil des publics au service des sports (environ 100 personnes) : formation qui se tiendra entre mars et octobre 2013 (10 ateliers environ)
  - 2013 : formation sur-mesure aux techniques de surveillance et de sécurité avec la société PYTHON SECURITE pour le MAH-MHN-Ariana (8 sessions - environ 100 personnes)
  - 2014 : formation sur-mesure à l'approche des problématiques d'incivilités dans les infrastructures culturelles - module spécial pour les MUSEES en 2014 et pour les salles de spectacle (SAT) dans un premier temps.

<b>9B.3 D'ICI À FIN 2014, DIMINUTION DE 20% DE CAS D'INCIVILITÉS (BASE 2011) DANS L'INFRASTRUCTURE CHOISIE (PHASE TEST) ENREGISTRÉS PAR L'USP (INTERVENTIONS DE LA POLICE COMPRISE).</b>							
% des cas d'incivilités (base 2011) dans l'infrastructure choisie (phase test) enregistrés par l'usp (interventions de la police comprise)	max				-		
	min				-		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Les interventions (et non le nombre de cas d'incivilités) ont augmenté en 2012 car l'usp s'occupe de deux nouveaux sites, le bout-du-monde et le grütli (MAG), qui font sensiblement augmenter le nombre de cas. Les données de certains sites ont été agglomérées en 2011 et pas en 2012, ce qui fait que nous n'avons pas de chiffre par site, mais par contre un chiffre global tout à fait précis. certains sites, comme le bout-du-monde, ne sont traités que depuis quelques mois, on ne peut donc pas vraiment en tirer de conclusions quant au nombre d'incivilités sur une année. Enfin, des sites ont été abandonnés. nous prendrons les mesures ad hoc pour pouvoir renseigner l'indicateur en 2013.

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
CHF 205'000.-	CHF 29'932.-
Le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global a également été utilisé pour réaliser ces objectifs détaillés.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<p>suite au constat du caractère problématique de l'objectif g initial — La ville de Genève développe des méthodes de prévention et de démocratie participative dans les quartiers pour renforcer le maillage social, en intégrant les communautés étrangères — qui liait «communautés étrangères», «incivilités» et «faiblesse de démocratie participative», il a été décidé par les magistrat-e-s en charge de deux départements concernés de redéfinir la problématique et les objectifs poursuivis et de le scinder en 2 objectifs distincts traitant de :</p> <ul style="list-style-type: none"><li>- 9A la facilitation de l'accès aux prestations de l'administration municipale et de ses partenaires institutionnels aux migrantes et aux migrants non francophones;</li><li>- 9B l'aspect de la gestion des incivilités dans l'espace public.</li></ul> <p>✓ rédefinition de l'objectif pour plus de cohérence et de pertinence.</p> <p>pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/action-communautaire-proximite/</a></p>	

## OBJECTIF 10 : ÉCONOMIE LOCALE

évaluation globale   

LA VILLE AUGMENTE DE MANIÈRE SIGNIFICATIVE LA PART DES PRODUITS LOCAUX ET DE SAISON CONSOMMÉS AU SEIN DES ÉTABLISSEMENTS PUBLICS PROPRIÉTÉS DE LA VILLE DE GENÈVE.

responsable: sjs

collaborations: DFL

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2011		au 31.12.2012	
<b>10.1 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES MENUS « GENÈVE RÉGION - TERRE AVENIR » (GRTA).</b>								
% d'établissement proposant 1 menu GRTA par mois	max	70%	> 70%		80%	83%		
	min				60%			
% d'établissement proposant 2 menus GRTA par mois (dès 2013)	max							
	min							
<b>10.2 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) UN/ DES PRODUIT/S GRTA CHAQUE JOUR.</b>								
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 1 produit GRTA	max	70%	> 70%		80%	95%		
	min				60%			
% d'établissement proposant quotidiennement au moins 2 produits GRTA (dès 2013)	max							
	min							
<b>faits marquants 2012 :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ lettre annuelle de rappel aux partenaires et informations aux parents</li> <li>✓ fourniture des listes actualisées des fournisseurs aux cuisinier/ère-s</li> <li>✓ mise en évidence du/des produit/s GRTA dans le libellé des menus</li> <li>✓ évaluation des menus par la ville</li> <li>✓ séance entre le groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) et les cuisiniers (ACRS)</li> <li>✓ séance d'information et d'échange avec les cuisinier/ère-s</li> <li>✓ sondage auprès des cuisinier/ère-s</li> <li>✓ étude des comptes des ARSC, chiffres de la direction générale de l'Agriculture (canton de GE)</li> <li>✓ évaluation annuelle</li> </ul>								
<b>10.3 PROPOSER DANS LES RESTAURANTS SCOLAIRES (ACRS) ET INSTITUTIONS POUR LA PETITE ENFANCE (IPE) DES ACTIONS DE SENSIBILISATION POUR LES ENFANTS. (NOUVEAU)</b>								
nombre d'actions de sensibilisation auprès des enfants (dès 2012)	max				8	9		
	min				6			
<b>faits marquants 2012 :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>✓ action de communication saisonnière (hiver et printemps) auprès des enfants et dans les restaurants scolaires (affiche, serviettes lors des animations).</li> <li>✓ ateliers d'animations dans 8 écoles en collaboration avec le GIAP (900 enfants)</li> <li>✓ atelier de cuisine hebdomadaire à l'école cayla</li> </ul>								
<b>10.4 AUGMENTATION DU NOMBRE D'ENTREPRISES LABELLISÉES GRTA. (NOUVEAU)</b>								
nombre d'entreprises labellisées GRTA (dès 2012)	max				300	360		
	min				280			
<b>faits marquants 2012 :</b> remarque : la campagne pourrait avoir un effet sur le nombre d'entreprises labellisées GRTA, par le marché induit par les lieux de restauration collective. Il est clair, toutefois que l'évolution du nombre d'entreprises dépend de nombreux autres facteurs, échappant à l'action de la ville de Genève.								
<b>10.5 AUGMENTER LE NOMBRE D'ÉTABLISSEMENTS PUBLICS (CAFÉS, RESTAURANTS) PROPRIÉTÉS DE LA VILLE OU SITUÉS SUR SON TERRITOIRE QUI PARTICIPENT À LA SEMAINE DU GOÛT.</b>								
% d'établissements propriété de la ville participant à la semaine du goût	max	30%	30%		50%	50%		
	min				30%			
nombre de lieux situés sur la ville de Genève intégrés à la semaine du goût	max	0	4		8	8		
	min				4			

2.7

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
Indicateur(s)							
nombre d'établissements culturels, sportifs ou installations saisonnières participant à la semaine du goût <sup>1</sup>	max						
	min						

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Augmentation des lieux participant à l'édition 2012
- ✓ ouverture aux autres lieux de restauration situés sur le territoire de la ville de Genève (non propriété de la ville)
- ✓ partenariat initié avec la société des cafetiers et restaurateurs de Genève
- ✓ Lien avec des manifestations grand public : «soupe des chefs» et «The Meal»

<sup>1</sup> remarque : indicateur faisant partie du développement potentiel du projet, pas en vigueur en 2011 et 2012. Les premiers résultats seront relevés fin 2013.

**10.6 AMÉLIORER LA QUALITÉ DE L'ENGAGEMENT DES ÉTABLISSEMENTS PARTICIPANT. (NOUVEAU)**

% d'établissements ayant reçu la plus haute catégorie du label «semaine du goût», décerné par le service Agenda 21 (dès 2013)	max					
	min					
% d'établissements proposant un plat du jour «semaine du goût» et ayant établi une relation directe avec un producteur de la région (dès 2013)	max					
	min					

**faits marquants 2012 :**

remarque : objectif qui fait partie du développement potentiel du projet, pas en vigueur en 2011 et 2012. Les premiers résultats seront relevés fin 2013.

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
SJS : CHF 145'022.-	SJS : CHF 145'022.-

La réalisation des objectifs détaillés s'est faite en partie (SJS) ou totalement (DFL) sur le budget de fonctionnement des services en charge de la mise en œuvre.

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ objectif global en très bonne voie de réalisation.</li> <li>✓ Plusieurs nouveaux objectifs spécifiques ont été définis en 2012 pour étoffer/améliorer le travail effectué dans le cadre de l'objectif global.</li> <li>✓ ACRS/IPE : succès dans les ACRS et IPE : 83% (1 menu GRTA/mois), 95% (1 produit GRTA/jour).</li> <li>✓ ACRS/IPE : accent sur les actions de communication auprès des enfants et dans les établissements.</li> <li>✓ semaine du goût : environ 3/4 des restaurants respectent leurs engagements en organisant une action conforme aux attentes. 1/4 propose même des activités allant au-delà des attentes.</li> <li>✓ semaine du goût : l'intérêt des restaurants reste stable, voire grandit, malgré la répétition de l'action année après année. Des établissements qui ne sont pas liés contractuellement à la ville participent de manière volontaire et souvent très engagée.</li> <li>✓ semaine du goût : potentiel important de nouveaux établissements participants. thématique très porteuse.</li> </ul> <p>pour plus d'info :  <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/economie-locale/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/economie-locale/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ ACRS/IPE : il n'est pour l'instant pas possible de mesurer la diversité des produits GRTA dans les établissements.</li> <li>✗ ACRS/IPE : dans les restaurants scolaires, information des enfants au sujet des menus encore insuffisante.</li> <li>✗ semaine du goût : près d'1/4 des restaurants qui se sont inscrits ne respecte pas les exigences minimales ou ne propose tout simplement rien. une part non négligeable des établissements respecte les règles de base mais fait preuve d'un engagement minimaliste dans le projet.</li> <li>✗ semaine du goût : peu d'actions originales, sortant de la catégorie «table du goût». cette semaine signifie trop souvent cuisine traditionnelle genevoise, pas assez production locale et qualité des produits.</li> <li>✗ semaine du goût : prédominance des menus relativement coûteux au lieu des plats du jour accessibles à la population.</li> <li>✗ semaine du goût : qualité des actions proposées à renforcer, notamment dans le lien avec les producteurs. mieux vaut faire simple mais bien.</li> </ul>

## OBJECTIF 11 : CONDITIONS DE TRAVAIL

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE AUGMENTE LES POSSIBILITÉS DE TEMPS PARTIEL ET D'EMPLOIS PARTAGÉS DANS SON ADMINISTRATION AFIN DE FACILITER L'ARTICULATION ENTRE VIE PROFESSIONNELLE ET PRIVÉE.

Responsable: DFL

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	au 31.12.2011		au 31.12.2012	
Indicateur(s)								
<b>11.1 D'ICI FIN 2014, 100% DES EMPLOYÉ-E-S DE L'ADMINISTRATION MUNICIPALE ONT ÉTÉ INFORMÉ-E-S DES POSSIBILITÉS D'ACCÈS AU TEMPS PARTIEL ET SUR LES QUESTIONS D'ÉQUILIBRE ENTRE VIE PRIVÉE ET PROFESSIONNELLE.</b>								
nombre d'interventions effectuées dans les séminaires du catalogue annuel de formation	max	-	3	●	12	12	●	
	min				8			
% d'employé-e-s touché-e-s par des formations "égalité" <sup>1</sup>	max	-	2.2%	●	3.5%	4%	●	
	min				2.2%			
nombre d'actions de communication réalisées, internes et publiques <sup>2</sup>	max				2	1	●	
	min				1			
nombre de rencontres DRH-RRHD organisées qui traitent du temps partiel (dès 2013) <sup>3</sup>	max							
	min							

#### faits marquants 2012 :

- ✓ 2 interventions à la formation « droits du personnel » ;
- ✓ 1 séance d'information concernant « les cellules d'entraide » ;
- ✓ 1 intervention au séminaire « recrutement » ;
- ✓ 1 intervention relative au « fonctionnement politique et valeurs de la ville » ;
- ✓ 1 intervention à la formation « droits, devoirs et responsabilités des cadres » ;
- ✓ 2 interventions aux séminaires concernant la « conduite des entretiens périodiques » ;
- ✓ 4 interventions sur mesure relatives à « l'utilisation des principes épiciènes ».
- ✓ Actions de communication : Journée « futur en tous genres »

<sup>1</sup> 4% est le public touché par l'ensemble des formations (y compris sur mesure) tandis que 3,5% est le public touché par les formations « catalogues »

<sup>2</sup> cette action de communication augmente à 5,2% le % d'employé-e-s touché-e-s

<sup>3</sup> Les responsables RH des départements (RRHD) étaient en cours d'engagement en 2012

2.7

<b>11.2 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A EFFECTUÉ UN ÉTAT DES LIEUX DU TEMPS PARTIEL AU SEIN DE SON ADMINISTRATION ET A MIS EN PLACE UN MONITORING ANNUEL (DÈS 2013).</b>								
état des lieux du temps partiel au sein de l'administration effectué (au 31.12.2012)	max							
	min							
monitoring du temps partiel au sein de l'administration effectué (dès 2013)	max							
	min							
existence d'une nouvelle procédure RH à mettre en œuvre permettant de récolter les données nécessaires pour effectuer le suivi de cet objectif (dès 2013)	max							
	min							

#### faits marquants 2012 :

- ✓ Les premières données de l'état des lieux (au 31.12.2012) ont été relevées (voir ci-contre) et seront publiées dans le courant 2013.
- ✓ Le monitoring annuel sera un complément aux données publiées annuellement dans le bilan social de la DRH

#### données statistiques complémentaires (ville de Genève) :

- En 2012 : 25% des postes d'employé-e-s sont proposés à temps partiel I (89-50%)
- En 2012 : la répartition « femmes-hommes » des postes proposés à temps partiel I (89-50%) correspond à 76% de femmes et 24% d'hommes
- En 2012 : la répartition des postes proposés à temps partiel I (89-50%) correspond à 42% au DPA, 26% au DFL, 29% au DCA, 36% au DCS, 6% au DEUS et 33% au DCSS
- En 2012 : la répartition des employé-e-s travaillant à temps partiel I (89-50%) par classe de salaire correspond à 21% des non-cadres (classes A-H), 39% des cadres intermédiaires (classes I-M) et 19% des cadres supérieur-e-s (classes N-V)

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"><li>✓ La mise en œuvre de cet objectif a pu finalement démarrer en 2012 et avance comme planifié. Le retard de 2011 a donc été rattrapé.</li><li>✓ Les premières données de l'état des lieux (au 31.12.2012) ont été relevées et seront publiées dans le courant 2013. pour plus d'info : <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/conditions-travail/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/conditions-travail/</a></li></ul>	<ul style="list-style-type: none"><li>✗ Le % d'employé-e-s informé-e-s des possibilités d'accès au temps partiel et sur les questions d'équilibre entre vie privée et professionnelle est pour l'instant encore bas (5.2%). cependant ce taux peut très vite monter dépendamment du type de communication.</li></ul>

## OBJECTIF 12A : HANDICAP ET CULTURE

évaluation globale 

### LA VILLE DE GENÈVE FAVORISE L'ACCÈS À L'OFFRE CULTURELLE POUR LES PERSONNES HANDICAPÉES.

responsable: dcs

#### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>12A.1 LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UN RÉSEAU DE PARTENARIATS EFFICACES AVEC LES ASSOCIATIONS ŒUVRANT DANS LE HANDICAP ET LES ASSOCIATIONS CULTURELLES DANS LE BUT DE TRAVAILLER EN PARTENARIAT.</b>							
nombre d'actions par année réalisées en partenariat	max	3	>3	●	5	6	●
	min				3		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ partenariats mis en œuvre avec : Fédération suisse des sourds (Fss), Association pour le bien des Aveugles et malvoyants (ABA), dire pour voir, swistxt, cap loisir, 1001 médiations
- ✓ base de données des partenaires élargie et mise à jour chaque type de handicap a fait l'objet de la définition d'un concept d'accessibilité en collaboration avec les partenaires

<b>12A.2 LA VILLE DE GENÈVE FACILITE L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.</b>							
nombre de typologies de mesure (concepts d'accessibilité par type de handicap mis en œuvre par année)	max	5	5	●	5	5	●
	min	3			3		
nombre d'actions mises en œuvre par année	max	-	11	●	15	16	●
	min				10		
nombre de manifestations par année pouvant accueillir des personnes en situation de handicap (visuel, ou auditif, ou mental, ou à mobilité réduite) (dès 2014)	max						
	min						

#### faits marquants 2012 :

- ✓ réalisation du vidéoguide « rousseau tout simplement»
- ✓ réalisation d'une adaptation audiodécrite de l'exposition «c'est de l'homme que j'ai à parler»
- ✓ médiation adaptée de 6 visites de musée et d'accès au spectacle dans la thématique de rousseau
- ✓ surtitrage de 3 spectacles et de 30 courts métrages, traduction LSF de 2 spectacles
- ✓ étude, planification et test avec deux premières mises en œuvre d'audiodescription de spectacle et de courts métrages
- ✓ toute la manifestation «2102 Rousseau pour tous» a fait l'objet de mesure d'accessibilité handicap

<b>12A.3 LA VILLE DE GENÈVE OFFRE UNE INFORMATION DÉTAILLÉE SUR LE DEGRÉ D'ACCESSIBILITÉ DE SES MUSÉES POUR LES PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (TOUS HANDICAPS CONFONDUS).</b>							
nombre de musées de la ville de Genève offrant une information détaillée sur l'accès pour les personnes en situation de handicap (dès 2012)	max				2	3	●
	min				1		

#### faits marquants 2012 :

- ✓ fiche d'accès pour les musées d'Art et d'histoire et de tavel ainsi que pour le conservatoire et jardin botaniques

2.7

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>12A.4 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE A MIS EN ŒUVRE UN PLAN DE COMMUNICATION SUR L'ACCÈS AUX PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP (VISUEL, OU AUDITIF, OU MENTAL, OU À MOBILITÉ RÉDUITE) À SES MUSÉES, SES THÉÂTRES ET SES MANIFESTATIONS.</b>							
plan de communication	max				réalisé	réalisé	●
	min				réalisé		
nombre d'actions de communication	max				10	14	●
	min				6		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ Plan de communication réalisé et mis en œuvre pour 2012
- ✓ beaucoup d'actions de communication ont été menées dans le cadre de rousseau 2012

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
CHF 229'000.-	CHF 229'000.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ objectifs ambitieux et en bonne voie de réalisation.</li> <li>✓ l'année 2012 avec la commémoration de la naissance de rousseau a permis de tester de nombreuses actions en faveur des publics porteurs de handicap sensoriels ou mental. ces actions doivent en 2013 évoluer afin d'être consolidées.</li> </ul> <p>pour plus d'info :  <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</a></p>	

**OBJECTIF 12B : INFRASTRUCTURES CULTURELLES**  
**LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU LES INFRASTRUCTURES CULTURELLES.**

évaluation globale

responsable: dcs

collaborations: dca

**ÉVALUATION DES OBJECTIFS**

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>12B.1 LA VILLE DE GENÈVE MET À NIVEAU SES INFRASTRUCTURES CULTURELLES SELON LES PLANS FINANCIERS D'INVESTISSEMENT (PFI).</b>							
% de mise en œuvre du PFI	max	25%	31%	●	40%	44.6%	●
	min				25%		

**Faits marquants 2012 :**

- ✓ selon le 7ème PFI, 28.8 millions ont été inscrits pour la mise à niveau des infrastructures culturelles.

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire aalborg 2012
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite totalement sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global et principalement sur les crédits d'investissements	

2.7

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ chantiers en cours/terminés en 2012 : <ul style="list-style-type: none"> <li>• musée d'ethnographie : agrandissement et rénovation</li> <li>• théâtre pitœff : rénovation</li> <li>• théâtre de l'orangerie : rénovation complète</li> <li>• La comédie : voies de fuite</li> <li>• Alhambra : rénovation complète</li> <li>• Association cave 12 : subvention travaux de rénovation</li> <li>• L'usine : Assainissement acoustique des salles</li> <li>• conservatoire et jardins botaniques (BOT 5) : rénovation</li> </ul> </li> </ul> <p>pour plus d'info :  <a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ L'atteinte de l'objectif est uniquement dépendant des investissements votés par le CA, puis par le CM. Impossible de prévoir à l'avance les sommes investies pour la réalisation de cet objectif.</li> </ul>

## OBJECTIF 12C : DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES

évaluation globale 

### LA VILLE DE GENÈVE RENFORCE LA DÉONTOLOGIE DANS LES MUSÉES.

responsable: dcs

#### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>12C.1 D'ICI FIN 2012, LA VILLE DE GENÈVE SE SERA DOTÉE D'UN DOCUMENT DE RÉFÉRENCE POUR LA POLITIQUE D'ACQUISITION DE SES INSTITUTIONS PATRIMONIALES, RENFORÇANT L'ENGAGEMENT DÉONTOLOGIQUE DESDITES INSTITUTIONS ET ASSURANT LA CONFORMITÉ DES COLLECTIONS AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES DE LA PROFESSION.</b>							
création et validation du document de référence par la commission de déontologie, puis par le ca	max	créé	créé	●	validé par la commission	validé par la commission	●
	min				-		
mise en ligne du document de référence encadrant la politique d'acquisition (dès 2013)	max						
	min						

**faits marquants 2012 :**

- ✓ validation du document de référence par la commission de déontologie.

<b>12C.2 D'ICI FIN 2014, 100% DES CONVENTIONS RELATIVES AUX PARTENARIATS, DONNS, LEGS, DÉPÔTS ET PRÊTS D'OBJETS, D'ŒUVRES OU DE COLLECTIONS AUX INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE DE GENÈVE AURONT ÉTÉ RELUES ET MISES À JOUR.</b>							
% des conventions relatives aux partenariats, dons, legs, dépôts et prêts d'objets, d'œuvres ou de collections aux institutions patrimoniales de la ville de Genève relues et mises à jour (dès 2012)	max				50%	50%	●
	min				40%		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ relecture et mise à jour des conventions de partenariats, dons, legs, dépôts et prêts.

<b>12C.3 À DATER DE 2011, LES OBJETS, ŒUVRES OU COLLECTIONS DONT LA PROVENANCE EST INSUFFISAMMENT DOCUMENTÉE OU NON-CONFORME AUX NORMES ÉTHIQUES ET JURIDIQUES INTERNATIONALES, FONT SYSTÉMATIQUEMENT L'OBJET D'UN EXAMEN ET DE RECOMMANDATIONS DE LA PART DE LA COMMISSION DE DÉONTOLOGIE.</b>							
% des cas litigieux traités	max	-	100%	●	100%	100%	●
	min				90%		
établissement d'un rapport annuel d'activités permettant le suivi des recommandations de la commission de déontologie	max				rapport 2011 établi	rapport 2011 établi	●
	min				rapport 2011 établi		

**faits marquants 2012 :**

- ✓ rapport d'activités 2011 établi.
- ✓ traitement des objets, œuvres ou collections non conformes aux normes déontologiques et juridiques internationales.
- ✓ un rapport 2010-2012 sera mis en ligne dans le courant du deuxième semestre 2013, avec le règlement de la commission de déontologie et le document de référence pour la politique d'acquisition. Dès 2013, les travaux de la commission feront l'objet d'un rapport annuel.

## ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>12C.4 D'ICI FIN 2014, 100% DES INSTITUTIONS PATRIMONIALES DE LA VILLE AURONT EFFECTUÉ L'INVENTAIRE DE LEURS COLLECTIONS. (ABANDONNÉ)</b>							
% des collections des institutions de la ville ayant été inventoriées	max	80%	80%	●			
	min						

### faits marquants 2012 :

- ✓ objectif et indicateur abandonné.

-> Le calcul du % des collections inventoriées n'est pas pertinent au regard du temps estimé nécessaire à la complétion des inventaires, qui excède largement le cadre temporel fixé par le présent plan de projet. c'est pourquoi cet objectif est abandonné au profit d'une analyse des collections à travers les conventions de dons, legs, dépôts et prêts dont elles font l'objet.

## SUIVI FINANCIER

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
CHF 43'800.-	CHF 43'800.-
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

2.7

## BILAN ANNUEL GLOBAL

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ objectif novateur et en bonne voie de réalisation.</li> <li>✓ Genève est la première ville d'Europe à travailler avec une telle commission de déontologie.</li> <li>✓ 100% des cas litigieux ont été traités en 2011 et 2012 par la commission de déontologie.</li> </ul> <p>pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/culture/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ L'objectif d'inventorier toutes les collections de l'ensemble des institutions de la ville a été abandonné. Le calcul n'est pas pertinent au regard du temps estimé nécessaire à la complétion des inventaires, qui excède largement le cadre temporel fixé par le présent plan de projet. c'est pourquoi cet objectif est abandonné au profit d'une analyse des collections à travers les conventions de dons, legs, dépôts et prêts dont elles font l'objet.</li> </ul>

## OBJECTIF 13 : COOPÉRATION

évaluation globale 

LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE SA POLITIQUE DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PRIVILÉGIANT LA COOPÉRATION AVEC DES VILLES, EN FAVORISANT LE DÉVELOPPEMENT DURABLE ET EN CONTRIBUANT AU RENFORCEMENT DES ADMINISTRATIONS LOCALES. ELLE S'ENGAGE À Y CONSACRER 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÈS 2018.

Responsable: DFL

collaborations: dcs et sjs

### ÉVALUATION DES OBJECTIFS

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
<b>13.1 D'ICI 2018, LA VILLE DE GENÈVE S'ENGAGE À ATTEINDRE LE 0,7% DE SON BUDGET DE FONCTIONNEMENT DÉDIÉ À DES PROJETS DE COOPÉRATION.</b>							
Indicateur(s)							
évolution de la part du budget de fonctionnement consacré à la coopération	max min	0.37%	0.42%	●	0.45% 0.40%	0.54%	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ engagement de 2 personnes fixes à la délégation genève ville solidaire (dgvs)
- ✓ budget augmenté de CHF 1'150'000,- pour 2012 et de 500'000 pour 2013

<b>13.2 D'ICI FIN 2014, CONSTITUTION D'UN FONDS DE COOPÉRATION INTERNATIONALE, ADOPTION DE CRITÈRES DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) ET PROCESSUS D'ATTRIBUTION DÉPENDANT D'UNE COMMISSION CONSULTATIVE EXTERNE À L'ADMINISTRATION MUNICIPALE.</b>							
constitution du fonds de coopération internationale	max min	réalisé	réalisé	●			
adoption de critères de dd	max min	-	-	-	réalisé réalisé	réalisé	●
constitution d'une commission consultative externe	max min	-	-	-	réalisé réalisé	réalisé	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ le fonds de coopération internationale est devenu le fonds de solidarité de la ville de Genève en 2011.
- ✓ la commission consultative externe a été créée en septembre 2012 et s'est réunie 3 fois analysant 6 projets en moyenne par session.
- ✓ priorités de dd établies : agriculture durable, souveraineté alimentaire / protection de l'environnement, gestion de ressources naturelles / énergies renouvelables.

<b>13.3 D'ICI FIN 2013, LA VILLE DE GENÈVE A OPTIMISÉ LA GESTION OPÉRATIONNELLE ET FINANCIÈRE D'ANALYSE ET LE SUIVI DES PROJETS SOUTENUS PAR LE FONDS DE SOLIDARITÉ DE LA VILLE DE GENÈVE.</b>							
état d'avancement du processus d'optimisation (dès 2012)	max min				20% 10%	18%	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ document de description des étapes basiques du processus créé mais pas encore validé
- ✓ création d'une fiche de préavis par demande. La fiche contient des informations sur l'organisation requérante et le projet
- ✓ nouveaux formulaires créés en attente d'approbation
- ✓ entretiens avec les associations réalisées à leur demande
- ✓ proposition de faire une réunion informative mensuelle ou bi-mensuelle
- ✓ inclusion des indicateurs de suivi dans la base de données

<b>13.4 D'ICI FIN 2014, 100% DES PROJETS FINANCÉS PAR LA VILLE DE GENÈVE INTÈGRENT AU MOINS UNE DES PRIORITÉS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE (DD) QUE LA VILLE S'EST FIXÉE POUR 2011-2014 : 1) AGRICULTURE DURABLE, SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE, 2) PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT, GESTION DE RESSOURCES NATURELLES, 3) ÉNERGIES RENOUVELABLES.</b>							
% de projets financés par la ville de Genève qui intègre au moins une des priorités de développement durable que la ville s'est fixée pour 2011-2014	max min	20%	15%	●	40% 20%	31%	●

#### faits marquants 2012 :

- ✓ la question du dd est mentionnée sur les formulaires de demande de subvention
- ✓ mise en avant des critères de dd dans la sélection de projets par le biais de la fiche de préavis

objectif(s) détaillé(s)	seuils	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation	valeur cible	valeur atteinte	degré de réalisation
		au 31.12.2011			au 31.12.2012		
indicateur(s)							
<b>13.5 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE GAGNE EN VISIBILITÉ ET SE POSITIONNE COMME UN ACTEUR RECONNU DE LA COOPÉRATION AU DÉVELOPPEMENT GRÂCE À SES ACTIONS D'INFORMATION ET DE SENSIBILISATION.</b>							
nombre d'actions d'information et de sensibilisation à la coopération au développement soutenues ou organisées par la ville de Genève	max				15%	15%	●
	min				5%		
<b>faits marquants 2012 :</b>							
✓ définition des axes prioritaires de la communications et d'un calendrier d'exécution	✓	soutien de 15 événements liés à la sensibilisation sur les thématiques nord-sud					

<b>13.6 D'ICI FIN 2014, LA VILLE DE GENÈVE DÉVELOPPE UNE STRATÉGIE D'ACTION POUR LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE.</b>							
validation de la stratégie d'action pour la coopération décentralisée (dès 2013)	max						
	min						
<b>faits marquants 2012 :</b>							
objectif et indicateur révisés		L'évolution du nombre de nouveaux projets décentralisés n'est pas maîtrisée par la Dgvs. Il est plus pertinent de se concentrer sur l'adoption d'une nouvelle stratégie d'actions pour la coopération décentralisée.					

2.7

**SUIVI FINANCIER**

budget supplémentaire Aalborg 2012	dépenses liées au budget supplémentaire Aalborg 2012
CHF 1'150'000.- + 2 postes RH	CHF 1'150'000.- + 2 postes RH
La réalisation des objectifs détaillés s'est faite également sur le budget de fonctionnement des services du département en charge de l'objectif global.	

**BILAN ANNUEL GLOBAL**

points positifs	points négatifs
<ul style="list-style-type: none"> <li>✓ Augmentation plus importante du budget 2012 que planifié initialement.</li> <li>✓ Les efforts en solidarité internationale se sont concentrés sur le développement institutionnel du service. Le règlement d'application du fonds dédié à la solidarité internationale est entré en vigueur le 24 mai 2012. Deux administrateurs/administratrices du fonds ont été recruté-e-s et ont été nommé-e-s en août et en octobre. Le règlement a créé une structure de conseil, la commission consultative, pour les projets de plus de CHF 60'000.-. Elle est formée de 7 expert-e-s reconnu-e-s et s'est réunie trois fois en 2012.</li> <li>✓ Le secrétariat de la délégation Genève ville solidaire, en collaboration avec d'autres services, a réalisé la cartographie des risques et a initié des processus d'amélioration dans la communication, les documents pour le dépôt de demandes de subvention et, de manière générale, dans son organisation interne.</li> <li>✓ La Dgvs améliore le suivi des associations subventionnées. Les règles à suivre et exigences pour les associations soutenues ont été renforcées pour les rapports financiers, avec notamment un meilleur suivi comptable des associations et des projets soutenus par le passé (rapport narratifs de projets et rendus des comptes). La Dgvs s'associe à la réflexion interdépartementale sur la gestion des subventions.</li> </ul> <p>Pour plus d'info :</p> <p><a href="http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/cooperation/">http://www.ville-geneve.ch/themes/developpement-durable-energie/geneve-ville-durable/cooperation/</a></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>✗ Les principaux obstacles à surmonter ont été : le rattrapage des tâches quotidiennes qui étaient en retard faute de moyens, la systématisation du traitement des dossiers, la mise en place de la stratégie de communication envers les associations pour les aider à s'adapter aux changements des procédures et priorités de la ville de Genève, la mise en place des nouvelles activités du secrétariat telles que l'évaluation des projets, le suivi et les visites de terrain.</li> <li>✗ L'objectif sur la coopération décentralisée a été revu à la baisse, car initialement trop ambitieux et dont l'évolution n'est pas maîtrisée : plus pertinent de se concentrer sur l'adoption d'une nouvelle stratégie d'actions pour la coopération décentralisée.</li> </ul>



# 3

## DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF



## **3 DÉLÉGATIONS DU CONSEIL ADMINISTRATIF**

### **3.1 DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)**

L'année 2012 a été marquée par l'adoption du nouveau règlement d'application du Fonds dédié à la solidarité internationale, entré en vigueur le 24 mai (LC 21 591). ce règlement précise les priorités de la ville en matière de solidarité internationale, ainsi que les conditions requises pour déposer une demande de financement. il institue également une commission consultative, chargée d'examiner les demandes de financement supérieures à CHF 60'000.- sachant que celles inférieures à ce montant sont examinées par la délégation, puis validées par le conseil administratif.

La commission consultative est présidée par madame Laurence Wiedmer, cheffe du service des relations extérieures et composée d'une représentante du bureau de la solidarité internationale du canton de Genève, d'un représentant de la Fédération genevoise de coopération (FGC), d'un membre du milieu académique et de trois expert-e-s reconnu-e-s des milieux compétents, concernés par la coopération au développement.

En 2012, 57% des fonds de la ville de Genève dédiés à la solidarité internationale ont été directement attribués par le conseil administratif à des associations genevoises actives dans la solidarité internationale, des organisations de promotion des droits humains, des ONG et à plusieurs services de notre administration. La FGC a, pour sa part, reçu 43% des fonds pour des projets développés dans les domaines de la protection de l'environnement, de l'aide à l'enfance et de l'éducation, de la santé et du renforcement de la société civile dans les pays en développement. En tenant compte des programmes pluri-annuels, des lignes budgétaires spécifiques attribuées à une douzaine d'organisations et des 6 actions d'aide d'urgence, 158 projets étaient en cours de financement en 2012. 94 projets étaient suivis par la DGVS et 64 projets étaient financés dans le cadre de la convention ville – FGC.

un nouvel accord-cadre entre la ville de Genève et la Fédération genevoise de coopération 2012-2015 a été signé le 8 février 2012. Les projets de développement et d'information sont soumis par les 63 associations membres de la FGC et acceptés par les organes de la FGC, en accord avec ses critères et sa procédure interne (examen des projets par des commissions, suivi assuré par le secrétariat de la FGC, directives de contrôle financier). La ville de Genève et la FGC mènent un dialogue continu sur les orientations de la FGC, sur les stratégies et les activités des associations membres et sur des questions d'ordre général touchant à la coopération au développement.

Pour finir, un mandat d'évaluation a été confié à un professeur de l'Institut de Hautes études internationales et du développement qui consistait à examiner sur le terrain des projets soutenus par la ville de Genève en Israël et en Palestine. ce type d'évaluation est un outil indispensable pour renforcer le suivi des dossiers.

## DÉLÉGATION GENÈVE VILLE SOLIDAIRE (DGVS)

### INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT

(1/2)

Budget 2012 : CHF 1'585'000 (+ CHF 395'000 transférés de la rubrique "coopérations décentralisées") = CHF 1'980'000 / Projets financés par l'intermédiaire de la fédération genevoise de coopération (FGC)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
AFRIQUE	BENIN	Helvetas	coton et cultures biologiques et équitables autour des aires protégées, parcs de la pendjari	30'323
	BENIN	genève tiers-monde	renforcement des organisations socioprofessionnelles et promotion de l'emploi des jeunes (2012-2014), cotonou	45'000
	BURKINA FASO	Enfants du monde	Les femmes enceintes, les familles et les communautés en action pour améliorer la santé maternelle et néonatale dans les districts de renkodogo et de kongoussi	59'000
	BURKINA FASO	centre écologique Albert schweitzer	Appui à la gestion des déchets municipaux de saaba (kadiogo, région du centre), gourcy (zondoma, région du nord) et pâ (nahouri, région du sud)	93'271
	BURUNDI	Innovations et réseaux pour le développement	renforcement du réseau grands-Lacs dans le plaidoyer pour la gouvernance de la sécurité alimentaire et l'insertion socio-économique des jeunes	60'000
	CAMEROUN	Association suisse- cameroun	Intégration de la maïsculture dans l'arrondissement de nguelemendouka	30'000
	MADAGASCAR	Frères de nos frères	renforcement des compétences des jeunes adultes de la commune urbaine d'Antananarivo et de ses environs immédiats, Analamanga, tananarive	19'000
	MALI	Association Amis suisses - villages dogons	hydraulique villageoise et développement communautaire (2012-2014) : 12 villages - cercle de Bankass et koro	62'500
	MALI	Les Jardins de cocagne, solidarité nord et sud	construction d'un micro barrage et renforcement des capacités des horticulteurs, région de kayes	22'000
	MALI	tourism for help	implantation d'un centre de formation et d'apprentissage sur les métiers liés au "tourism for help" - une chance offerte aux jeunes en rupture professionnelle, communauté urbaine de ségou	53'055
	NIGER	swissaid	Appui à la société civile engagée en faveur d'une gestion transparente des revenus des industries extractives	56'680
	RDC	Aide à toute détresse quart monde	Appui aux actions de solidarité des enfants et de leurs familles, provinces du sud et nord kivu	7'545
	RDC	commission tiers-monde de l'église protestante de genève	Appui au centre pilote de formation professionnelle au nord-kivu, rusayo, ville de goma, territoires de walikale, masisi, nyiragongo et rutshuru	45'000
	SENEGAL	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	Appui à l'insertion socio-économique des jeunes hommes et femmes de la ville de thiès par l'éducation et la formation professionnelle en agriculture urbaine et périurbaine	40'000
	SENEGAL	Les Jardins de cocagne, solidarité nord et sud	Lutte contre le VIH-sida dans la région du bassin du fleuve sénégal 2010-2012, région frontière entre le sénégal, la mauritanie et le mali	6'905
	TANZANIE	Association pour le développement des aires protégées	gestion communautaire des ressources naturelles dans la division d'Inyonga (2012-2013), 13 villages, district de mpanda, rukwa region	55'000
TOGO	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	soutien à l'éducation et à la formation professionnelle pour enfants orphelins de parents victimes du sida (2011-2013), Lomé	30'000	
TOGO	Association pour l'accès à l'éducation et à la formation	éducation et protection sociales des enfants filles démunies travailleuses dans le secteur informel à Lomé (2012-1014)	33'000	
AMERIQUE CENTRALE	HAITI	Association kombit	cadre stratégique du programme de développement local du réseau des organisations de Productrices et de Producteurs Agricoles de la grand'Anse (ROPAGA)	50'000
	NICARAGUA	Espace Femmes International	prévention de la violence de genre et accès à la justice, mulukuku	35'000
	NICARAGUA	urbamonde	renforcement de la dynamique inter-municipale de gestion du territoire bassin versant du rio grande, matagalpa	47'637

3.1

**INSTITUTIONS GENEVOISES D'AIDE AU DÉVELOPPEMENT**  
(2/2)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	SALVADOR	Enfants du monde	travail communautaire pour l'amélioration de la santé maternelle et infantile dans 8 municipalités	50'000
<b>AMERIQUE DU SUD</b>	ARGENTINE	mouvement pour la coopération internationale	récupération de territoires traditionnels, Province de rio negro et chubut, Patagonie	40'000
	COLOMBIE	mouvement pour la coopération internationale	Éducation de base des adultes avec des communautés emberas du département d'antioquia, communes de babeida y frontino	5'854
	COLOMBIE	Genève tiers-monde	gestion locale participative en milieu urbain (construire le territoire 2011-2012), Bogota	18'246
	COLOMBIE	Genève tiers-monde	culture paysanne périurbaine et souveraineté alimentaire	60'000
	PEROU	Genève tiers-monde	droits et protection des enfants et adolescentes travailleuses domestiques dans les districts de Lima, cusco et tumbes	16'000
<b>ASIE</b>	BANGLADESH	Enfants du monde	travail communautaire pour l'amélioration de la santé maternelle et néonatale, district de netrokona	36'832
<b>EUROPE</b>	GENÈVE	urbamonde	Journée mondiale de l'habitat 2012 - Genève	18'404
	GENÈVE	cinémas des trois mondes	14e Festival "Filmar en América latina", novembre-décembre 2012	25'000
	GENÈVE	centre Europe-tiers monde	Publication "L'audit de la dette publique : expériences et méthode"	29'400
	GENÈVE	centrale sanitaire suisse romande	Brochure et conférence "solidarité internationale dans le domaine de la santé"	12'510
	GENÈVE	centre Europe-tiers monde	Publication sur le développement agricole et la sécurité alimentaire	14'805
	GENÈVE	Déclaration de Berne, comité genevois	campagne santé "Les risques de la mondialisation des essais cliniques"	76'125
	GENÈVE	Déclaration de Berne, comité genevois	campagne "chocolat : pour des conditions de travail dignes dans les plantations de cacao"	26'250
	GENÈVE	centre Europe-tiers monde	soutien 2012 aux pages "solidarité" du courrier	50'000
	GENÈVE	centre Europe-tiers monde	symposium "Les traités de libre échange favorisent-ils le développement? (titre provisoire)"	24'780
<b>DIVERS</b>	DIVERS	service de coopération au développement de caritas Genève	Plan d'action 2012-2015 service de coopération au développement de caritas Genève	284'878
	DIVERS	Terre des Hommes suisse	Plan d'action 2012-2015 Terre des Hommes suisse	277'000
	DIVERS	Fédération genevoise de coopération	contribution aux projets d'information de la FGC	33'000
<b>TOTAL</b>				<b>1'980'000</b>

## COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES (1/4)

Budget 2012: CHF 2'866'555.73 ( - CHF 395'000 ) = CHF 2'471'555.73

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
AFRIQUE	NIGÉRIA	Ambassade de suisse au Nigéria	séminaire de lutte contre le financement du terrorisme et suivi du séminaire anti-blanchiment financé en 2011 à Dakar	40'000
	DIVERS	Fondation genevoise pour la formation et la recherche médicales	Prévention et traitement des fistules vésico-vaginales, formation et programme de recherche dans plusieurs pays d'Afrique	75'000
	MADAGASCAR	Association glocal Association pour la promotion du développement durable	gestion de ressources naturelles en eau et amélioration d'accès à l'eau potable dans la région d'Analamanga	55'000
	ZIMBABWE	zimbabwe network for health - Europe (zimhealth)	réfection de sept centres médicaux de soins primaires dans les principales villes : kadoma, gweru, gwanda, marondera, kariba, mpilo, mabvuku	70'000
	TCHAD	médecins sans frontières	Prévention et prise en charge de la malnutrition infantile à massakory	80'000
	RÉPUBLIQUE ÉMOCRATIQUE DU CONGO	organisation mondiale contre la torture	centre d'accueil pour femmes victimes de violences sexuelles à goma	70'000
	OUGANDA	Association keiser initiative for uganda	construction d'un dortoir pour filles dans l'école primaire de All saints	10'000
	KENYA	Maasai Aid Association	Programme d'alphabétisation des femmes massai, vallée de Rift	10'292
	KENYA	Association solferino - Association des élèves de l'école de culture générale Henry - Dunant	construction d'un bâtiment de formation professionnelle, de production et de vente dans la province de Nyanza, district de Rarieda	50'000
	KENYA	Association solferino - Association des élèves de l'école de culture générale Henry - Dunant	voyage solidaire pour la construction d'un bâtiment de formation professionnelle dans la province de Nyanza, district de Rarieda	6'000
	OUGANDA	Association sidécole	scolarisation, aide alimentaire et suivi médical pour des orphelins et enfants des rues dans le bidonville d'Acholi et Banda	9'500
	DIVERS	Fondation suisse du service social international	Électrification d'un centre de santé et de promotion sociale, dans le cadre du soutien au réseau AFRIQUE pour la protection des enfants	25'000
	TOGO	Association Assikloassi	construction d'un bâtiment scolaire de trois classes avec l'équipement à vo-Asso (région maritime)	10'000
	NIGER	Association Islamic relief	Développement agricole et amélioration de la sécurité alimentaire dans le district de Téra, région de Tillabéri	55'000
	BURKINA FASO	Association voltaire solidaire - collège voltaire	voyage solidaire pour la construction d'une école à Ouagadougou	6'000
	TOGO	Ingénieurs et architectes sans frontières	construction d'un dispensaire doté d'une unité de santé mentale à Lomé et équipement de l'alimentation électro-solaire de l'hôpital des sœurs hospitalières de Notre-Dame de la Compassion	28'000
	SÉNÉGAL	Association Agir, Association scouts pour une terre meilleure ASTM	camp-chantier au Sénégal. construction de salles de classes, d'un bassin de retenue d'eau et d'un bloc sanitaire	7'000
	SÉNÉGAL	Association Femmes pour la planète	Projet de formation et d'appui à des groupements de femmes productrices de beurre de karité à Kédougou au Sénégal	10'000
	CÔTE D'IVOIRE	centre for civil and Political Rights - centre pour les droits civils et politiques	Appui aux ONG nationales dans la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits civils et politiques	17'380
	NIGER	Association zozodinga	construction de 4 banques céréalières, pour lutter contre la famine	10'000
SÉNÉGAL	Association Cayla solidaire	coopération au Sénégal. construction d'une unité de transformation de fruits et de légumes dans le village de Soum	10'000	
SÉNÉGAL	compagnie de cris	réduction de l'illettrisme par une approche théâtrale	20'000	

3.1

**COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES  
(2/4)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	TUNISIE	Fondation suisse du service social international	Phase pilote du programme "Éco-mentoring "	20'000
	SOUDAN	Association des Amis de sœur emmanuelle	centre de formation professionnelle et développement communautaire de Lologo	50'000
<b>AMÉRIQUE CENTRALE</b>	GUATEMALA	Peace watch switzerland	protection des défenseurs des droits humains et d'associations menacées	10'565
	GUATEMALA	Association casa Alianza suisse	réintégration familiale, sociale et économique des filles et adolescentes victimes de trafic et d'abus sexuels	15'000
	GUATEMALA	réseau international des droits humains	création et mise en œuvre du système de formation E-learning pour les jeunes défenseurs des droits humains mayas	8'552
	PANAMA	centre de documentation, de recherche et d'information des Peuples Autochtones	étape genevoise de " L'European speakers tour" pour les femmes autochtones d'Amérique latine. défenseures des droits fonciers et environnementaux	20'700
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>	CHILI	Association territoires solidaires	programme de planification stratégique et de réduction de désastres dans la vallée de l'Itaca (2 <sup>ème</sup> versement)	100'000
	PEROU	Terragir- energie solidaire	Film documentaire "robin des watts"	10'000
	PÉROU	Terragir - energie solidaire	rénovation énergétique d'une école au sud grâce à des économies d'énergie faites dans une école au nord (école de l'Europe)	8'783
	CHILI	Association territoires solidaires	programme de planification stratégique et de réduction de désastres dans la vallée de l'Itaca (1 <sup>er</sup> versement)	60'000
	COLOMBIE	Turpial - Association pour la défense des droits de l'homme en colombie	Programme de protection des victimes de détentions arbitraires	30'000
	COLOMBIE	groupe Actions collège et école de commerce André - chavanne - en lien avec l'association Tchendukua	"regards croisés sur ce monde qui vient": conférence et rencontre en présence de 3 Indiens kogis	10'000
	PÉROU	Terragir - energie solidaire	rénovation énergétique de trois écoles au sud grâce à des économies d'énergie faites dans trois écoles au nord (Eaux-vives, xxxi décembre et pré-picot)	20'000
	COLOMBIE	Association Jwawika - Amigos del corazon del mundo	Formation sur les droits des peuples autochtones pour des jeunes leaders Arhuacos	6'000
	PÉROU	Association "bu muletier au guide de montagne"	Formation de guides de haute montagne, appui social à la communauté et mise sur pied d'une agence spécialisée gérée par la communauté locale	5'000
<b>ASIE</b>	VIETNAM	centre de formation professionnelle technique	voyage solidaire	2'000
	NÉPAL	Fédération mondiale des Associations pour les nations unies	programme d'activités "La société civile en action pour les droits humains".	22'000
	MONGOLIE	Association Projets Mongolie	création d'une laiterie-fromagerie	37'400
	DIVERS	globalplanetnetwork	recherche et rapport sur la Genève internationale et les médias	30'000
	LAOS	Association Ban Khok Na Ko	construction d'une école secondaire de Ban Chiang	92'000
	VIETNAM	Les sœurs de saint-Paul-de-chartres	soutien à l'orphelinat de Hué	10'000
	VITENAM	Association pour l'enfance du vietnam	soutien financier à une école	5'000
	CAMBODGE	Association Krousar Thmey - nouvelle famille	programme de protection de l'enfance à Sisophon	45'445

## COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES (3/4)

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESSCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
<b>CARAÏBES</b>	CUBA	medicuba - suisse	Informations et présentation des projets de santé menés à cuba et exposition aux pâquis	3'000
<b>EUROPE</b>	SUISSE	conservatoire et Jardin botanique	développement durable au sud. Programme d'activités 2012-2013 à dakar, Asuncion, campotech et patino	78'393
	SUISSE	muséum d'histoire naturelle	partenariat avec le muséum d'histoire naturelle d'Addis-Abeba pour la préservation des collections et formation d'un technicien taxidermiste d'ethiopie	11'330
	SUISSE	Festival du film et Forum International sur les droits humains	soutien au programme solidarité de la 11ème édition du festival	100'000
	SUISSE	Musée ethnographique de la ville de Genève - MEG Carl Vogt	soutien de la restitution à Madagascar du fond numérisé des photos aux Archives nationales malgaches	18'000
	SUISSE	UPR -Info	organisation des pré-sessions à l'examen périodique universel	30'000
	SUISSE	Musée d'art et d'histoire	Entreposage de pièces archéologiques en provenance de Gaza	25'385
	SUISSE	Earth Focus Foundation	Programme d'activité 2012 d'éducation et sensibilisation à l'écocitoyenneté	5'000
	SUISSE	Infosud - Agence Genève	sensibilisation du public suisse au respect des droits humains	80'000
	SUISSE	Association FIAN suisse - Foodfirst Information and Action Network	Programme d'information à Genève sur l'accès à l'alimentation et la lutte contre la faim dans le monde	20'000
	SUISSE	Commission internationale des juristes	développement et renforcement des mécanismes internationaux de justice pour remédier aux violations des droits humains	60'000
	SUISSE	Organisation mondiale contre la torture	Plan d'action internationale contre la torture	10'000
	SUISSE	Centre de conseils et d'appui pour les jeunes en matière de droits de l'homme	Programme de formation et d'appui pour les jeunes défenseurs des droits humains	30'000
	SUISSE	Prix Martin Ennals	Prix Martin Ennals pour les défenseurs des droits humains	15'000
	SUISSE	Geneva International Model United Nations	Simulation de conférence des Nations Unies	3'000
	SUISSE	Défense des enfants International	Sessions de formation et de sensibilisation sur les droits de l'enfant	10'000
	SUISSE	Festival du film et Forum International sur les droits humains	soutien au programme solidarité de la 10ème édition du festival	100'000
SUISSE	Association internationale des maires francophones	soutien à l'Assemblée générale et réunion au bureau de l'AIMF	50'000	
SUISSE	Fédération genevoise de coopération	contribution aux frais de fonctionnement	127'200	
<b>MOYEN-ORIENT</b>	JORDANIE	Fondation SURGIR	Programme de lutte contre les crimes d'honneur	58'000
<b>PROCHE-ORIENT</b>	PALESTINE	comité suisse d'appui au Tribunal Russell sur la Palestine	quatrième session du Tribunal Russell sur la Palestine	50'000
	LIBAN	Association Rencontres cultures du monde Arabe	organisation de journées de la science à Beyrouth	50'000
	PALESTINE	Association Palestine Demain	Financement de la cantine scolaire de la "Hope Flowers school de Bethlehem"	10'000
	PALESTINE	Fondation "Les Instruments de la Paix - Genève"	Programme d'éducation musicale pour les jeunes	50'000
	PALESTINE	Association Palestine Demain	Financement de la cantine scolaire de la "Hope Flowers school de Bethlehem"	20'000
<b>DIVERS</b>	DIVERS	Franciscans International - FI	Programme de développement durable au service de la lutte contre la pauvreté et du respect des droits humains	10'000
	DIVERS	Fondation l'Appel de Genève	Programme de lutte contre les violences sexuelles dans les conflits armés et pour le renforcement du respect des droits des femmes	80'000

3.1

**COOPÉRATIONS DÉCENTRALISÉES  
(4/4)**

CONTINENT/ RÉGION	PAYS	ORGANISATION	DESCRIPTIF DU PROJET	MONTANT EN FRANCS
	DIVERS	Fondation martin ennals	Projets des defenseurs des droits de l'homme	34'950
	DIVERS	organisation mondiale contre la torture	programme de suivi et protection des enfants detenus confrontés à la torture et aux mauvais traitements	50'000
	DIVERS	Association dissoute	retour / Fonds non utilisés	-5'319
	DIVERS	Ambassade de suisse au Nigéria	retour / Fonds non utilisés	-5'000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>2'471'556</b>
<b>367000 SUBVENTIONS ACCORDÉES - ÉTRANGER</b>				
<b>DIVERS</b>	DIVERS PAYS	ASSOCIATION TRIAL		100'000
	DIVERS PAYS	Fonds aides humanitaires		250'000
<b>AMÉRIQUE DU SUD</b>	COLOMBIE	CICR		51'500
<b>DIVERS</b>	DIVERS	Médecins sans frontières		8'000
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>409'500</b>
<b>367000 TOTAL</b>				<b>4'861'056</b>
<b>365000 SUBVENTIONS ACCORDÉES - INSTITUTIONS PRIVÉES</b>				
<b>Budget 2012: CHF 301'600</b>				
		Fondation dignité en détention		5'200
		centre documentation Recherches d information peuples Autochtones		20'600
		centre europe tiers monde		51'500
		Association Genève tiers-monde		15'500
		Association cap vert-Genève		2'000
		Association terre des hommes suisse - Genève		8'900
		Association organisation mondiale contre la torture		18'600
		Association service International pour les droits de l'homme		4'100
		Fondation l'Appel de Genève		30'900
		mandat international		51'500
		Fédération genevoise de coopération		92'800
<b>SOUS-TOTAL</b>				<b>301'600</b>
<b>365000 TOTAL</b>				<b>301'600</b>
<b>TOTAL 365000+367000</b>				<b>5'162'656</b>

## 3.2 DÉLÉGATION À L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

La délégation à l'aménagement du territoire a pour but de traiter des études d'aménagement des espaces publics ou de plans d'affectation du sol conduites par les services du département des constructions et de l'aménagement, par le service des espaces verts ou par des tiers et portant sur le territoire de la ville de Genève.

La délégation donne l'orientation des études, des rapports et travaux à exécuter, et en définit les priorités. Elle décide des options stratégiques en relation avec les dossiers d'aménagement. Les dossiers ainsi traités sont régulièrement rapportés au conseil administratif par le département des constructions et de l'aménagement en vue des décisions à prendre qui relèvent de sa compétence.

Elle est composée des magistrats en charge du département des constructions et de l'aménagement (Monsieur Rémy Pagan, conseiller administratif), du département de la culture et du sport (Monsieur Sami Kanaan, conseiller administratif) et du département de l'environnement urbain et de la sécurité (Monsieur Pierre Maudet, conseiller administratif, jusqu'à mi-juin 2012, puis Monsieur Guillaume Barazzone, conseiller administratif, dès la mi-novembre 2012). De juin à novembre, pour trois séances, l'interim a été assuré par Madame Sandrine Salerno, conseillère administrative, en charge du département des finances et du logement.

La délégation comprend également la présence permanente de la direction du département des constructions et de l'aménagement (Madame Isabelle Charollais, codirectrice, et Monsieur Claude-Alain Macherel, codirecteur).

La présidence a été assurée successivement par Monsieur Pierre Maudet, de janvier à juin 2012, puis par Monsieur Sami Kanaan, de juin à décembre 2012.

En 2012, la délégation s'est réunie à 10 reprises. Madame Annick Viaccoz, assistante de direction au département des constructions et de l'aménagement, a assuré la prise des notes de séances.

La délégation a instruit de nombreux dossiers. Parmi les objets les plus importants il convient de citer ceux qui ont fait l'objet de communications régulières au conseil administratif:

### **réseau des transports publics**

Le suivi du dossier concernant les conséquences de la mise en œuvre du nouveau réseau de trams en décembre 2011 a régulièrement occupé la délégation. Celle-ci a été régulièrement informée des travaux menés par les différents groupes de travail regroupant des représentants des TPG, de la Direction générale de la mobilité, de la police cantonale et de la ville de Genève, concernant :

- L'amélioration de la vitesse commerciale ;
- L'amélioration des conditions de transbordement aux principaux pôles d'échanges ;
- Les études relatives à la sur fréquentation des bus et trams dans les secteurs de Rive et de Bel-Air, ainsi qu'à la circulation individuelle qui freine la progression des transports collectifs;

face à cette situation, la ville de Genève, par l'intermédiaire du département des constructions et de l'aménagement, a confié un mandat d'étude et d'analyse à la communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), organisme rattaché à l'École polytechnique fédérale de Lausanne (EPFL). Le rapport, dit « rapport Kaufmann », a été rendu en août 2012. Il conclut à l'intérêt de remettre en service au minimum les deux lignes reliant respectivement Moillesulaz et Carouge à la gare de Cornavin. Le conseil administratif soutient cette position. C'est dans ce sens qu'il a transmis ce rapport au conseil d'État, aux TPG, ainsi qu'aux communes concernées. Enfin, ainsi qu'elle s'y était engagée, la ville est intervenue auprès des TPG et de la DGM dans le but de remettre en service la ligne 32 dans le secteur Jonction-Plainpalais.

### **plaine de Plainpalais**

La seconde étape des travaux de réaménagement de la plaine de Plainpalais, comprenant la construction d'un bowl, qui avait démarré à l'automne 2011, s'est terminée à l'été 2012 et a été inaugurée à l'occasion de la fête du 1<sup>er</sup> août.

La dernière étape, correspondant à l'aménagement du pourtour de la plaine, a fait l'objet d'une demande de crédit déposée auprès du conseil municipal dans le courant de l'automne.

quant à la pointe nord, constituée d'un espace de verdure fortement dégradé, son réaménagement a également fait l'objet d'une demande de crédit déposée par le service des espaces verts.

### Projet VLs (vélos en libre service)

La délégation a pris connaissance du projet de vélos en libre service, qui prévoit la création de 62 stations en ville de Genève. celui-ci est placé sous la responsabilité des TPG, qui en assureront l'exploitation. La perte d'exploitation sera partagée à parts égales entre l'État, les TPG et les communes participantes au projet.

La part de financement de la ville pour la mise en place d'une première tranche de 40 stations a fait l'objet d'une demande de crédit auprès du conseil municipal. Parallèlement, des requêtes en autorisation de construire ont été déposées auprès de l'autorité compétente.

Cependant, en fin d'année, les communes ont été informées que la commission des finances du grand conseil avait refusé la part de financement cantonale pour ce projet.

La délégation a également traité de nombreux autres dossiers, au gré de l'actualité ou des nécessités exprimées en vue de les présenter à la décision du conseil administratif.

Il s'agit notamment :

- des études destinées à l'élaboration d'une nouvelle image directrice concernant le secteur du bois-de-la-bâtie ;
- du projet de réaménagement des berges permettant l'accès au Rhône à la hauteur du sentier des saules, à la jonction ;
- de l'évolution du dossier concernant la réalisation de zones piétonnes ;
- de la stratégie d'entretien des routes d'importance cantonale situées sur le territoire municipal, en application de l'art. 20 LRoutes, suite à la signature d'une convention définissant la part de subvention versée à cet effet par l'État à la ville de Genève ;
- du projet Praille-Acacias – Vernets, dont la lente phase de gestation met en évidence la difficulté à trouver des intérêts convergents entre les différentes entités concernées ;
- du projet de réaménagement de la rue de l'École-de-médecine et des conséquences en matière de circulation suite à la mise en service du pont Hans-Wilsdorf, qui a eu lieu en juin 2012, puis de la réouverture du quai E.-Ansermet, prévue au printemps 2013 ;
- du projet d'extension de la gare de Cornavin et de ses conséquences en matière d'urbanisme sur le bas du quartier des Grottes ;
- du choix et de l'intégration des œuvres d'art dans l'espace public, en lien avec le FMAC ;

- du suivi du dossier du CEVA, notamment s'agissant des aménagements extérieurs aux pourtours des deux gares situées sur le territoire municipal, ainsi que derniers développements en matière de sécurité ;
- du projet cantonal d'aménagement de la pointe de la Jonction ;
- d'un projet de réaménagement de la place du Rhône, incluant une part de financement par des tiers ;
- le développement d'une étude directrice concernant les besoins en équipements sportifs et l'évolution de divers lieux, notamment les pôles Vessy / Bout-du-monde et Vernets / Queue-d'Arve ;
- le projet de réaménagement du chemin des Coudriers, en collaboration avec la commune du Grand-Saconnex ;
- l'élaboration d'un masterplan pour le Bois-de-la-Bâtie ;

Enfin, la délégation a procédé aux auditions suivantes :

- la direction de la société Procter & Gamble, pour un entretien en relation avec les conditions relatives à la future implantation de la société sur le territoire municipal, dans la zone Prailles – Acacias – Vernets (PAV) ;
- les représentants de la société Trafigura, pour un entretien en relation avec les conditions relatives à la future implantation de la société sur le territoire municipal, dans la zone industrielle de Rosemont (Eaux-vives) ;
- le département cantonal de l'intérieur, de la mobilité et de l'environnement (DIME), soit les directions générales du génie civil et de la mobilité, pour une présentation du projet de construction de la future route des Nations et de la nouvelle jonction autoroutière du Grand-Saconnex ;
- le département cantonal de l'urbanisme (DU), accompagné de représentants de la FIPDI (Fondation des immeubles pour les organisations internationales) et de la Mission Suisse auprès des Nations-Unies, pour une présentation du projet de construction dit « Les Feuillantines », comprenant une tour + parc destinés à diverses activités en lien avec les organisations internationales ;
- un représentant de la direction des CFF, pour une présentation dans le cadre du projet d'extension de la gare de Cornavin.

### 3.3 DÉLÉGATION À LA POLITIQUE DE LA VILLE ET DES QUARTIERS

créée en 2011, la Délégation est garante de la bonne coordination des interventions de la ville de Genève sur le terrain nécessitant une action concertée des départements.

La Délégation est composée des mesdames Sandrine Salerno et Esther Alder, conseillères administratives respectivement en charge des finances et du logement et de la cohésion sociale et de la solidarité. Monsieur Pierre Maudet a fait partie de la Délégation jusqu'à sa nomination au conseil d'État. Depuis juin 2012, la présidence est assurée par Madame Sandrine Salerno.

Le suivi administratif de la Délégation est assuré par le service Agenda 21 – ville durable, service rattaché au département des finances et du logement.

En 2012, la Délégation s'est réunie à cinq reprises. Les principaux sujets traités ont concerné notamment le suivi de la mise en œuvre de la Loi cantonale sur la cohésion sociale en milieu urbain. En effet, après l'élaboration d'un règlement d'application relatif à ladite loi, le conseil d'État a décidé la création d'une commission ad hoc. Le conseil administratif a délégué Madame Esther Alder afin de l'y représenter.

Par ailleurs, l'équipe de « La ville est à vous, » rattachée depuis le 1er janvier 2012, au service Agenda 21 – ville durable, a présenté son organisation et les perspectives de développement des manifestations. Cela a aussi été l'occasion d'affirmer l'importance de la collaboration interdépartementale et des prestations fournies par tous les services pour que cette manifestation puisse être réalisée dans de nombreux quartiers de la ville.

La Délégation s'est aussi penchée sur les propositions de diverses associations des pâquis et du quartier des franchises, relatives à la création de nouveaux contrats de quartier.

À ce sujet, la Délégation a reçu en juin 2012, le rapport, élaboré par la communauté d'études pour l'aménagement du territoire (CEAT), relatif à l'évaluation de la politique des contrats de quartiers. Cette étude porte un regard très positif sur l'expérience des contrats de quartier des Grottes et de Saint-Gervais/Seujet/Saint-Jean. Elle encourage au déploiement de ces processus mais souligne aussi l'importance du soutien politique pour assurer la réussite et la pérennité de telles démarches. La Délégation a donc travaillé durant la deuxième partie de l'année 2012 à l'analyse des possibilités de mise en œuvre des recommandations du CEAT.

En 2013, la question du développement des outils de démocratie participative en ville de Genève devra être portée devant l'ensemble du conseil administratif, afin de définir notamment le rôle assigné aux processus participatifs dans le cadre d'une politique municipale territorialisée.



# 4

## COMPTES PAR DÉPARTEMENT

4

## 4 COMPTES PAR DÉPARTEMENT

### 4.1 AUTORITÉS

#### 4.1.1 FAITS MARQUANTS

La direction générale a assuré son rôle d'appui et de proposition auprès du conseil administratif (CA) et de coordination au sein de l'administration. Plusieurs projets et études ont été conduits au sein du CODIR (comité de direction), du COATTRIM (comité d'attribution immobilière) et de la COMIN (commission d'investissement).

Le CODIR a notamment agi comme comité de pilotage (COPIL) de plusieurs projets DRH importants pour l'administration, tels que l'analyse des fonctions-types et la gestion des indemnités. Il a également piloté la mise en place du RATT et établi une directive d'application.

En collaboration avec le département des finances et du logement, le CODIR a élaboré de nouvelles directives et procédures et assuré le suivi de la mise en place du nouveau système de contrôle interne (SCI).

En tant que comité de pilotage, le CODIR a validé et soumis au CA la première série d'indicateurs pour le plan directeur communal, la nouvelle politique de gestion des véhicules, l'avancement des projets du programme stratégique de développement durable (Aalborg), le lancement des appels d'offres des prestations de surveillance des espaces extérieurs et privés du patrimoine financier, la mise en place d'un records management dans chaque service. Il a également piloté le suivi du nouveau site web et la refonte de l'Intranet.

À la demande du CA, le CODIR a créé une commission des investissements, la COMIN, chargée de revoir le PFI et BFQ afin de réduire les investissements de manière importante. La COMIN a également été chargée par le conseil de revoir les procédures pour l'élaboration du nouveau PFI, de proposer des outils de pilotage et d'élaborer de nouvelles directives concernant toutes les procédures liées aux investissements.

Quant au COATTRIM, il a continué son travail de consultation et de coordination interdépartementale sur plusieurs dossiers d'attribution de locaux. Son action a permis notamment, de redéfinir les critères d'attribution des locaux appartenant au patrimoine financier.

Le COATTRIM a poursuivi le recensement de tous les locaux mis à disposition de tiers (qu'il s'agisse de subventions ou d'obligations légales), l'établissement d'un inventaire de ces conventions de mise à disposition, ainsi que le recensement des locaux loués auprès de tiers par l'administration afin de répondre à ses besoins propres. Parallèlement, les efforts du département ont été orientés vers le renforcement de la coopération interservices, notamment dans le domaine de la gestion des ressources humaines.

En effet, l'entrée en fonction d'une responsable départementale RH a contribué à l'harmonisation des pratiques et procédures en matière de ressources humaines.

Ce renforcement de la collaboration s'est également concrétisé avec d'autres services de l'Administration et de l'État : suite notamment à l'introduction d'une nouvelle subvention cantonale visant à encourager la réalisation d'analyses thermographiques des bâtiments genevois, l'administration centrale (ACE) et les services de l'énergie de la ville et du canton ont œuvré pour inciter et favoriser l'expertise des bâtiments dans le but de cibler les éventuelles rénovations permettant de diminuer la consommation d'énergie du parc immobilier genevois.

Toujours dans le domaine de l'élargissement des prestations publiques, la direction générale (DG) par le biais des Archives municipales (AVG) a mis en ligne sur le web les versions numérisées du mémorial du conseil municipal (1842-2002) ainsi que des comptes rendus de l'Administration municipale (1842-2000). Désormais, il est possible de parcourir ou d'effectuer des recherches sur les quelques 260'000 pages mises à disposition. Une version au format PDF permet le téléchargement et l'impression. Les budgets de la ville de Genève ainsi que les comptes rendus financiers de la ville de Genève couvrant la période allant de 1815 à 2004 ont également été numérisés. De plus, l'unité information et communication s'est installée dans de nouveaux locaux et regroupe désormais l'ensemble des différentes fonctions liées aux missions transversales de la communication en ville de Genève (gestion du site Internet, diffusion des publications officielles, relations avec la presse, mise à disposition d'images et de vidéos, rédaction de discours, de messages, etc.).

Le service juridique s'est vu confier une mission supplémentaire sous la forme de la reprise de la gestion de l'ensemble du contentieux en matière de ressources humaines. La fin de l'année a été marquée par la mise en production de la base documentaire HyperLex, dont la philosophie consiste à mettre à disposition, d'un seul clic, toute l'information juridique relative à la municipalité.

Parallèlement, le service des relations extérieures (SRE) s'est fortement mobilisé pour l'organisation de la fête du 1<sup>er</sup> août et celle du 31 décembre, monsieur Rémy Pagan, maire, souhaitant que la population genevoise s'approprie l'espace offert sur la plaine de Plainpalais, nouvellement aménagée.

Du côté des réseaux de villes, le SRE a organisé au Palais Eynard, en collaboration avec l'Association internationale des maires francophones (AIMF), un séminaire de la commission Dialogue interculturel et paix portant sur le rôle des autorités locales dans la prévention des conflits, la consolidation de la paix et la réconciliation.

#### 4.1.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DEVELOPPER L'APPROCHE TRANSVERSALE ET OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION					
RENFORCER ET DEVELOPPER LES PROCESSUS TRANSVERSAUX ET ASSURER LA COORDINATION ENTRE LES DÉPARTEMENTS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. Mettre à jour les directives de gestion administratives DGA	taux d'actualisation des DGA	70% au 31.12.2012	50% au 31.12.2012	50%	
2. Renforcer la coopération interservices dans la gestion des ressources humaines	nombre de dossiers traités en collaboration	50% des traitements de dossiers	20% des traitements de dossiers	+ de 50%	
3. Mettre en place une procédure de communication écrite et orale périodique entre l'auditeur interne et le CA afin de l'informer et répondre à ses demandes/interrogations en ce qui concerne les audits en cours ou terminés	indice de satisfaction du CA quant aux informations obtenues et aux réponses à ses demandes/interrogations	100% de réponses satisfaisantes aux demandes du CA	90% de réponses satisfaisantes aux demandes du CA	-	
4. changer la plateforme informatique pour la gestion des stocks de boissons au palais Eynard et à la villa La Grange	mise en place d'une application informatique de gestion des stocks	Application informatique en place au 31.12.2012	Application informatique en place au 31.12.2012	cf. commentaires	

### 4.1.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#### objectif 1

certaines directives peuvent être actualisées facilement et rapidement, tandis que d'autres plus complexes nécessitent une refonte complète impliquant des examens et prises de décisions à plusieurs niveaux (DG, CODIR ou CA). De ce fait, la révision et la validation d'un certain nombre de DGA sont encore en cours, expliquant le degré de réalisation partiel de l'objectif.

#### objectif 2

En fin d'année, plus de 50% des dossiers ont été traités dans le cadre d'une collaboration interservices au sein du département des Autorités. Cet excellent résultat se situe au-delà de la valeur cible et constitue par conséquent un dépassement de l'objectif fixé.

#### objectif 3

La finalisation de cet objectif est en attente de la validation du «règlement du conseil municipal sur le contrôle interne, l'audit interne et la révision des comptes» par le conseil d'État.

#### objectif 4

Ce changement de plateforme informatique a été partiellement réalisé en 2012, car la DSIC a différé le début du projet. Toutefois, ce dernier s'est terminé avec succès le 15 février 2013.

#### 4.1.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

AUTORITÉS	TOTAL CHARGES	39'574'808	40'860'417	-1'285'610	-3%	40'112'720
	TOTAL REVENUS	17'125'737	15'896'350	1'229'387	8%	14'590'388
en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011	
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
<b>01 CONSEIL MUNICIPAL</b>						
<b>CHARGES</b>	<b>2'772'591</b>	<b>3'009'231</b>	<b>-236'640</b>	<b>-8%</b>	<b>2'573'815</b>	
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'057'004</b>	<b>2'147'771</b>	<b>-90'767</b>	<b>-4%</b>	<b>1'806'446</b>	
300 Autorités et commissions	1'981'799	2'019'210	-37'411	-2%	1'737'368	
303 Assurances sociales	71'813	122'796	-50'983	-42%	58'677	
305 Assurance maladie et accidents	3'234	5'765	-2'531	-44%	2'966	
309 Autres charges du personnel	159	-	159	--	7'436	
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>610'333</b>	<b>702'285</b>	<b>-91'952</b>	<b>-13%</b>	<b>709'877</b>	
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	72'258	89'700	-17'442	-19%	89'088	
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'185	-	2'185	--	6'125	
313 Achats de fournitures et autres marchandises	-	1'500	-1'500		0	
314 entretien des immeubles par des tiers	1'288	-	1'288	--	20'310	
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	26'634	74'252	-47'618	-64%	61'598	
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	896	-	896	--	11	
317 dédommagements	185'063	181'000	4'063	2%	178'882	
318 honoraires et prestations de service	313'709	340'583	-26'874	-8%	344'143	
319 frais divers	8'301	15'250	-6'949	-46%	9'719	
<b>33 Amortissements</b>	<b>92'477</b>	<b>155'000</b>	<b>-62'523</b>	<b>-40%</b>	<b>50'000</b>	
331 Amortissements ordinaires du PA	92'477	155'000	-62'523	-40%	50'000	
<b>36 subventions accordées</b>	<b>2'000</b>	<b>2'000</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>3'000</b>	
365 subventions accordées - institutions privées	2'000	2'000	-	-	3'000	
<b>39 imputations internes</b>	<b>10'777</b>	<b>2'175</b>	<b>8'602</b>	<b>395%</b>	<b>4'492</b>	
390 intérêts répartis	3'164	1'375	1'789	130%	1'393	
392 autres prestations internes	7'613	800	6'813	852%	3'099	
<b>REVENUS</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>3'710</b>	
<b>43 revenus divers</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>3'710</b>	
435 ventes	-	-	-	--	3'710	
<b>02 CONSEIL ADMINISTRATIF, MAIRE ET ADJOINT</b>						
<b>CHARGES</b>	<b>2'143'480</b>	<b>2'126'457</b>	<b>17'023</b>	<b>1%</b>	<b>2'556'316</b>	
<b>30 charges de personnel</b>	<b>1'283'079</b>	<b>1'262'304</b>	<b>20'775</b>	<b>2%</b>	<b>1'273'957</b>	
301 traitements du personnel	1'183'277	1'145'321	37'956	3%	1'173'955	
303 Assurances sociales	89'182	92'118	-2'936	-3%	88'785	
305 Assurance maladie et accidents	10'396	24'625	-14'228	-58%	10'977	
309 Autres charges du personnel	224	240	-16	-7%	240	
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>837'466</b>	<b>834'980</b>	<b>2'486</b>	<b>0%</b>	<b>952'030</b>	
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	3'149	16'000	-12'851	-80%	1'714	
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	6'574	-	6'574	--	7'687	
313 Achats de fournitures et autres marchandises	2'117	3'119	-1'002	-32%	2'185	
314 entretien des immeubles par des tiers	20'575	-	20'575	--	2	
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	14'521	8'639	5'882	68%	2'366	

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	12'412	18'000	-5'588	-31%	12'445
317 dédommagements	151'262	182'500	-31'238	-17%	163'415
318 honoraires et prestations de service	459'739	480'722	-20'983	-4%	675'940
319 frais divers	167'118	126'000	41'118	33%	86'275
<b>33 Amortissements</b>	-	-	-	--	<b>300'000</b>
332 Amortissements complémentaires du PA	-	-	-	--	300'000
<b>39 imputations internes</b>	<b>22'935</b>	<b>29'173</b>	<b>-6'238</b>	<b>-21%</b>	<b>30'330</b>
390 intérêts répartis	-	7'073	-7'073		7'167
391 mise à disposition de locaux	11'838	-	11'838	--	8'040
392 autres prestations internes	11'098	22'100	-11'003	-50%	15'123
<b>REVENUS</b>	<b>49'485</b>	<b>74'000</b>	<b>-24'515</b>	<b>-33%</b>	<b>43'986</b>
<b>43 Revenus divers</b>	<b>49'485</b>	<b>74'000</b>	<b>-24'515</b>	<b>-33%</b>	<b>43'986</b>
436 dédommagements de tiers	49'485	74'000	-24'515	-33%	43'986
<b>05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>17'678'169</b>	<b>19'530'098</b>	<b>-1'851'929</b>	<b>-9%</b>	<b>17'297'276</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>10'925'105</b>	<b>12'620'603</b>	<b>-1'695'498</b>	<b>-13%</b>	<b>10'689'775</b>
301 traitements du personnel	8'759'441	10'182'240	-1'422'799	-14%	8'440'703
303 assurances sociales	674'136	814'211	-140'076	-17%	650'124
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'276'661	1'367'062	-90'400	-7%	1'093'781
305 assurance maladie et accidents	136'009	222'862	-86'852	-39%	430'852
306 prestations en nature	19'965	29'860	-9'895	-33%	21'093
309 autres charges du personnel	58'894	4'368	54'526	1248%	53'224
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>5'344'436</b>	<b>5'939'904</b>	<b>-595'468</b>	<b>-10%</b>	<b>5'291'637</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	652'988	755'700	-102'712	-14%	905'261
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	110'368	50'000	60'368	121%	25'968
312 eau, énergie, combustible	116'292	118'955	-2'663	-2%	123'632
313 achats de fournitures et autres marchandises	793'252	799'074	-5'822	-1%	692'680
314 entretien des immeubles par des tiers	109'792	184'917	-75'125	-41%	167'965
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	170'263	187'981	-17'718	-9%	180'111
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	150'820	104'850	45'970	44%	147'138
317 dédommagements	71'103	133'140	-62'037	-47%	83'624
318 honoraires et prestations de service	2'451'921	2'798'237	-346'316	-12%	2'350'203
319 frais divers	717'636	807'050	-89'414	-11%	615'055
<b>33 Amortissements</b>	<b>172'393</b>	<b>49'308</b>	<b>123'085</b>	<b>250%</b>	<b>256'688</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	122'801	49'308	73'493	149%	255'788
334 pertes sur débiteurs	49'592	-	49'592	--	900
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>42'754</b>	<b>25'000</b>	<b>17'754</b>	<b>71%</b>	<b>13'870</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	42'754	25'000	17'754	71%	13'870
<b>37 subventions redistribuées</b>	<b>75'750</b>	-	<b>75'750</b>	<b>--</b>	-
376 personnes physiques	75'750	-	75'750	--	-
<b>39 imputations internes</b>	<b>1'117'731</b>	<b>895'283</b>	<b>222'448</b>	<b>25%</b>	<b>1'045'306</b>
390 intérêts répartis	11'808	2'455	9'353	381%	12'545
391 mise à disposition de locaux	677'738	702'180	-24'442	-3%	667'524
392 autres prestations internes	428'186	190'648	237'538	125%	365'238

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>1'184'876</b>	<b>822'350</b>	<b>362'526</b>	<b>44%</b>	<b>995'689</b>
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>2'250</b>	<b>-</b>	<b>2'250</b>	<b>--</b>	<b>150</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	2'250	-	2'250	--	-
429 Autres revenus	-	-	-	--	150
<b>43 Revenus divers</b>	<b>1'035'054</b>	<b>822'350</b>	<b>212'704</b>	<b>26%</b>	<b>945'014</b>
435 ventes	802'992	785'000	17'992	2%	768'026
436 Dédommagements de tiers	160'476	4'350	156'126	3589%	92'391
438 Prestations du personnel pour les investissements	-	-	-	--	1'499
439 Autres contributions	71'586	33'000	38'586	117%	83'097
<b>46 subventions acquises</b>	<b>70'500</b>	<b>-</b>	<b>70'500</b>	<b>--</b>	<b>50'000</b>
469 Autres subventions	70'500	-	70'500	--	50'000
<b>47 subventions à redistribuer</b>	<b>75'750</b>	<b>-</b>	<b>75'750</b>	<b>--</b>	<b>-</b>
471 subventions à redistribuer - cantons	75'750	-	75'750	--	-
<b>49 imputations internes</b>	<b>1'323</b>	<b>0</b>	<b>1'323</b>	<b>--</b>	<b>525</b>
492 Autres prestations internes	1'323	0	1'323	--	525
<b>08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>101'086</b>	<b>240'000</b>	<b>-138'914</b>	<b>-58%</b>	<b>107'100</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>101'086</b>	<b>240'000</b>	<b>-138'914</b>	<b>-58%</b>	<b>107'100</b>
365 subventions accordées - institutions privées	101'086	240'000	-138'914	-58%	107'100
<b>1 SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>11 SÉCURITÉ MUNICIPALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>15'840'051</b>	<b>15'000'000</b>	<b>840'051</b>	<b>6%</b>	<b>-</b>
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>15'840'051</b>	<b>15'000'000</b>	<b>840'051</b>	<b>6%</b>	<b>-</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	15'840'051	15'000'000	840'051	6%	-
<b>2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION</b>					
<b>21 ÉCOLES PUBLIQUES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>2'324</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>2'324</b>
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	--	2'324
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>					
<b>30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>23'000</b>	<b>-</b>	<b>23'000</b>	<b>--</b>	<b>98'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>23'000</b>	<b>-</b>	<b>23'000</b>	<b>--</b>	<b>98'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	23'000	-	23'000	--	98'000
<b>34 SPORTS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>8'000</b>	<b>-</b>	<b>8'000</b>	<b>--</b>	<b>8'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>8'000</b>	<b>-</b>	<b>8'000</b>	<b>--</b>	<b>8'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	8'000	-	8'000	--	8'000
<b>35 AUTRES LOISIRS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>25'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>-</b>	<b>--</b>	<b>25'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	--	25'000

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>5 PRÉVOYANCE SOCIALE</b>					
<b>54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE</b>					
<b>CHARGES</b>	-	-	-	--	5'000
36 subventions accordées	-	-	-	--	5'000
365 subventions accordées - institutions privées	-	-	-	--	5'000
<b>58 AIDE SOCIALE</b>					
<b>CHARGES</b>	694'932	645'332	49'600	8%	4'286'243
36 subventions accordées	694'932	645'332	49'600	8%	4'286'243
365 subventions accordées - institutions privées	694'932	645'332	49'600	8%	682'496
367 subventions accordées - étranger	-	-	-	--	3'603'747
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	900	-	900	--	12'895'464
33 Amortissements	900	-	900	--	12'895'464
334 pertes sur débiteurs	900	-	900	--	12'895'464
<b>REVENUS</b>	15'840'051	15'000'000	840'051	6%	13'547'003
45 dédommagements de collectivités publiques	15'840'051	15'000'000	840'051	6%	13'547'003
451 cantons	15'840'051	15'000'000	840'051	6%	13'547'003
<b>65 TRAFIC RÉGIONAL</b>					
<b>CHARGES</b>	272'500	309'300	-36'800	-12%	250'000
36 subventions accordées	272'500	309'300	-36'800	-12%	250'000
361 subventions accordées - cantons	250'000	309'300	-59'300	-19%	250'000
365 subventions accordées - institutions privées	22'500	0	22'500	--	0
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT</b>					
<b>72 TRAITEMENT DES DÉCHETS</b>					
<b>CHARGES</b>	34	-	34	--	-
31 biens, services et marchandises	34	-	34	--	-
318 honoraires et prestations de service	34	-	34	--	-
<b>78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.</b>					
<b>CHARGES</b>	40'000	-	40'000	--	8'000
36 subventions accordées	40'000	-	40'000	--	8'000
365 subventions accordées - institutions privées	37'000	-	37'000	--	8'000
367 subventions accordées - étranger	3'000	-	3'000	--	-
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>					
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	65	-	65	--	182
32 intérêts passifs	65	-	65	--	182
320 engagements courants	65	-	65	--	182
<b>REVENUS</b>	51'325	-	51'325	--	-
42 revenus des biens	51'325	-	51'325	--	-
421 créances	51'325	-	51'325	--	-

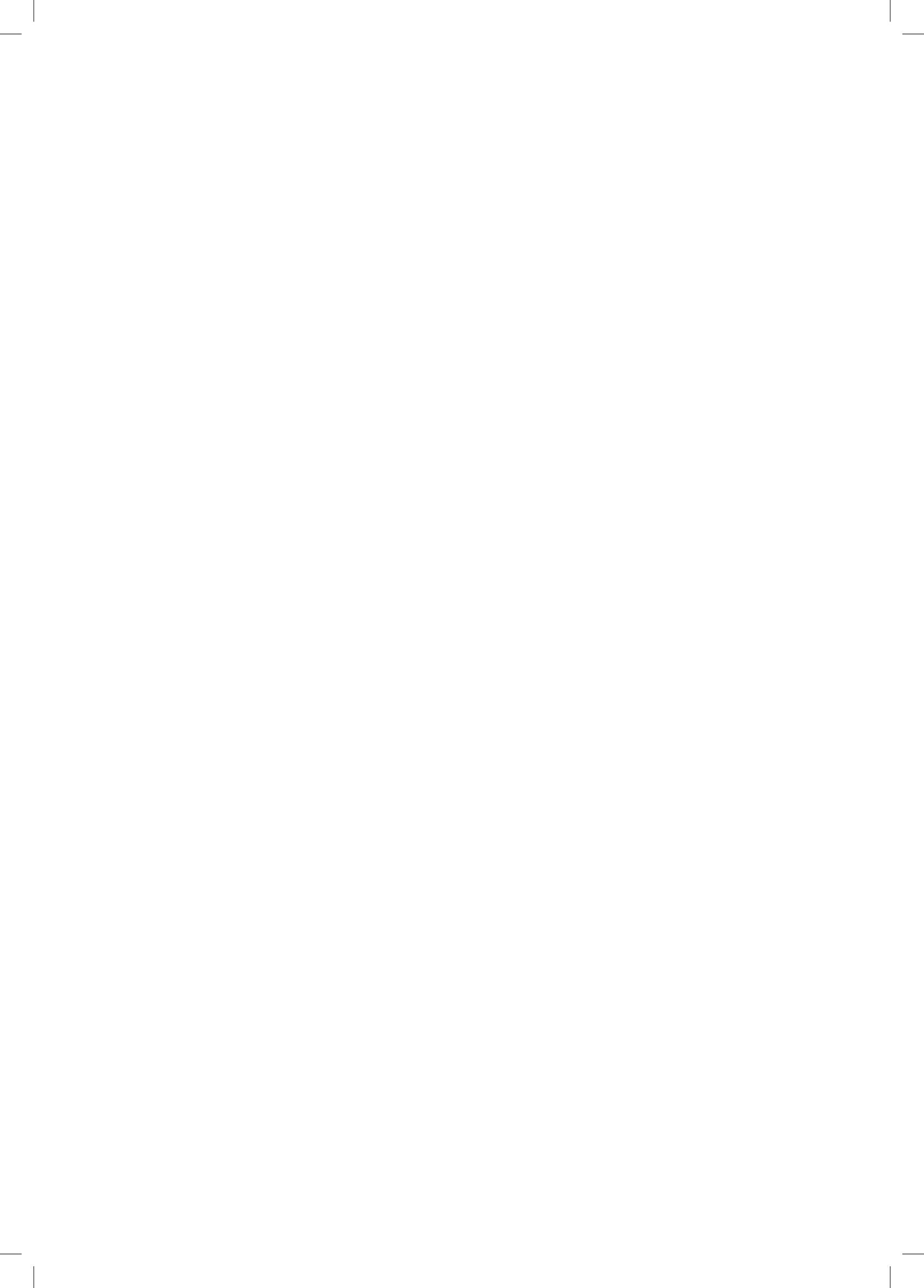
#### 4.1.5 RESSOURCES HUMAINES

AUTORITÉS				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écart
A0010000	service de la direction générale	05	Administration générale	4.6	-	4.6	4.6	-	9'172	68'615	-59'443
A0010020	Archives	05	Administration générale	5.7	-	5.7	5.2	0.5	62'604	32'050	30'554
A0010030	Information et communication	05	Administration générale	6.4	0.7	7.1	7.8	-0.7	80'979	111'500	-30'521
A0020002	Administration centrale	05	Administration générale	13.9	1.8	15.7	15.9	-0.2	200'004	173'300	26'704
A0030000	service juridique	05	Administration générale	9.3	2.0	11.3	9.4	1.9	69'259	121'200	-51'941
A0040000	relations extérieures	05	Administration générale	8.5	1.7	10.2	9.7	0.5	165'723	168'260	-2'537
A0070000	secrétariat cm	05	Administration générale	11.8	1.1	12.9	11.8	1.1	165'999	161'274	4'725
A9000100	contrôle financier	05	Administration générale	7.6	1.8	9.4	10.4	-1.0	0	10'100	-10'100
	<b>TOTAUX</b>			<b>67.8</b>	<b>9.1</b>	<b>76.9</b>	<b>74.8</b>	<b>2.1</b>	<b>753'739</b>	<b>846'299</b>	<b>-92'560</b>

#### 4.1.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>593</b>	<b>648</b>	<b>-55</b>	<b>-9%</b>	<b>4'235</b>
Administration générale	103	242	-139	-57%	110
enseignement et formation	0	0	0	--	2
culture et loisirs	31	0	31	--	131
prévoyance sociale	146	97	50	51%	3'734
trafic	273	309	-37	-12%	250
protection et aménagement de l'environ.	40	0	40	--	8
<b>gratuités</b>	<b>549</b>	<b>549</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>557</b>
prévoyance sociale	549	549	0	0%	557
<b>total général</b>	<b>1'142</b>	<b>1'197</b>	<b>-55</b>	<b>-5%</b>	<b>4'793</b>





## 4.2 FINANCES ET LOGEMENT

### 4.2.1 FAITS MARQUANTS

L'année 2012 a été une année importante pour le département, avec la finalisation de nombreux chantiers et des avancées significatives dans plusieurs projets d'envergure.

La direction financière (DFIN) a ainsi été réorganisée en 2012, afin de permettre une harmonisation des pratiques de l'Administration municipale et de regrouper les unités comptables et financières dans un même service. Cette réorganisation s'est articulée autour des principaux processus financiers, chaque processus étant désormais coordonné par une entité. Dans le même esprit, les publications financières de la ville ont été repensées, afin d'améliorer la visibilité des missions et des actions municipales et de permettre une prise de décision axée sur les politiques publiques.

En 2012, le département a également progressé dans la mise en place de la première étape d'un système de contrôle interne. Tous les services de l'administration, hormis ceux du département de la culture et du sport pour des raisons organisationnelles, ont identifié les risques principaux pouvant influencer négativement la réalisation de leurs missions. Ce processus a été réalisé avec l'appui des responsables départementaux du contrôle interne.

La direction des ressources humaines (DRH) a, pour sa part, poursuivi la mise en œuvre du statut et des dispositions transitoires. De nombreux chantiers ont été achevés, à l'image notamment du règlement sur l'aménagement du temps de travail (RATT), du processus de recrutement ou du concept de formation continue. La directive sur la gestion des absences non planifiées est également entrée en vigueur en 2012. Parallèlement, le projet de portail RH a bien progressé.

Pour la délégation Genève ville solidaire (DGVS), l'année 2012 a également été une année charnière. Désormais gérée par deux administrateurs expérimentés, la DGVS a vu son fonctionnement amélioré par l'adoption d'un nouveau règlement d'application et par la mise en place d'une commission consultative, qui épaula la délégation dans ses choix.

Par ailleurs, en 2012, la cour des comptes a rendu son audit sur la gérance immobilière municipale (GIM). Les conclusions de ce rapport sont très satisfaisantes et mettent en évidence les progrès considérables réalisés dans la gestion de ce service.

Cette année a aussi vu l'aboutissement d'un chantier d'envergure : l'adoption par l'Association des communes genevoises d'un paquet de mesures relatifs à la caisse de prévoyance du personnel de la ville, des communes genevoises et des services industriels (CAPI). Ce plan, voté après sept années de travail et de négociations paritaires, vise d'une part à répondre aux nouvelles dispositions de la loi fédérale sur la prévoyance professionnelle et d'autre part à prévenir toute dégradation de la bonne santé financière de la caisse, en lien avec l'évolution démographique.

Au sein du service Agenda 21-Ville durable, l'équipe du pôle Égalité et Diversité a été renforcée en 2012 par l'arrivée d'un chargé des questions LGBTQ. Son apport sera important pour la promotion de l'égalité quelle que soit l'orientation sexuelle et dans la lutte contre l'homophobie.

Dernier fait marquant de l'année, la direction des systèmes d'information et de communication a rejoint le département des finances et du logement, suite à l'entrée en fonction de monsieur Guillaume Barazzone au conseil administratif.

4.2

## 4.2.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

GARANTIR LES FINANCES PUBLIQUES					
ASSURER DES FINANCES DURABLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. mettre en œuvre une nouvelle approche par politique publique	nouvelles publications budget et comptes par politique publique	PB 2013 et comptes 2012	PB 2013	PB 2013 et comptes 2012	
DEPLOYER LE NOUVEAU SYSTEME DE CONTROLE INTERNE					
RENFORCER LE SYSTEME DE CONTROLE INTERNE ET COMPTABLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
2. mettre en œuvre un sci comptable et financier	nombre de processus transversaux documentés à fin 2012 en regard des 8 définis par la cour des comptes	4	2 (au minimum processus budgétaire et clôture)	1	
METTRE A JOUR TOUS LES TEXTES DECOULANT DU STATUT DU PERSONNEL					
METTRE EN PLACE LE STATUT DU PERSONNEL					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
3. Améliorer le système d'évaluation des fonctions en définissant des normes et en créant des fonctions-types	nombre de fonctions-types validées par la commission d'évaluation	250	100	5 cf. commentaires	

### 4.2.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#### objectif 1

En 2012, la direction financière s'est notamment consacrée à la refonte des documents relatifs au budget 2013 et aux comptes 2012 pour les présenter par politique publique et ainsi donner une vision plus politique des missions et actions réalisées par l'Administration.

garantir les finances publiques signifie aussi mener une gestion saine des finances. En ce sens, en 2012, plusieurs améliorations ont été apportées. Le conseil administratif, avec l'appui de la direction du département des finances et du logement, a prioritairement travaillé au maintien du niveau des recettes de la ville dans le cadre des réformes fiscales en cours. un groupe de travail avec l'ACG et le conseil d'État a été créé pour traiter de ces questions.

ensuite, pour mieux maîtriser les dépenses, un tableau de bord a été transmis et discuté mensuellement au comité des directeurs. Il permet d'avoir un monitoring des charges au niveau ville et département. dans le même esprit, un comité de gestion de la dette a été mis sur pied.

dans le but d'améliorer la priorisation des investissements, une commission des investissements a également été créée en 2012. Elle est notamment chargée d'arbitrer les investissements en se fondant sur une méthode objective de priorisation des projets. un reporting régulier a été donné au conseil administratif qui valide, in fine, les investissements à réaliser et les arbitrages proposés.

#### objectif 2

La procédure de clôture a été documentée à l'aide d'une matrice de contrôle identifiant les risques et les contrôles en place. Les instructions de clôture ont été adaptées en conséquence. La procédure relative au processus budgétaire est en cours et sera finalisée en 2013.

par ailleurs, dans la suite logique de la démarche entreprise en 2011, 2012 les travaux en matière de sci se concentreront sur l'établissement d'une cartographie des risques pour chaque service de l'Administration.

#### objectif 3

En 2012, les fonctions-types ont été recensées et réparties dans 13 domaines métier. Le domaine « informatique et télécom » a été traité par les commissions d'évaluation. Les domaines de l'encadrement, de l'Administration et du juridique sont prêts pour validation au cours du 1<sup>er</sup> semestre 2013.

25% de l'ensemble des fonctions-types ont d'ores et déjà été élaborées. Le 75% restant sera finalisé durant l'année 2013.

faire le point sur la mise en place du statut signifie aussi présenter l'avancement de deux autres projets pilotés par la DRH, à savoir les projets « indemnités » et « fonctions pénibles ».

Pour le projet « indemnités », 2012 a vu la création d'une structure de projet transversale qui a effectué un inventaire de l'existant, prospecté auprès d'autres collectivités publiques pour disposer d'éléments comparatifs et proposé 12 principes généraux à l'appui d'une nouvelle politique de gestion des indemnités et des remboursements de frais. En 2013, le projet se poursuivra par l'approfondissement de ces principes, les variantes de leur mise en application, et l'identification de leurs répercussions notamment financières, organisationnelles, juridiques et informatiques, en vue d'entamer la phase des négociations avec les organisations représentatives du personnel.

s'agissant du projet « fonctions pénibles », 2012 a vu la création d'une structure de projet transversale, pilotée par la DRH, qui a pour but d'identifier les fonctions pénibles et dangereuses de l'ensemble de l'Administration municipale. un premier inventaire a été effectué en 2012 sur la base des modes d'évaluation et des principes prévalant dans d'autres collectivités publiques. une fois ces fonctions identifiées et validées, le groupe de projet « indemnités » se penchera sur les différentes formes de compensation.

Les partenaires sociaux sont régulièrement informés de l'avancement de ces projets.

#### 4.2.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

FINANCES ET LOGEMENT		TOTAL CHARGES	242'899'762	245'501'692	-2'601'930	-1%	247'113'492
		TOTAL REVENUS	993'077'356	1'024'253'901	-31'176'545	-3%	1'020'382'633
en francs		C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011	
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
<b>CHARGES</b>		<b>34'178'484</b>	<b>31'026'134</b>	<b>3'152'349</b>	<b>10%</b>	<b>32'398'616</b>	
<b>30 charges de personnel</b>		<b>27'214'434</b>	<b>22'114'730</b>	<b>5'099'704</b>	<b>23%</b>	<b>25'774'740</b>	
300	Autorités et commissions	1'155	1'500	-345	-23%	1'425	
301	Traitements du personnel	20'518'182	13'326'595	7'191'586	54%	19'859'824	
303	Assurances sociales	2'839'653	2'053'588	786'065	38%	1'608'489	
304	Caisses de pensions et de prévoyance	2'645'105	2'870'815	-225'711	-8%	2'463'326	
305	Assurance maladie et accidents	531'717	834'105	-302'388	-36%	574'910	
306	Prestations en nature	23'866	59'150	-35'284	-60%	21'731	
308	Personnel intérimaire	46'997	100'000	-53'003	-53%	76'928	
309	Autres charges du personnel	607'760	2'868'976	-2'261'216	-79%	1'168'107	
<b>31 biens, services et marchandises</b>		<b>3'560'997</b>	<b>5'354'852</b>	<b>-1'793'855</b>	<b>-33%</b>	<b>3'044'169</b>	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	457'635	853'716	-396'082	-46%	500'872	
311	Mobilier, machines, véhicules et matériel	167'851	348'264	-180'413	-52%	227'008	
312	Eau, énergie, combustible	136'203	135'260	943	1%	131'029	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	31'054	69'932	-38'878	-56%	29'701	
314	Entretien des immeubles par des tiers	288'088	863'300	-575'212	-67%	185'810	
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	383'252	430'846	-47'594	-11%	435'664	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	303'407	45'000	258'407	574%	233'587	
317	Dédommagements	358'753	327'133	31'620	10%	327'889	
318	Honoraires et prestations de service	1'306'262	1'941'844	-635'582	-33%	850'637	
319	Frais divers	128'491	339'557	-211'066	-62%	121'972	
<b>33 Amortissements</b>		<b>966'724</b>	<b>1'060'384</b>	<b>-93'660</b>	<b>-9%</b>	<b>1'075'331</b>	
330	Amortissements ordinaires du PF	603'126	634'994	-31'867	-5%	603'126	
331	Amortissements ordinaires du PA	368'187	425'390	-57'203	-13%	445'162	
332	Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	15'373	
334	Pertes sur débiteurs	-4'590	0	-4'590	--	11'669	
<b>36 subventions accordées</b>		<b>4'800</b>	<b>4'800</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>4'800</b>	
361	subventions accordées - cantons	4'800	4'800	0	0%	4'800	
<b>39 imputations internes</b>		<b>2'431'529</b>	<b>2'491'368</b>	<b>-59'839</b>	<b>-2%</b>	<b>2'499'576</b>	
390	Intérêts répartis	983'337	1'101'833	-118'496	-11%	1'122'218	
391	Mise à disposition de locaux	1'169'704	1'124'528	45'176	4%	1'084'155	
392	Autres prestations internes	278'488	265'007	13'481	5%	293'203	

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>9'784'084</b>	<b>8'534'859</b>	<b>1'249'225</b>	<b>15%</b>	<b>6'023'154</b>
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>32'533</b>	<b>18'000</b>	<b>14'533</b>	<b>81%</b>	<b>41'467</b>
429 Autres revenus	32'533	18'000	14'533	81%	41'467
<b>43 Revenus divers</b>	<b>8'040'107</b>	<b>7'231'470</b>	<b>808'636</b>	<b>11%</b>	<b>4'271'162</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'336'320	3'644'170	-307'850	-8%	3'461'902
435 ventes	0	0	0	--	500
436 Dédommagements de tiers	4'699'963	3'587'300	1'112'663	31%	805'705
439 Autres contributions	3'823	0	3'823	--	3'055
<b>44 Parts à des recettes et contrib. sans affectation</b>	<b>280'518</b>	<b>150'000</b>	<b>130'518</b>	<b>87%</b>	<b>334'331</b>
440 Taxe CO2	0	0	0	--	116'958
441 Parts à des recettes cantonales	280'518	150'000	130'518	87%	217'373
<b>45 Dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>305'825</b>	<b>185'000</b>	<b>120'825</b>	<b>65%</b>	<b>169'424</b>
451 cantons	77'431	30'000	47'431	158%	50'838
452 communes	228'393	155'000	73'393	47%	118'586
<b>46 subventions acquises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>5'315</b>
469 Autres subventions	0	0	0	--	5'315
<b>49 imputations internes</b>	<b>1'125'102</b>	<b>950'389</b>	<b>174'713</b>	<b>18%</b>	<b>1'201'455</b>
492 Autres prestations internes	1'125'102	950'389	174'713	18%	1'201'455
<b>08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>13'834'430</b>	<b>11'492'209</b>	<b>2'342'221</b>	<b>20%</b>	<b>16'360'941</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>1'811'486</b>	<b>1'715'911</b>	<b>95'575</b>	<b>6%</b>	<b>1'725'674</b>
301 traitements du personnel	1'484'599	1'389'764	94'834	7%	1'415'907
303 Assurances sociales	114'973	110'596	4'378	4%	107'659
304 caisses de pensions et de prévoyance	170'898	159'667	11'232	7%	165'153
305 Assurance maladie et accidents	28'136	33'164	-5'028	-15%	26'968
306 Prestations en nature	12'115	22'000	-9'885	-45%	9'244
309 Autres charges du personnel	765	720	45	6%	744
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>6'078'512</b>	<b>5'162'848</b>	<b>915'664</b>	<b>18%</b>	<b>6'329'186</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	3'632	5'000	-1'368	-27%	6'144
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	36'616	50'000	-13'384	-27%	48'665
312 Eau, énergie, combustible	517'103	510'964	6'139	1%	515'127
313 Achats de fournitures et autres marchandises	51'411	52'500	-1'089	-2%	42'352
314 Entretien des immeubles par des tiers	3'072'269	2'514'572	557'697	22%	3'428'234
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	27'476	20'974	6'502	31%	18'277
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	270'726	239'660	31'066	13%	249'692
318 Honoraires et prestations de service	1'815'515	1'736'178	79'337	5%	1'971'419
319 Frais divers	283'764	33'000	250'764	760%	49'274

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>33 Amortissements</b>	<b>3'874'060</b>	<b>2'283'475</b>	<b>1'590'586</b>	<b>70%</b>	<b>5'822'946</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	4'190'255	2'263'475	1'926'780	85%	4'798'221
332 Amortissements complémentaires du PA	90'778	0	90'778	--	823'116
334 Pertes sur débiteurs	-406'973	20'000	-426'973	-2135%	201'609
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>2'368</b>	<b>3'500</b>	<b>-1'132</b>	<b>-32%</b>	<b>2'995</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	2'368	3'500	-1'132	-32%	2'995
<b>36 subventions accordées</b>	<b>1'233'679</b>	<b>1'423'940</b>	<b>-190'261</b>	<b>-13%</b>	<b>1'314'447</b>
360 subventions accordées - confédération	387'780	387'780	0	0%	387'780
365 subventions accordées - institutions privées	845'899	1'036'160	-190'261	-18%	926'667
<b>39 imputations internes</b>	<b>834'324</b>	<b>902'536</b>	<b>-68'212</b>	<b>-8%</b>	<b>1'165'692</b>
390 Intérêts répartis	789'456	859'208	-69'752	-8%	1'117'421
391 mise à disposition de locaux	19'200	30'328	-11'128	-37%	28'804
392 Autres prestations internes	25'669	13'000	12'669	97%	19'467
<b>REVENUS</b>	<b>19'190'349</b>	<b>19'971'844</b>	<b>-781'495</b>	<b>-4%</b>	<b>19'554'721</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>14'434'909</b>	<b>15'298'482</b>	<b>-863'573</b>	<b>-6%</b>	<b>14'984'436</b>
425 Prêts du patrimoine administratif	153'000	4'000	149'000	3725%	3'825
426 Participations permanentes du PA	4'245'286	3'021'000	1'224'286	41%	3'836'776
427 Immeubles du patrimoine administratif	10'034'748	12'273'482	-2'238'734	-18%	11'143'835
429 Autres revenus	1'875	0	1'875	--	0
<b>43 revenus divers</b>	<b>258'943</b>	<b>64'602</b>	<b>194'341</b>	<b>301%</b>	<b>103'173</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'191	10'000	-6'809	-68%	11'378
435 ventes	7'639	0	7'639	--	151
436 Dédommagements de tiers	248'113	54'602	193'511	354%	84'398
439 Autres contributions	0	0	0	--	7'245
<b>49 imputations internes</b>	<b>4'496'496</b>	<b>4'608'760</b>	<b>-112'264</b>	<b>-2%</b>	<b>4'467'112</b>
491 mise à disposition de locaux	4'496'496	4'608'760	-112'264	-2%	4'467'112
<b>09 DIVERS (NON VENTILABLES)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>6'951'267</b>	<b>6'775'000</b>	<b>176'267</b>	<b>3%</b>	<b>6'615'370</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>6'951'267</b>	<b>6'775'000</b>	<b>176'267</b>	<b>3%</b>	<b>6'615'370</b>
307 prestations aux pensionnés	6'951'267	6'775'000	176'267	3%	6'615'370
<b>2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION</b>					
<b>21 ÉCOLES PUBLIQUES</b>					
<b>REVENUS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>2'600</b>
<b>45 Dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>2'600</b>
451 cantons	0	0	0	--	2'600

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>					
<b>30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>270'258</b>	<b>216'344</b>	<b>53'914</b>	<b>25%</b>	<b>241'115</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>239'614</b>	<b>185'700</b>	<b>53'914</b>	<b>29%</b>	<b>205'192</b>
314 Entretien des immeubles par des tiers	239'614	185'700	53'914	29%	205'192
<b>36 subventions accordées</b>	<b>30'644</b>	<b>30'644</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>35'924</b>
365 subventions accordées - institutions privées	30'644	30'644	0	0%	35'924
<b>35 AUTRES LOISIRS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>250'088</b>	<b>251'388</b>	<b>-1'300</b>	<b>-1%</b>	<b>60'532</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>250'088</b>	<b>251'388</b>	<b>-1'300</b>	<b>-1%</b>	<b>60'532</b>
365 subventions accordées - institutions privées	250'088	251'388	-1'300	-1%	60'532
<b>5 PRÉVOYANCE SOCIALE</b>					
<b>54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>695'630</b>	<b>426'275</b>	<b>269'355</b>	<b>63%</b>	<b>543'782</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>695'630</b>	<b>426'275</b>	<b>269'355</b>	<b>63%</b>	<b>543'782</b>
365 subventions accordées - institutions privées	695'630	426'275	269'355	63%	543'782
<b>58 AIDE SOCIALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>12'785'125</b>	<b>13'221'815</b>	<b>-436'690</b>	<b>-3%</b>	<b>7'704'425</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>115'106</b>	<b>547'781</b>	<b>-432'675</b>	<b>-79%</b>	<b>4'242</b>
300 Autorités et commissions	6'455	10'100	-3'645	-36%	3'960
301 traitements du personnel	89'408	450'167	-360'759	-80%	0
303 Assurances sociales	7'274	37'177	-29'903	-80%	267
304 caisses de pensions et de prévoyance	10'078	40'297	-30'219	-75%	0
305 Assurance maladie et accidents	1'863	9'896	-8'033	-81%	15
309 autres charges du personnel	28	144	-116	-81%	0
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>63'096</b>	<b>0</b>	<b>63'096</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
318 honoraires et prestations de service	63'096	0	63'096	--	0
<b>33 Amortissements</b>	<b>0</b>	<b>563</b>	<b>-563</b>		<b>0</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	0	563	-563		0
<b>36 subventions accordées</b>	<b>12'606'923</b>	<b>12'673'472</b>	<b>-66'549</b>	<b>-1%</b>	<b>7'700'182</b>
365 subventions accordées - institutions privées	6'739'952	6'718'676	21'276	0%	6'278'741
366 subventions accordées - personnes physiques	1'005'915	945'296	60'619	6%	1'421'442
367 subventions accordées - étranger	4'861'056	5'009'500	-148'444	-3%	0
<b>REVENUS</b>	<b>0</b>	<b>50'000</b>	<b>-50'000</b>		<b>8'238</b>
<b>45 dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>0</b>	<b>50'000</b>	<b>-50'000</b>		<b>8'238</b>
451 cantons	0	50'000	-50'000		8'238

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>2'320'015</b>	<b>2'323'206</b>	<b>-3'191</b>	<b>-0%</b>	<b>2'799'693</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>2'320'015</b>	<b>2'323'206</b>	<b>-3'191</b>	<b>-0%</b>	<b>2'799'693</b>
360 subventions accordées - confédération	115'495	115'495	0	0%	115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	115'495	0	0%	115'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	460'835	-3'191	-1%	763'686
365 subventions accordées - institutions privées	1'631'381	1'631'381	0	0%	1'805'017
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT</b>					
<b>78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>3'943'173</b>	<b>3'062'216</b>	<b>880'958</b>	<b>29%</b>	<b>2'987'272</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>1'622'152</b>	<b>1'898'797</b>	<b>-276'645</b>	<b>-15%</b>	<b>1'028'425</b>
301 traitements du personnel	1'323'726	1'545'093	-221'366	-14%	839'760
303 Assurances sociales	100'964	123'221	-22'258	-18%	63'275
304 caisses de pensions et de prévoyance	163'545	194'933	-31'388	-16%	107'245
305 Assurance maladie et accidents	21'456	32'878	-11'422	-35%	13'093
306 prestations en nature	0	2'000	-2'000		463
309 Autres charges du personnel	12'461	672	11'789	1754%	4'589
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>526'144</b>	<b>528'688</b>	<b>-2'544</b>	<b>-0%</b>	<b>469'191</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	72'094	70'200	1'894	3%	68'648
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	5'894	0	5'894	--	489
312 Eau, énergie, combustible	4'960	2'451	2'509	102%	2'523
313 Achats de fournitures et autres marchandises	12	0	12	--	887
314 entretien des immeubles par des tiers	13'191	2'000	11'191	560%	1'664
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	18'009	0	18'009	--	0
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'889	0	1'889	--	16'914
317 dédommagements	6'605	18'640	-12'035	-65%	5'353
318 honoraires et prestations de service	365'373	384'397	-19'024	-5%	355'030
319 Frais divers	38'119	51'000	-12'881	-25%	17'682
<b>33 Amortissements</b>	<b>1'000'000</b>	<b>250</b>	<b>999'750</b>	<b>--</b>	<b>1'000'000</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	1'000'000	250	999'750	--	1'000'000
<b>36 subventions accordées</b>	<b>362'154</b>	<b>359'032</b>	<b>3'122</b>	<b>1%</b>	<b>359'197</b>
365 subventions accordées - institutions privées	362'154	359'032	3'122	1%	359'197
<b>39 imputations internes</b>	<b>432'724</b>	<b>275'449</b>	<b>157'275</b>	<b>57%</b>	<b>130'460</b>
390 Intérêts répartis	20'958	0	20'958	--	0
391 mise à disposition de locaux	138'171	100'360	37'811	38%	85'126
392 Autres prestations internes	273'596	175'089	98'507	56%	45'334

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>3'504</b>	<b>0</b>	<b>3'504</b>	<b>--</b>	<b>40'028</b>
<b>43 Revenus divers</b>	<b>3'504</b>	<b>0</b>	<b>3'504</b>	<b>--</b>	<b>40'028</b>
436 dédommagements de tiers	3'504	0	3'504	--	40'028
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>					
<b>90 IMPÔTS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>64'048'773</b>	<b>68'817'530</b>	<b>-4'768'757</b>	<b>-7%</b>	<b>62'931'635</b>
<b>33 Amortissements</b>	<b>13'841'311</b>	<b>16'870'000</b>	<b>-3'028'689</b>	<b>-18%</b>	<b>13'015'290</b>
334 Pertes sur débiteurs	13'841'311	16'870'000	-3'028'689	-18%	13'015'290
<b>34 contributions à d'autres collectivités</b>	<b>30'472'815</b>	<b>30'735'729</b>	<b>-262'914</b>	<b>-1%</b>	<b>29'166'366</b>
346 compensation financière aux communes françaises	30'472'815	30'735'729	-262'914	-1%	29'166'366
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>19'734'647</b>	<b>21'211'801</b>	<b>-1'477'154</b>	<b>-7%</b>	<b>20'749'978</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	19'734'647	21'211'801	-1'477'154	-7%	20'749'978
<b>REVENUS</b>	<b>829'281'676</b>	<b>858'480'989</b>	<b>-29'199'313</b>	<b>-3%</b>	<b>852'793'525</b>
<b>40 impôts</b>	<b>828'523'569</b>	<b>858'480'989</b>	<b>-29'957'420</b>	<b>-3%</b>	<b>852'306'422</b>
400 impôts sur le revenu et la fortune	563'187'404	582'438'038	-19'250'634	-3%	534'967'476
401 impôts sur le bénéfice et le capital	128'826'100	139'622'000	-10'795'900	-8%	164'589'440
406 impôts sur les chiens	320'835	200'000	120'835	60%	206'000
408 Fonds de péréquation (personnes morales)	15'076'651	15'240'090	-163'439	-1%	14'561'274
409 taxe professionnelle communale	121'112'579	120'980'861	131'718	0%	137'982'232
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>758'107</b>	<b>0</b>	<b>758'107</b>	<b>--</b>	<b>487'103</b>
429 Autres revenus	758'107	0	758'107	--	487'103
<b>92 ENTRE COMMUNES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>5'305'359</b>	<b>5'305'359</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>11'656'507</b>
<b>34 contributions à d'autres collectivités</b>	<b>5'305'359</b>	<b>5'305'359</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>11'656'507</b>
341 contributions à communes - contrib. de péréquation	5'305'359	5'305'359	0	0%	11'656'507
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>29'329'047</b>	<b>33'655'833</b>	<b>-4'326'786</b>	<b>-13%</b>	<b>32'027'850</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>192'468</b>	<b>227'000</b>	<b>-34'532</b>	<b>-15%</b>	<b>158'700</b>
318 honoraires et prestations de service	152'900	212'000	-59'100	-28%	102'950
319 Frais divers	39'567	15'000	24'567	164%	55'750
<b>32 Intérêts passifs</b>	<b>29'136'579</b>	<b>33'428'833</b>	<b>-4'292'254</b>	<b>-13%</b>	<b>31'869'150</b>
320 Engagements courants	83'305	94'000	-10'696	-11%	55'545
321 dettes à court terme	45'753	0	45'753	--	9'807
322 dettes à moyen et long terme	28'786'257	32'293'833	-3'507'576	-11%	31'711'543
323 dettes envers des entités particulières	221'265	1'041'000	-819'735	-79%	92'254

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>32'424'181</b>	<b>35'521'600</b>	<b>-3'097'419</b>	<b>-9%</b>	<b>37'989'194</b>
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>6'847'564</b>	<b>6'521'600</b>	<b>325'964</b>	<b>5%</b>	<b>9'041'813</b>
420 Avoirs à vue	144'006	100'100	43'906	44%	182'115
421 créances	3'771'685	3'328'500	443'185	13%	3'709'063
422 capitaux du patrimoine financier	1'142'314	1'578'000	-435'686	-28%	1'350'649
426 Participations permanentes du PA	1'500'000	1'500'000	0	0%	1'500'000
429 Autres revenus	289'558	15'000	274'558	1830%	2'299'986
<b>49 imputations internes</b>	<b>25'576'617</b>	<b>29'000'000</b>	<b>-3'423'383</b>	<b>-12%</b>	<b>28'947'381</b>
490 Intérêts répartis	25'576'617	29'000'000	-3'423'383	-12%	28'947'381
<b>95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>68'988'113</b>	<b>68'928'383</b>	<b>59'730</b>	<b>0%</b>	<b>70'785'755</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>13'657'240</b>	<b>14'906'348</b>	<b>-1'249'108</b>	<b>-8%</b>	<b>13'541'883</b>
301 traitements du personnel	11'098'784	12'092'252	-993'468	-8%	10'982'599
303 Assurances sociales	858'511	965'779	-107'268	-11%	848'252
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'395'129	1'475'965	-80'836	-5%	1'401'673
305 Assurance maladie et accidents	204'056	286'255	-82'199	-29%	204'443
306 Prestations en nature	57'414	77'500	-20'086	-26%	61'744
309 Autres charges du personnel	43'346	8'596	34'750	404%	43'173
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>37'046'468</b>	<b>34'424'751</b>	<b>2'621'717</b>	<b>8%</b>	<b>34'841'407</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	26'524	50'000	-23'476	-47%	24'041
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	183'755	255'000	-71'245	-28%	188'217
312 Eau, énergie, combustible	4'533'514	3'998'839	534'675	13%	4'377'205
313 Achats de fournitures et autres marchandises	191'946	188'631	3'315	2%	152'362
314 entretien des immeubles par des tiers	19'800'349	18'195'984	1'604'365	9%	17'865'181
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	312'717	393'217	-80'500	-20%	357'335
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'407'913	1'348'000	59'913	4%	1'361'770
317 dédommagements	12'162	11'200	962	9%	11'684
318 honoraires et prestations de service	10'097'024	9'079'280	1'017'744	11%	9'947'390
319 Frais divers	480'563	904'600	-424'037	-47%	556'223
<b>33 Amortissements</b>	<b>2'632'138</b>	<b>2'601'004</b>	<b>31'134</b>	<b>1%</b>	<b>5'230'288</b>
330 Amortissements ordinaires du PF	2'276'267	2'398'917	-122'649	-5%	2'121'938
331 Amortissements ordinaires du PA	0	2'088	-2'088		4'251
334 Pertes sur débiteurs	355'871	200'000	155'871	78%	3'104'098
<b>36 subventions accordées</b>	<b>549'640</b>	<b>549'640</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>549'600</b>
365 subventions accordées - institutions privées	549'640	549'640	0	0%	549'600
<b>39 imputations internes</b>	<b>15'102'627</b>	<b>16'446'640</b>	<b>-1'344'013</b>	<b>-8%</b>	<b>16'622'576</b>
390 Intérêts répartis	13'428'542	14'934'702	-1'506'160	-10%	15'006'408

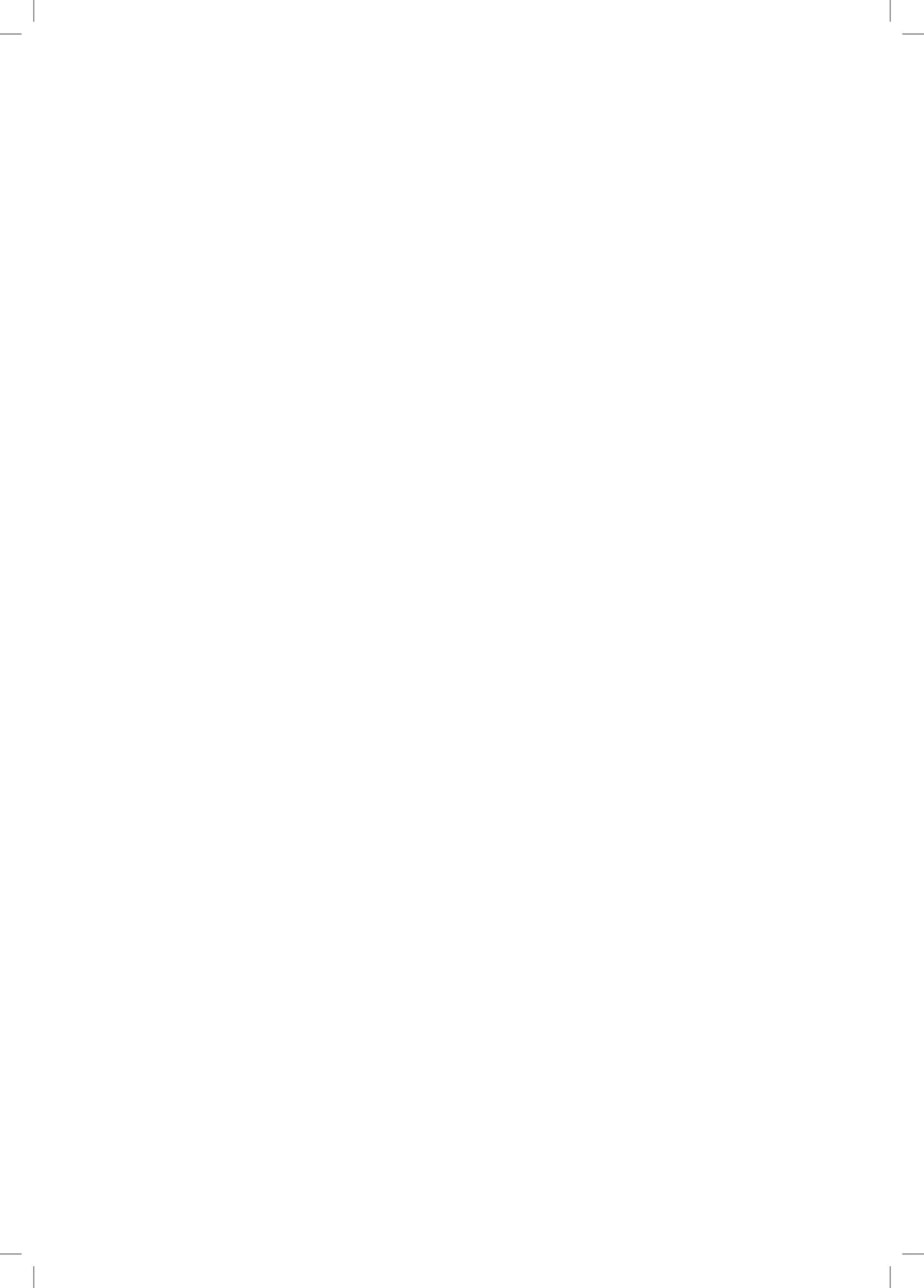
en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
391 mise à disposition de locaux	366'200	386'120	-19'920	-5%	343'912
392 autres prestations internes	1'307'885	1'125'818	182'067	16%	1'272'255
<b>REVENUS</b>	<b>102'393'563</b>	<b>101'694'609</b>	<b>698'954</b>	<b>1%</b>	<b>103'971'173</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>86'754'691</b>	<b>87'559'424</b>	<b>-804'733</b>	<b>-1%</b>	<b>89'100'576</b>
422 capitaux du patrimoine financier	662'715	737'000	-74'285	-10%	662'715
423 immeubles du patrimoine financier	84'452'165	86'822'424	-2'370'259	-3%	85'184'214
424 gains comptables sur les placements du PF	1'620'375	0	1'620'375	--	3'144'038
429 autres revenus	19'437	0	19'437	--	109'609
<b>43 revenus divers</b>	<b>9'030'599</b>	<b>7'890'585</b>	<b>1'140'014</b>	<b>14%</b>	<b>8'981'416</b>
431 emoluments administratifs	2'090	3'000	-910	-30%	2'080
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	8'150'532	7'547'585	602'947	8%	8'130'036
435 ventes	39'641	0	39'641	--	21'451
436 dédommagements de tiers	640'017	339'000	301'017	89%	637'773
439 autres contributions	198'320	1'000	197'320	19732%	190'077
<b>49 imputations internes</b>	<b>6'608'272</b>	<b>6'244'600</b>	<b>363'672</b>	<b>6%</b>	<b>5'889'181</b>
491 mise à disposition de locaux	6'608'272	6'244'600	363'672	6%	5'889'181

#### 4.2.5 RESSOURCES HUMAINES

FINANCES ET LOGEMENT				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écart
10000000	direction départ. finances et logement	05	Administration générale	8.8	0.9	9.7	9.1	0.6	408'930	391'000	17'930
10000400	délégation Genève solidaire	58	Aide sociale	1.7	-	1.7	2.8	-1.1	33'394	-	33'394
11000100	direction financière	05	Administration générale	4.7	-	4.7	3.0	1.7	129'664	150'000	-20'336
11010000	comptabilité générale et budget	05	Administration générale	12.6	-	12.6	16.0	-3.4	43'649	30'000	13'649
11020000	taxe professionnelle	05	Administration générale	16.0	-	16.0	14.6	1.4	5'633	34'340	-28'707
11030010	centrale mun. d'achat et d'impression	05	Administration générale	25.6	2.0	27.6	26.2	1.4	39'826	25'000	14'826
11040000	contrôle de gestion	05	Administration générale	7.2	-	7.2	6.7	0.5	-	34'000	-34'000
12000010	comptes de régie	95	Immeubles du patrimoine financier	52.0	2.0	54.0	55.3	-1.3	146'043	243'298	-97'256
12000020	immeubles locatifs PF	95	Immeubles du patrimoine financier	67.9	2.0	69.9	70.2	-0.3	-	-	-
12000030	immeubles publics PA	08	Immeubles du patrimoine administratif (non ventilables)	15.8	1.0	16.8	17.0	-0.2	-	20'200	-20'200
13000000	direction ressources humaines	05	Administration générale	50.4	2.0	52.4	52.7	-0.3	340'111	149'480	190'631
14000010	Agenda 21	78	Autres tâches de protection de l'environnement	9.3	1.6	10.9	10.2	0.7	302'231	270'700	31'531
	<b>TOTAUX</b>			<b>272.0</b>	<b>11.5</b>	<b>283.5</b>	<b>283.8</b>	<b>-0.3</b>	<b>1'449'480</b>	<b>1'348'018</b>	<b>101'462</b>
P.M.	Administration de la caisse de retraite (CAP)	05	Administration générale	18.2	3.0	21.2	21.5	-0.3	4'659	-	4'659

#### 4.2.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>12'591</b>	<b>12'716</b>	<b>-125</b>	<b>-1%</b>	<b>7'732</b>
Administration générale	287	290	-3	-1%	277
culture et loisirs	189	191	-1	-1%	5
prévoyance sociale	11'765	11'886	-121	-1%	7'100
protection et aménagement de l'environ.	350	350	0	0%	350
<b>gratuités</b>	<b>5'462</b>	<b>5'326</b>	<b>136</b>	<b>3%</b>	<b>5'636</b>
Administration générale	952	1'139	-187	-16%	1'042
culture et loisirs	91	91	0	0%	91
prévoyance sociale	1'537	1'214	323	27%	1'144
trafic	2'320	2'323	-3	-0%	2'800
protection et aménagement de l'environ.	12	9	3	35%	9
finances et impôts	550	550	0	0%	550
<b>total général</b>	<b>18'054</b>	<b>18'042</b>	<b>11</b>	<b>0%</b>	<b>13'368</b>



## 4.3 CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT

### 4.3.1 FAITS MARQUANTS

globalement, le département des constructions et de l'aménagement (DCA) s'est engagé depuis 2007, à poursuivre une logique de résultats et non pas une logique de moyens.

depuis 2010, le DCA s'emploie à suivre les lignes directrices prévues au sein du plan directeur communal (PDCOM 2010-2020). Le pilotage de ses objectifs étant assuré notamment par un processus spécifique intitulé « monitoring du PDCOM ».

L'ensemble des objectifs départementaux est structuré selon trois principaux axes, que sont la planification et le logement, l'entretien et la valorisation du patrimoine bâti, ainsi que l'amélioration des espaces publics et de la qualité de vie citoyenne.

en ce qui concerne le logement, bien que les statistiques cantonales (OCSTAT) montrent une production de logements insuffisante sur le canton de Genève au regard des besoins démographiques, les cibles, tant quantitatives (nombre de logements mis sur le marché) que qualitatives (logements sociaux plutôt que loyers libres) que s'est fixées le DCA, depuis le début de la législature en 2007, sont atteintes en 2012. par ailleurs, la tendance (logements neufs ayant reçu une autorisation de construire) pour les prochaines années reste positive sur le territoire de la ville de Genève. cela grâce notamment à une politique active en matière de planification urbanistique, d'acquisition foncière, ainsi qu'à une approche juridique privilégiant la recherche d'une négociation préalable avec les promoteurs immobiliers.

en matière d'entretien et de valorisation du patrimoine bâti, la priorité est notamment orientée sur la réhabilitation des objets immobiliers les plus dégradés. en outre, d'importants efforts ont été consacrés pour tenir l'ambitieux cap fixé dans le domaine de la politique énergétique et climatique de la ville de Genève, et en particulier afin de trouver les conditions optimales de distribution généralisée des énergies renouvelables sur l'ensemble du territoire et en premier lieu sur le quartier de la jonction.

il est important de remarquer que la mise en œuvre de la stratégie « 100% énergies renouvelables en 2050 » est transversale, territoriale et globale. elle est donc intimement liée à la politique de planification urbaine et à l'activité de construction, de rénovation et d'aménagement de la ville de Genève, tous types de patrimoine confondus (PA, PF).

La volonté d'améliorer sans cesse la qualité de vie des citoyens s'est traduite en 2012 par le réaménagement de certains espaces publics emblé-

matiques. notamment par la mise en exploitation de la 2<sup>ème</sup> étape du réaménagement de la plaine de Plainpalais (pour ce projet, la ville de Genève a reçu, en date du 4 décembre 2012, le prestigieux prix d'architecture « golden Hase » dans la catégorie « architecture du paysage »), couplée aux festivités du 1<sup>er</sup> août. de même, le réaménagement complet de l'île Rousseau a pu voir le jour pendant l'année Rousseau, dont on fêtait le tricentenaire de la naissance. en marge, il faut aussi noter la fin du chantier et l'inauguration - le 30 août - du pont « Hans-wildorf » qui, bien qu'entièrement financé par la fondation du même nom, a été piloté en étroite collaboration avec le DCA.

en matière d'éclairage public, le DCA conjugue et poursuit ses efforts afin que la ville de Genève reste une commune exemplaire en termes d'efficacité et d'innovation. À fin 2012, 4'500 points lumineux ont déjà été renouvelés, auxquels il faut ajouter le renouvellement du cordon lumineux autour de la rade pour lequel la ville de Genève a reçu en 2012 la prestigieuse distinction - le « watt d'or » - de l'office fédéral de l'énergie - OFEN, récompensant ainsi sa capacité d'innovation tournée vers l'avenir. par ailleurs, l'éclairage du quai du sujet et celui de la fontaine du molard ont été rénovés. ces investissements ont déjà permis d'atteindre les objectifs de rendement énergétique (32% de diminution de consommation électrique) visés dans le « plan lumière » de la ville, en améliorant de surcroît le confort visuel pour les usagers.

Le domaine de la mobilité fait aussi l'objet d'une attention soutenue afin de permettre l'atteinte des objectifs fixés, par notamment l'amélioration de l'état des chaussées (revêtement phono-absorbant) et par l'aménagement de zones favorisant la mobilité douce. cela afin de permettre de ramener les nuisances sonores routières aux normes fédérales (OPB), et dans le but d'éliminer, à l'horizon 2018, l'exposition à ces nuisances excessives pour tous les habitants.

Le DCA intègre en son sein les plus importants services « maître d'œuvre » de la ville de Genève assurant le suivi des travaux de la plupart des projets d'investissements de la ville de Genève. de ce fait, il assure en moyenne la gestion de 80% de ses projets. en 2012, une majorité du conseil municipal a manifesté une volonté claire et ferme de limiter les enveloppes annuelles à venir à un niveau bien inférieur à celui actuel. dès lors le conseil administratif devra revoir certaines de ses priorités, voire même abandonner certains projets afin de respecter cette nouvelle contrainte dès l'exécution budgétaire 2013.

### 4.3.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DIMINUER LES ÉCARTS ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX					
CRÉER DES LOGEMENTS POUR AMÉLIORER LE RATIO « LOGEMENTS – EMPLOIS »					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. Accompagner la politique de création de logements de la ville de Genève par le montage de projets	nombre de plans localisés adoptés	4	3	3	
	nombre de nouveaux logements créés	360	300	446	
	dont nombre de logements sociaux	100	80	133	
ENTREtenir ET VALORISER LE PATRIMOINE					
RÉHABILITER LES OBJETS IMMOBILIERS LES PLUS DÉGRADÉS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
2. Poursuivre la politique de rénovation du PF conformément à la stratégie stratus 2010	nombre d'objets traités (PF) avec indice <0,5	4	2	5	
MAINTENIR UN NIVEAU D'INVESTISSEMENT DURABLE ET RESPONSABLE					
RÉDUIRE LES BESOINS EN ÉNERGIE ET DÉVELOPPER LES ÉNERGIES RENOUVELABLES					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
3. respecter les engagements pris par la ville de Genève en matière de réduction des émissions de CO <sub>2</sub>	Mise en œuvre du plan d'action de politique énergétique et climatique (2009-2013)	70%	50%	77%	
	réduction des émissions de gaz à effet de serre (CO <sub>2</sub> ) du PA – base 2005	12%	9%	13.4%	
	réduction des consommations d'énergie (chauffage) – base 2005	9.3%	7.8%	7.1%	
	Amélioration de la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables – base 2005	9.6%	5.3%	3.0%	
	réduction de la consommation électrique de l'éclairage public municipal – base 2005	31.0%	29.0%	32.0%	
AMÉLIORER LES ESPACES PUBLICS ET LA QUALITÉ DE VIE CITOYENNE					
METTRE EN ŒUVRE LA STRATÉGIE DE PIÉTONISATION					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
4. Poursuivre le rééquilibrage de l'usage de l'espace public entre les différents usagers par une politique active d'extension de la zone piétonne, conformément au PDCOM 2020	nombre de réaménagement de places et de parcs publics	3	1	3	
	nombre de création de zones piétonnes (zone 30, zone 20, traversées et cheminements piétonniers)	3	1	1	
AMÉLIORER LES ESPACES PUBLICS ET LA QUALITÉ DE VIE CITOYENNE					
ASSAINIR LE BRUIT ROUTIER					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
5. réduction des nuisances sonores dues à la circulation automobile par la pose d'enrobés bitumineux phono-absorbants	réduction du nombre d'habitants soumis à des nuisances sonores dues à la circulation automobile - base 2008	8'800	2'000	2'030	

### 4.3.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#### objectif 1

La politique du DCA consistant à accompagner activement l'activité de création de logements sur le territoire de la ville de Genève, continue de porter ses fruits.

En amont de ce processus de création de logements se trouve l'analyse prospective des périmètres urbains et la planification directrice de l'aménagement du territoire de la ville. La traduction de cette volonté est ensuite formalisée au niveau de plans localisés de quartier (PLQ) – ou plans d'affectation du sol – qui précisent les conditions permettant la réalisation de nouvelles constructions. En 2012, trois nouveaux PLQ ont été déposés par le DCA et adoptés par le conseil d'État (Godefroy, Forêt, Petite Boissière).

Les trois PLQ susnommés permettront à terme la construction de 515 nouveaux logements.

Le DCA avait en 2012 comme objectif la mise sur le marché de 360 logements, dont 100 à caractère social. Cet objectif est largement atteint puisque ce n'est pas moins de 446 nouveaux logements, dont 133 logements sociaux qui ont vu le jour.

#### objectif 2

En matière d'entretien du patrimoine bâti, il y a 21 immeubles de logements dont l'état d'entretien est évalué en dessous du seuil stratus de 0,5. Il est prévu que tous ces chantiers soient terminés à l'échéance 2020, hormis les trois qui se trouvent dans le périmètre du projet lié à la 3<sup>ème</sup> voie CFF géré par la confédération. Le DCA s'était fixé l'objectif de procéder en 2012 à la réhabilitation (chantier en cours ou terminés) de 4 immeubles d'habitations pendant l'exercice 2012. Pendant cette période on dénombre quatre chantiers en cours de réalisation (villa Freudler, Lissignol 8, place de-Grenus 2, Rousseau 7) et un chantier achevé (Rousseau 14). La cible fixée est atteinte.

#### objectif 3

Dans le domaine de la politique énergétique, il est à relever que la ville de Genève a signé en avril 2010 la «convention des maires de la commission européenne pour une énergie locale durable». Celle-ci engage la ville à diminuer, à l'horizon 2020, 20% de la consommation d'énergie, 20% des émissions de gaz à effet de serre sur le territoire et couvrir 20% des besoins par des énergies renouvelables (objectifs 3x20).

Le plan d'action (2009-2013) se déroule conformément aux prévisions puisque 77% des mesures sont déjà réalisées à fin 2012 pour atteindre ces objectifs ambitieux.

Tant l'objectif d'amélioration de réduction des consommations d'énergie pour le chauffage, que celui relatif à la couverture des besoins énergétiques par des énergies renouvelables ne sont pas atteints. Ce constat doit amener la ville de Genève à reconsidérer

les critères déterminant les priorités de rénovation de ses projets immobiliers. Afin d'atteindre l'objectif, il conviendrait que les projets soient aussi sélectionnés en fonction de leur statut de consommateur d'énergie. À l'heure actuelle, 20 immeubles représentent 54% des consommations totales.

#### objectif 4

Le plan d'action de piétonisation de rues et de places sur le territoire de la ville visant à favoriser les piétons et les mobilités douces au sein de zones choisies (cf. initiative populaire intitulée « 200 rues sont à vous – pour des rues ouvertes à la vie et aux mobilités douces »), repose sur des études de circulation et des mesures d'aménagement telles que création de zones 30 ou 20 km/h, et des cheminements ou traversées piétonnes notamment.

L'objectif n'a été que partiellement atteint car le résultat de la votation populaire du 23 septembre 2012 a imposé aux autorités municipales un gel à durée indéterminée dans la mise en œuvre de ce plan d'action.

#### objectif 5

En matière d'assainissement du bruit routier, l'objectif est de permettre aux habitants concernés de ne plus être exposés au-delà des valeurs limites légales fixées par la confédération (cf. ordonnance fédérale sur la protection contre le bruit - OPB- de 1986), à l'horizon 2018.

La ville de Genève avait dénombré en 2009, 65 kilomètres de rues à assainir et 80'000 habitants soumis à des nuisances sonores excessives.

Pour tenir l'objectif d'assainissement fixé par l'OPB à l'horizon 2018, il faudrait qu'annuellement 8'800 habitants (base 2008) ne soient plus exposés aux valeurs limites. L'ensemble des mesures prévues permettant d'atteindre cet objectif sont multiples, notamment, la pose de revêtement phono-absorbant sur les portions de routes bordant les quartiers d'habitations, l'aménagement des rues visant à réduire la vitesse des véhicules motorisés et par conséquent les nuisances sonores associées ou encore la mise en œuvre de mesures passives comme la pose de doubles vitrages.

En 2012, l'objectif est partiellement atteint notamment à cause de sa forte dépendance avec les mesures d'aménagement de zones à vitesse modérée. Seule la pose de revêtement phono-absorbant (1645 ml) a pu contribuer à l'assainissement en 2012. Ce sont donc 2030 habitants qui ne sont plus soumis aux valeurs limites sonores. Au vu de ce résultat, il est donc fort probable que l'objectif fixé en matière d'assainissement du bruit routier doit être revu à la baisse. Si les conditions de mise en œuvre susmentionnées sont maintenues, la ville de Genève ne sera pas en mesure d'atteindre l'objectif fixé par la confédération en 2018.

#### 4.3.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT	TOTAL CHARGES	78'811'922	83'110'120	-4'298'198	-5%	74'644'499
	TOTAL REVENUS	13'352'409	8'773'231	4'579'178	52%	7'862'310
en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011	
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
<b>05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
<b>CHARGES</b>	<b>27'142'697</b>	<b>26'934'599</b>	<b>208'098</b>	<b>1%</b>	<b>24'140'064</b>	
<b>30 charges de personnel</b>	<b>17'979'838</b>	<b>18'992'834</b>	<b>-1'012'996</b>	<b>-5%</b>	<b>17'944'868</b>	
301 traitements du personnel	14'464'413	15'321'500	-857'087	-6%	14'462'811	
303 assurances sociales	1'108'044	1'219'786	-111'741	-9%	1'104'226	
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'971'313	2'076'941	-105'628	-5%	2'011'834	
305 assurance maladie et accidents	266'892	326'769	-59'877	-18%	262'345	
306 prestations en nature	50'109	41'354	8'755	21%	20'460	
309 autres charges du personnel	119'066	6'484	112'582	1736%	83'192	
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>4'506'109</b>	<b>5'598'786</b>	<b>-1'092'677</b>	<b>-20%</b>	<b>4'295'927</b>	
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	271'606	320'974	-49'368	-15%	257'017	
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	146'771	76'000	70'771	93%	100'553	
312 eau, énergie, combustible	687'039	539'124	147'915	27%	529'003	
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'369'793	1'185'103	184'690	16%	1'134'861	
314 entretien des immeubles par des tiers	290'981	1'502'160	-1'211'179	-81%	242'912	
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	404'826	394'832	9'994	3%	438'464	
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	259'893	197'800	62'093	31%	337'280	
317 dédommagements	167'830	233'500	-65'670	-28%	188'466	
318 honoraires et prestations de service	845'429	1'061'293	-215'864	-20%	991'931	
319 frais divers	61'941	88'000	-26'059	-30%	75'441	
<b>33 amortissements</b>	<b>3'437'231</b>	<b>997'787</b>	<b>2'439'444</b>	<b>244%</b>	<b>679'801</b>	
330 amortissements ordinaires du PF	36'634	52'170	-15'536	-30%	0	
331 amortissements ordinaires du PA	653'090	945'617	-292'527	-31%	714'251	
334 pertes sur débiteurs	2'747'507	0	2'747'507	--	-34'450	
<b>36 subventions accordées</b>	<b>16'500</b>	<b>40'000</b>	<b>-23'500</b>	<b>-59%</b>	<b>21'300</b>	
361 subventions accordées - cantons	5'000	0	5'000	--	0	
365 subventions accordées - institutions privées	11'500	40'000	-28'500	-71%	21'300	
<b>39 imputations internes</b>	<b>1'203'020</b>	<b>1'305'192</b>	<b>-102'172</b>	<b>-8%</b>	<b>1'198'167</b>	
390 intérêts répartis	155'373	153'221	2'152	1%	147'634	
391 mise à disposition de locaux	990'826	1'079'216	-88'390	-8%	983'264	
392 autres prestations internes	56'820	72'755	-15'935	-22%	67'268	
<b>REVENUS</b>	<b>7'039'463</b>	<b>4'288'731</b>	<b>2'750'732</b>	<b>64%</b>	<b>6'490'509</b>	
<b>42 revenus des biens</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>386'290</b>	

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
427 Immeubles du patrimoine administratif	0	0	0	--	358'500
429 Autres revenus	0	0	0	--	27'790
<b>43 Revenus divers</b>	<b>5'853'746</b>	<b>3'226'471</b>	<b>2'627'275</b>	<b>81%</b>	<b>4'200'107</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	993'075	1'072'471	-79'396	-7%	912'235
435 ventes	1'472	0	1'472	--	8'467
436 Dédommagements de tiers	1'938'856	404'000	1'534'856	380%	606'742
438 Prestations du personnel pour les investissements	2'895'350	1'750'000	1'145'350	65%	2'658'932
439 Autres contributions	24'994	0	24'994	--	13'731
<b>44 Parts à des recettes et contrib. sans affectation</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>741'261</b>
440 Taxe CO2	0	0	0	--	741'261
<b>49 imputations internes</b>	<b>1'185'717</b>	<b>1'062'260</b>	<b>123'457</b>	<b>12%</b>	<b>1'162'851</b>
492 Autres prestations internes	1'185'717	1'062'260	123'457	12%	1'162'851
<b>08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>5'000</b>	<b>0</b>	<b>5'000</b>	<b>--</b>	<b>10'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>5'000</b>	<b>0</b>	<b>5'000</b>	<b>--</b>	<b>10'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	5'000	0	5'000	--	10'000
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>					
<b>30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>1'026'447</b>	<b>1'148'954</b>	<b>-122'507</b>	<b>-11%</b>	<b>1'167'574</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>813'938</b>	<b>887'100</b>	<b>-73'161</b>	<b>-8%</b>	<b>809'218</b>
301 traitements du personnel	655'464	710'196	-54'733	-8%	654'508
303 Assurances sociales	50'640	56'686	-6'046	-11%	50'491
304 caisses de pensions et de prévoyance	97'730	104'776	-7'046	-7%	94'314
305 Assurance maladie et accidents	9'779	15'153	-5'375	-35%	9'617
309 Autres charges du personnel	326	288	38	13%	288
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>141'896</b>	<b>167'620</b>	<b>-25'724</b>	<b>-15%</b>	<b>132'458</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	6'932	12'710	-5'778	-45%	4'100
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	55	1'500	-1'445	-96%	172
312 Eau, énergie, combustible	8'496	10'370	-1'874	-18%	7'907
313 Achats de fournitures et autres marchandises	86	700	-614	-88%	282
314 entretien des immeubles par des tiers	17'632	17'742	-110	-1%	19'561
317 Dédommagements	6'551	8'900	-2'349	-26%	5'886
318 honoraires et prestations de service	99'816	112'098	-12'282	-11%	92'307
319 Frais divers	2'327	3'600	-1'273	-35%	2'243
<b>33 Amortissements</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>162'873</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	0	0	0	--	47'883

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	114'990
<b>36 subventions accordées</b>	<b>38'000</b>	<b>58'000</b>	<b>-20'000</b>	<b>-34%</b>	<b>28'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	38'000	58'000	-20'000	-34%	28'000
<b>39 imputations internes</b>	<b>32'612</b>	<b>36'234</b>	<b>-3'622</b>	<b>-10%</b>	<b>35'025</b>
390 Intérêts répartis	0	2'560	-2'560		2'594
391 mise à disposition de locaux	32'280	32'280	0	0%	32'196
392 autres prestations internes	332	1'394	-1'062	-76%	235
<b>5 PRÉVOYANCE SOCIALE</b>					
<b>58 AIDE SOCIALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>15'000</b>	<b>15'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>15'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>15'000</b>	<b>15'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>15'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	15'000	15'000	0	0%	15'000
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>35'974'533</b>	<b>38'889'429</b>	<b>-2'914'895</b>	<b>-7%</b>	<b>34'641'623</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>6'848'038</b>	<b>6'678'396</b>	<b>169'642</b>	<b>3%</b>	<b>6'004'823</b>
301 traitements du personnel	5'506'441	5'437'398	69'043	1%	4'853'179
303 Assurances sociales	422'863	433'781	-10'918	-3%	373'406
304 caisses de pensions et de prévoyance	712'428	669'420	43'009	6%	592'524
305 Assurance maladie et accidents	194'075	123'157	70'918	58%	175'183
306 Prestations en nature	9'632	12'000	-2'369	-20%	8'152
309 autres charges du personnel	2'600	2'640	-40	-2%	2'380
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>10'040'775</b>	<b>10'694'241</b>	<b>-653'466</b>	<b>-6%</b>	<b>7'709'502</b>
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	970	0	970	--	0
312 Eau, énergie, combustible	1'140'358	1'320'805	-180'447	-14%	1'402'836
313 Achats de fournitures et autres marchandises	49'310	40'157	9'153	23%	47'951
314 Entretien des immeubles par des tiers	8'695'182	9'160'500	-465'318	-5%	6'133'418
317 Dédommagements	56'157	43'000	13'157	31%	56'894
318 honoraires et prestations de service	98'797	129'779	-30'982	-24%	68'403
<b>33 Amortissements</b>	<b>14'915'075</b>	<b>16'891'074</b>	<b>-1'975'999</b>	<b>-12%</b>	<b>16'249'056</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	14'598'619	16'891'074	-2'292'455	-14%	15'367'330
332 Amortissements complémentaires du PA	316'456	0	316'456	--	881'727
<b>39 imputations internes</b>	<b>4'170'645</b>	<b>4'625'718</b>	<b>-455'073</b>	<b>-10%</b>	<b>4'678'242</b>
390 Intérêts répartis	4'086'472	4'612'718	-526'246	-11%	4'593'432
391 mise à disposition de locaux	76'012	0	76'012	--	76'012
392 autres prestations internes	8'161	13'000	-4'839	-37%	8'798

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>4'875'172</b>	<b>4'300'000</b>	<b>575'172</b>	<b>13%</b>	<b>1'202'545</b>
<b>43 revenus divers</b>	<b>2'072'283</b>	<b>1'400'000</b>	<b>672'283</b>	<b>48%</b>	<b>1'202'545</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	32'539	0	32'539	--	13'993
435 ventes	5'346	0	5'346	--	0
436 dédommagements de tiers	32'299	0	32'299	--	66'753
438 prestations du personnel pour les investissements	2'002'100	1'400'000	602'100	43%	1'121'799
<b>46 subventions acquises</b>	<b>2'802'889</b>	<b>2'900'000</b>	<b>-97'111</b>	<b>-3%</b>	<b>0</b>
461 subventions acquises - cantons	2'802'889	2'900'000	-97'111	-3%	0
<b>65 TRAFIC RÉGIONAL</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>802'138</b>	<b>774'495</b>	<b>27'643</b>	<b>4%</b>	<b>463'493</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>802'138</b>	<b>774'495</b>	<b>27'643</b>	<b>4%</b>	<b>463'493</b>
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	802'138	774'495	27'643	4%	463'493
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.</b>					
<b>71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>4'007'508</b>	<b>4'474'905</b>	<b>-467'398</b>	<b>-10%</b>	<b>4'160'570</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'847'087</b>	<b>3'360'735</b>	<b>-513'648</b>	<b>-15%</b>	<b>3'093'421</b>
301 traitements du personnel	2'309'306	2'746'645	-437'339	-16%	2'493'524
303 assurances sociales	175'856	219'202	-43'347	-20%	193'320
304 caisses de pensions et de prévoyance	268'186	326'187	-58'001	-18%	305'523
305 assurance maladie et accidents	87'814	64'357	23'457	36%	94'039
306 prestations en nature	4'786	3'000	1'786	60%	5'831
309 autres charges du personnel	1'140	1'344	-204	-15%	1'184
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>932'722</b>	<b>1'030'969</b>	<b>-98'247</b>	<b>-10%</b>	<b>832'223</b>
312 eau, énergie, combustible	598'473	586'362	12'111	2%	570'325
313 achats de fournitures et autres marchandises	38'197	42'776	-4'579	-11%	45'252
314 entretien des immeubles par des tiers	5'929	0	5'929	--	2'004
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	246'388	360'000	-113'612	-32%	174'941
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	0	0	0	--	775
317 dédommagements	6'895	6'500	395	6%	7'555
318 honoraires et prestations de service	36'840	35'331	1'509	4%	31'372
<b>33 Amortissements</b>	<b>164'129</b>	<b>65'223</b>	<b>98'906</b>	<b>152%</b>	<b>164'129</b>
331 amortissements ordinaires du PA	164'129	65'223	98'906	152%	164'129
<b>39 imputations internes</b>	<b>63'569</b>	<b>17'978</b>	<b>45'591</b>	<b>254%</b>	<b>70'796</b>
390 intérêts répartis	49'480	6'830	42'650	624%	59'016
391 mise à disposition de locaux	11'148	11'148	0	0%	11'120
392 autres prestations internes	2'941	0	2'941	--	660

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>145'392</b>	<b>137'000</b>	<b>8'392</b>	<b>6%</b>	<b>101'833</b>
<b>43 revenus divers</b>	<b>145'392</b>	<b>137'000</b>	<b>8'392</b>	<b>6%</b>	<b>101'833</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	99'909	137'000	-37'091	-27%	88'588
435 ventes	0	0	0	--	164
436 dédommagements de tiers	45'483	0	45'483	--	13'081
<b>72 TRAITEMENT DES DÉCHETS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>314'736</b>	<b>311'000</b>	<b>3'736</b>	<b>1%</b>	<b>369'673</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>314'736</b>	<b>311'000</b>	<b>3'736</b>	<b>1%</b>	<b>369'673</b>
318 honoraires et prestations de service	314'736	311'000	3'736	1%	369'673
<b>78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>2'284'231</b>	<b>2'583'018</b>	<b>-298'787</b>	<b>-12%</b>	<b>2'124'230</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>1'356'439</b>	<b>1'450'913</b>	<b>-94'474</b>	<b>-7%</b>	<b>1'232'966</b>
301 traitements du personnel	1'094'369	1'170'907	-76'538	-7%	1'000'526
303 assurances sociales	85'146	93'981	-8'835	-9%	77'921
304 caisses de pensions et de prévoyance	148'569	160'469	-11'899	-7%	132'053
305 assurance maladie et accidents	17'005	25'123	-8'118	-32%	15'947
309 autres charges du personnel	11'349	432	10'917	2527%	6'520
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>517'711</b>	<b>693'155</b>	<b>-175'444</b>	<b>-25%</b>	<b>514'557</b>
312 eau, énergie, combustible	4'177	5'247	-1'070	-20%	6'472
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	131	200	-69	-35%	213
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	0	0	0	--	7'110
317 dédommagements	1'848	1'980	-132	-7%	1'925
318 honoraires et prestations de service	511'555	685'728	-174'173	-25%	498'837
<b>33 amortissements</b>	<b>0</b>	<b>19'712</b>	<b>-19'712</b>		<b>11'210</b>
331 amortissements ordinaires du PA	0	19'712	-19'712		11'210
<b>36 subventions accordées</b>	<b>343'266</b>	<b>360'000</b>	<b>-16'734</b>	<b>-5%</b>	<b>300'000</b>
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	43'266	60'000	-16'734	-28%	0
365 subventions accordées - institutions privées	300'000	300'000	0	0%	300'000
<b>39 imputations internes</b>	<b>66'816</b>	<b>59'239</b>	<b>7'577</b>	<b>13%</b>	<b>65'497</b>
390 intérêts répartis	54'836	52'239	2'597	5%	52'932
392 autres prestations internes	11'980	7'000	4'980	71%	12'565
<b>REVENUS</b>	<b>0</b>	<b>12'000</b>	<b>-12'000</b>		<b>0</b>
<b>46 subventions acquises</b>	<b>0</b>	<b>12'000</b>	<b>-12'000</b>		<b>0</b>
469 autres subventions	0	12'000	-12'000		0
<b>79 AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>7'239'632</b>	<b>7'978'720</b>	<b>-739'088</b>	<b>-9%</b>	<b>7'552'272</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>4'859'603</b>	<b>5'028'453</b>	<b>-168'851</b>	<b>-3%</b>	<b>4'679'574</b>
301 traitements du personnel	3'973'418	4'079'355	-105'936	-3%	3'758'988

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
303 Assurances sociales	303'381	322'752	-19'371	-6%	287'715
304 caisses de pensions et de prévoyance	508'489	537'477	-28'988	-5%	539'654
305 Assurance maladie et accidents	61'512	86'997	-25'485	-29%	57'742
306 Prestations en nature	550	0	550	--	1'558
309 Autres charges du personnel	12'252	1'872	10'380	554%	33'917
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>963'689</b>	<b>1'604'023</b>	<b>-640'334</b>	<b>-40%</b>	<b>1'076'059</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	49'476	126'844	-77'368	-61%	81'663
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	15'416	4'500	10'916	243%	10'757
312 Eau, énergie, combustible	28'264	31'441	-3'177	-10%	33'391
313 Achats de fournitures et autres marchandises	757	1'496	-739	-49%	1'335
314 entretien des immeubles par des tiers	65'607	216'634	-151'027	-70%	227'154
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	110'996	119'212	-8'216	-7%	132'669
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	31'095	8'840	22'255	252%	28'166
317 dédommagements	17'527	27'160	-9'633	-35%	18'989
318 honoraires et prestations de service	626'847	1'049'793	-422'946	-40%	522'936
319 Frais divers	17'704	18'103	-399	-2%	18'999
<b>33 Amortissements</b>	<b>1'022'038</b>	<b>900'106</b>	<b>121'933</b>	<b>14%</b>	<b>1'362'565</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	940'209	900'106	40'104	4%	1'089'807
332 Amortissements complémentaires du PA	81'829	0	81'829	--	272'758
<b>39 imputations internes</b>	<b>394'302</b>	<b>446'138</b>	<b>-51'836</b>	<b>-12%</b>	<b>434'074</b>
390 Intérêts répartis	73'983	107'572	-33'589	-31%	100'563
391 mise à disposition de locaux	306'762	306'372	390	0%	307'048
392 Autres prestations internes	13'557	32'194	-18'637	-58%	26'463
<b>REVENUS</b>	<b>87'940</b>	<b>35'500</b>	<b>52'440</b>	<b>148%</b>	<b>67'423</b>
<b>43 Revenus divers</b>	<b>87'940</b>	<b>35'500</b>	<b>52'440</b>	<b>148%</b>	<b>67'423</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	23'590	24'500	-910	-4%	22'750
435 ventes	0	1'000	-1'000		0
436 dédommagements de tiers	28'467	0	28'467	--	21'941
438 prestations du personnel pour les investissements	35'883	10'000	25'883	259%	22'732
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>					
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>					
<b>REVENUS</b>	<b>1'204'441</b>	<b>0</b>	<b>1'204'441</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>1'204'441</b>	<b>0</b>	<b>1'204'441</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
421 créances	1'204'441	0	1'204'441	--	0

#### 4.3.5 RESSOURCES HUMAINES

CONSTRUCTIONS ET AMÉNAGEMENT				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écarts
20010000	Présidence, direction et secrétariat	05	Administration générale	16.8	-	16.8	16.2	0.6	183'650	50'500	133'150
20010001	conservation du patrimoine architectural	30	Encouragement à la culture	4.5	-	4.5	4.5	-	-	50'500	-50'500
20010002	Information-communication	05	Administration générale	5.9	0.6	6.5	6.1	0.4	18'472	50'500	-32'028
20010003	opérations foncières	05	Administration générale	6.7	-	6.7	6.7	-	92'174	138'291	-46'117
22020000	urbanisme	79	Aménagement du territoire	15.4	-	15.4	14.4	1.0	71'733	80'000	-8'267
24010001	Architecture	05	Administration générale	14.3	3.0	17.3	18.5	-1.2	44'687	50'000	-5'314
24020000	Bâtiments	05	Administration générale	32.8	-	32.8	29.0	3.8	173'437	150'000	23'437
24030000	Énergie	05	Administration générale	27.1	2.0	29.1	29.4	-0.3	-	50'000	-50'000
26010000	Aménagement des espaces publics	79	Aménagement du territoire	14.6	-	14.6	14.8	-0.2	109'712	100'000	9'712
26010200	mobilité	78	autres tâches de protection de l'environnement	8.3	-	8.3	8.4	-0.1	81'746	100'000	-18'254
26020000	direction du génie civil	05	Administration générale	6.2	-	6.2	8.4	-2.2	6'457	-	6'457
26020100	Assainissement des eaux	71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	17.0	2.0	19.0	19.0	-	28'534	-	28'534
26020200	routes et ouvrages d'art	62	routes communales	55.3	1.0	56.3	56.3	-	6'457	54'500	-48'043
26020300	monuments et fontaines	71	Approv.en eau,protection et correction des eaux	7.0	1.0	8.0	8.0	-	-	-	-
<b>TOTAUX</b>				<b>231.9</b>	<b>9.6</b>	<b>241.5</b>	<b>239.7</b>	<b>1.8</b>	<b>817'059</b>	<b>874'291</b>	<b>-57'232</b>

#### 4.3.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>1'177</b>	<b>1'247</b>	<b>-71</b>	<b>-6%</b>	<b>838</b>
Administration générale	22	40	-19	-46%	31
culture et loisirs	38	58	-20	-34%	28
Prévoyance sociale	15	15	0	0%	15
Trafic	802	774	28	4%	463
protection et aménagement de l'environ.	300	360	-60	-17%	300
<b>gratuités</b>	<b>43</b>	<b>0</b>	<b>43</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
protection et aménagement de l'environ.	43	0	43	--	0
<b>total général</b>	<b>1'220</b>	<b>1'247</b>	<b>-28</b>	<b>-2%</b>	<b>838</b>



## 4.4 CULTURE ET SPORT

### 4.4.1 FAITS MARQUANTS

Le tricentenaire de Jean-Jacques Rousseau a marqué 2012 par une programmation riche et variée, avec la participation des institutions culturelles de la ville de Genève.

En matière de politique culturelle, les discussions et la négociation dans le cadre du débat sur le projet de loi cantonale sur la culture ont abouti à une déclaration d'intention entre le canton et la ville de Genève, pour la mise en place d'une politique culturelle concertée et renforcée à Genève, suivie d'un travail conjoint en vue de sa mise en œuvre.

Des jalons ont été posés pour développer des collaborations avec des collectivités et partenaires privés au-delà de la région. L'association GE200.CH a été constituée en vue de la commémoration de l'entrée de Genève dans la Suisse. Une collaboration a été initiée avec Lausanne, via la signature de la première convention de soutien régionale dans le domaine du théâtre. Au niveau national, la ville de Genève a été élue à la présidence de l'Association suisse des services des sports. Par ailleurs, la candidature genevo-zurichoise a été retenue pour organiser dès 2013 les Quartz, « Oscars » du cinéma suisse. Au niveau international, la ville de Genève a manifesté sa volonté de participer à l'exposition universelle de Milan en 2015. Elle s'est concrétisée par l'accueil en avant-première de l'exposition FOOD au musée Ariana, avec le pôle Art contemporain. En outre, deux manifestations importantes ont été initiées avec des partenaires privés: les Journées de Métiers d'Art et une exposition de photographies du Centre d'Iconographie genevoise à la foire populaire des Automnales.

Les projets de la feuille de route du département ont été initiés, à l'instar de la préparation des États généraux des musées. Parallèlement, les rencontres théâtrales ont été lancées, en marge de l'évolution du projet de nouvelle comédie.

2012 a connu un renouvellement important des directions au Muséum d'histoire naturelle (MHN), à la Bibliothèque de Genève, au service des sports (SPO) et aux bibliothèques et discothèques municipales.

Sur le plan des activités, on retiendra notamment les succès de la Journée internationale des musées et de la Nocturne des musées d'art et d'histoire (MAH) en collaboration avec le Mapping festival, de la Fête de la musique qui s'est déployée sur la rive droite, de Poésie en ville, l'achèvement du projet d'art public Neon Parallax, les expositions des MAH: Picasso/ Duncan et Fascination du Liban, les 50 ans des Bibliobus, les Jeux de Genève durant lesquels l'hommage aux champion-ne-s a été organisé pour la première fois avec le canton et l'Association des communes genevoises. Enfin, une collaboration a vu le jour entre le SPO et le MHN qui ont présenté la 8ème édition du Mois du film documentaire sur les glaciers.

Enfin, le théâtre Pitoëff, l'extension de l'herbier et des nouveaux espaces d'accueil aux conservatoire et Jardin botaniques (CJB) et le nouveau skatepark ont été inaugurés, la patinoire des Bastions a été achetée, les rénovations prévues au MHN ont abouti. Les travaux du nouveau musée d'ethnographie ont avancé selon le calendrier prévu. Des études et importants chantiers ont été lancés dans les domaines culturels et sportifs concernant l'Alhambra, les CJB, l'usine, le Pavillon de la danse, le MAH, Carré vert, les terrains de football et l'inventaire et diagnostic des installations sportives, ainsi que la réalisation des images directrices des sites sportifs Bout-du-monde/Vessy et Queue d'Arve/Vernets.

#### 4.4.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
RENFORCER L'OUVERTURE ET L'INTERACTIVITÉ DES INSTITUTIONS MUNICIPALES SUR LA CITÉ					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. mener les États généraux des musées afin de définir une politique muséale genevoise ambitieuse et novatrice	réalisation des 2 premières étapes du projet	2	2	2	
RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
MULTIPLIER LES ACTIVITES CULTURELLES ET SPORTIVES « HORS MURS »					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
2. Augmenter les installations légères et les activités sportives dans les quartiers	Acquisition de 2 patinoires de quartier	2	1	1	
RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
CRÉER UN PÔLE D'EXCELLENCE DES ARTS DE LA SCÈNE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
3. mener les rencontres théâtrales	réalisation des 5 premières rencontres publiques	5	5	5	
RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
DÉVELOPPER LE CONCEPT D'ÉCONOMIE CRÉATIVE, EN COOPÉRATION AVEC DES PARTENAIRES PRIVÉS ET INSTITUTIONNELS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
4. valoriser les emplois du secteur des métiers d'art	tenue des journées des métiers d'arts	1	1	1	
DEVELOPPER L'APPROCHE TRANSVERSALE ET OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION					
CLARIFIER LES CONDITIONS DE SOUTIEN À LA RELÈVE SPORTIVE, DE LA BASE À L'ÉLITE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR AT-TEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
5. conventionner les principaux sports d'équipe (hockey, volleyball, football)	conclusion de 3 conventions prioritaires avec les associations et clubs sportifs genevois	3	1	1	

### 4.4.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

En 2012, le département de la culture et du sport (DCS) a communiqué sa feuille de route, fixant ses objectifs politiques et projets prioritaires de législation. Les objectifs sélectionnés ci-dessous soutiennent de façon convergente les objectifs de la feuille de route du conseil administratif (CA).

#### objectif 1

conformément à l'objectif du CA visant à renforcer le tissu culturel et social, les États généraux des musées initient un processus de consultation et de réflexion en cinq étapes entre les musées publics et privés. ce processus aboutira à la définition d'une politique muséale ambitieuse et novatrice. Les deux premières étapes de cet objectif ont été réalisées en 2012 : analyse des forces et faiblesses, tenue de 3 ateliers thématiques. Les 3 dernières étapes (rédaction des recommandations, tenue d'une conférence publique, définition d'une politique muséale) seront menées en 2013.

#### objectif 2

conformément à l'objectif du CA visant à augmenter le nombre d'installations ludiques et sportives légères dans les quartiers, le DCS a fait l'acquisition en 2012 de la patinoire des Bastions. L'achat de la patinoire de Vieusseux est attendu en 2013. outre les manifestations «hors murs» déjà existantes telles que la fête de la musique et la fête de la danse, les activités suivantes ont été initiées : exposition du centre d'icôneographie genevoise aux Automnales et le festival 2013 des sports urbains, en collaboration avec le département de la cohésion sociale.

#### objectif 3

conformément à l'objectif du CA visant à renforcer le tissu culturel et social, une coordination forte doit pouvoir nous amener à positionner les arts de la scène à Genève dans une nouvelle dynamique face aux enjeux de demain, notamment en vue de la réalisation de la nouvelle comédie. Désireux d'améliorer le soutien au théâtre, de valoriser la création et d'engager un nouveau dialogue avec les partenaires culturels, le DCS a mis sur pied en 2012 cinq des huit rencontres publiques et thématiques organisées entre septembre 2012 et mars 2013.

#### objectif 4

conformément à l'objectif du CA visant à agir pour le développement d'une économie durable, diversifiée et de proximité, des actions de soutien et de valorisation doivent être entreprises afin de mieux appréhender la richesse créative genevoise. La journée des métiers d'art s'est ainsi tenue le 30 mars 2012 et a accueilli 820 visiteurs dans les ateliers du Grand-Théâtre. Des éditions élargies à d'autres institutions culturelles seront proposées dès 2013.

#### objectif 5

conformément à l'objectif du CA visant à optimiser le fonctionnement de l'administration, c'est en définissant de nouvelles priorités d'actions et en clarifiant les conditions de soutien à la relève sportive que nous pourrions en renforcer la qualité d'accompagnement et de fonctionnement. En 2012, le DCS a ainsi conclu une convention avec le canton de Genève et l'Association Genève Futur Hockey. De nouvelles conventions avec des associations sportives seront conclues dès 2013, dont prioritairement avec l'Association cantonale genevoise de football et l'Association genevoise de volleyball. Le DCS a également initié en 2012 une étude sur les critères de subventionnement qui donnera lieu à des premiers constats en 2013.

#### 4.4.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

<b>CULTURE ET SPORT</b>		<b>TOTAL CHARGES</b>	<b>297'346'850</b>	<b>290'053'763</b>	<b>7'293'087</b>	<b>3%</b>	<b>297'264'239</b>
		<b>TOTAL REVENUS</b>	<b>30'545'989</b>	<b>22'568'821</b>	<b>7'977'168</b>	<b>35%</b>	<b>27'792'111</b>
en francs		<b>C 2012</b>	<b>B 2012</b>	<b>ÉCART</b>	<b>%</b>	<b>C 2011</b>	
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
09 DIVERS (NON VENTILABLES)							
<b>CHARGES</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>70</b>	
30 charges de personnel		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>70</b>	
307	prestations aux pensionnés	0	0	0	--	70	
<b>2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION</b>							
21 ÉCOLES PUBLIQUES							
<b>CHARGES</b>		<b>384'928</b>	<b>397'493</b>	<b>-12'565</b>	<b>-3%</b>	<b>388'329</b>	
36 subventions accordées		<b>384'928</b>	<b>397'493</b>	<b>-12'565</b>	<b>-3%</b>	<b>388'329</b>	
365	subventions accordées - institutions privées	379'728	382'293	-2'565	-1%	381'529	
366	subventions accordées - personnes physiques	0	10'000	-10'000		1'600	
367	subventions accordées - étranger	5'200	5'200	0	0%	5'200	
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>							
30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE							
<b>CHARGES</b>		<b>248'985'670</b>	<b>241'783'202</b>	<b>7'202'468</b>	<b>3%</b>	<b>246'592'988</b>	
30 charges de personnel		<b>122'541'497</b>	<b>122'236'489</b>	<b>305'008</b>	<b>0%</b>	<b>120'160'452</b>	
301	traitements du personnel	98'345'992	97'983'582	362'410	0%	96'444'449	
303	Assurances sociales	7'572'463	7'826'581	-254'118	-3%	7'434'078	
304	caisses de pensions et de prévoyance	12'761'901	12'901'418	-139'517	-1%	12'484'396	
305	Assurance maladie et accidents	2'126'298	2'216'035	-89'737	-4%	2'106'225	
306	prestations en nature	452'204	391'673	60'531	15%	401'078	
308	personnel interimaire	732'128	847'480	-115'352	-14%	850'321	
309	Autres charges du personnel	550'512	69'720	480'792	690%	439'905	
31 biens, services et marchandises		<b>41'797'995</b>	<b>36'670'318</b>	<b>5'127'677</b>	<b>14%</b>	<b>37'746'279</b>	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	7'032'200	7'057'315	-25'115	-0%	6'814'333	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	1'839'416	1'583'228	256'188	16%	2'286'624	
312	Eau, énergie, combustible	2'931'719	2'881'345	50'374	2%	2'959'003	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	2'353'025	2'604'326	-251'301	-10%	2'315'227	
314	entretien des immeubles par des tiers	9'344'906	6'326'984	3'017'922	48%	7'312'633	
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'913'692	2'280'566	-366'874	-16%	2'280'389	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'706'910	3'082'443	624'467	20%	3'030'036	
317	dédommagements	429'799	488'904	-59'105	-12%	460'822	
318	honoraires et prestations de service	12'121'251	10'263'605	1'857'646	18%	10'167'742	
319	Frais divers	125'078	101'602	23'476	23%	119'469	

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>33 Amortissements</b>	<b>8'212'981</b>	<b>7'962'450</b>	<b>250'532</b>	<b>3%</b>	<b>13'604'458</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	7'845'566	7'961'950	-116'383	-1%	8'659'816
332 Amortissements complémentaires du PA	317'445	0	317'445	--	4'862'920
334 Pertes sur débiteurs	49'969	500	49'469	9894%	81'722
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>0</b>	<b>30'000</b>	<b>-30'000</b>		<b>0</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	0	30'000	-30'000		0
<b>36 subventions accordées</b>	<b>72'719'428</b>	<b>71'219'601</b>	<b>1'499'827</b>	<b>2%</b>	<b>70'753'432</b>
361 subventions accordées - cantons	45'928	14'800	31'128	210%	71'770
362 subventions accordées - communes	89'365	133'500	-44'135	-33%	85'160
363 subventions accordées - propres établissements	6'286'599	6'398'884	-112'285	-2%	6'293'567
365 subventions accordées - institutions privées	65'739'176	64'114'417	1'624'759	3%	63'498'137
366 subventions accordées - personnes physiques	499'276	555'000	-55'724	-10%	755'346
367 subventions accordées - étranger	59'084	3'000	56'084	1869%	49'453
<b>38 Attribution aux financements spéciaux</b>	<b>62'103</b>	<b>0</b>	<b>62'103</b>	<b>--</b>	<b>365'477</b>
386 Attribution aux financements spéciaux	62'103	0	62'103	--	365'477
<b>39 Imputations internes</b>	<b>3'651'667</b>	<b>3'664'345</b>	<b>-12'678</b>	<b>-0%</b>	<b>3'962'889</b>
390 Intérêts répartis	1'144'577	1'572'655	-428'078	-27%	1'545'341
391 mise à disposition de locaux	1'246'927	1'261'169	-14'242	-1%	1'292'218
392 Autres prestations internes	1'260'163	830'521	429'642	52%	1'125'330
<b>REVENUS</b>	<b>23'433'595</b>	<b>16'715'834</b>	<b>6'717'761</b>	<b>40%</b>	<b>21'245'608</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>8'849'382</b>	<b>8'788'701</b>	<b>60'681</b>	<b>1%</b>	<b>8'743'871</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	8'786'559	8'786'701	-142	-0%	8'730'377
429 Autres revenus	62'822	2'000	60'822	3041%	13'494
<b>43 Revenus divers</b>	<b>7'031'286</b>	<b>2'850'726</b>	<b>4'180'560</b>	<b>147%</b>	<b>6'076'854</b>
431 Emoluments administratifs	9'499	13'300	-3'801	-29%	9'893
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'640'215	2'045'726	1'594'489	78%	2'831'165
435 ventes	258'411	183'900	74'511	41%	320'246
436 Dédommagements de tiers	1'317'736	344'850	972'886	282%	1'562'436
437 Amendes	194'516	226'850	-32'334	-14%	200'259
438 Prestations du personnel pour les investissements	1'046'391	0	1'046'391	--	601'148
439 Autres contributions	564'518	36'100	528'418	1464%	551'708
<b>45 Dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>1'207'332</b>	<b>1'230'008</b>	<b>-22'676</b>	<b>-2%</b>	<b>1'186'528</b>
451 cantons	210'000	210'000	0	0%	210'000
452 communes	997'332	1'020'008	-22'676	-2%	976'528
<b>46 subventions acquises</b>	<b>5'937'126</b>	<b>3'718'500</b>	<b>2'218'626</b>	<b>60%</b>	<b>5'071'797</b>
460 subventions acquises - confédération	89'756	0	89'756	--	0
461 subventions acquises - cantons	1'167'320	1'198'500	-31'180	-3%	1'196'211

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
469 Autres subventions	4'680'050	2'520'000	2'160'050	86%	3'875'586
<b>48 Prélèvements sur les financements spéciaux</b>	<b>1'882</b>	<b>0</b>	<b>1'882</b>	--	<b>12'417</b>
486 Prélèvements sur les financements spéciaux	1'882	0	1'882	--	12'417
<b>49 imputations internes</b>	<b>406'587</b>	<b>127'899</b>	<b>278'688</b>	<b>218%</b>	<b>154'141</b>
491 mise à disposition de locaux	98'403	75'599	22'804	30%	103'398
492 Autres prestations internes	308'184	52'300	255'884	489%	50'743
<b>34 SPORTS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>47'871'565</b>	<b>47'783'817</b>	<b>87'747</b>	<b>0%</b>	<b>49'987'669</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>22'109'424</b>	<b>22'989'749</b>	<b>-880'325</b>	<b>-4%</b>	<b>22'754'411</b>
301 traitements du personnel	18'081'958	18'774'862	-692'904	-4%	18'586'171
303 Assurances sociales	1'386'630	1'499'169	-112'539	-8%	1'424'627
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'092'409	2'192'773	-100'365	-5%	2'194'722
305 Assurance maladie et accidents	387'253	440'352	-53'100	-12%	403'808
306 Prestations en nature	59'518	68'000	-8'482	-12%	62'012
309 Autres charges du personnel	101'657	14'592	87'065	597%	83'071
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>8'442'520</b>	<b>8'683'103</b>	<b>-240'583</b>	<b>-3%</b>	<b>9'001'412</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	206'798	317'902	-111'104	-35%	338'532
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	495'335	651'550	-156'215	-24%	580'720
312 Eau, énergie, combustible	3'228'674	2'881'426	347'248	12%	3'134'523
313 Achats de fournitures et autres marchandises	968'949	999'031	-30'082	-3%	930'423
314 entretien des immeubles par des tiers	1'661'633	1'759'465	-97'832	-6%	1'798'822
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	253'750	291'404	-37'654	-13%	286'130
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	44'708	12'000	32'708	273%	176'991
317 dédommagements	15'962	14'980	982	7%	17'254
318 honoraires et prestations de service	1'558'879	1'738'745	-179'866	-10%	1'726'096
319 Frais divers	7'832	16'600	-8'768	-53%	11'922
<b>33 Amortissements</b>	<b>6'500'486</b>	<b>6'271'119</b>	<b>229'367</b>	<b>4%</b>	<b>7'299'637</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	5'146'594	6'271'119	-1'124'525	-18%	5'953'012
332 Amortissements complémentaires du PA	1'308'492	0	1'308'492	--	1'413'325
334 pertes sur débiteurs	45'400	0	45'400	--	-66'700
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>1'163'439</b>	<b>1'167'266</b>	<b>-3'827</b>	<b>-0%</b>	<b>1'206'064</b>
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	1'163'439	1'167'266	-3'827	-0%	1'206'064
<b>36 subventions accordées</b>	<b>8'409'674</b>	<b>7'627'977</b>	<b>781'697</b>	<b>10%</b>	<b>8'566'920</b>
365 subventions accordées - institutions privées	8'344'474	7'627'977	716'497	9%	8'508'650
366 subventions accordées - personnes physiques	65'200	0	65'200	--	58'270
<b>38 Attribution aux financements spéciaux</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>7'076</b>
380 Attribution aux financements spéciaux	0	0	0	--	7'076

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>39 imputations internes</b>	<b>1'246'022</b>	<b>1'044'604</b>	<b>201'418</b>	<b>19%</b>	<b>1'152'150</b>
390 Intérêts répartis	591'229	702'015	-110'786	-16%	779'566
391 Mise à disposition de locaux	36'111	32'893	3'218	10%	42'786
392 Autres prestations internes	618'681	309'696	308'985	100%	329'799
<b>REVENUS</b>	<b>7'111'930</b>	<b>5'848'987</b>	<b>1'262'943</b>	<b>22%</b>	<b>6'545'828</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>1'908'813</b>	<b>936'887</b>	<b>971'926</b>	<b>104%</b>	<b>1'890'057</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	1'906'313	936'887	969'426	103%	1'887'561
429 Autres revenus	2'500	0	2'500	--	2'495
<b>43 revenus divers</b>	<b>4'209'398</b>	<b>4'012'100</b>	<b>197'298</b>	<b>5%</b>	<b>4'273'817</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	3'139'128	2'995'000	144'128	5%	3'087'767
435 ventes	135'506	147'000	-11'494	-8%	139'686
436 Dédommagements de tiers	792'574	785'100	7'474	1%	811'834
439 Autres contributions	142'190	85'000	57'190	67%	234'530
<b>46 subventions acquises</b>	<b>756'500</b>	<b>900'000</b>	<b>-143'500</b>	<b>-16%</b>	<b>270'000</b>
469 Autres subventions	756'500	900'000	-143'500	-16%	270'000
<b>48 Prélèvements sur les financements spéciaux</b>	<b>161'343</b>	<b>0</b>	<b>161'343</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
480 Prélèvements sur les financements spéciaux - cant.	161'343	0	161'343	--	0
<b>49 imputations internes</b>	<b>75'875</b>	<b>0</b>	<b>75'875</b>	<b>--</b>	<b>111'955</b>
491 mise à disposition de locaux	10'500	0	10'500	--	0
492 Autres prestations internes	65'375	0	65'375	--	111'955
<b>35 AUTRES LOISIRS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>181'400</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>181'400</b>
365 subventions accordées - institutions privées	0	0	0	--	181'400
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>118</b>	<b>150</b>	<b>-33</b>	<b>-22%</b>	<b>214</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>118</b>	<b>150</b>	<b>-33</b>	<b>-22%</b>	<b>214</b>
314 entretien des immeubles par des tiers	118	150	-33	-22%	214
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.</b>					
<b>72 TRAITEMENT DES DÉCHETS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>104'306</b>	<b>89'100</b>	<b>15'206</b>	<b>17%</b>	<b>111'627</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>104'306</b>	<b>89'100</b>	<b>15'206</b>	<b>17%</b>	<b>111'627</b>
318 honoraires et prestations de service	104'306	89'100	15'206	17%	111'627

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>					
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>263</b>	<b>0</b>	<b>263</b>	<b>--</b>	<b>1'941</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>1'832</b>
319 Frais divers	0	0	0	--	1'832
<b>32 intérêts passifs</b>	<b>263</b>	<b>0</b>	<b>263</b>	<b>--</b>	<b>109</b>
320 engagements courants	263	0	263	--	109
<b>REVENUS</b>	<b>465</b>	<b>0</b>	<b>465</b>	<b>--</b>	<b>675</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>465</b>	<b>0</b>	<b>465</b>	<b>--</b>	<b>675</b>
420 AVOIRS à vue	9	0	9	--	10
429 Autres revenus	456	0	456	--	665
<b>95 IMMEUBLES DU PATRIMOINE FINANCIER</b>					
<b>REVENUS</b>	<b>0</b>	<b>4'000</b>	<b>-4'000</b>		<b>0</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>0</b>	<b>4'000</b>	<b>-4'000</b>		<b>0</b>
423 Immeubles du patrimoine financier	0	4'000	-4'000		0

#### 4.4.5 RESSOURCES HUMAINES

CULTURE ET SPORT				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écart
30010000	direction de la culture et du sport	30	Encouragement à la culture	19.5	1.0	20.5	16.3	4.2	474'503	139'940	334'563
31010000	Art et culture admin. SAR	30	Encouragement à la culture	10.8	-	10.8	10.8	-	23'037	20'000	3'037
31011000	scènes culturelles	30	Encouragement à la culture	44.8	1.8	46.6	46.4	0.2	371'876	220'000	151'876
31012000	Ateliers de décors de théâtres	30	Encouragement à la culture	7.2	1.6	8.8	8.0	0.8	147'622	40'000	107'622
31050000	Promotion culturelle	30	Encouragement à la culture	6.1	1.0	7.1	7.1	-	95'070	71'244	23'826
31060000	service culturel	30	Encouragement à la culture	7.7	-	7.7	7.7	-	69'905	51'600	18'305
31061300	fête de la musique	30	Encouragement à la culture	2.3	-	2.3	2.3	-	222'559	208'000	14'559
31066100	Fonds municipal d'art contemporain	30	Encouragement à la culture	7.1	-	7.1	7.1	-	135'226	111'300	23'926
31100000	grand théâtre de Genève	30	Encouragement à la culture	170.2	8.7	178.9	181.9	-3.0	537'790	325'025	212'765
32010000	conservatoire et jardin botaniques	30	Encouragement à la culture	86.0	-	86.0	85.7	0.3	980'868	234'320	746'548
32020000	Musée d'art et d'histoire	30	Encouragement à la culture	130.7	5.7	136.4	137.1	-0.7	847'320	195'500	651'820
32020100	bibliothèque d'art et d'archéologie	30	Encouragement à la culture	15.8	-	15.8	16.1	-0.3	-	-	-
32020400	maison Tavel	30	Encouragement à la culture	0.5	-	0.5	1.3	-0.8	20'986	-	20'986
32030000	Musée d'ethnographie	30	Encouragement à la culture	32.4	3.0	35.4	35.1	0.3	446'870	255'000	191'870
32040000	Muséum d'histoire naturelle	30	Encouragement à la culture	89.8	1.5	91.3	87.0	4.3	436'190	287'305	148'885
32040100	Musée d'histoire des sciences	30	Encouragement à la culture	2.5	-	2.5	7.2	-4.7	-	-	-
32040200	La nuit de la science	30	Encouragement à la culture	-	-	-	-	-	72'310	95'650	-23'340
32050000	Musée Ariana	30	Encouragement à la culture	17.4	0.5	17.9	16.5	1.4	169'121	-	169'121
33010000	dir. bibliothèques et discothèques mun.	30	Encouragement à la culture	107.6	5.1	112.7	113.5	-0.8	358'800	123'725	235'075
33020000	bibliothèque de Genève	30	Encouragement à la culture	58.0	2.8	60.8	63.5	-2.7	1'029'755	150'530	879'225
33020100	Musée Voltaire	30	Encouragement à la culture	3.8	-	3.8	3.8	-	62'104	-	62'104
33020200	bibliothèque musicale	30	Encouragement à la culture	4.0	-	4.0	4.0	-	50'479	-	50'479
33020300	centre d'iconographie	30	Encouragement à la culture	3.7	0.9	4.6	2.7	1.9	99'440	-	99'440
34010000	sports - divers RH	34	sports	168.7	3.0	171.7	175.2	-3.5	1'506'624	1'131'925	374'699
	<b>TOTAUX</b>			<b>996.6</b>	<b>36.6</b>	<b>1'033.2</b>	<b>1'036.2</b>	<b>-3.0</b>	<b>8'158'454</b>	<b>3'661'064</b>	<b>4'497'390</b>

#### 4.4.6 SUBVENTIONS

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>68'420</b>	<b>67'428</b>	<b>992</b>	<b>1%</b>	<b>66'851</b>
<b>enseignement et formation</b>	77	87	-11	-12%	78
<b>culture et loisirs</b>	68'344	67'340	1'003	1%	66'772
<b>gratuités</b>	<b>13'094</b>	<b>11'817</b>	<b>1'277</b>	<b>11%</b>	<b>13'040</b>
<b>enseignement et formation</b>	308	310	-2	-1%	310
<b>culture et loisirs</b>	12'785	11'507	1'278	11%	12'729
<b>total général</b>	<b>81'514</b>	<b>79'245</b>	<b>2'269</b>	<b>3%</b>	<b>79'890</b>

## 4.4.8 LISTE DES SUBVENTIONS PONCTUELLES EN FRANCS

1/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
<b>3001000 Activités culturelles et scientifiques (montant budgété : CHF 276'000)</b>		<b>270'947</b>
Association objectif Genève	exposition de photos GE au fil du temps, Automnales	49'500
Art for the world	exposition food	40'000
Association observatoire culturel	rencontres théâtrales	30'000
Association GE200.ch	organisation du bicentenaire	25'000
Association de danse contemporaine (ADC)	human writes project	20'000
Association savoir patient	Le plus grand mille-feuille du monde	20'000
Association TAKO	jouez, je suis à vous	15'000
cie les Associes de L'ombre	le trip rousseau	15'000
neopost / foofwa d'immobilité Ahrrrt Association	foofwa d'immobilité pina Jackson	14'000
Association de l'orchestre international de Genève	concert trio genevois	10'000
Fondation Fluxum	one & only Fluxum Festival	10'000
schweizer. vereinigung für hirnverl	kopa semaine du cerveau	5'000
french institute Alliance Française	banquet républicain - rousseau et l'éducation	4'571
compagnie Les trois mâts	guérilla sociale & artistique	3'500
christine dowmont	Avorté bobo dioulasso	3'000
Association Les pâquis sont à la rue	Les pâquis sont à la rue	2'500
Association mesemrom	concert du groupe kesaj tchave	1'127
Association des intérêts de Champel	concert spectacle Le violon du peintre Albert Gos	1'000
Jérémy Seydoux	Acquisition de matériel vidéo	1'000
Association genevoise des bibliothécaires	40ème anniversaire de l'AGBD	500
dialogai	30ème anniversaire de dialogai	250
<b>3105000 Accès à la culture (montant budgété : CHF 1'038'000)</b>		<b>797'051</b>
<b>JEUNESSE</b>		<b>509'785</b>
grand théâtre		122'812
théâtre de Carouge		77'750
Forum Meyrin		40'860
théâtre du Loup		25'800
théâtre du Grütli		23'429
théâtre de la comédie		17'840
théâtre de la parfumerie		15'536
La bâtie-Festival de Genève		13'284
théâtre de L'Alchimie		12'560
service culturel Migros		10'542
caecilia		10'050
palexpo SA		10'000
théâtre le Poche		9'926
théâtre de l'Orangerie		9'770
Festival Black Movie		9'060
Association Danse Contemporaine		8'770
compagnie Confiture		8'440
Association Musicodanse		7'440
théâtre du Crève-cœur		7'170
spectacles Onésiens		6'238

4.4

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre des marionnettes		6'076
théâtre saint-gervais		6'016
Ateliers d'ethnomusicologie		5'810
théâtre en cavale		5'290
cinematou		5'166
Association de soutien à la musique vivante		4'514
Association pour l'encouragement de la musique improvisée		4'436
theatre des amis		4'060
orchestre de chambre de Genève		3'487
théâtre du saule rieur		3'179
théâtre de L'usine		2'442
Activités culturelles de l'université		1'966
Fanfare du loup orchestta		1'845
mapping festival		1'125
Les Faiseurs de rêve		1'120
cinéma sputnik		716
compagnie Laura tanner		630
ballet junior		600
ensemble variante		600
Festival du film oriental de Genève		560
Lesconcerts.ch		500
Les Amis de la guitare		425
concours de Genève		400
gli Angeli		360
Association des Productions Rire		310
compagnie Tohu wa Bohu		280
ensemble cantatio		240
théâtre du galpon		150
Blues Association de Genève		145
cercle Jean-sebastien bach		60
<b>JEUNESSE (20 ANS / 20 FRANCS)</b>		<b>120'360</b>
Forum Meyrin		18'660
théâtre de Carouge		7'350
spectacles onésiens		7'288
théâtre de L'Alchimic		7'040
théâtre Am stram gram		6'666
théâtre du Loup		6'608
La Bâtie-Festival de Genève		6'520
La Lanterne magique		6'100
théâtre de la Parfumerie		5'995
Festival Black Movie		5'652
compagnie Confiture		3'950
Association Danse Contemporaine		3'760
théâtre des marionnettes		3'206

3/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
cinematou		2'834
grand théâtre		2'563
théâtre du crève-cœur		2'526
Association musicodanse		2'500
théâtre le poche		2'175
Fanfare du loup orchestta		2'070
théâtre du grütli		1'773
Post tenebras rock		1'710
service culturel migros		1'492
théâtre du saule rieur		1'219
Association pour l'encouragement de la musique improvisée		869
caecilia		860
théâtre saint-gervais		850
théâtre de la comédie		710
théâtre de l'orangerie		700
gli Angeli		640
théâtre de L'usine		562
Association de soutien à la musique vivante		530
Les Amis de la guitare		510
orchestre de chambre de Genève		483
Ballet Junior		400
ensemble variante		400
Festival du Film oriental de Genève		400
mapping festival		375
orchestre de la Suisse romande		374
maison du quartier de la jonction		350
théâtre en cavale		330
theatre des Amis		300
Association des productions rire		280
Ateliers d'ethnomusicologie		275
mairie de Plan-les-Ouates		134
concours de Genève		100
théâtre du Galpon		100
cinéma sputnik		63
compagnie Tohu wa Bohu		35
cinémas du grütli		30
Les Faiseurs de Rêve		24
Blues Association de Genève		15
maison de quartier des Pâquis		4
<b>POPULAIRES</b>		<b>50'924</b>
grand théâtre		18'967
service culturel migros		6'723
théâtre de Carouge		3'640
théâtre du Loup		2'712

4.4

## 4/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
théâtre de la comédie		2'246
théâtre le poche		2'100
compagnie confiture		1'960
cinémas du grütli		1'951
théâtre en cavale		1'625
opéra studio de Genève		1'540
théâtre Am stram gram		1'392
La Lanterne magique		1'230
fanfare du loup orchestta		1'035
théâtre saint-gervais		1'000
théâtre des marionnettes		888
théâtre de l'orangerie		570
théâtre du grütli		331
Association pour l'encouragement de la musique improvisée		283
théâtre du galpon		250
Association danse contemporaine		150
orchestre de la suisse romande		116
théâtre de la parfumerie		115
Association des amis de la musique juive		100
<b>PERSONNES ÂGÉES</b>		<b>90'460</b>
théâtre de Carouge		15'980
théâtre de la comédie		15'369
théâtre le poche		14'172
cinémas du grütli		13'088
théâtre de Carouge		10'480
théâtre de l'orangerie		9'640
théâtre du grütli		2'910
théâtre du loup		2'712
théâtre en cavale		1'965
théâtre saint-gervais		1'360
théâtre du grütli		1'312
théâtre des marionnettes		932
théâtre Am stram gram		540
<b>CHÉQUIER CULTURE</b>		<b>14'630</b>
cinémas du grütli		2'150
grand théâtre		1'620
théâtre des marionnettes		1'120
La Bâtie-Festival de Genève		930
théâtre de Carouge		750
théâtre du loup		740
théâtre Am stram gram		490
Forum Meyrin		480
théâtre de la comédie		460
théâtre de L'Alchimic		400

## 5/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre saint-gervais		360
compagnie confiture		340
théâtre le poche		340
Association danse contemporaine		320
ville d'onex		320
Ateliers d' ethnomusicologie		310
theatre des amis		310
post tenebras rock		290
théâtre en cavale		290
théâtre de la parfumerie		280
théâtre du grütli		280
festival black movie		230
théâtre de l'orangerie		220
Association de soutien à la musique vivante		210
Association pour l'encouragement de la musique improvisée		150
festival international du film sur le droits humains		150
musiques en été festival		150
théâtre du saule rieur		130
caecilia		90
mamco		90
musée international de la réforme		80
orchestre de la suisse romande		80
théâtre de L'usine		80
maison de quartier des pâquis		70
Association musicodanse		60
service culturel migros		60
Fanfare du loup orchestta		50
mairie de Plan-les-ouates		50
Festival du film oriental de Genève		40
orchestre de chambre de Genève		30
théâtre du crève-cœur		20
maison du quartier de la jonction		10
<b>HANDICAP ET CULTURE</b>		<b>10'892</b>
théâtre le poche		5'287
grand théâtre		4'530
théâtre saint-gervais		1'060
opéra studio de Genève		15
<b>3106000 Fonds général musique (montant budgété : CHF 639'000)</b>		<b>639'000</b>
Association tambour battant	convention	85'000
Association headfun	activités annuelles	130'000
Association quatuor terpsycordes	activités annuelles	20'000
Fondation romande pour la chanson et les musiques actuelles	activités annuelles	20'000
swiss chamber concerts	série de concerts	40'000
Pierre Vincent	concertus saisonnus	30'000

## 6/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
usagers bains des Pâquis	Les aubes musicales	30'000
musique municipale ville de Genève	150 ans de la musique municipale	25'000
La teuf	La teuf s'amuse	18'750
Aloan serge garcia	nouvel album	15'000
Association des amis de la musique juive	kolisha - voix de femmes	15'000
Association suisse musique et vie	concerts d'été	15'000
christophe polese	drumming by numbers	13'000
Association cordes Avides	Les jeudis de cordes Avides	10'000
électronic music networkd	écoutes au vert	10'000
Le galpon	cataclysmes Pianos	10'000
Association akouphène	festival akouphène	8'000
Association Le cabinet	programmation du cabinet	8'000
Association némo	saison des concerts	8'000
Blues Association de Genève	thursdays	8'000
Face z	Festival Face H	8'000
Leo tardin	nouvel album	8'000
Association DYFL	nouvel album	5'000
Association Les Traverses Musicales	nouvel album	5'000
Audrey vigoureux	nouvel album	5'000
bars en fête	bars en fête	5'000
cantus Laetus de Genève	concert à la basilique Notre-Dame	5'000
Denis SCHULER	The Lines	5'000
ensemble carpe diem Genève	20ème anniversaire de l'ensemble	5'000
Geneva Brass Festival	Geneva Brass Festival	5'000
Imperial tiger	Imperial tiger	5'000
Julie campiche	nouvel album	5'000
Mama Rosin	nouvel album	5'000
Olivier Maurice Ducret	nouvel album	5'000
Philippe Éric EHINGER	nouvel album	5'000
Ted Gabriel Beaubrun	nouvel album	5'000
Association de soutien au quatuor	cycle Schubert	4'000
Guillaume Lager	nouvel album	4'000
Les Amis de la guitare	série de concerts guitare classique au théâtre Les salons	4'000
Alphadjo sako	nouvel album	3'000
Paroisse protestante des eaux-vives	Fête de l'orgue des eaux-vives	3'000
Thibault zanoni	nouvel album	3'000
Xyleme music	nouvel album	3'000
Mathieu rossignelly	nouvel album	2'250
Association des intérêts de Champel	Le violon du peintre	2'000
Le Lyceum club international	concert 100ème anniversaire	2'000
Sergent Papou	nouvel album	2'000
Solidaridad Graphisme	nouvel album	2'000
<b>3106000 Fonds général théâtre (montant budgété : CHF 1'900'000)</b>		<b>1'898'250</b>
teatro malandro	activités annuelles	240'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
saint-gervais	compagnie en résidence	200'000
compagnie confiture	Activités annuelles	180'000
compagnie L'Alakran	Activités annuelles	70'000
compagnie sturmfrei	Activités annuelles	70'000
théâtre spirale	Activités annuelles	70'000
compagnie super trop top	Activités annuelles	65'000
studio d'actions théâtrales	Activités annuelles	50'000
La compagnie cap 10	océan mer	70'000
L'Autre compagnie	La puce à l'oreille	70'000
théâtre du Loup	zorba	70'000
Association théâtre du pont	Les frères karamazov	60'000
Anne Bisang Productions	desperate Alkestis	50'000
compagnie x225	gomorra	50'000
saint gervais	50ème anniversaire de saint gervais	50'000
ensemble pastel pirates	être là	40'000
Le ciel Production	silence on pense ...	40'000
Association E collectif	Léonce et Léna Büchner	35'000
Association pousse-caillou	yonn	35'000
compagnie Fabrice Huggler	de corpore	35'000
compagnie métamorphoses	Art	30'000
Le club des Arts	Les fondateurs et le dragon magique	30'000
théâtre du fil	soliloques	30'000
compagnie 94	si ce n'est toi	25'000
théâtre Ad hoc	delirio habanero	25'000
théâtre du marais	créanciers	20'000
Association quivala	L'amour de Phèdre	20'000
compagnie Inverso	N'avoir que sa vérité	20'000
cyparis circus	cale sèche	18'000
La tête dans le sac	La nuit finira-t-elle un jour ?	18'000
Le galpon	soutien annuel	18'000
théâtre de seraphin	festival Artaud	15'000
Association sous chiffre	viennoiseries	15'000
Les Faiseurs de rêve	Liberté à brême	15'000
théâtre de L'usine	complément	12'000
Artos	soutien annuel	10'000
dimi Association	poil de carotte	9'250
compagnie Arquidam	music-hall	8'000
compagnie Lesarts	catch impro	5'000
compagnie wellwellwell	un escargot dans le coccyx	5'000
<b>3106000 Fonds général cinéma (montant budgété : CHF 1'027'900)</b>		<b>1'027'900</b>
cinéma tous écran	Activités annuelles	335'000
Association sirocco (black movie)	Activités annuelles	180'000
Festival international du film sur le droits humains	Activités annuelles	125'000
Festival du film oriental de Genève	Activités annuelles	100'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Association cinéma des trois mondes	Festival Filmar en America Latina	80'000
CTF-net	Le nez dans le ruisseau	40'000
Association Le Gai savoir	everybody's perfect 2	30'000
cinematou	Festival cinématou	30'000
5 TO Five Team Product.	c'était un géant aux yeux bruns	20'000
Association cinélux	Promotion activités de la salle numérisée	20'000
cinémas du grütli	clint eastwood	15'000
Fondation rui nogueira	Activités annuelles	12'500
collectif urgence Palestine	Filmer c'est exister	10'000
consuelo Frauenfelder	Postproduction de trois courts-métrages	10'000
cinémas du grütli	Projection de cinq films musicaux / fête de la musique	6'000
Akka Films	opération Libertad	5'000
Festival black movie	Prix de la ville de Genève	5'000
Écran mobile	gème édition du festival international du court-métrage	2'500
Intermezzo Films	Bloody daughter	1'900
<b>3106000 Fonds général danse (montant budgété : CHF 1'050'000)</b>		<b>1'323'372</b>
Alias compagnie / guilhermo bothello	convention de soutien conjointe	185'900
Fondation Parano / Gilles Jobin	convention de soutien conjointe	160'000
compagnie greffe	convention de soutien conjointe	70'000
compagnie 7273	convention de soutien conjointe	70'000
neopost / Foofwa d'Imobilité Ahrrrt Association	convention de soutien conjointe	70'000
Association La Ribot	convention de soutien conjointe	40'000
Association Musicodanse/Fonds intercommunal (ACG)	Festival Antigél	250'000
Association vertical danse	Monteverdi Amours baroques	50'000
Art'ò danse	Festival Groove'n'move	40'000
Association quivala	Mordu	35'000
compagnie Laura Tanner	Entre-deux	35'000
Association Musicodanse	Festival Antigél	30'000
compagnie 100% Acrylique	Électronic city	30'000
compagnie ornithorynque	Mutant Slappers and the Planet Bang	25'000
Réseau danse suisse	Fête de la danse	25'000
Melk Production	IFeel2	20'000
Arnica gch	Mash up 1to 7	20'000
Association skree wolf	Muti Mass	20'000
Association danse contemporaine	Programmation / Fête de la musique	15'000
Association madmoiselle MCH	BAT	15'000
Association sam-hester	Si dans cette chambre un ami attend...	15'000
RA de MA ré	Pousser...	15'000
Traces danse	Funga	15'000
Association sud sud	SPACE#PENISPOLITICS	14'000
Association Autotrophe	Incorpo	10'000
Ballet Junior	Mordu	10'000
compagnie Projet 11	De l'intellect à l'intuition ou le dire inachevé	10'000
Association headfun	Festival Électron	10'000

## 9/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
neopost / foofwa d'immobilité Ahrrrt Association	Fenix	10'000
Association continuum	Tangram	7'000
ville de Lancy	défilé de la biennale de la danse à Lyon	1'472
<b>3106000 Fonds soutien au livre et à l'édition (montant budgété : CHF 800'000)</b>		<b>796'170</b>
<b>PRIX DE LA VILLE DE GENÈVE</b>		<b>30'000</b>
David Prudhomme	prix de la ville de Genève de la bande dessinée	10'000
Silvia Härrri	prix de la ville de Genève des écrivains genevoise	10'000
Sacha Gøerg	prix de la ville de Genève R. Töpffer	10'000
<b>BOURSES D'AIDE À L'ÉDITION</b>		<b>265'000</b>
Édition la joie de Lire	convention	50'000
Éditions Olizane SA	convention	50'000
Éditions Zoé	convention	50'000
Labor et Fides SA	convention	50'000
Édition Atrabile	convention	20'000
Éditions Héros-Limite	convention	20'000
Édition Métispresses Sàrl	convention	15'000
Éditions Samizdat	convention	10'000
<b>BOURSES (CCMVL)</b>		<b>54'870</b>
Librairie Droz SA	bourse d'aide à l'édition	25'000
Claude Tabarini	bourse d'aide à l'écriture	12'500
Reto Cramerli	bourse d'aide à l'illustration	12'000
Association Salmiakki	bourse d'aide à l'écriture	5'370
<b>SOUTIEN AU LIVRE ET À L'ÉDITION</b>		<b>446'300</b>
Cercle de la Librairie et de l'édition	salon du livre	56'550
Association Lettres Frontières	activités annuelles	30'000
Slatkine Reprints	Rousseau 1712 et Rousseau 1762	30'000
Éditions Markus Haller	Kelsen, Sunstein et Hunt	16'000
Amis de la Pinacothèque	20ème anniversaire de la Pinacothèque	10'000
Association Fête de la bande dessinée	Festival de bande dessinée de Genève	10'000
Campiche Bernard Éditeur	Les hommes s'appellent Mohamed, de Sylvaine Marguier et Entre deux, de Marina Salzmann	10'000
Collectif Hécatombe	un fanzine carré numéro C	10'000
Éditions d'autre part	Switzerlanders de Olivier Vogelsang	10'000
Éditions du Tricorne	Zillis, le fleuve océan et le Christ...	10'000
Éditions Infolio	Hassan Fathy dans son temps de Leila El Wakil	10'000
Éditions Métropolis	Décembre de Mathilde Fontanet	10'000
Éditions Quiquandquoi Sàrl	publication de quatre ouvrages	10'000
Lars Müller Publisher	In Jesus'Name de Christian Lutz	9'000
Éditions Métropolis	Heidi, enquête sur un mythe suisse qui a conquis le monde	8'000
Association Le Livre sur les Quais	manifestation littéraire sur les quais	7'000
Éditions des Sauvages	une utopie au quotidien	6'000
Éditions des Sauvages	Cocon-fort de Julia Sorensen	6'000
Éditions Entremonde	Luigi Bertoni de G. Bottinelli	6'000
La Compagnie des Mots	activités annuelles	6'000

## 10/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Les éditions d'en bas	dépasser la haine, construire la paix. témoignages de paix de la région des grands Lacs	6'000
Art & Fiction	collection pacific	5'000
Association Hécatombe	infiniment	5'000
café-Librairie Livresse	Livre anniversaire	5'000
campiche bernard éditeur	grand nu orange de n. chaix	5'000
center for european integration strategies	southeast european integration perspective	5'000
cousu mouche	La Ricarde de Fred Bocquet	5'000
cousu mouche	graine de sabbat de Laurent Trousselle	5'000
édition cabédita	François Durafour, pionnier de l'aviation, le manuscrit retrouvé de J.-C. Cailliez	5'000
édition la joie de Lire	25 ans de la joie de Lire	5'000
édition médecine et hygiène	Pourquoi nous n'aimons pas le sport de F. Sacco et A. Golay	5'000
Éditions Association Drozophile	pain d'épices de Pierre Schilling	5'000
Éditions de l'encre fraîche	ciao Letizia de Arthur Brügger et musica d'un collectif d'auteurs	5'000
Éditions des sables	Publication de quatre ouvrages	5'000
Éditions Notari Sàrl	dali de Takiguchi Shuzo	5'000
La revue de belles-Lettres	soutien à la revue	5'000
Librairie Albatros	traduction en espagnol ouvrage de Jacques Probst	5'000
oeuvre suisse des lectures pour la jeunesse	Emile, le canard et le magnétisme de Nicolas Robel	5'000
slatkine reprints	Les rues qui racontent Champel florissant de C. Velas	5'000
slatkine reprints	monographie O. Veyrat sur Charles de Ziegler	5'000
théâtre du grütli	du grütli, comment le théâtre du grütli est devenu un transthéâtre Michèle Pralong	5'000
édition la joie de Lire	Présence à la BNF Paris	4'500
cercle de la Librairie et de l'édition	Petit salon du livre à l'occasion du festival livre et petite enfance	4'000
cercle de la Librairie et de l'édition	exposition graphique de Bastien Gachet	4'000
Éditions d'en bas	André Steiger, cinquième étage, gauche. entretiens avec François Marin	4'000
Éditions d'uqbar	ghost estates	4'000
Nouvelle Association du courrier	pages ouvertes auteurs suisses	4'000
patrick christoph Frey	Heute und danach	4'000
slatkine reprints	Penser la République, la guerre et la paix - sur les traces de Jean-Jacques Rousseau	4'000
Association «Au bout du conte»	festival de contes	3'000
Association Hétérographe	revue Hétérographe à Paris	3'000
Éditions d'autre part	Les prochains de Pascal Rebetez	3'000
Éditions Infolio	Le Corbusier, correspondance, tome 2	3'000
Espace rencontres activités ado	7 ans au skate park	3'000
médecine et hygiène	La politique suisse au fil du temps	3'000
nadege reveillon	Au bout du rouleau & A découvert de Manon Pulver	3'000
Association salmiakki	des utopies réalisables	2'630
édition de l'Aïre	Les jours s'en vont, je demeure de Raymond Farquet	2'500
Livresse Sàrl	marché aux livres / poésie en ville	2'000
Lettres Frontières	L'usage des mots	1'800
Librairie Le Parnasse	marché aux livres / poésie en ville	1'670

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Le Lyceum club international	femmes, cultures et sociétés, 100 ans d'histoire	1'500
Éditions heros-Limite	Animations autour de la poésie	1'200
Éditions Le miel de l'ours	4433 : anthologie du sonnet romand contemporain	1'200
Éditions Le miel de l'ours	Le Fort de l'Ermitage de Patrice Duret	1'000
Association les amis d'horizons	charles-albert... M. Logoz	750
<b>3106000 Fonds général pluridisciplinaire (montant budgété : CHF 510'300)</b>		<b>505'800</b>
Association dreams come true	convention de soutien conjoint	70'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	30'000
Association tambour battant	convention	85'000
Perceuse Productions scènes	convention	40'000
Association musicodanse	soutien au festival Antigel	80'000
mapping festival	mapping festival	40'000
Théâtre de l'usine	Festival Particules	25'000
Association théâtre l'Article	Je, sur l'échelle du monde	20'000
Daïkokucho Productions	Marzahn	20'000
Association 134340	once you pop the fun doesn't stop	15'000
compagnie Insané	Dieu est un DJ	15'000
Association l'Amicale curatoriale	suspense terreur	12'000
Association des amis de la terrasse du troc	terrasse du troc	10'000
Association empty words	Festival Particules, Fragments of conversations	10'000
La compagnie des basors	Playliste	10'000
théâtre du grütli	trans 4	10'000
Fatrasproduction cie	Avenir temporaire - Festival de la bâtie	8'000
Association madmoiselle MCH	two birds at swim - Festival de la bâtie	4'000
Association makaronic	Poésie en mouvement	1'800
<b>3106000 Fonds actions culturelles et médiation (montant budgété : CHF 270'000)</b>		<b>288'000</b>
Tierra Incognita	convention	50'000
Association des amis de la terrasse du troc	activités annuelles	50'000
Association Aspasia	Aspasia 30 ans	20'000
Association danse-habile	Fantasmagoria & parfums de la l'âme	20'000
Association des amis de la terrasse du troc	complément annuel	18'000
Ballet Junior	Mordu	10'000
Association des Hélices	L'Europe en corps	10'000
Association sonopack	Festival sonopack	10'000
cie de l'Estuaire	Les gens des villes	10'000
cinétransat	ciné transat - 4ème édition	10'000
compagnie Tohu wa Vohu	combat de sable	10'000
maison kultura	Festival kultura	10'000
La compagnie des basors	Playliste	10'000
Association communes-Ikation	Festival hip-hop communes-Ikation	6'000
baz'art de st-gervais	baz'art	6'000
Forum Démocratie participative	projection film 20 ans du quartier de l'Europe	6'000
compagnie Les trois mâts	guérilla sociale et guérilla artistique	5'500
théâtre de la comédie	théâtre sous chapiteau	5'500
Juste vraie	8ème édition festival de danse urbaine	5'000

12/18

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Prélude	chroniques de l'ouest	5'000
Le car de Thon	Le son des livres	4'000
Association Positive soul	festival street art therapy	3'000
Association JAIA	Battle JAIA	2'000
sensibilisArt	qui a tué Mozart	2'000
<b>3106000 Fonds soutien échanges tournées (montant budgété : CHF 470'000)</b>		<b>469'907</b>
<b>TRANSFRONTALIER/AGGLOMÉRATION</b>		<b>141'250</b>
saint gervais Genève	Projet transfrontalier / Interreg - Annecy	50'000
Corodis Commission Romande	Activités annuelles	35'000
La Bâtie-Festival de Genève	convention CRFG / Les Bâtitseurs	20'000
Théâtre spirale	convention CRFG	13'000
Association Jazz Contreband	convention CRFG	10'000
Théâtre le Poche	convention CRFG / Les Colporteurs	6'250
Forum Meyrin	convention CRFG / Passe Dance	4'000
Opéra Studio de Genève	convention CRFG	3'000
<b>DANSE</b>		<b>97'400</b>
Alias compagnie	convention de soutien conjoint	10'000
Association Dreams come true	convention de soutien conjoint	10'000
Association La Ribot	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie 7273	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Greffe	convention de soutien conjoint	10'000
Neopost / Foofwa d'Imobilité Ahrrrt Association	convention de soutien conjoint	10'000
Parano Fondation / Gilles Jobin	convention de soutien conjoint	10'000
Perceuse Productions Scènes	convention	10'000
Neopost / Foofwa d'Imobilité Ahrrrt Association	Fenix / Suisse	10'000
Mademoiselle MCH Association	BAT / Suisse	3'500
Compagnie József Trefeli	Jinx 103 / Suisse / France	2'700
Groupe J.M.a.n	Le Corps du Trou / France	1'200
<b>THÉÂTRE</b>		<b>153'157</b>
Compagnie l'Alakran	convention de soutien conjoint	10'000
Compagnie Sturmfrei	convention	10'000
Teatro Malandro	convention	10'000
Compagnie Super Trop Top	Activités annuelles	10'000
Am Stram Gram	Frankenstein / Suisse	15'000
Théâtre du Sentier	Bal à la Sauvette / Suisse	15'000
L'odyssée	La femme d'avant / Suisse	10'000
Pocket Prod	La Confession du Pasteur Burg / France	10'000
Compagnie un sir de rien	Louis Germain David de Funès de Alarza / Suisse / France	10'000
Compagnie des Cris	Georges ou tout ce qui file entre les doigts / Suisse / France	8'657
Compagnie des Ombres	nous voulons tout / Suisse	8'000
Compagnie Apsara	les papiers de l'amour / Tunisie / Algérie	8'000
Compagnie Anadyomène	Interroger l'habituel / Suisse	7'000
Association œil-sud	outrages ordinaires / Canada	6'500
Agence Louis-François Pinagot	Les artistes de la contrefaçon	5'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Théâtre de l'esquisse	A l'hôtel des routes / France	5'000
compagnie doux patio	donald kid & mister swan / suisse	5'000
<b>MUSIQUE</b>		<b>78'100</b>
Fanfare municipale Petit-saconnex	sortie musicale / Hongrie	12'500
Alexandre Coppaloni	Alenko / France	5'000
Association Mazurka	Imperial Tiger Orchestra / Belgique / Angleterre / France	5'000
Association Sémaphore	Bulle des Boîtes / Russie	5'000
Conservatoire Populaire de Musique	Ensemble vocal de Jeunes / Japon	5'000
Fondation Flux Laboratory	Geneva Meets New York / USA	5'000
Léo Tardin	Grand Pianoramax / Suisse / France	5'000
Hidden Music	Tournée / Allemagne / Autriche / Hollande / Belgique / Angleterre	4'300
Association Mazurka	Les Nuits de l'Alligator / France	4'000
Ensemble Tetraflutes	Tournée / Arménie	4'000
Brico Jardin	Petit Robert et le Mystère du Frigidaire / France	3'000
Cyril Bondi	Diatribes / Suisse / France	3'000
Geneva Brass Association Quintet	Geneva Brass 5tet / Mexique	3'000
Jacques Demierre	European Jazz Meets Chicago / USA	3'000
Orioxy	Tournée / Suisse / France / Allemagne / Autriche / Belgique / Danemark	3'000
Red Planet	Tournée / Allemagne	2'800
Association cantonale des musiques genevoises	150e anniversaire association suisse des musiques / Suisse	2'500
Cyril Bondi	Tro Queixas / Portugal / Espagne / France / Suisse	2'000
Association Crescendo	Flashback / France	1'000
<b>3106000 Fonds autres salles (montant budgété : CHF 220'000)</b>		<b>222'000</b>
Association Musicodanse	Festival Antigél	130'000
Alias compagnie	Soutien activités annuelles	60'000
Compagnie La Fourmilière	Les ours dorment enfin	20'000
Compagnie Greffe	Soutien activités annuelles	12'000
<b>3106000 Fonds bourses et prix (montant budgété : CHF 150'000)</b>		<b>147'000</b>
Estelle Zweifel	Bourse d'aide à la création	10'000
Florence Guillermin	Bourse d'aide à la création	10'000
Jérôme Richer	Bourse d'aide à la création	9'000
Nicolas Fernandez	Bourse d'aide à la création	20'000
Polese Christophe	Bourse d'aide à la création	20'000
Samy Edmond	Bourse d'aide à la création	12'000
Séverin Guelpa	Bourse d'aide à la création	5'000
Ulrich Fischer	Bourse d'aide à la création	10'000
Adam Maor	Bourse Patíño	2'000
Andreas Fontana	Bourse Patíño	4'000
Crystel Ceresa	Bourse Patíño	4'000
Dafina Gervalla	Bourse Patíño	6'000
Dorothee Thebert	Bourse Patíño	6'000
Emmanuelle Bayart	Bourse Patíño	6'000
Estelle Revaz	Bourse Patíño	4'000
Nancy Rieben Berens	Bourse Patíño	2'000
culture et sports		151 / 214

## 14/18

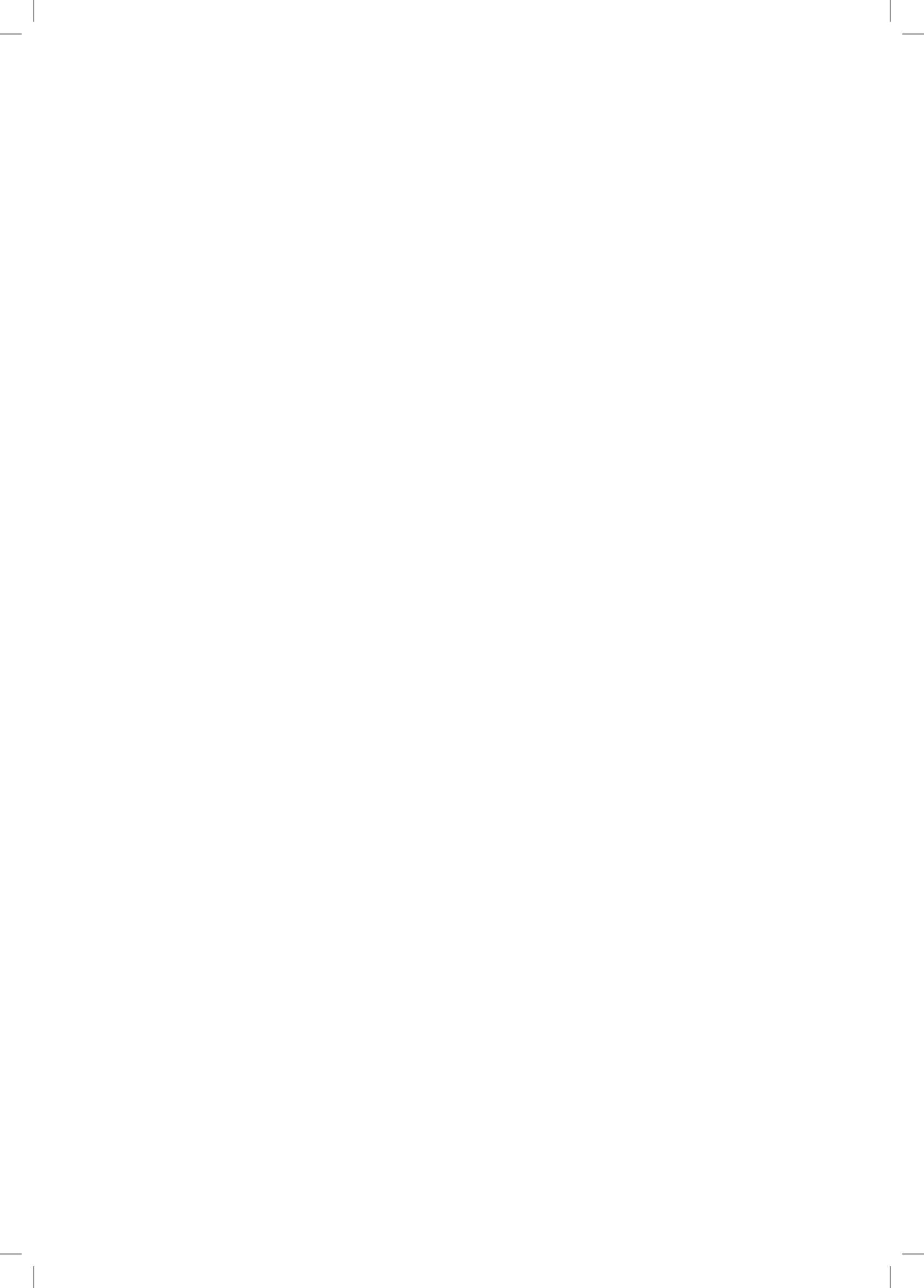
NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
hayane kam nakache	résidence au caire	6'000
Association so close	résidence à varanasi / Inde	9'000
nayoung millius	prix d'orgue pierre segond	1'000
marion grange	prix de la ville de genève - conservatoire	1'000
<b>3106000 Fonds intermittents (montant budgété : CHF 300'000)</b>		<b>300'000</b>
Action Intermittents		300'000
<b>3106610 bourses et prix Ac (montant budgété : CHF 50'000)</b>		<b>50'000</b>
Association influence-s	réalisation d'un film «codename: osvaldo»	15'000
poloni carlo	réalisation d'un site Internet autour des processus de création artistique	35'000
<b>3106610 Lieu d'expositions, Le commun (montant budgété : CHF 550'000)</b>		<b>550'000</b>
Association headfun	exposition «maison opéra» dans le cadre du festival électron	90'000
mapping v jing festival	exposition dans le cadre du mapping festival	80'000
Association Art/Éducation	exposition repas autour d'une œuvre	70'000
eternal tour	exposition eternal tour	70'000
christian dupraz	exposition art - Architecture	64'900
Fondation Auer ory pour la photographie	exposition mouvances	60'000
tutu production	score conductor	40'000
centre de la photographie	exposition doppelte ökonomien	20'000
compagnie greffe	exposition et performance score conductor	20'000
endjavi-barbé art projects	exposition d'artistes iraniennes	17'100
théâtre du grütli	Festival TR4NS	13'000
Association Action BOX	performance 888	5'000
<b>3106610 publication, résidence et atelier (montant budgété : CHF 50'000)</b>		<b>50'000</b>
bastien gachet	publication d'un livre d'artiste	12'228
josée pitteloud	ouvrage monographique intitulé voir où cela mène	10'000
éditions d'autre part	publication switzerlanders du photographe olivier vogelsang	7'947
norbert möslang	édition d'une pièce sonore killer_kipper	7'000
fabien clerc	catalogue ou monographie caye-mystères	6'000
fabienne radi	réalisation et production d'un livre d'artiste intitulé 24 images	4'825
copeland & gras mathieu / Lionnel	publication Procuration subordonnée à une condition suspensive	2'000
<b>3106610 soutien aux manifestations (montant budgété : CHF 100'000)</b>		<b>298'000</b>
Association G.U.S.	contribution au financement des travaux d'aménagements	200'000
utopiana	résidences d'artistes	25'000
art for the world	exposition food	20'000
centre de la photographie	exposition passengers de chris marker	15'000
Association ex-machina	soutien pour la réalisation de la programmation	13'000
Association MOS Espa	festival mos espa, 5ème édition	13'000
michael borgognon	photographie intitulé votes : portraits de démocraties	6'000
Association zabriskie point	soutien pour la réalisation de la programmation	4'000
Association des intérêts de champel	Le violon du peintre d'Albert Gos	1'000
Association MOS Espa	résidences d'artistes	1'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
<b>3106610 Acquisition d'œuvres mobiles AC</b>		<b>231'690</b>
galerie miterrand & cramer	peintures de koka ramishvili	46'000
galerie blancpain	ouvre direction east 3 d'urs Luthi	45'500
guy bärtschi	les sept péchés capitaux d'antoine roegiers	32'500
goel véronique	vidéos Agbar et voicing through saussure	20'000
Association hard hat	peintures et dessins d'Hayane kam nakache	14'940
Association Art-werk	peinture seconde vassili party de Jonathan delachaux	13'500
galerie ribordy	unknown pleasures de Pierre vadi	12'000
boisseau sylvie, westermeyer Frank	vidéo Neue Bruder	10'500
galerie ribordy	déconstruction de Pierre vadi	9'000
galerie ribordy	Autre exemple de la porosité de certaine frontières de Pierre vadi	8'000
REY christophe	Photographies «Touristic Londoniana»	7'750
galerie saks	dessins de Josse Bailly	7'000
EX-machina	vidéo After de Pauline Julier	5'000
<b>3106610 soutiens financiers divers AC</b>		<b>218'291</b>
Perceuse Productions scènes	Activités annuelles	50'000
petremand Gérard	Publication d'un catalogue d'exposition	10'000
collectif_fact	vidéo Attempts	10'000
Julier Pauline	exposition Good times gonna come ? à EX-machina	10'000
ichino tami	exposition Ties do not end à la salle Crosnier	10'000
winarto Éric	exposition Blacklight selva à l'abbaye de Noirlac	10'000
Nashat Shahryar	shake the solids	9'962
Feirreira Estelle	exposition O*N*E à la salle Crosnier	7'723
Jaramillo Fabio	exposition wallpainting transfert présentée à la galerie Aad	7'071
walther Alexia	vidéo les Ambassadeurs	6'400
tampo-Lajariette marion	oeuvre Le somnambule	6'044
Robel Nicolas	exposition Limbo à la villa Bernasconi	6'000
grivet Gaël	oeuvre L'École du prieuré	6'000
Dufour Andersen Solvej	ouvre D'ays of thugs présentée à l'espace Halle Nord	5'565
démode sophie & Lacombe Bertrand	exposition Le Trou présentée à la villa Bernasconi	5'500
delannoy virginie	exposition espèce d'intérieur à Andata Ritorno	5'218
Perret Gilles	installation stock au centre pas quart de Bienne	5'000
Berthet Jacques	exposition Oliviers à Marseille et à Sao Paulo	5'000
wildi Ingrid	oeuvre Listening to the molecules of Portrait oblique au Kunstmuseum Soleure	5'000
Mattenberger Luc	ouvre Flare présentée à la Kunsthau Aarau	5'000
klaus sabelle	oeuvre paraboles présentée au Caire	4'500
Rodriguez Sylvie & Bianchini Alexandre	Recure	4'000
valdes Laurent	Hak Nam 2.0	4'000
Flumet Joëlle	Réalisation Quality in everything we did présenté à Zürich	4'000
Perret Mai-Thu	Tournée Lettres d'amour en brique ancienne	2'700
Riniker-Radich Marta	exposition at independent à New York	2'000
Billotte Benoît	exposition collective Glass Fabrik #1	2'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
kessler marie-dominique	penser poétiquement de tout-monde	2'000
chareteau moi	performance play for two	2'000
wetzel nathalie	oeuvre de là présentée à cerbère	1'880
senn simon	performance et exposition 18h15 présentée à bienne	1'500
Mueller paula	exposition en attendant à gogo à l'espace halle nord	1'211
Tieche Ambroise	L'art à l'ère de sa fin présenté à cerbère	540
boillat christine	exposition à stockholm	477
<b>3106610 commande art public AC</b>		<b>293'957</b>
NEONS phase IV		119'613
chandieu		76'880
Frankenstein		46'060
chantier de la HEAD sur la plaine de Plainpalais		30'000
silos à sel, rue François-Dussaud		20'877
monument en mémoire du génocide arménien		528
<b>3302000 Bibliothèque de Genève (montant budgété : CHF 20'600)</b>		<b>19'880</b>
société Physique et d'histoire	Activités annuelles	17'160
société de géographie de Genève	Activités annuelles	2'720
<b>3401000 Écoles, camps et stages de sports (montant budgété : CHF 429'500)</b>		<b>480'865</b>
Association du servette football club	Promotion super League	100'000
urania Genève sport football club	Écoles de sport	90'000
Association clubs boxe amateur	Écoles de sport	32'410
Budo Association de Genève	Écoles de sport	23'673
bernex basket	Filière de formation	20'000
Genève natation 1885	waterpolo section juniors	20'000
Association genevoise de gymnastique	Écoles de sport	19'713
Association genevoise de volleyball	Jeunes talents de beachvolley genevois	15'000
stade Genève Athlétisme	camps d'entraînement	15'000
ski club satus Genève	camps ski club satus	13'600
natation sportive Genève	sport enfants de 6 à 9 ans	13'376
badminton club de Genève	indemnités entraîneurs juniors	13'000
Aquasynchro Genève	Aquasynchro juniors	10'000
Association HOPE-Genève basketball	Académie de basket féminin	10'000
Genève natation 1885	stages de water-polo	10'000
urania Genève sport - BBC	Écoles de sport	10'000
Association genevoise de volleyball	barcelone quatre équipes	6'600
Association cantonale genevoise Pétanque	mouvement junior	5'000
Association Esportsport	camps d'été château d'oex	5'000
collonge-bellerive wake sport	camps juniors de ski nautique	5'000
GVASK8	GVASK8	5'000
volleyball club étoile Genève	camp volleyball ovronnaz	5'000
servette handball club	Écoles de sport saison	4'500
Genève natation 1885	sport enfants de 6 à 9 ans	4'435
urania Genève sport tennis	tennis de table	4'000
Association genevoise hockey sur gazon	sport enfants de 6 à 9 ans	3'202
satus Athlétisme Genève	camps de pâques seyne-sur-mer toulon	3'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
stella Alpina ski nordique	camps de ski nordique sella Alpina	3'000
volleyball club étoile genève	juniors	3'000
club d'échecs de genève	cours adultes séniors	2'500
Football club city	centre de formation juniors	2'436
ski club Esperance genève	écoles de sport	1'920
genève volley	camps d'été 60 juniors	1'500
<b>3401000 manifestations (montant budgété : CHF 438'000)</b>		<b>415'710</b>
Association genève marathon	marathon de genève	50'000
chênois-genève volleyball club sportif	coupe d'Europe	40'000
Association geneva open	geneva open	25'000
dpo SA	supercross international palexpo	20'000
Fédération genevoise d'échecs	open de genève	20'000
trial Project	Final coupe du monde VTT trial	20'000
triathlon international genève	candidature au championnat d'Europe en 2015	20'000
concours hippique international	concours hippique international	15'000
swiss open de tennis	swiss open en fauteuil roulant	15'000
Aquasynchro genève	swiss open natation synchronisée	13'060
société nautique de genève	team suisse aviron à st-petersburg	11'500
Association cantonale genevoise de gymnastique	La vivicitta satus	10'000
congrès sportcity	sport city 29 et 30 mars 2011 Lausanne	10'000
stade genève Athlétisme	championnat suisse M16-M18	10'000
club d'échecs de genève	simultanée et Activ-chess	9'500
Association genève vélo polo	championnat du monde	8'000
club Amateurs d'échecs	geneva chess fever	8'000
club des patineurs	coupe du Léman	8'000
chênois-genève volleyball club sportif	geneva masters mini volley-ball	7'000
disc golf genève	disc Golf European masters	5'500
Association courses hors stades région	tour pédestre du canton	5'000
usagers bains des pâquis	jubilons 2012	5'000
Association geneva festival	geneva festival beach rugby	5'000
club hygiénique de Plainpalais	courses des ponts	5'000
genève rink-hockey club	Final four	5'000
La classique genevoise	classique genevoise	5'000
Pro vélo	L'Autre salon	5'000
Association sportive schtroumpfs	tournoi européen de football	4'800
Association du GVA wakesurf tour	wakesurf tour	4'000
squash club de genève	open suisse de squash	4'000
sports universitaires	bureau des sports universitaires	4'000
Association Admotum	geneva jump	3'000
badminton club de genève	tournoi international	3'000
club nautique versoix	coupe d'Europe de surprise	3'000
collonge-bellerive wake sport	wake sport center	3'000
genève volley	championnat suisse U18 filles	3'000
XTREM de la Rade	xtreme de la rade	3'000

NOM	PROJET	MONTANT ATTRIBUÉ
Rugby club Genève Plan-les-ouates	European 7's club champions trophy	2'800
Association cyclotour du Léman	cyclotour du Léman	2'500
La Pétanque Genevoise	société de Pétanque La Genevoise	2'000
vélo club Lancy	grand prix de Lancy	2'000
club Amateurs d'Échecs	open des Amateurs d'Échec	1'900
Association genevoise des diabétiques	19ème randonnée cycliste du diabète	1'600
Association suisse de sous-officier	40è test genevois d'orientation de nuit	1'500
groupe genevois de la société	Le sport un objet philosophique	1'050
Association genevoise d'Athlétisme	open d'Athlétisme A vos marques	1'000
Association Respaix	La coupe de la Paix Peace one day	1'000
Geneva Barts League	Geneva open	1'000
Geneva senior open	tournoi Tennis International seniors	1'000
tour cycliste des jeunes	tour des jeunes	1'000
<b>3401000 sociétés sportives (montant budgété : CHF 60'000)</b>		<b>33'400</b>
supgenève	Achats de planches hobbies	10'000
Genève Basket Paquis-seujet	matériel Paquis-seujet Basketball club	6'300
Badminton club de Genève	volants	6'000
Association cantonale genevoise rugby	tournoi des capitales Argentine	4'500
Établissement publics Intégration	Jeux mondiaux d'hiver d'olympiques	3'000
Stella Alpina ski nordique	Achat véhicule d'occasion pour le club	2'000
club d'Échecs des cavaliers Fous	cavaliers Fous	1'600
<b>3401000 sportifs individuels (montant budgété : CHF 60'000)</b>		<b>111'650</b>
Amina Difrawi	comen cup serbie	2'000
Art Pellicari Design SA	Art Pellicari	20'000
Élise Chabbey	Jeux olympique canoë	15'000
Gregory Meichtry	Grégory Meichtry	1'650
Jonathan Charles Jaquet	Préparation championnat d'Europe Judo	1'000
Juliane Robra	Jeux olympique Judo	7'000
Lucas Tramèr	Jeux olympique Aviron	7'000
Magali Comte	Jeux olympique tir à l'arc paralympique	7'000
Philippe Horner	Jeux olympique tir à l'arc paralympique	7'000
Romuald Hausser	Jeux olympique voile	7'000
Sébastien Chevallier	Jeux olympique beach volleyball team Genève	7'000
Souheila Yacoub	Jeux olympique gym rythmique team Genève	8'000
Stefan Fiacan	Fiacan Stefan	3'000
Swann Oberson	Jeux olympique Natation	13'000
Thomas Jeandin	saison VTT descente	3'000
Xénia Oberson	Oberson Xénia	3'000





## 4.5 ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ

### 4.5.1 FAITS MARQUANTS

Pour le département de l'environnement urbain et de la sécurité (DEUS), le fait marquant de l'année 2012 a été le départ de Monsieur Pierre Maudet, élu au conseil d'état le 17 juin 2012 et l'arrivée d'un nouveau magistrat, Monsieur Guillaume Barazzone, entré en fonction le 14 novembre 2012. Monsieur Rémy Pagani, maire, a officié comme suppléant durant la période de transition.

Le département a néanmoins suivi la ligne qu'il s'était fixée à travers différents projets.

Les secteurs d'intervention de VVP et du SEVE ont été réorganisés de manière à ce que chaque quartier de la ville de Genève bénéficie des compétences métier nécessaires pour assurer d'une part la propreté des espaces publics et, d'autre part, l'entretien horticole et paysager des surfaces vertes. C'est ainsi que le nettoyage des petits espaces verts est désormais assuré par VVP, ce qui permet aux équipes du SEVE de recentrer leurs prestations sur les travaux paysagers et horticoles. Le transfert des tâches de nettoyage du SEVE à VVP a entraîné des transferts de postes et une réattribution des locaux.

Le SIS a mené à bien la réalisation de concepts opérationnels adaptés aux besoins actuels et futurs. L'année 2012 a mis en lumière la difficulté pour des cadres supérieurs de concilier les exigences de la conduite d'un service d'intervention fortement sollicité et la gestion d'un projet stratégique de l'importance de convergences. Une progression significative de 14% du nombre d'interventions est à mentionner pour 2012.

Le service de la sécurité et de l'espace publics (SEEP) a relevé le défi de mettre sur pied, pour le 1<sup>er</sup> novembre 2012, une école de formation dimensionnée pour accueillir 50 aspirantes et aspirants, dont 25 pour la ville de Genève. Les locaux du boulevard pont d'Arve 35 n'étant pas adaptés, le SEEP a recherché des solutions avec la caserne des Vernets et le CECOFOR (Richelien).

Le service logistique et manifestations (LOM), en charge de l'acquisition et de l'entretien des véhicules pour tous les services de la ville de Genève, à l'exception du SIS, a élaboré, avec la commission de gestion des véhicules (COGEVE) une politique de

gestion, validée par le conseil administratif. Le plan d'actions qui matérialisera cette politique sera finalisé au début 2013. Un important crédit (PR-929) a été voté en juin 2012 ; il permettra de poursuivre le renouvellement et l'assainissement d'un parc vétuste et souvent non conforme aux normes relatives à la sécurité du personnel et aux exigences de lutte contre la pollution de l'air.

Le SEEP a développé une application informatique offrant aux partis politiques la possibilité de réserver des emplacements pour leurs stands, d'une manière directe et simplifiée.

Au terme du projet VETTRA (centralisation du renouvellement et de l'entretien des vêtements de travail), le LOM s'est vu confier la responsabilité d'un centre unique d'équipements des employé-e-s de la ville de Genève, à l'exception du personnel uniformé.

Le 8 novembre 2012, le SIS a organisé un exercice de grande ampleur consistant à évacuer la bibliothèque de Genève aux Bastions. Les sapeurs-pompier professionnels du SIS et du SSA, les volontaires, les ambulanciers et la protection civile, ont ainsi pu tester les procédures d'alarme, d'évacuation et d'engagement dans un bâtiment accueillant du public.

Enfin, la direction des systèmes d'information et de communication (DSIC), suite à un rapport publié par la cour des comptes en avril 2012, a produit un plan d'action pour faire progresser le niveau de maturité de l'organisation des systèmes d'information et de communication de la ville de Genève. Plus concrètement, ce plan d'action doit « prioriser la mise en œuvre de correction des constats soulevés dans le rapport en tenant notamment compte des ressources à disposition de la DSIC, et des risques découlant des constats ». Le 1<sup>er</sup> décembre 2012, la DSIC a quitté le département de l'environnement urbain et de la sécurité pour rejoindre le département des finances et du logement.

## 4.5.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

ENTREtenir ET VALORISER LE PATRIMOINE					
RÉAMÉNAGER LES GRANDS ESPACES VERTS EN VILLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. définir un nouveau mode de gestion différenciée des espaces verts	réalisation de plans de gestion	100% d'un plan de gestion réalisé	50% d'un plan de gestion réalisé	70% du plan de gestion du parc beaulieu est achevé	
	catalogue d'entretien	tous les catalogues existants en suisse sont recensés et une proposition de catalogue est finalisée	80% des catalogues existants en suisse est recensé	100% des catalogues existants en suisse a été recensé et une proposition de catalogue est en cours de réalisation	
	formation dispensée	100% du personnel de l'unité entretien est sensibilisé à la gestion différenciée	50% du personnel de l'unité entretien est sensibilisé à la gestion différenciée	100% du personnel de l'unité entretien a suivi une formation en taille arbustive	
ORIENTER LE SERVICE PUBLIC SUR LA POPULATION					
TRANSFORMATION DU SIS (PROJET «CONVERGENCES»)					
OBJECTIFS	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
2. dans le cadre du projet convergences, municipaliser le personnel SSA au 1 <sup>er</sup> janvier 2013	date de transfert du personnel du SSA en ville de Genève	31 décembre 2012	31 décembre 2012	objectif reporté au 31 décembre 2013	
FAVORISER LA COHÉSION SOCIALE DANS L'ENVIRONNEMENT URBAIN					
AUGMENTER L'ACTION DE LA POLICE DE PROXIMITÉ					
OBJECTIFS	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
3. faciliter le recrutement de la police municipale (PM) en instaurant une seconde session d'examen d'admission annuelle, en collaboration avec la gendarmerie et les autres communes genevoises disposant de PM	nombre de sessions annuelles d'école de formation	2 écoles de formation annuelles	2 écoles de formation annuelles	2 écoles de formation annuelles	
DÉVELOPPER L'APPROCHE TRANSVERSALE ET OPTIMISER LE FONCTIONNEMENT DE L'ADMINISTRATION					
AMÉLIORER LA GESTION DES SUBVENTIONS					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
4. mettre en service le système d'information de gestion des subventions	nombre de départements et de services au bénéfice du système	2 départements et 4 services	Aucun service, mais le système d'information est opérationnel	1 département et 2 services	

### 4.5.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#### objectif 1

mode de gestion différenciée des espaces verts  
Le SEVE a déposé comme objectif pour l'année 2012 la définition d'un nouveau mode de gestion différenciée des espaces verts. cette démarche correspond à un processus sur le long terme et nécessite la définition d'outils spécifiques.

réalisation de plans de gestion : la mise en œuvre de la gestion différenciée nécessite l'élaboration de plans de gestion pour les grands parcs et espaces à valeur patrimoniale. La réalisation d'un plan de gestion nécessite une année de travail. Pour cette raison, le SEVE prévoit d'initier un plan de gestion par an. En 2012, le plan de gestion du parc Beaulieu a été lancé ; les résultats de l'étude seront présentés en septembre 2013. compte tenu du travail préparatoire que nécessite ce type de mandat, le SEVE estime avoir réalisé 70% de cet indicateur.

catalogue d'entretien : après avoir étudié les solutions disponibles sur le marché avec les villes utilisant ce type d'indicateur, le SEVE a identifié différents catalogues appliqués. Il va proposer, par l'intermédiaire de l'union suisse des services des parcs, de les fusionner en un catalogue standard pour les villes suisses.

formation dispensée : le personnel de l'unité entretien sera en charge de l'application de la gestion différenciée sur le terrain. Pour cette raison, le SEVE veille à planifier un certain nombre de formations thématiques. Les formations 2012, lesquelles concernaient la taille arbustive ainsi que la fauche manuelle, a sensibilisé le personnel à une forme d'entretien différente de celle habituellement appliquée. une nouvelle formation, relative à l'utilisation de plantes vivaces, est prévue en 2013. de ce point de vue, nous estimons que cet objectif est atteint.

#### objectif 2

Les négociations entre la ville de Genève et Genève Aéroport, relatives au contrat de prestations garantissant la sécurité de l'aéroport après l'intégration des pompiers aéroportuaires dans les effectifs de la ville, ont buté sur quelques points de désaccords. La fusion entre le service d'incendie et de secours (SIS) et le service de sécurité de l'aéroport (SSA) a ainsi été retardée. toutefois, le dialogue n'a jamais été rompu entre les partenaires, tant pour ce qui concerne le contrat de prestations que les conditions de transfert du personnel. La date de la fusion a été reportée au 31 décembre 2013.

#### objectif 3

Au terme de deux écoles de formation, 13 nouveaux agents et agentes de police municipale (APM) ont renforcé les effectifs du terrain. La campagne de recrutement conduite en collaboration avec les autres communes genevoises a permis la constitution d'une nouvelle école, forte de 25 aspirantes et aspirants pour la ville de Genève, laquelle a débuté le 1<sup>er</sup> novembre 2012. ce rythme intense de formation de nouveaux APM, voulu pour constituer un corps de 200 unités en 2016, doit pouvoir s'appuyer sur la création des postes nécessaires en 2014 et 2015.

#### objectif 4

En 2010, le département de la culture (DCS) et le département de la cohésion sociale et solidarité (DCSS) ont décidé de faire une demande conjointe pour une solution de traitement global des subventions pour l'ensemble de la ville. L'objectif est de permettre une gestion intégrée des différents processus de traitement des subventions, du dossier à la gestion financière, à l'échelle de la ville de Genève.

Après avoir évalué une solution proposée par SAP, une première étape d'implémentation s'est déroulée en 2012.

#### 4.5.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ	TOTAL CHARGES	226'052'175	232'306'425	-6'254'251	-3%	213'903'699
	TOTAL REVENUS	59'013'727	51'664'188	7'349'539	14%	57'248'778
en francs		<b>C 2012</b>	<b>B 2012</b>	<b>ÉCART</b>	<b>%</b>	<b>C 2011</b>
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
<b>05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>						
<b>CHARGES</b>		<b>36'835'833</b>	<b>40'467'636</b>	<b>-3'631'803</b>	<b>-9%</b>	<b>32'962'451</b>
<b>30 charges de personnel</b>		<b>21'367'523</b>	<b>22'058'704</b>	<b>-691'181</b>	<b>-3%</b>	<b>20'693'196</b>
300	Autorités et commissions	6'450	25'000	-18'550	-74%	10'750
301	traitements du personnel	17'024'012	17'761'644	-737'632	-4%	16'473'971
303	Assurances sociales	1'305'863	1'419'089	-113'226	-8%	1'262'472
304	caisses de pensions et de prévoyance	2'311'819	2'370'577	-58'758	-2%	2'204'020
305	Assurance maladie et accidents	362'224	386'434	-24'210	-6%	355'216
306	prestations en nature	58'609	74'000	-15'391	-21%	26'367
308	personnel interimaire	1'336	15'000	-13'664	-91%	6'680
309	autres charges du personnel	297'210	6'960	290'250	4170%	353'719
<b>31 biens, services et marchandises</b>		<b>7'989'559</b>	<b>10'837'131</b>	<b>-2'847'572</b>	<b>-26%</b>	<b>7'071'668</b>
31	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	61'634	96'900	-35'266	-36%	84'749
311	meubles, machines, véhicules et matériel	463'824	1'013'778	-549'954	-54%	332'114
312	eau, énergie, combustible	585'838	487'417	98'421	20%	543'433
313	Achats de fournitures et autres marchandises	1'478'152	1'730'866	-252'714	-15%	1'439'880
314	entretien des immeubles par des tiers	1'891'125	2'588'650	-697'525	-27%	1'325'256
315	entretien d'objets mobiliers par des tiers	2'271'483	2'220'896	50'587	2%	2'143'834
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	421'111	1'145'065	-723'954	-63%	527'511
317	dédommagements	54'996	84'600	-29'604	-35%	78'301
318	honoraires et prestations de service	754'985	1'459'759	-704'774	-48%	588'790
319	Frais divers	6'411	9'200	-2'789	-30%	7'801
<b>33 Amortissements</b>		<b>6'448'341</b>	<b>6'461'649</b>	<b>-13'308</b>	<b>-0%</b>	<b>4'202'459</b>
331	Amortissements ordinaires du PA	6'446'957	6'460'149	-13'192	-0%	3'503'529
332	Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	698'930
334	pertes sur débiteurs	1'384	1'500	-116	-8%	0
<b>39 imputations internes</b>		<b>1'030'411</b>	<b>1'110'153</b>	<b>-79'742</b>	<b>-7%</b>	<b>995'128</b>
390	Intérêts répartis	132'387	241'990	-109'603	-45%	127'136
391	mise à disposition de locaux	814'382	835'064	-20'682	-2%	814'676
392	Autres prestations internes	83'642	33'099	50'543	153%	53'316
<b>REVENUS</b>		<b>397'191</b>	<b>134'000</b>	<b>263'191</b>	<b>196%</b>	<b>367'940</b>
<b>42 revenus des biens</b>		<b>8'700</b>	<b>15'000</b>	<b>-6'300</b>	<b>-42%</b>	<b>10'200</b>
427	Immeubles du patrimoine administratif	8'700	15'000	-6'300	-42%	8'700

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
429 autres revenus	0	0	0	--	1'500
<b>43 revenus divers</b>	<b>328'429</b>	<b>97'000</b>	<b>231'429</b>	<b>239%</b>	<b>329'291</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	48'267	52'000	-3'733	-7%	39'740
435 ventes	19'373	10'000	9'373	94%	3'922
436 dédommagements de tiers	182'637	10'000	172'637	1726%	199'735
439 autres contributions	78'153	25'000	53'153	213%	85'894
<b>49 imputations internes</b>	<b>60'062</b>	<b>22'000</b>	<b>38'062</b>	<b>173%</b>	<b>28'449</b>
492 autres prestations internes	60'062	22'000	38'062	173%	28'449
<b>08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>51'887</b>	<b>42'400</b>	<b>9'487</b>	<b>22%</b>	<b>18'193</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>51'887</b>	<b>42'400</b>	<b>9'487</b>	<b>22%</b>	<b>18'193</b>
365 subventions accordées - institutions privées	51'887	42'400	9'487	22%	18'193
<b>09 DIVERS (NON VENTILABLES)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>503'937</b>	<b>700'000</b>	<b>-196'063</b>	<b>-28%</b>	<b>279'327</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>503'937</b>	<b>700'000</b>	<b>-196'063</b>	<b>-28%</b>	<b>279'327</b>
307 prestations aux pensionnés	503'937	700'000	-196'063	-28%	279'327
<b>1 SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>10 PROTECTION JURIDIQUE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>5'770'035</b>	<b>4'900'000</b>	<b>870'035</b>	<b>18%</b>	<b>5'088'868</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>5'770'035</b>	<b>4'900'000</b>	<b>870'035</b>	<b>18%</b>	<b>5'088'868</b>
365 subventions accordées - institutions privées	5'481'330	4'800'000	681'330	14%	4'879'941
366 subventions accordées - personnes physiques	288'705	100'000	188'705	189%	208'927
<b>REVENUS</b>	<b>27'732'992</b>	<b>25'577'000</b>	<b>2'155'992</b>	<b>8%</b>	<b>25'817'520</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>27'052'320</b>	<b>25'112'000</b>	<b>1'940'320</b>	<b>8%</b>	<b>25'343'289</b>
427 immeubles du patrimoine administratif	27'052'320	25'112'000	1'940'320	8%	25'343'289
<b>43 revenus divers</b>	<b>680'672</b>	<b>465'000</b>	<b>215'672</b>	<b>46%</b>	<b>474'231</b>
431 emoluments administratifs	337'224	385'000	-47'776	-12%	356'357
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	343'448	80'000	263'448	329%	117'874
<b>11 SÉCURITÉ MUNICIPALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>30'310'627</b>	<b>32'916'127</b>	<b>-2'605'500</b>	<b>-8%</b>	<b>28'673'659</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>26'542'423</b>	<b>29'187'556</b>	<b>-2'645'133</b>	<b>-9%</b>	<b>25'282'169</b>
301 traitements du personnel	20'877'639	22'782'850	-1'905'211	-8%	19'718'549
303 assurances sociales	1'587'470	1'819'364	-231'894	-13%	1'509'114
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'678'437	2'872'040	-193'602	-7%	2'907'000
305 assurance maladie et accidents	363'508	517'907	-154'399	-30%	355'801
306 prestations en nature	692'648	882'000	-189'352	-21%	500'370
309 autres charges du personnel	342'721	313'396	29'325	9%	291'334

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>2'312'640</b>	<b>1'723'526</b>	<b>589'114</b>	<b>34%</b>	<b>2'127'270</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	291'708	257'500	34'208	13%	147'267
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	165'066	76'000	89'066	117%	288'178
312 Eau, énergie, combustible	274'260	182'038	92'222	51%	333'028
313 Achats de fournitures et autres marchandises	81'314	80'078	1'236	2%	65'253
314 Entretien des immeubles par des tiers	457'977	217'365	240'612	111%	319'376
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	413'023	358'838	54'185	15%	354'921
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	357'841	320'500	37'341	12%	355'032
317 Dédommagements	33'669	60'000	-26'331	-44%	39'196
318 honoraires et prestations de service	228'469	166'707	61'762	37%	219'740
319 Frais divers	9'314	4'500	4'814	107%	5'278
<b>33 Amortissements</b>	<b>-195'279</b>	<b>560'374</b>	<b>-755'654</b>	<b>-135%</b>	<b>-162'556</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	37'068	260'374	-223'306	-86%	51'676
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	94'509
334 Pertes sur débiteurs	-232'347	300'000	-532'347	-177%	-308'741
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>411'363</b>	<b>185'000</b>	<b>226'363</b>	<b>122%</b>	<b>189'272</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	411'363	185'000	226'363	122%	189'272
<b>36 subventions accordées</b>	<b>20'104</b>	<b>50'000</b>	<b>-29'896</b>	<b>-60%</b>	<b>24'141</b>
365 subventions accordées - institutions privées	20'104	50'000	-29'896	-60%	16'101
366 subventions accordées - personnes physiques	0	0	0	--	8'040
<b>39 imputations internes</b>	<b>1'219'376</b>	<b>1'209'671</b>	<b>9'705</b>	<b>1%</b>	<b>1'213'363</b>
390 Intérêts répartis	30'419	35'418	-4'999	-14%	35'889
391 Mise à disposition de locaux	1'136'207	1'118'824	17'383	2%	1'112'768
392 Autres prestations internes	52'750	55'429	-2'679	-5%	64'706
<b>REVENUS</b>	<b>4'673'200</b>	<b>3'253'750</b>	<b>1'419'450</b>	<b>44%</b>	<b>5'597'762</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>2'569</b>	<b>0</b>	<b>2'569</b>	<b>--</b>	<b>850</b>
429 Autres revenus	2'569	0	2'569	--	850
<b>43 revenus divers</b>	<b>2'736'878</b>	<b>1'670'500</b>	<b>1'066'378</b>	<b>64%</b>	<b>2'020'633</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	55'200	65'500	-10'300	-16%	42'239
436 Dédommagements de tiers	929'136	104'500	824'636	789%	364'132
437 Amendes	1'610'987	1'500'000	110'987	7%	1'510'757
439 Autres contributions	141'556	500	141'056	28211%	103'505
<b>45 Dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>1'000'000</b>	<b>1'000'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>3'000'000</b>
451 cantons	1'000'000	1'000'000	0	0%	3'000'000
<b>49 imputations internes</b>	<b>933'753</b>	<b>583'250</b>	<b>350'503</b>	<b>60%</b>	<b>576'279</b>
492 Autres prestations internes	933'753	583'250	350'503	60%	576'279
<b>14 INCENDIE ET SECOURS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>46'243'605</b>	<b>47'721'043</b>	<b>-1'477'438</b>	<b>-3%</b>	<b>47'549'748</b>

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>30 charges de personnel</b>	<b>37'759'291</b>	<b>38'696'261</b>	<b>-936'970</b>	<b>-2%</b>	<b>37'102'115</b>
301 traitements du personnel	29'437'836	30'387'221	-949'385	-3%	29'134'151
303 Assurances sociales	2'231'247	2'423'260	-192'012	-8%	2'222'744
304 caisses de pensions et de prévoyance	4'210'181	4'007'008	203'173	5%	3'976'458
305 Assurance maladie et accidents	509'798	707'773	-197'974	-28%	505'296
306 prestations en nature	265'991	243'000	22'991	9%	174'580
309 Autres charges du personnel	1'104'238	928'000	176'238	19%	1'088'886
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>6'152'045</b>	<b>5'878'815</b>	<b>273'230</b>	<b>5%</b>	<b>5'597'560</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	103'996	148'800	-44'804	-30%	124'380
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	895'495	808'800	86'695	11%	816'597
312 Eau, énergie, combustible	501'373	415'134	86'239	21%	401'901
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'403'396	1'391'500	11'896	1%	1'369'682
314 entretien des immeubles par des tiers	1'190'693	1'111'072	79'621	7%	1'037'665
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'026'572	1'083'081	-56'509	-5%	1'022'192
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	32'824	14'500	18'324	126%	26'368
317 dédommagements	385'829	308'260	77'569	25%	304'686
318 honoraires et prestations de service	601'525	574'168	27'357	5%	476'125
319 Frais divers	10'342	23'500	-13'158	-56%	17'965
<b>33 Amortissements</b>	<b>1'496'407</b>	<b>2'422'518</b>	<b>-926'110</b>	<b>-38%</b>	<b>4'210'385</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	1'129'174	2'322'518	-1'193'344	-51%	2'020'840
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	1'809'259
334 pertes sur débiteurs	367'234	100'000	267'234	267%	380'286
<b>36 subventions accordées</b>	<b>36'767</b>	<b>22'300</b>	<b>14'467</b>	<b>65%</b>	<b>36'667</b>
365 subventions accordées - institutions privées	36'767	22'300	14'467	65%	36'667
<b>39 imputations internes</b>	<b>799'094</b>	<b>701'150</b>	<b>97'944</b>	<b>14%</b>	<b>603'021</b>
390 Intérêts répartis	65'250	91'063	-25'813	-28%	94'675
391 mise à disposition de locaux	685'826	563'900	121'926	22%	439'798
392 Autres prestations internes	48'018	46'187	1'831	4%	68'548
<b>REVENUS</b>	<b>19'515'931</b>	<b>18'698'300</b>	<b>817'631</b>	<b>4%</b>	<b>19'291'026</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>4'653</b>	<b>0</b>	<b>4'653</b>	<b>--</b>	<b>138'834</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	1'959	0	1'959	--	133'469
429 Autres revenus	2'694	0	2'694	--	5'365
<b>43 Revenus divers</b>	<b>6'499'887</b>	<b>6'166'500</b>	<b>333'387</b>	<b>5%</b>	<b>6'504'640</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	5'552'001	5'919'000	-366'999	-6%	5'681'245
435 ventes	169'304	147'000	22'304	15%	169'198
436 dédommagements de tiers	721'735	100'500	621'235	618%	601'111
439 Autres contributions	56'846	0	56'846	--	53'087
<b>44 parts à des recettes et contrib. sans affectation</b>	<b>1'409'689</b>	<b>1'250'000</b>	<b>159'689</b>	<b>13%</b>	<b>1'361'951</b>

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
441 parts à des recettes cantonales	1'409'689	1'250'000	159'689	13%	1'361'951
<b>45 dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>11'214'516</b>	<b>11'200'000</b>	<b>14'516</b>	<b>0%</b>	<b>10'994'520</b>
450 confédération	244'518	250'000	-5'482	-2%	244'518
452 communes	10'969'998	10'950'000	19'998	0%	10'750'002
<b>46 subventions acquises</b>	<b>35'340</b>	<b>0</b>	<b>35'340</b>	<b>--</b>	<b>19'180</b>
461 subventions acquises - cantons	35'340	0	35'340	--	19'180
<b>49 imputations internes</b>	<b>351'846</b>	<b>81'800</b>	<b>270'046</b>	<b>330%</b>	<b>271'901</b>
491 mise à disposition de locaux	32'796	21'000	11'796	56%	23'486
492 autres prestations internes	319'050	60'800	258'250	425%	248'415
<b>16 PROTECTION CIVILE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>3'888'707</b>	<b>3'295'946</b>	<b>592'761</b>	<b>18%</b>	<b>3'214'363</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>1'974'299</b>	<b>2'064'963</b>	<b>-90'665</b>	<b>-4%</b>	<b>2'030'143</b>
301 traitements du personnel	1'614'376	1'681'309	-66'933	-4%	1'660'041
303 assurances sociales	125'818	134'648	-8'830	-7%	125'763
304 caisses de pensions et de prévoyance	204'080	212'245	-8'165	-4%	209'679
305 assurance maladie et accidents	27'981	35'994	-8'012	-22%	28'706
306 prestations en nature	49	0	49	--	4'885
309 autres charges du personnel	1'995	768	1'227	160%	1'068
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>1'497'683</b>	<b>881'055</b>	<b>616'628</b>	<b>70%</b>	<b>819'454</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	3'865	7'000	-3'135	-45%	6'119
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	19'257	11'400	7'857	69%	20'896
312 eau, énergie, combustible	338'127	324'765	13'362	4%	308'750
313 achats de fournitures et autres marchandises	64'614	73'600	-8'986	-12%	68'520
314 entretien des immeubles par des tiers	864'120	280'300	583'820	208%	166'521
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	35'211	29'113	6'098	21%	20'207
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'261	0	10'261	--	13'017
317 dédommagements	3'291	1'980	1'311	66%	8'567
318 honoraires et prestations de service	157'436	150'897	6'539	4%	205'371
319 frais divers	1'500	2'000	-500	-25%	1'486
<b>33 amortissements</b>	<b>149'823</b>	<b>166'004</b>	<b>-16'181</b>	<b>-10%</b>	<b>168'647</b>
331 amortissements ordinaires du PA	149'476	166'004	-16'528	-10%	167'624
332 amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	1'024
334 pertes sur débiteurs	347	0	347	--	0
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>208'124</b>	<b>120'000</b>	<b>88'124</b>	<b>73%</b>	<b>137'570</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	208'124	120'000	88'124	73%	137'570
<b>36 subventions accordées</b>	<b>9'011</b>	<b>10'800</b>	<b>-1'789</b>	<b>-17%</b>	<b>5'740</b>
365 subventions accordées - institutions privées	9'011	10'800	-1'789	-17%	5'740

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>39 imputations internes</b>	<b>49'768</b>	<b>53'124</b>	<b>-3'356</b>	<b>-6%</b>	<b>52'810</b>
390 Intérêts répartis	14'051	17'268	-3'217	-19%	15'683
391 mise à disposition de locaux	30'356	33'856	-3'500	-10%	34'634
392 Autres prestations internes	5'361	2'000	3'361	168%	2'493
<b>REVENUS</b>	<b>1'028'332</b>	<b>215'800</b>	<b>812'532</b>	<b>377%</b>	<b>546'508</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>193'670</b>	<b>3'600</b>	<b>190'070</b>	<b>5280%</b>	<b>240'801</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	193'670	3'600	190'070	5280%	240'801
<b>43 revenus divers</b>	<b>382'737</b>	<b>12'200</b>	<b>370'537</b>	<b>3037%</b>	<b>64'272</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	9'737	7'200	2'537	35%	7'956
435 ventes	741	0	741	--	731
436 Dédommagements de tiers	372'259	0	372'259	--	55'584
439 Autres contributions	0	5'000	-5'000		0
<b>45 dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>2'920</b>	<b>0</b>	<b>2'920</b>	<b>--</b>	<b>540</b>
451 cantons	2'920	0	2'920	--	540
<b>46 subventions acquises</b>	<b>415'225</b>	<b>100'000</b>	<b>315'225</b>	<b>315%</b>	<b>238'014</b>
461 subventions acquises - cantons	415'225	100'000	315'225	315%	238'014
<b>49 imputations internes</b>	<b>33'781</b>	<b>100'000</b>	<b>-66'219</b>	<b>-66%</b>	<b>2'880</b>
491 mise à disposition de locaux	30'380	100'000	-69'620	-70%	0
492 Autres prestations internes	3'401	0	3'401	--	2'880
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>					
<b>30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>5'839'609</b>	<b>5'334'380</b>	<b>505'229</b>	<b>9%</b>	<b>5'829'509</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'755'862</b>	<b>2'574'260</b>	<b>181'602</b>	<b>7%</b>	<b>2'559'432</b>
301 traitements du personnel	2'215'472	2'088'129	127'343	6%	2'055'423
303 Assurances sociales	171'345	167'068	4'277	3%	158'904
304 caisses de pensions et de prévoyance	272'186	261'718	10'468	4%	254'063
305 Assurance maladie et accidents	90'543	54'741	35'802	65%	85'417
306 Prestations en nature	5'236	1'500	3'736	249%	4'531
309 autres charges du personnel	1'080	1'104	-24	-2%	1'096
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>1'581'983</b>	<b>1'502'908</b>	<b>79'075</b>	<b>5%</b>	<b>1'998'570</b>
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	80'330	92'000	-11'670	-13%	60'538
313 Achats de fournitures et autres marchandises	43'310	47'595	-4'285	-9%	35'644
314 entretien des immeubles par des tiers	1'165'744	1'129'171	36'573	3%	1'636'112
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	11'560	15'000	-3'440	-23%	10'012
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	5'522	13'000	-7'478	-58%	2'692
317 dédommagements	942	0	942	--	708
318 honoraires et prestations de service	210'019	206'142	3'877	2%	192'613

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
319 Frais divers	64'556	0	64'556	--	60'250
<b>33 Amortissements</b>	<b>148'915</b>	<b>162'813</b>	<b>-13'898</b>	<b>-9%</b>	<b>4'135</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	140'813	157'813	-17'000	-11%	0
334 Pertes sur débiteurs	8'102	5'000	3'102	62%	4'135
<b>36 subventions accordées</b>	<b>1'347'987</b>	<b>1'094'400</b>	<b>253'587</b>	<b>23%</b>	<b>1'267'372</b>
361 subventions accordées - cantons	286'073	220'000	66'073	30%	260'286
362 subventions accordées - communes	10'944	9'000	1'944	22%	1'254
363 subventions accordées - propres établissements	1'992	3'200	-1'208	-38%	0
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	52'593	30'000	22'593	75%	30'148
365 subventions accordées - institutions privées	929'685	825'700	103'985	13%	955'471
366 subventions accordées - personnes physiques	14'737	4'000	10'737	268%	17'394
367 subventions accordées - étranger	51'962	2'500	49'462	1978%	2'819
<b>39 imputations internes</b>	<b>4'862</b>	<b>0</b>	<b>4'862</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
390 Intérêts répartis	4'165	0	4'165	--	0
392 Autres prestations internes	697	0	697	--	0
<b>REVENUS</b>	<b>2'732'848</b>	<b>2'288'200</b>	<b>444'648</b>	<b>19%</b>	<b>2'506'613</b>
<b>43 revenus divers</b>	<b>1'600'419</b>	<b>1'349'400</b>	<b>251'019</b>	<b>19%</b>	<b>1'506'264</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	1'551'434	1'344'400	207'034	15%	1'463'437
436 Dédommagements de tiers	21'833	5'000	16'833	337%	17'494
439 Autres contributions	27'153	0	27'153	--	25'333
<b>49 imputations internes</b>	<b>1'132'429</b>	<b>938'800</b>	<b>193'629</b>	<b>21%</b>	<b>1'000'349</b>
492 Autres prestations internes	1'132'429	938'800	193'629	21%	1'000'349
<b>33 PARCS ET PROMENADES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>35'792'498</b>	<b>36'230'566</b>	<b>-438'069</b>	<b>-1%</b>	<b>32'822'086</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>27'150'209</b>	<b>27'686'370</b>	<b>-536'161</b>	<b>-2%</b>	<b>24'899'664</b>
300 Autorités et commissions	0	0	0	--	1'440
301 Traitements du personnel	21'611'823	22'401'500	-789'677	-4%	19'961'003
303 Assurances sociales	1'649'721	1'789'770	-140'049	-8%	1'520'609
304 caisses de pensions et de prévoyance	2'838'821	2'822'359	16'462	1%	2'532'317
305 Assurance maladie et accidents	736'071	499'312	236'759	47%	670'216
306 Prestations en nature	136'594	142'150	-5'556	-4%	136'706
309 Autres charges du personnel	177'179	31'280	145'899	466%	77'373
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>5'050'128</b>	<b>5'157'797</b>	<b>-107'669</b>	<b>-2%</b>	<b>5'018'708</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	81'304	45'100	36'204	80%	67'455
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	370'523	368'600	1'923	1%	301'007
312 Eau, énergie, combustible	894'980	1'008'487	-113'507	-11%	1'122'437
313 Achats de fournitures et autres marchandises	1'240'548	1'282'363	-41'815	-3%	1'093'315

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
314 Entretien des immeubles par des tiers	832'950	582'558	250'392	43%	721'818
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	209'464	322'954	-113'490	-35%	255'821
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	396'782	384'000	12'782	3%	343'748
317 Dédommagements	55'870	69'300	-13'430	-19%	47'158
318 Honoraires et prestations de service	948'054	1'085'835	-137'781	-13%	1'057'929
319 Frais divers	19'653	8'600	11'053	129%	8'020
<b>33 Amortissements</b>	<b>2'695'194</b>	<b>2'548'784</b>	<b>146'410</b>	<b>6%</b>	<b>2'106'476</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	2'283'700	2'548'784	-265'084	-10%	2'024'459
332 Amortissements complémentaires du PA	411'495	0	411'495	--	82'016
<b>36 subventions accordées</b>	<b>64'247</b>	<b>84'000</b>	<b>-19'753</b>	<b>-24%</b>	<b>91'926</b>
365 subventions accordées - institutions privées	64'247	84'000	-19'753	-24%	91'926
<b>39 imputations internes</b>	<b>832'720</b>	<b>753'615</b>	<b>79'105</b>	<b>10%</b>	<b>705'313</b>
390 Intérêts répartis	405'063	403'038	2'025	1%	353'347
391 mise à disposition de locaux	279'185	267'332	11'853	4%	262'489
392 Autres prestations internes	148'471	83'245	65'226	78%	89'478
<b>REVENUS</b>	<b>971'940</b>	<b>716'138</b>	<b>255'802</b>	<b>36%</b>	<b>1'246'879</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>13'738</b>	<b>13'738</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>14'746</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	13'738	13'738	0	0%	13'703
429 Autres revenus	0	0	0	--	1'043
<b>43 Revenus divers</b>	<b>667'520</b>	<b>456'500</b>	<b>211'020</b>	<b>46%</b>	<b>911'196</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	333'416	454'000	-120'584	-27%	463'669
435 ventes	7'381	2'500	4'881	195%	15'778
436 Dédommagements de tiers	303'000	0	303'000	--	395'035
438 Prestations du personnel pour les investissements	15'502	0	15'502	--	24'828
439 Autres contributions	8'221	0	8'221	--	11'886
<b>46 subventions acquises</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>18'020</b>
460 subventions acquises - confédération	0	0	0	--	5'370
461 subventions acquises - cantons	0	0	0	--	12'650
<b>49 imputations internes</b>	<b>290'682</b>	<b>245'900</b>	<b>44'782</b>	<b>18%</b>	<b>302'917</b>
492 Autres prestations internes	290'682	245'900	44'782	18%	302'917
<b>34 SPORTS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>19'834</b>	<b>20'000</b>	<b>-166</b>	<b>-1%</b>	<b>28'478</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>19'834</b>	<b>20'000</b>	<b>-166</b>	<b>-1%</b>	<b>28'478</b>
365 subventions accordées - institutions privées	19'834	20'000	-166	-1%	28'478
<b>35 AUTRES LOISIRS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>30'000</b>	<b>30'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>22'100</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>30'000</b>	<b>30'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>22'100</b>

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
365 subventions accordées - institutions privées	30'000	30'000	0	0%	22'100
<b>5 PRÉVOYANCE SOCIALE</b>					
<b>58 AIDE SOCIALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>10'000</b>	<b>0</b>	<b>10'000</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>10'000</b>	<b>0</b>	<b>10'000</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
365 subventions accordées - institutions privées	10'000	0	10'000	--	0
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>1'529'104</b>	<b>1'814'000</b>	<b>-284'896</b>	<b>-16%</b>	<b>1'606'589</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>1'529'104</b>	<b>1'814'000</b>	<b>-284'896</b>	<b>-16%</b>	<b>1'606'589</b>
314 entretien des immeubles par des tiers	1'529'104	1'814'000	-284'896	-16%	1'606'589
<b>REVENUS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>142</b>
<b>43 revenus divers</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>142</b>
439 Autres contributions	0	0	0	--	142
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.</b>					
<b>71 APPROV. EN EAU, PROT. ET CORR. DES EAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>260'120</b>	<b>460'446</b>	<b>-200'326</b>	<b>-44%</b>	<b>478'761</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>260'120</b>	<b>460'446</b>	<b>-200'326</b>	<b>-44%</b>	<b>478'761</b>
312 Eau, énergie, combustible	260'120	460'446	-200'326	-44%	478'761
<b>72 TRAITEMENT DES DÉCHETS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>58'822'261</b>	<b>58'235'412</b>	<b>586'849</b>	<b>1%</b>	<b>55'160'355</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>38'458'820</b>	<b>35'666'285</b>	<b>2'792'535</b>	<b>8%</b>	<b>35'350'120</b>
301 traitements du personnel	30'716'043	28'753'681	1'962'361	7%	28'235'345
303 Assurances sociales	2'317'774	2'293'718	24'056	1%	2'157'370
304 caisses de pensions et de prévoyance	3'800'716	3'549'760	250'956	7%	3'541'944
305 Assurance maladie et accidents	1'136'908	688'698	448'210	65%	1'072'058
306 prestations en nature	260'601	182'000	78'601	43%	125'877
308 personnel interimaire	158'375	180'000	-21'625	-12%	180'258
309 autres charges du personnel	68'403	18'428	49'975	271%	37'268
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>19'611'755</b>	<b>21'863'198</b>	<b>-2'251'443</b>	<b>-10%</b>	<b>18'850'397</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	219'971	211'800	8'171	4%	274'376
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	327'328	271'000	56'328	21%	263'204
312 Eau, énergie, combustible	319'731	335'407	-15'676	-5%	380'661
313 achats de fournitures et autres marchandises	1'218'128	930'286	287'842	31%	1'037'115
314 entretien des immeubles par des tiers	166'223	97'505	68'718	70%	101'040
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	487'147	555'244	-68'097	-12%	258'166
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	29'329	36'000	-6'671	-19%	28'396

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
317 dédommagements	15'867	13'200	2'667	20%	14'345
318 honoraires et prestations de service	16'817'020	19'410'956	-2'593'936	-13%	16'491'036
319 frais divers	11'010	1'800	9'210	512%	2'059
<b>33 Amortissements</b>	<b>477'016</b>	<b>560'302</b>	<b>-83'286</b>	<b>-15%</b>	<b>784'955</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	476'666	560'302	-83'636	-15%	559'422
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	225'183
334 Pertes sur débiteurs	350	0	350	--	350
<b>39 imputations internes</b>	<b>274'670</b>	<b>145'628</b>	<b>129'042</b>	<b>89%</b>	<b>174'883</b>
390 Intérêts répartis	51'509	35'452	16'057	45%	35'922
391 mise à disposition de locaux	107'619	66'600	41'019	62%	67'458
392 autres prestations internes	115'543	43'576	71'967	165%	71'503
<b>REVENUS</b>	<b>1'961'262</b>	<b>781'000</b>	<b>1'180'262</b>	<b>151%</b>	<b>1'874'337</b>
<b>43 revenus divers</b>	<b>1'872'751</b>	<b>781'000</b>	<b>1'091'751</b>	<b>140%</b>	<b>1'825'808</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	59'154	51'000	8'154	16%	67'098
435 ventes	688'617	250'000	438'617	175%	808'746
436 dédommagements de tiers	660'079	0	660'079	--	490'698
439 autres contributions	464'901	480'000	-15'099	-3%	459'266
<b>46 subventions acquises</b>	<b>38'777</b>	<b>0</b>	<b>38'777</b>	<b>--</b>	<b>37'696</b>
461 subventions acquises - cantons	38'777	0	38'777	--	37'696
<b>49 imputations internes</b>	<b>49'735</b>	<b>0</b>	<b>49'735</b>	<b>--</b>	<b>10'833</b>
492 autres prestations internes	49'735	0	49'735	--	10'833
<b>78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>144'118</b>	<b>138'468</b>	<b>5'650</b>	<b>4%</b>	<b>145'257</b>
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>70'650</b>	<b>65'000</b>	<b>5'650</b>	<b>9%</b>	<b>71'806</b>
352 dédommagements à des collect. publiques - communes	70'650	65'000	5'650	9%	71'806
<b>36 subventions accordées</b>	<b>73'468</b>	<b>73'468</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>73'451</b>
365 subventions accordées - institutions privées	73'468	73'468	0	0%	73'451
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>					
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>23'954</b>
<b>32 intérêts passifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>23'954</b>
320 engagements courants	0	0	0	--	23'954
<b>REVENUS</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>--</b>	<b>50</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>29</b>	<b>0</b>	<b>29</b>	<b>--</b>	<b>50</b>
420 avoirs à vue	29	0	29	--	50

#### 4.5.5 RESSOURCES HUMAINES

ENVIRONNEMENT URBAIN ET SÉCURITÉ				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écarts
40010000	direction environnement urbain et sécurité	05	Administration générale	8.3	2.0	10.3	9.5	0.8	388'165	354'430	33'735
40030000	SIS-direction et secrétariat	14	Incendie et secours	26.3	1.0	27.3	46.7	-19.4	99'995	120'000	-20'005
40031000	SIS-centre de compétence et formation	14	Incendie et secours	15.5	4.0	19.5	19.5	-	130'350	-	130'350
40032000	SIS-Logistique	14	Incendie et secours	18.0	2.0	20.0	19.0	1.0	-	-	-
40033000	SIS-sapeurs-pompiers professionnels	14	Incendie et secours	158.0	5.0	163.0	148.0	15.0	-	-	-
40034000	SIS-Protection civile	16	protection civile	15.8	-	15.8	15.8	-	32'106	-	32'106
40035200	SIS-sapeurs sauveteurs	14	Incendie et secours	19.0	-	19.0	19.0	-	52'437	-	52'437
40070000	sécurité et espace publics	11	sécurité municipale	228.0	2.0	230.0	223.3	6.7	55'180	120'000	-64'820
40080000	dir. des systèmes d'information et communic.	05	Administration générale	72.6	2.0	74.6	72.8	1.8	250'691	181'800	68'891
40090000	LOM- Administration et direction	62	routes communales	20.2	-	20.2	18.6	1.6	75'398	250'000	-174'602
40090001	LOM- unité matériel de fête	30	encouragement à la culture	22.0	-	22.0	23.5	-1.5	212'495	90'000	122'495
40090002	LOM- unité gestion des véhicules	05	Administration générale	18.3	-	18.3	17.3	1.0	2'498	-	2'498
40090004	LOM- unité ateliers généraux	05	Administration générale	14.0	-	14.0	15.0	-1.0	57'969	100'000	-42'031
40100000	VVP-direction et administration	72	traitement des déchets	13.4	-	13.4	13.0	0.4	92'671	70'000	22'671
40100001	VVP-unité collecte des déchets	72	traitement des déchets	84.0	2.0	86.0	86.0	-	171'260	65'000	106'260
40100002	VVP-unité nettoyage des voiries	72	traitement des déchets	207.0	1.0	208.0	193.2	14.8	530'303	145'000	385'303
40100003	VVP-unité gestion des incivilités	72	traitement des déchets	23.0	-	23.0	17.0	6.0	57'757	-	57'757
40110000	Espaces verts et environnement	33	parcs et promenades	211.5	2.0	213.5	223.5	-10.0	442'218	180'000	262'218
	TOTAUX			1'174.9	23.0	1'197.9	1'180.7	17.2	2'651'495	1'676'230	975'265

## 4.5.6 SUBVENTIONS

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>153</b>	<b>167</b>	<b>-14</b>	<b>-8%</b>	<b>144</b>
Administration générale	13	42	-29	-69%	18
sécurité publique	33	27	5	19%	28
culture et loisirs	30	30	0	0%	30
prévoyance sociale	10	0	10	--	0
protection et aménagement de l'environ.	67	67	0	0%	67
<b>gratuités</b>	<b>7'281</b>	<b>6'161</b>	<b>1'120</b>	<b>18%</b>	<b>6'513</b>
Administration générale	39	0	39	--	0
sécurité publique	5'803	4'956	848	17%	5'127
culture et loisirs	1'432	1'198	234	19%	1'380
protection et aménagement de l'environ.	6	6	0	0%	6
<b>total général</b>	<b>7'433</b>	<b>6'327</b>	<b>1'106</b>	<b>17%</b>	<b>6'657</b>



## 4.6 COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ

### 4.6.1 FAITS MARQUANTS

Le département de la cohésion sociale et de la solidarité est en charge d'une double mission : d'une part la promotion du bien-être de tous les habitants ainsi que le soutien aux familles, afin de diminuer, pour chacun, les risques d'isolement voire de détresse sociale ; d'autre part, le renforcement de la solidarité sociale, devoir d'assistance et de protection envers toutes les personnes qui se retrouvent en situation de précarité, quelle qu'en soit par ailleurs la cause : maladie ou accident, chômage ou encore perte du logement.

La politique en matière de cohésion sociale implique de multiplier les liens entre l'action municipale et la population dans les quartiers, de soutenir les acteurs associatifs et d'impliquer les habitantes et les habitants dans la vie de la cité ; la politique en matière de solidarité engage à assurer des prestations de qualité pour la population, notamment pour les personnes les plus fragilisées sur les plans économiques, sociaux ou culturels.

Le conseil administratif a fixé dans sa feuille de route de la législature quatre priorités en matière de cohésion sociale et solidarité, qui mobilisent les services du département.

- développer le soutien à la parentalité ;
- favoriser la cohésion sociale et la solidarité dans chaque quartier ;
- promouvoir une politique d'inclusion sociale ;
- Assurer des prestations découlant du droit fédéral.

dans la plupart de ces domaines, la ville intervient en soutenant des associations : plus de 300 d'entre elles ont reçu une subvention du département en 2012. La création de l'unité de la vie associative en 2011 a pour but de promouvoir et d'aider au développement de la vie associative, à travers des rencontres régulières, un programme de formation des cadres associatifs et la promotion du bénévolat.

développer le soutien à la parentalité :

La politique de la petite enfance de la ville de Genève vise à répondre à la demande de places dans les institutions de la petite enfance (IPE), compte tenu du nombre élevé d'enfants en bas âge en ville de Genève (environ 2'000 naissances par an). En 2012, une nouvelle institution a été inaugurée dans le quartier de Plainpalais. Au total, la ville planifie l'ouverture de 968 places dans les prochaines années (voir plus loin, l'objectif 1).

si la création de places en IPE est prioritaire, le service de la petite enfance recherche également des solutions diversifiées, afin de faciliter l'accueil familial de jour, pour répondre là encore aux besoins de la population.

En matière de politique de l'enfance, la ville de Genève a pour obligation légale de construire, de mettre à disposition et d'entretenir des écoles primaires. La ville compte ainsi 30 établissements scolaires primaires, regroupant 53 écoles, qui ont accueilli en 2012 près de 11'000 enfants.

Le service des écoles et des institutions pour l'enfance a également pour mission de répondre aux préoccupations des familles en matière de prise en charge para et périscolaire des enfants. En 2012, près de 7'000 enfants résidant en ville de Genève ont été inscrits au groupement intercommunal pour l'animation parascolaire (GIAP) à midi et 4'000 l'après-midi.

La ville soutient également la construction et le fonctionnement des restaurants scolaires. Trois nouveaux restaurants ont été ouverts en 2012 (Minoteries, Vollandes et Tremblay). Les associations, financées par la ville, ont servi quotidiennement plus de 5'000 repas aux enfants en 2012 (objectif 2).

La ville soutient également des associations qui proposent des activités culturelles et sportives aux enfants, notamment dans les écoles du réseau d'éducation prioritaire.

Le service des écoles et des institutions pour l'enfance a la responsabilité de la centaine de places de jeux en ville ; une étude a été conduite en 2012 en vue de remettre aux normes de sécurité certains équipements, qui seront bientôt complétés par des installations sportives ludiques à destination d'un large public.

La politique de la jeunesse prolonge naturellement la politique de l'enfance. Grâce à une équipe d'une dizaine de travailleurs sociaux hors murs, le service de la jeunesse assure, par une présence informelle dans la rue, une mission de prévention, d'accompagnement éducatif et de suivi des jeunes.

Le service conduit également des projets, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi : après le golf urbain, le service a repris la gestion des deux patinoires hivernales. La réalisation du skate park de Plainpalais en août 2012 est également exemplaire de la démarche du service de la jeunesse, qui associe les jeunes et leurs organisations dans

la réalisation des équipements qui leur sont destinés (objectif 3).

plus généralement, la ville soutient la fondation genevoise pour l'animation socio-culturelle (Fase) ainsi que les quinze maisons de quartier situées sur le territoire de la commune, avec lesquelles elle a signé en mars 2012 des conventions tripartites.

favoriser la cohésion sociale et la solidarité dans chaque quartier :

La ville de Genève a pour objectif de créer et de rénover les infrastructures de proximité mis à la disposition de la population. ouvert fin 2011, l'espace de quartier de sécheron s'est affirmé en 2012 comme un espace central apprécié des habitants.

Le service social travaille à l'ouverture pour 2013 de quatre « points info service », qui auront pour mission d'accueillir, d'informer, d'orienter et d'accompagner les habitants dans leurs démarches administratives. dans les quartiers, les unités d'actions communautaires ont été réorganisées. Elles ont conduit de nombreux projets impliquant bénévoles et habitants, afin de renforcer le lien social (objectif 4).

par ailleurs, la démarche pilote des « contrats de quartier », de saint gervais-seujet-voltaire et des grottes a fait l'objet d'une évaluation, avant une relance des processus participatifs en 2013.

promouvoir une politique d'inclusion sociale :

La politique sociale est au cœur de préoccupations de la ville, qui alloue des aides financières individuelles à divers groupes sociaux en difficulté, principalement des personnes âgées au bénéfice d'une prestation complémentaire du canton ainsi que des familles ne bénéficiant pas de l'assistance sociale. un accent a été mis en 2012 sur l'information à destination des bénéficiaires, afin d'augmenter leur nombre. Le service social prépare une refonte du dispositif des aides financières destinées aux familles, afin de mieux correspondre aux besoins de la population (objectif 4).

en ce qui concerne les personnes mal-logées, le service social met à disposition plus de 80 logements-relais, avec l'objectif de porter ce nombre à 300. c'est dans cet esprit que le bâtiment du 45 rue saint jean a été acquis par la ville en 2012. un projet de logements modulaires est en cours d'étude, qui devrait déboucher sur la réalisation d'une trentaine de logements-relais à l'horizon 2014.

en matière d'insertion professionnelle, la ville soutient l'activité de la boîte à boulot et de son antenne

VIA, à travers le fonds chômage ; l'antenne VIA a apporté entre 2009 et 2011 un soutien à 82 jeunes gens en rupture de formation.

enfin, le dispositif d'aide aux sans-abris a été pérennisé en 2012, avec le vote au conseil municipal du budget permettant le financement d'une deuxième structure d'accueil durant l'hiver. un enregistrement des personnes et un accompagnement social sont désormais en place (objectif 5).

Assurer des prestations découlant du droit fédéral :

Le département assume deux missions d'autorité, découlant directement du droit fédéral, par délégation du canton. ces prestations fournies à la population s'inscrivent tout au long du parcours de vie.

Le service de l'état civil a ainsi pour mission d'enregistrer tous les événements qui marquent de manière irréversible la situation d'une personne, de la naissance à la mort. il accueille chaque année des dizaines de milliers d'habitants de Genève, originaires de tous les pays du monde, pour enregistrer des naissances ou des décès, célébrer des mariages et des partenariats, produire des actes d'état civil ou délivrer des pièces d'identité.

Le service des pompes funèbres, cimetières et crématoire assure la gestion des installations funéraires et des cimetières, dont les règlements municipaux ont été refondus en 2012. Le service accueille désormais les familles en deuil dans ses nouveaux locaux de la villa La Concorde, où sont organisées par ailleurs des activités culturelles en lien avec le parcours de vie. Le service assure également la gratuité des obsèques pour la plupart des personnes domiciliées sur le territoire communal (plus de 1'000 familles en bénéficient chaque année).

Le service a dû faire face à l'arrêt des installations de crémation et de filtration des fumées, suite à la rupture d'une canalisation d'eau. un programme ambitieux de rénovation des installations funéraires est inscrit au budget d'investissement des années à venir.

## 4.6.2 ÉVALUATION DES OBJECTIFS

DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX FAMILLES					
AUGMENTER ET AMÉLIORER LE DISPOSITIF D'ACCUEIL DE LA PETITE ENFANCE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
1. créer de nouvelles places de crèches	nombre de nouvelles places de crèche créées	140	50	100	
DÉVELOPPER LE SOUTIEN AUX FAMILLES					
PROPOSER UNE OFFRE D'ACCUEIL PARA ET PÉRISCOLAIRE EN ADÉQUATION AVEC L'HORAIRE CONTINU ET LES CHANGEMENTS DE LA VIE DE FAMILLE					
OBJECTIF	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
2. améliorer la qualité de la prise en charge face à l'augmentation de la demande d'accueil para et périscolaire	nombre de projets pilotes lancés	N/A	N/A	3 restaurants scolaires et 50 ateliers « sports et animation »	-
RENFORCER LE TISSU CULTUREL ET SOCIAL					
PROPOSER DES INFRASTRUCTURES DE PROXIMITÉ RESPECTUEUSE DE L'ENVIRONNEMENT ET CONFORME AUX NORMES					
OBJECTIFS	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
3. développer des activités physiques ludiques pour la jeunesse, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi	nombre d'activité déployée pour la jeunesse	N/A	N/A	3 activités déployées (skate park, golf urbain et patinoires)	-
PROMOUVOIR UNE POLITIQUE D'INCLUSION SOCIALE					
RENFORCER LES PRESTATIONS POUR LES PERSONNES PRÉCARISÉES ET/OU À RISQUE DE MARGINALISATION					
OBJECTIFS	INDICATEUR	VALEUR CIBLE	VALEUR MIN.	VALEUR ATTEINTE	DEGRÉ DE RÉALISATION
4. Aider financièrement des personnes fragilisées	nombre de personnes ayant reçu une aide financière	N/A	N/A	5'000 personnes ou groupes familiaux	-
5. renforcer le dispositif d'urgence en matière d'hébergement des personnes en situation de grande précarité	nombre de logement relais	N/A	N/A	86 logements relais	-

### 4.6.3 COMMENTAIRES SUR LA RÉALISATION DES OBJECTIFS

#### objectif 1

En 2012, la ville a inauguré notamment une nouvelle institution dans le quartier de Plainpalais de 84 places. A Saint-Jean, la capacité d'accueil d'une institution a été étendue de 16 places. Par ailleurs, la rénovation de l'ensemble des minoteries ayant été retardée, la crèche des minoteries a dû être fermée provisoirement et devrait rouvrir après des travaux de rafraîchissement (64 places). Au total, l'augmentation nette de places se monte à 36 pour 2012. A noter que l'EVE dent de Lait a finalement été ouverte début janvier 2013, offrant 28 places supplémentaires.

Le service travaille à la création de 450 nouvelles places d'ici 2015 et 518 autres dans les années qui suivent – soit 968 au total.

#### objectif 2

Avec l'introduction de l'accueil à journée continue en septembre 2014, le service des écoles et des institutions pour l'enfance s'emploie à améliorer l'offre d'activités para et périscolaires en ville de Genève. Un projet pilote, développé en collaboration avec la FASE et le GIAP, a pu être initié avec l'association Préau bulle dans les écoles des grottes et des crottes, permettant une réelle diversification de l'offre para et périscolaire. Par ailleurs, des ateliers sports et animation ont été développés dans les écoles faisant partie du réseau d'enseignement prioritaire (REP). À ce jour, plus de 50 ateliers ont été mis en place dans les 6 établissements scolaires en REP de la ville de Genève.

#### objectif 3

L'inauguration du skate park a été un moment fort de l'année 2012 ; cet équipement a été réalisé grâce à l'implication de jeunes sportifs et de leurs associations. Le service de la jeunesse a également repris l'animation du golf urbain et des patinoires municipales temporaires, en impliquant des jeunes en recherche d'emploi.

#### objectif 4

Le service social a travaillé à l'ouverture de quatre points infos services dans les quartiers en 2013-2014. ce dispositif pourrait être étendu par la suite dans le reste de la ville.

Le nombre de bénéficiaires d'aides financières individuelles a globalement augmenté (+3%). Le nombre de familles bénéficiaires des allocations familiales va diminuer significativement en 2013, du fait de l'introduction des prestations complémentaires familiales (PCFAM). une refonte du dispositif des aides financières aux familles interviendra en 2013, afin de mieux répondre aux besoins.

#### objectif 5

Pour faire face à la crise du logement, et aux difficultés que rencontrent des personnes sans logement ou mal-logées, un dispositif de logement relais est en place : le service social gère ainsi 86 logements temporaires à des personnes obligées de quitter leur domicile, dans l'attente d'un logement pérenne. ce nombre devrait être porté à 300 dans les prochaines années ; un projet de développement de logements modulaires (micro-logements) se concrétisera en 2013.

Depuis plusieurs années, le service social se mobilise pour proposer durant l'hiver un hébergement aux personnes sans domicile fixe. L'an dernier, cette opération eut lieu du 14 novembre 2011 au 30 mars 2012. cette action s'est prolongée jusqu'au 20 avril pour une quarantaine de personnes, considérées comme des grands précaires.

Le conseil administratif a confirmé l'ouverture de deux abris de protection civile (PC), aux Vollandes et à Richemont afin de porter la capacité d'accueil du dispositif à 200 places. Le conseil municipal a approuvé le 30 octobre 2012 un crédit supplémentaire pour financer cette opération.

## 4.6.4 COMPTES DE FONCTIONNEMENT

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ		TOTAL CHARGES	245'591'064	249'054'811	-3'463'746	-1%	239'280'548
		TOTAL REVENUS	19'408'737	17'730'737	1'678'000	9%	18'096'818
en francs		C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011	
<b>0 ADMINISTRATION GÉNÉRALE</b>							
05 ADMINISTRATION GÉNÉRALE							
<b>CHARGES</b>		<b>3'708'611</b>	<b>3'729'603</b>	<b>-20'992</b>	<b>-1%</b>	<b>2'508'698</b>	
<b>30 charges de personnel</b>		<b>3'151'272</b>	<b>2'678'333</b>	<b>472'939</b>	<b>18%</b>	<b>2'120'971</b>	
300	Autorités et commissions	0	10'000	-10'000		0	
301	traitements du personnel	2'548'040	2'120'082	427'958	20%	1'729'649	
303	Assurances sociales	195'413	170'885	24'528	14%	133'767	
304	caisses de pensions et de prévoyance	335'836	243'303	92'532	38%	224'595	
305	Assurance maladie et accidents	38'861	46'191	-7'330	-16%	27'383	
306	prestations en nature	1'820	1'700	120	7%	1'650	
309	Autres charges du personnel	31'303	86'172	-54'869	-64%	3'926	
<b>31 biens, services et marchandises</b>		<b>379'055</b>	<b>464'761</b>	<b>-85'706</b>	<b>-18%</b>	<b>208'321</b>	
310	Fournitures de bureau, imprimés, publicité	40'756	37'300	3'456	9%	26'985	
311	meublier, machines, véhicules et matériel	27'168	0	27'168	--	20'891	
312	Eau, énergie, combustible	11'265	11'538	-273	-2%	10'794	
313	Achats de fournitures et autres marchandises	70	0	70	--	199	
314	Entretien des immeubles par des tiers	18'790	93'720	-74'930	-80%	14'633	
315	Entretien d'objets mobiliers par des tiers	37'300	32'417	4'883	15%	36'562	
316	Loyers, fermages et redevance d'utilisation	10'420	0	10'420	--	9'305	
317	Dédommagements	16'146	38'180	-22'034	-58%	6'028	
318	Honoraires et prestations de service	215'024	249'406	-34'382	-14%	79'051	
319	Frais divers	2'116	2'200	-84	-4%	3'872	
<b>33 Amortissements</b>		<b>738</b>	<b>342'344</b>	<b>-341'606</b>	<b>-100%</b>	<b>0</b>	
331	Amortissements ordinaires du PA	738	342'344	-341'606	-100%	0	
<b>39 imputations internes</b>		<b>177'546</b>	<b>244'165</b>	<b>-66'619</b>	<b>-27%</b>	<b>179'406</b>	
390	Intérêts répartis	75	64'304	-64'229	-100%	0	
391	Mise à disposition de locaux	151'369	150'584	785	1%	151'654	
392	Autres prestations internes	26'102	29'277	-3'175	-11%	27'752	
<b>REVENUS</b>		<b>130'611</b>	<b>105'000</b>	<b>25'611</b>	<b>24%</b>	<b>3'080</b>	
<b>42 revenus des biens</b>		<b>105'000</b>	<b>105'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>0</b>	
427	Immeubles du patrimoine administratif	105'000	105'000	0	0%	0	
<b>43 revenus divers</b>		<b>25'611</b>	<b>0</b>	<b>25'611</b>	<b>--</b>	<b>3'080</b>	
434	Autres redevances d'utilis. et prest. de service	629	0	629	--	0	
436	Dédommagements de tiers	24'982	0	24'982	--	3'080	

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>08 IMMEUBLE DU PATR. ADMIN. (NON VENTIL.)</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>50'000</b>	<b>50'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>52'500</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>50'000</b>	<b>50'000</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>52'500</b>
365 subventions accordées - institutions privées	50'000	50'000	0	0%	52'500
<b>1 SÉCURITÉ PUBLIQUE</b>					
<b>10 PROTECTION JURIDIQUE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>3'617'985</b>	<b>4'345'330</b>	<b>-727'345</b>	<b>-17%</b>	<b>3'733'544</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'904'662</b>	<b>3'378'125</b>	<b>-473'463</b>	<b>-14%</b>	<b>2'976'383</b>
301 traitements du personnel	2'373'497	2'748'860	-375'363	-14%	2'417'595
303 Assurances sociales	180'949	218'192	-37'243	-17%	185'512
304 caisses de pensions et de prévoyance	292'442	344'011	-51'568	-15%	309'796
305 Assurance maladie et accidents	41'092	61'927	-20'835	-34%	42'220
306 prestations en nature	2'174	3'600	-1'426	-40%	1'916
309 Autres charges du personnel	14'508	1'536	12'972	845%	19'344
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>306'004</b>	<b>414'239</b>	<b>-108'235</b>	<b>-26%</b>	<b>319'042</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	28'081	62'500	-34'419	-55%	24'246
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'378	0	3'378	--	5'948
312 Eau, énergie, combustible	20'804	21'720	-916	-4%	19'680
313 Achats de fournitures et autres marchandises	11'548	15'000	-3'452	-23%	6'996
314 entretien des immeubles par des tiers	65'918	62'300	3'618	6%	56'557
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	67'866	94'194	-26'328	-28%	100'065
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'614	50'000	3'614	7%	52'512
317 Dédommagements	7'233	13'220	-5'987	-45%	5'290
318 Honoraires et prestations de service	47'562	92'805	-45'243	-49%	47'748
319 Frais divers	0	2'500	-2'500		0
<b>33 Amortissements</b>	<b>1'775</b>	<b>95'975</b>	<b>-94'200</b>	<b>-98%</b>	<b>3'608</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	1'775	95'975	-94'200	-98%	2'457
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	682
334 Pertes sur débiteurs	0	0	0	--	469
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>187'020</b>	<b>240'000</b>	<b>-52'980</b>	<b>-22%</b>	<b>215'803</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	187'020	240'000	-52'980	-22%	215'803
<b>39 Imputations internes</b>	<b>218'524</b>	<b>216'991</b>	<b>1'533</b>	<b>1%</b>	<b>218'708</b>
390 Intérêts répartis	98	141	-43	-30%	143
391 Mise à disposition de locaux	203'868	203'868	0	0%	203'340
392 Autres prestations internes	14'558	12'982	1'576	12%	15'225

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>REVENUS</b>	<b>1'537'717</b>	<b>1'494'000</b>	<b>43'717</b>	<b>3%</b>	<b>1'589'682</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>91</b>	<b>0</b>	<b>91</b>	<b>--</b>	<b>1'453</b>
429 Autres revenus	91	0	91	--	1'453
<b>43 revenus divers</b>	<b>1'537'626</b>	<b>1'494'000</b>	<b>43'626</b>	<b>3%</b>	<b>1'588'228</b>
431 Emoluments administratifs	1'520'117	1'479'000	41'117	3%	1'539'371
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	4'660	0	4'660	--	5'136
435 ventes	7'740	10'000	-2'260	-23%	6'700
436 Dédommagements de tiers	5'109	5'000	109	2%	37'022
<b>2 ENSEIGNEMENT ET FORMATION</b>					
<b>21 ÉCOLES PUBLIQUES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>63'270'825</b>	<b>60'861'399</b>	<b>2'409'426</b>	<b>4%</b>	<b>58'036'420</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>17'037'252</b>	<b>17'433'535</b>	<b>-396'283</b>	<b>-2%</b>	<b>15'242'233</b>
301 Traitements du personnel	12'941'465	13'816'238	-874'773	-6%	12'652'499
303 Assurances sociales	990'002	1'103'554	-113'552	-10%	971'920
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'343'150	1'394'813	-51'663	-4%	1'297'321
305 Assurance maladie et accidents	226'465	320'778	-94'313	-29%	217'499
306 Prestations en nature	44'189	51'000	-6'811	-13%	35'828
308 Personnel interimaire	1'444'328	741'200	703'128	95%	0
309 Autres charges du personnel	47'655	5'952	41'703	701%	67'166
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>14'826'082</b>	<b>13'098'891</b>	<b>1'727'191</b>	<b>13%</b>	<b>14'283'719</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'489	48'038	-17'549	-37%	56'546
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	586'577	652'000	-65'423	-10%	667'993
312 Eau, énergie, combustible	3'904'621	3'347'519	557'102	17%	3'613'058
313 Achats de fournitures et autres marchandises	600'185	637'496	-37'311	-6%	552'045
314 Entretien des immeubles par des tiers	7'045'536	5'435'852	1'609'684	30%	6'615'102
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	345'621	391'253	-45'632	-12%	397'560
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	582'906	593'910	-11'004	-2%	592'721
317 Dédommagements	438'262	442'254	-3'992	-1%	429'242
318 Honoraires et prestations de service	1'291'578	1'549'619	-258'041	-17%	1'359'053
319 Frais divers	307	950	-643	-68%	398
<b>33 Amortissements</b>	<b>17'379'576</b>	<b>15'557'634</b>	<b>1'821'943</b>	<b>12%</b>	<b>15'073'249</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	14'095'362	15'557'634	-1'462'272	-9%	13'837'794
332 Amortissements complémentaires du PA	3'280'296	0	3'280'296	--	1'241'657
334 Pertes sur débiteurs	3'919	0	3'919	--	-6'203
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>9'886'525</b>	<b>10'068'259</b>	<b>-181'734</b>	<b>-2%</b>	<b>8'953'906</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	123'266	305'000	-181'734	-60%	203'373
352 Dédommagements à des collect. publiques - communes	9'763'259	9'763'259	0	0%	8'750'533

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>36 subventions accordées</b>	<b>985'301</b>	<b>1'085'268</b>	<b>-99'967</b>	<b>-9%</b>	<b>1'003'111</b>
361 subventions accordées - cantons	201'408	317'890	-116'482	-37%	275'476
365 subventions accordées - institutions privées	750'603	737'378	13'225	2%	692'400
366 subventions accordées - personnes physiques	33'290	30'000	3'290	11%	35'235
<b>39 imputations internes</b>	<b>3'156'088</b>	<b>3'617'813</b>	<b>-461'725</b>	<b>-13%</b>	<b>3'480'202</b>
390 Intérêts répartis	2'557'014	3'038'568	-481'554	-16%	2'820'450
391 mise à disposition de locaux	333'180	326'500	6'680	2%	325'364
392 autres prestations internes	265'894	252'745	13'149	5%	334'389
<b>REVENUS</b>	<b>4'510'796</b>	<b>4'418'790</b>	<b>92'006</b>	<b>2%</b>	<b>4'523'197</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>4'033'364</b>	<b>3'823'119</b>	<b>210'245</b>	<b>5%</b>	<b>3'843'966</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	4'032'864	3'823'119	209'745	5%	3'843'966
429 Autres revenus	500	0	500	--	0
<b>43 revenus divers</b>	<b>227'040</b>	<b>263'100</b>	<b>-36'060</b>	<b>-14%</b>	<b>314'099</b>
434 autres redevances d'utilis. et prest. de service	24'962	17'900	7'062	39%	24'464
435 ventes	2'191	2'700	-509	-19%	2'375
436 dédommagements de tiers	175'426	37'500	137'926	368%	142'608
438 prestations du personnel pour les investissements	21'589	200'000	-178'411	-89%	136'990
439 autres contributions	2'872	5'000	-2'128	-43%	7'661
<b>45 dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>214'512</b>	<b>217'260</b>	<b>-2'748</b>	<b>-1%</b>	<b>247'128</b>
451 cantons	0	0	0	--	25'000
452 communes	214'512	217'260	-2'748	-1%	222'128
<b>46 subventions acquises</b>	<b>4</b>	<b>0</b>	<b>4</b>	<b>--</b>	<b>2'405</b>
469 autres subventions	4	0	4	--	2'405
<b>49 imputations internes</b>	<b>35'877</b>	<b>115'311</b>	<b>-79'434</b>	<b>-69%</b>	<b>115'599</b>
491 mise à disposition de locaux	31'557	113'071	-81'514	-72%	112'859
492 autres prestations internes	4'320	2'240	2'080	93%	2'740
<b>3 CULTURE ET LOISIRS</b>					
<b>30 ENCOURAGEMENT À LA CULTURE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>1'666'584</b>	<b>1'793'725</b>	<b>-127'141</b>	<b>-7%</b>	<b>1'349'742</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>1'143'167</b>	<b>1'209'000</b>	<b>-65'833</b>	<b>-5%</b>	<b>1'221'912</b>
314 entretien des immeubles par des tiers	1'143'167	1'209'000	-65'833	-5%	1'221'912
<b>36 subventions accordées</b>	<b>523'417</b>	<b>584'725</b>	<b>-61'308</b>	<b>-10%</b>	<b>127'830</b>
365 subventions accordées - institutions privées	523'417	584'725	-61'308	-10%	127'830
<b>34 SPORTS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>158'000</b>	<b>175'000</b>	<b>-17'000</b>	<b>-10%</b>	<b>11'000</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>158'000</b>	<b>175'000</b>	<b>-17'000</b>	<b>-10%</b>	<b>11'000</b>
365 subventions accordées - institutions privées	158'000	175'000	-17'000	-10%	11'000

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>35 AUTRES LOISIRS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>19'450'263</b>	<b>20'436'609</b>	<b>-986'346</b>	<b>-5%</b>	<b>19'227'423</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>781'761</b>	<b>954'568</b>	<b>-172'807</b>	<b>-18%</b>	<b>947'322</b>
301 Traitements du personnel	636'266	781'583	-145'317	-19%	765'057
303 Assurances sociales	48'681	62'207	-13'525	-22%	61'842
304 caisses de pensions et de prévoyance	84'549	92'277	-7'728	-8%	105'375
305 Assurance maladie et accidents	11'813	18'069	-6'256	-35%	14'640
306 Prestations en nature	120	0	120	--	0
309 Autres charges du personnel	332	432	-100	-23%	408
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>603'229</b>	<b>614'086</b>	<b>-10'857</b>	<b>-2%</b>	<b>732'021</b>
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	18'830	18'500	330	2%	10'995
312 Eau, énergie, combustible	151'870	104'953	46'917	45%	108'335
313 Achats de fournitures et autres marchandises	3'208	5'000	-1'792	-36%	2'524
314 Entretien des immeubles par des tiers	174'310	222'549	-48'239	-22%	186'768
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	2'244	5'460	-3'216	-59%	6'515
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	211'837	241'484	-29'647	-12%	374'766
317 Dédommagements	1'320	0	1'320	--	1'320
318 honoraires et prestations de service	39'607	16'140	23'467	145%	39'966
319 Frais divers	3	0	3	--	831
<b>33 Amortissements</b>	<b>191'815</b>	<b>191'815</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>191'815</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	191'815	191'815	0	0%	191'815
<b>36 subventions accordées</b>	<b>17'105'959</b>	<b>17'972'431</b>	<b>-866'472</b>	<b>-5%</b>	<b>16'605'410</b>
361 subventions accordées - cantons	8'650'084	9'317'832	-667'748	-7%	8'520'354
365 subventions accordées - institutions privées	8'455'876	8'654'599	-198'723	-2%	8'085'056
<b>39 imputations internes</b>	<b>767'498</b>	<b>703'709</b>	<b>63'789</b>	<b>9%</b>	<b>750'854</b>
390 Intérêts répartis	36'643	44'238	-7'595	-17%	44'825
391 Mise à disposition de locaux	644'992	616'173	28'819	5%	642'928
392 Autres prestations internes	85'863	43'298	42'565	98%	63'102
<b>REVENUS</b>	<b>789'897</b>	<b>763'602</b>	<b>26'295</b>	<b>3%</b>	<b>779'163</b>
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>682'769</b>	<b>679'602</b>	<b>3'167</b>	<b>0%</b>	<b>676'701</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	682'769	679'602	3'167	0%	676'215
429 Autres revenus	0	0	0	--	486
<b>43 Revenus divers</b>	<b>107'128</b>	<b>84'000</b>	<b>23'128</b>	<b>28%</b>	<b>102'463</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	94'662	84'000	10'662	13%	94'122
436 Dédommagements de tiers	12'466	0	12'466	--	8'341

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>5 PRÉVOYANCE SOCIALE</b>					
<b>54 INSTITUTIONS POUR LA JEUNESSE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>97'305'122</b>	<b>101'507'361</b>	<b>-4'202'239</b>	<b>-4%</b>	<b>97'742'295</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>7'273'237</b>	<b>7'470'378</b>	<b>-197'140</b>	<b>-3%</b>	<b>6'902'172</b>
300 Autorités et commissions	10'549	9'000	1'549	17%	6'507
301 Traitements du personnel	5'790'212	5'991'660	-201'449	-3%	5'548'536
303 Assurances sociales	445'590	478'251	-32'661	-7%	430'221
304 caisses de pensions et de prévoyance	864'887	851'869	13'018	2%	784'007
305 Assurance maladie et accidents	92'719	130'725	-38'007	-29%	89'223
306 Prestations en nature	3'469	4'800	-1'332	-28%	2'714
309 Autres charges du personnel	65'812	4'072	61'740	1516%	40'963
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>4'288'861</b>	<b>5'286'046</b>	<b>-997'185</b>	<b>-19%</b>	<b>4'654'359</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	97'915	158'450	-60'535	-38%	66'900
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	292'287	294'268	-1'981	-1%	261'339
312 Eau, énergie, combustible	222'893	201'799	21'094	10%	221'056
313 Achats de fournitures et autres marchandises	47'935	84'835	-36'900	-43%	62'397
314 Entretien des immeubles par des tiers	922'668	1'554'183	-631'515	-41%	1'313'029
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	162'047	208'318	-46'271	-22%	251'848
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'410'498	1'528'775	-118'277	-8%	1'352'278
317 Dédommagements	34'040	39'800	-5'760	-14%	27'820
318 Honoraires et prestations de service	1'095'287	1'211'118	-115'831	-10%	1'095'882
319 Frais divers	3'291	4'500	-1'209	-27%	1'809
<b>33 Amortissements</b>	<b>2'032'999</b>	<b>2'149'206</b>	<b>-116'207</b>	<b>-5%</b>	<b>2'351'131</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	2'034'449	2'149'206	-114'757	-5%	2'183'952
332 Amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	168'379
334 Pertes sur débiteurs	-1'450	0	-1'450	--	-1'200
<b>36 subventions accordées</b>	<b>82'809'211</b>	<b>85'658'236</b>	<b>-2'849'025</b>	<b>-3%</b>	<b>82'907'060</b>
361 subventions accordées - cantons	249'719	0	249'719	--	232'552
365 subventions accordées - institutions privées	82'068'204	85'178'236	-3'110'032	-4%	82'161'449
366 subventions accordées - personnes physiques	491'289	480'000	11'289	2%	513'059
<b>39 imputations internes</b>	<b>900'814</b>	<b>943'495</b>	<b>-42'681</b>	<b>-5%</b>	<b>927'573</b>
390 Intérêts répartis	297'716	354'158	-56'442	-16%	355'176
391 Mise à disposition de locaux	408'599	420'908	-12'310	-3%	426'599
392 Autres prestations internes	194'500	168'429	26'071	15%	145'799
<b>REVENUS</b>	<b>6'824'720</b>	<b>5'768'165</b>	<b>1'056'555</b>	<b>18%</b>	<b>6'002'487</b>
<b>42 Revenus des biens</b>	<b>5'407'390</b>	<b>5'398'935</b>	<b>8'455</b>	<b>0%</b>	<b>5'376'613</b>
427 Immeubles du patrimoine administratif	5'407'390	5'398'135	9'255	0%	5'375'942
429 Autres revenus	0	800	-800		671

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>43 Revenus divers</b>	<b>399'951</b>	<b>17'600</b>	<b>382'351</b>	<b>2172%</b>	<b>127'764</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	297'318	0	297'318	--	80'381
435 ventes	37'861	11'000	26'861	244%	14'045
436 Dédommagements de tiers	46'668	6'600	40'068	607%	33'155
439 Autres contributions	18'104	0	18'104	--	183
<b>45 Dédommagements de collectivités publiques</b>	<b>58'220</b>	<b>65'000</b>	<b>-6'780</b>	<b>-10%</b>	<b>71'480</b>
451 cantons	20'000	20'000	0	0%	20'000
452 communes	38'220	45'000	-6'780	-15%	51'480
<b>46 subventions acquises</b>	<b>959'159</b>	<b>286'630</b>	<b>672'529</b>	<b>235%</b>	<b>426'630</b>
460 subventions acquises - confédération	355'689	0	355'689	--	0
461 subventions acquises - cantons	126'630	126'630	0	0%	126'630
469 Autres subventions	476'840	160'000	316'840	198%	300'000
<b>58 AIDE SOCIALE</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>44'204'089</b>	<b>43'367'382</b>	<b>836'707</b>	<b>2%</b>	<b>40'995'396</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>10'790'300</b>	<b>11'393'108</b>	<b>-602'808</b>	<b>-5%</b>	<b>10'782'117</b>
301 traitements du personnel	8'668'414	9'050'526	-382'112	-4%	8'636'520
303 Assurances sociales	668'136	721'463	-53'327	-7%	663'366
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'024'626	1'173'969	-149'344	-13%	1'046'405
305 Assurance maladie et accidents	144'384	197'233	-52'849	-27%	144'514
306 prestations en nature	1'286	7'500	-6'214	-83%	4'666
308 personnel interimaire	196'000	200'000	-4'000	-2%	216'369
309 Autres charges du personnel	87'454	42'416	45'038	106%	70'277
<b>31 Biens, services et marchandises</b>	<b>5'948'770</b>	<b>5'753'790</b>	<b>194'980</b>	<b>3%</b>	<b>5'413'726</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	225'293	289'257	-63'964	-22%	248'739
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	143'271	117'300	25'971	22%	164'458
312 Eau, énergie, combustible	322'638	277'342	45'296	16%	315'298
313 Achats de fournitures et autres marchandises	86'720	136'727	-50'007	-37%	53'554
314 Entretien des immeubles par des tiers	1'175'567	836'973	338'594	40%	877'644
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	183'022	185'822	-2'800	-2%	202'977
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'061'083	3'172'773	-111'690	-4%	2'920'892
317 Dédommagements	50'002	47'850	2'152	4%	32'213
318 honoraires et prestations de service	691'543	669'756	21'787	3%	585'008
319 Frais divers	9'631	19'990	-10'359	-52%	12'944
<b>33 Amortissements</b>	<b>3'177'116</b>	<b>1'563'766</b>	<b>1'613'349</b>	<b>103%</b>	<b>1'428'567</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	1'763'457	1'563'766	199'691	13%	1'429'367
332 Amortissements complémentaires du PA	1'413'658	0	1'413'658	--	0
334 pertes sur débiteurs	0	0	0	--	-800

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>36 subventions accordées</b>	<b>22'382'019</b>	<b>22'835'530</b>	<b>-453'511</b>	<b>-2%</b>	<b>21'659'073</b>
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	582'128	624'970	-42'842	-7%	526'461
365 subventions accordées - institutions privées	9'264'421	9'395'760	-131'339	-1%	8'906'464
366 subventions accordées - personnes physiques	12'535'470	12'814'800	-279'330	-2%	12'166'647
367 subventions accordées - étranger	0	0	0	--	59'500
<b>37 subventions redistribuées</b>	<b>98</b>	<b>0</b>	<b>98</b>	<b>--</b>	<b>162</b>
371 subventions redistribuées - cantons	98	0	98	--	162
<b>39 imputations internes</b>	<b>1'905'787</b>	<b>1'821'188</b>	<b>84'599</b>	<b>5%</b>	<b>1'711'750</b>
390 Intérêts répartis	488'892	433'639	55'253	13%	389'992
391 mise à disposition de locaux	1'235'422	1'289'115	-53'694	-4%	1'146'625
392 Autres prestations internes	181'473	98'434	83'039	84%	175'133
<b>REVENUS</b>	<b>2'039'215</b>	<b>1'687'580</b>	<b>351'635</b>	<b>21%</b>	<b>1'551'465</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>1'401'193</b>	<b>1'190'580</b>	<b>210'613</b>	<b>18%</b>	<b>919'886</b>
425 Prêts du patrimoine administratif	116'469	116'468	1	0%	116'469
427 Immeubles du patrimoine administratif	1'284'724	1'074'112	210'612	20%	803'417
<b>43 revenus divers</b>	<b>179'641</b>	<b>97'000</b>	<b>82'641</b>	<b>85%</b>	<b>206'658</b>
434 Autres redevances d'utilis. et prest. de service	91'864	89'000	2'864	3%	102'542
435 ventes	8'818	0	8'818	--	6'973
436 Dédommagements de tiers	64'159	0	64'159	--	82'891
439 Autres contributions	14'800	8'000	6'800	85%	14'252
<b>46 subventions acquises</b>	<b>449'055</b>	<b>400'000</b>	<b>49'055</b>	<b>12%</b>	<b>421'691</b>
461 subventions acquises - cantons	351'748	400'000	-48'252	-12%	421'091
469 Autres subventions	97'307	0	97'307	--	600
<b>47 subventions à redistribuer</b>	<b>98</b>	<b>0</b>	<b>98</b>	<b>--</b>	<b>162</b>
471 subventions à redistribuer - cantons	98	0	98	--	162
<b>49 imputations internes</b>	<b>9'228</b>	<b>0</b>	<b>9'228</b>	<b>--</b>	<b>3'068</b>
491 mise à disposition de locaux	9'228	0	9'228	--	3'068
<b>6 TRAFIC</b>					
<b>62 ROUTES COMMUNALES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>3'360</b>	<b>3'360</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>3'360</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>3'360</b>	<b>3'360</b>	<b>0</b>	<b>0%</b>	<b>3'360</b>
365 subventions accordées - institutions privées	3'360	3'360	0	0%	3'360
<b>65 TRAFIC RÉGIONAL</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>108'938</b>	<b>110'000</b>	<b>-1'062</b>	<b>-1%</b>	<b>90'212</b>
<b>36 subventions accordées</b>	<b>108'938</b>	<b>110'000</b>	<b>-1'062</b>	<b>-1%</b>	<b>90'212</b>
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	108'938	110'000	-1'062	-1%	90'212

en francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRON.</b>					
<b>72 TRAITEMENT DES DÉCHETS</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>2'655</b>	<b>55'000</b>	<b>-52'345</b>	<b>-95%</b>	<b>116'166</b>
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>2'655</b>	<b>55'000</b>	<b>-52'345</b>	<b>-95%</b>	<b>116'166</b>
318 honoraires et prestations de service	2'655	55'000	-52'345	-95%	116'166
<b>74 CIMETIÈRES ET CRÉMATOIRES</b>					
<b>CHARGES</b>	<b>11'965'975</b>	<b>12'541'241</b>	<b>-575'266</b>	<b>-5%</b>	<b>15'350'993</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>7'725'886</b>	<b>8'144'890</b>	<b>-419'004</b>	<b>-5%</b>	<b>10'327'063</b>
301 traitements du personnel	6'148'338	6'534'007	-385'669	-6%	8'286'229
303 assurances sociales	470'801	518'894	-48'092	-9%	633'070
304 caisses de pensions et de prévoyance	829'167	801'087	28'081	4%	1'045'458
305 assurance maladie et accidents	126'016	153'831	-27'815	-18%	203'721
306 prestations en nature	93'191	124'000	-30'809	-25%	119'233
309 autres charges du personnel	58'373	13'072	45'301	347%	39'353
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>3'084'841</b>	<b>3'197'426</b>	<b>-112'585</b>	<b>-4%</b>	<b>3'954'526</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	54'126	65'439	-11'313	-17%	51'218
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	43'966	41'700	2'266	5%	57'221
312 eau, énergie, combustible	456'445	331'629	124'816	38%	440'564
313 achats de fournitures et autres marchandises	977'778	1'330'682	-352'904	-27%	1'433'237
314 entretien des immeubles par des tiers	1'158'517	1'018'169	140'348	14%	1'323'358
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	173'302	149'322	23'980	16%	150'887
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	15'281	3'500	11'781	337%	240'309
317 dédommagements	18'655	36'600	-17'945	-49%	20'913
318 honoraires et prestations de service	180'821	214'385	-33'564	-16%	230'088
319 frais divers	5'952	6'000	-48	-1%	6'730
<b>33 amortissements</b>	<b>823'213</b>	<b>859'730</b>	<b>-36'517</b>	<b>-4%</b>	<b>902'372</b>
331 amortissements ordinaires du PA	811'476	829'730	-18'255	-2%	851'138
332 amortissements complémentaires du PA	0	0	0	--	53'066
334 pertes sur débiteurs	11'737	30'000	-18'263	-61%	-1'832
<b>36 subventions accordées</b>	<b>4'455</b>	<b>0</b>	<b>4'455</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
366 subventions accordées - personnes physiques	4'455	0	4'455	--	0
<b>39 imputations internes</b>	<b>327'581</b>	<b>339'195</b>	<b>-11'614</b>	<b>-3%</b>	<b>167'032</b>
390 intérêts répartis	100'122	124'267	-24'145	-19%	125'913
391 mise à disposition de locaux	203'712	203'712	0	0%	8'568
392 autres prestations internes	23'746	11'216	12'530	112%	32'551
<b>REVENUS</b>	<b>3'575'421</b>	<b>3'493'600</b>	<b>81'821</b>	<b>2%</b>	<b>3'646'883</b>
<b>42 revenus des biens</b>	<b>228'619</b>	<b>180'000</b>	<b>48'619</b>	<b>27%</b>	<b>227'452</b>
427 immeubles du patrimoine administratif	227'750	180'000	47'750	27%	226'089

en francs		C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
429	Autres revenus	870	0	870	--	1'363
<b>43</b>	<b>revenus divers</b>	<b>3'274'145</b>	<b>3'292'600</b>	<b>-18'455</b>	<b>-1%</b>	<b>3'390'993</b>
434	Autres redevances d'utilis. et prest. de service	2'358'017	2'335'000	23'017	1%	2'307'537
435	ventes	770'398	950'000	-179'602	-19%	871'883
436	Dédommagements de tiers	67'372	7'600	59'772	786%	129'439
439	Autres contributions	78'358	0	78'358	--	82'135
<b>49</b>	<b>imputations internes</b>	<b>72'657</b>	<b>21'000</b>	<b>51'657</b>	<b>246%</b>	<b>28'438</b>
492	Autres prestations internes	72'657	21'000	51'657	246%	28'438
<b>78 AUTRES TÂCHES DE PROTECTION DE L'ENV.</b>						
<b>CHARGES</b>		<b>78'650</b>	<b>78'800</b>	<b>-150</b>	<b>-0%</b>	<b>62'500</b>
<b>36</b>	<b>subventions accordées</b>	<b>78'650</b>	<b>78'800</b>	<b>-150</b>	<b>-0%</b>	<b>62'500</b>
365	subventions accordées - institutions privées	78'650	78'800	-150	-0%	62'500
<b>9 FINANCES ET IMPÔTS</b>						
<b>94 CHARGES ET REVENUS DES CAPITAUX</b>						
<b>CHARGES</b>		<b>8</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>--</b>	<b>299</b>
<b>31</b>	<b>biens, services et marchandises</b>	<b>8</b>	<b>0</b>	<b>8</b>	<b>--</b>	<b>0</b>
319	Frais divers	8	0	8	--	0
<b>32</b>	<b>intérêts passifs</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>--</b>	<b>299</b>
320	Engagements courants	0	0	0	--	299
<b>REVENUS</b>		<b>361</b>	<b>0</b>	<b>361</b>	<b>--</b>	<b>862</b>
<b>42</b>	<b>revenus des biens</b>	<b>361</b>	<b>0</b>	<b>361</b>	<b>--</b>	<b>862</b>
420	AVOIRS à vue	138	0	138	--	137
421	créances	203	0	203	--	725
429	Autres revenus	20	0	20	--	0

## 4.6.5 RESSOURCES HUMAINES

COHÉSION SOCIALE ET SOLIDARITÉ				FIXES					AUXILIAIRES		
				301180 (ETP)					301190 (CHF)		
cellule de gestion	Libellé cellule de gestion	PP	Libellé PP	Postes occupés	Postes vacants	Total postes	B 2012 postes	Écart postes	C 2012	B 2012	Écarts
50010000	direction cohésion sociale et solidarité	05	Administration générale	15.2	1.8	17.0	11.4	5.6	671'650	537'500	134'150
50010001	proximité et vie associative	58	Aide sociale	-	-	-	1.5	-1.5	-	37'025	-37'025
50020000	service de la petite enfance	54	Institutions pour la jeunesse	36.2	-	36.2	35.7	0.5	10'924	103'360	-92'436
50030000	Administration et patrimoine-Écoles	21	Écoles publiques	16.0	-	16.0	20.0	-4.0	257'539	-	257'539
50030004	Infrastructures périscolaires-Écoles	54	Institutions pour la jeunesse	-	-	-	1.0	-1.0	-	-	-
50030100	Logistique et conciergerie - Écoles	21	Écoles publiques	79.4	9.9	89.3	89.1	0.2	195'984	80'800	115'184
50030101	Patrouille scolaire-Écoles	21	Écoles publiques	27.6	1.6	29.2	29.2	-	133'319	-	133'319
50050000	État civil	10	Protection juridique	20.1	-	20.1	22.4	-2.3	20'463	96'820	-76'357
50050100	Pièces d'identité	10	Protection juridique	2.8	-	2.8	3.2	-0.4	12'408	79'790	-67'382
50060000	direction pompes funèbres	74	cimetières et crématoires	57.6	3.0	60.6	61.4	-0.8	210'193	71'700	138'493
50070000	direction - action sociale centralisée	58	Aide sociale	24.2	1.8	26.0	25.7	0.3	33'215	21'100	12'115
50070001	Action communautaire (CAS)	58	Aide sociale	27.3	2.2	29.5	30.1	-0.6	286'444	101'000	185'444
50070003	Immeubles avec infirmeries	58	Aide sociale	3.6	-	3.6	3.6	-	-	-	-
50070004	Espace Aîné-e-s	35	Autres loisirs	5.5	1.0	6.5	6.7	-0.2	30'345	11'320	19'025
50070005	Lutte contre l'exclusion	58	Aide sociale	11.2	0.8	12.0	12.6	-0.6	770'744	400'000	370'744
50080000	service de la jeunesse	54	Institutions pour la jeunesse	13.6	1.2	14.8	15.4	-0.6	290'573	123'725	166'848
	TOTAUX			340.3	23.3	363.6	369.0	-5.4	2'923'800	1'664'140	1'259'660

#### 4.6.6 SUBVENTIONS PAR POLITIQUE PUBLIQUE

en milliers de francs	C 2012	B 2012	ÉCART	%	C 2011
<b>subventions sans prestations en nature</b>	<b>109'997</b>	<b>114'849</b>	<b>-4'852</b>	<b>-4%</b>	<b>108'902</b>
Administration générale	50	50	0	0%	53
enseignement et formation	901	996	-96	-10%	914
culture et loisirs	13'085	14'098	-1'013	-7%	12'459
prévoyance sociale	95'774	99'516	-3'742	-4%	95'324
trafic	109	110	-1	-1%	90
protection et aménagement de l'environ.	79	79	-0	-0%	63
<b>gratuités</b>	<b>14'212</b>	<b>13'704</b>	<b>508</b>	<b>4%</b>	<b>13'620</b>
enseignement et formation	85	89	-4	-5%	89
culture et loisirs	4'703	4'634	68	1%	4'285
prévoyance sociale	9'417	8'977	440	5%	9'242
trafic	3	3	0	0%	3
protection et aménagement de l'environ.	4	0	4	--	0
<b>total général</b>	<b>124'209</b>	<b>128'553</b>	<b>-4'344</b>	<b>-3%</b>	<b>122'522</b>





# 5

## ANNEXES

## 5 ANNEXES

### 5.1 PRÉSENTATIONS « LÉGALES »

#### 5.1.1 CHARGES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE ET CHAPITRE COMPTABLE

##### 5.1.1.1 ADMINISTRATION GÉNÉRALE

en francs	01 conseil municipal	02 conseil administratif, maire et adjoint	05 Administration générale	08 immeuble du patr. admin. (non ventilé)	09 divers (non ventilables)	total général
<b>CHARGES</b>	<b>2'772'591</b>	<b>2'143'480</b>	<b>119'543'793</b>	<b>14'042'403</b>	<b>7'455'204</b>	<b>145'957'471</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'057'004</b>	<b>1'283'079</b>	<b>80'638'172</b>	<b>1'811'486</b>	<b>7'455'204</b>	<b>93'244'945</b>
300 Autorités et commissions	1'981'799		7'605			1'989'404
301 traitements du personnel		1'183'277	63'314'088	1'484'599		65'981'964
303 Assurances sociales	71'813	89'182	6'123'109	114'973		6'399'077
304 caisses de pensions et de prévoyance			8'540'733	170'898		8'711'631
305 Assurance maladie et accidents	3'234	10'396	1'335'703	28'136		1'377'468
306 Prestations en nature			154'369	12'115		166'484
307 Prestations aux pensionnés					7'455'204	7'455'204
308 Personnel interimaire			48'333			48'333
309 Autres charges du personnel	159	224	1'114'232	765		1'115'380
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>610'333</b>	<b>837'466</b>	<b>21'780'156</b>	<b>6'078'512</b>		<b>29'306'467</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	72'258	3'149	1'484'619	3'632		1'563'657
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	2'185	6'574	915'982	36'616		961'357
312 eau, énergie, combustible			1'536'637	517'103		2'053'740
313 Achats de fournitures et autres marchandises	-	2'117	3'672'321	51'411		3'725'849
314 Entretien des immeubles par des tiers	1'288	20'575	2'598'776	3'072'269		5'692'908
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	26'634	14'521	3'267'124	27'476		3'335'756
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	896	12'412	1'145'652	270'726		1'429'686
317 Dédommagements	185'063	151'262	668'829			1'005'154
318 honoraires et prestations de service	313'709	459'739	5'573'620	1'815'515		8'162'582
319 Frais divers	8'301	167'118	916'594	283'764		1'375'778
<b>33 Amortissements</b>	<b>92'477</b>	<b>-</b>	<b>11'025'425</b>	<b>3'874'060</b>		<b>14'991'963</b>
330 Amortissements ordinaires du PF			639'760			639'760
331 Amortissements ordinaires du PA	92'477		7'591'772	4'190'255		11'874'503
332 Amortissements complémentaires du PA		-	-	90'778		90'778
334 pertes sur débiteurs			2'793'893	-406'973		2'386'921
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>			<b>42'754</b>	<b>2'368</b>		<b>45'122</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons			42'754	2'368		45'122
<b>36 subventions accordées</b>	<b>2'000</b>		<b>21'300</b>	<b>1'441'652</b>		<b>1'464'952</b>
360 subventions accordées - confédération				387'780		387'780
361 subventions accordées - cantons			9'800			9'800
365 subventions accordées - institutions privées	2'000		11'500	1'053'872		1'067'372
<b>37 subventions redistribuées</b>			<b>75'750</b>			<b>75'750</b>
376 personnes physiques			75'750			75'750
<b>39 imputations internes</b>	<b>10'777</b>	<b>22'935</b>	<b>5'960'237</b>	<b>834'324</b>		<b>6'828'273</b>
390 Intérêts répartis	3'164	-	1'282'980	789'456		2'075'599
391 mise à disposition de locaux		11'838	3'804'018	19'200		3'835'056
392 Autres prestations internes	7'613	11'098	873'239	25'669		917'618

### 5.1.1.2 SÉCURITÉ PUBLIQUE

En francs	10 protection juridique	11 sécurité municipale	14 incendie et secours	16 protection civile	total général
<b>CHARGES</b>	<b>9'388'021</b>	<b>46'150'678</b>	<b>46'243'605</b>	<b>3'888'707</b>	<b>105'671'010</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'904'662</b>	<b>26'542'423</b>	<b>37'759'291</b>	<b>1'974'299</b>	<b>69'180'675</b>
301 traitements du personnel	2'373'497	20'877'639	29'437'836	1'614'376	54'303'347
303 Assurances sociales	180'949	1'587'470	2'231'247	125'818	4'125'484
304 caisses de pensions et de prévoyance	292'442	2'678'437	4'210'181	204'080	7'385'141
305 Assurance maladie et accidents	41'092	363'508	509'798	27'981	942'379
306 Prestations en nature	2'174	692'648	265'991	49	960'861
309 Autres charges du personnel	14'508	342'721	1'104'238	1'995	1'463'462
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>306'004</b>	<b>2'312'640</b>	<b>6'152'045</b>	<b>1'497'683</b>	<b>10'268'372</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	28'081	291'708	103'996	3'865	427'651
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	3'378	165'066	895'495	19'257	1'083'196
312 Eau, énergie, combustible	20'804	274'260	501'373	338'127	1'134'564
313 Achats de fournitures et autres marchandises	11'548	81'314	1'403'396	64'614	1'560'873
314 Entretien des immeubles par des tiers	65'918	457'977	1'190'693	864'120	2'578'708
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers	67'866	413'023	1'026'572	35'211	1'542'672
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	53'614	357'841	32'824	10'261	454'540
317 Dédommagements	7'233	33'669	385'829	3'291	430'022
318 Honoraires et prestations de service	47'562	228'469	601'525	157'436	1'034'992
319 Frais divers	-	9'314	10'342	1'500	21'155
<b>33 Amortissements</b>	<b>1'775</b>	<b>-195'279</b>	<b>1'496'407</b>	<b>149'823</b>	<b>1'452'726</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	1'775	37'068	1'129'174	149'476	1'317'493
332 Amortissements complémentaires du PA	-	-	-	-	-
334 Pertes sur débiteurs	-	-232'347	367'234	347	135'233
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>187'020</b>	<b>16'251'414</b>		<b>208'124</b>	<b>16'646'558</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	187'020	16'251'414		208'124	16'646'558
<b>36 subventions accordées</b>	<b>5'770'035</b>	<b>20'104</b>	<b>36'767</b>	<b>9'011</b>	<b>5'835'917</b>
365 subventions accordées - institutions privées	5'481'330	20'104	36'767	9'011	5'547'212
366 subventions accordées - personnes physiques	288'705	-			288'705
<b>39 imputations internes</b>	<b>218'524</b>	<b>1'219'376</b>	<b>799'094</b>	<b>49'768</b>	<b>2'286'762</b>
390 Intérêts répartis	98	30'419	65'250	14'051	109'817
391 mise à disposition de locaux	203'868	1'136'207	685'826	30'356	2'056'257
392 Autres prestations internes	14'558	52'750	48'018	5'361	120'688

### 5.1.1.3 ENSEIGNEMENT ET FORMATION

en francs	21 écoles publiques	total général
<b>CHARGES</b>	<b>63'655'753</b>	<b>63'655'753</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>17'037'252</b>	<b>17'037'252</b>
301 traitements du personnel	12'941'465	12'941'465
303 Assurances sociales	990'002	990'002
304 caisses de pensions et de prévoyance	1'343'150	1'343'150
305 Assurance maladie et accidents	226'465	226'465
306 Prestations en nature	44'189	44'189
308 personnel interimaire	1'444'328	1'444'328
309 Autres charges du personnel	47'655	47'655
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>14'826'082</b>	<b>14'826'082</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	30'489	30'489
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	586'577	586'577
312 eau, énergie, combustible	3'904'621	3'904'621
313 Achats de fournitures et autres marchandises	600'185	600'185
314 Entretien des immeubles par des tiers	7'045'536	7'045'536
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	345'621	345'621
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	582'906	582'906
317 Dédommagements	438'262	438'262
318 honoraires et prestations de service	1'291'578	1'291'578
319 Frais divers	307	307
<b>33 Amortissements</b>	<b>17'379'576</b>	<b>17'379'576</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	14'095'362	14'095'362
332 Amortissements complémentaires du PA	3'280'296	3'280'296
334 Pertes sur débiteurs	3'919	3'919
<b>35 Dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>9'886'525</b>	<b>9'886'525</b>
351 Dédommagements à des collect. publiques - cantons	123'266	123'266
352 Dédommagements à des collect. publiques - communes	9'763'259	9'763'259
<b>36 subventions accordées</b>	<b>1'370'229</b>	<b>1'370'229</b>
361 subventions accordées - cantons	201'408	201'408
365 subventions accordées - institutions privées	1'130'331	1'130'331
366 subventions accordées - personnes physiques	33'290	33'290
367 subventions accordées - étranger	5'200	5'200
<b>39 imputations internes</b>	<b>3'156'088</b>	<b>3'156'088</b>
390 Intérêts répartis	2'557'014	2'557'014
391 Mise à disposition de locaux	333'180	333'180
392 Autres prestations internes	265'894	265'894

#### 5.1.1.4 CULTURE ET LOISIRS

en francs	30 encourage- ment à la culture	33 parcs et pro- menades	34 sports	35 autres loisirs	total général
<b>CHARGES</b>	<b>257'811'568</b>	<b>35'792'498</b>	<b>48'057'399</b>	<b>19'730'351</b>	<b>361'391'815</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>126'111'297</b>	<b>27'150'209</b>	<b>22'109'424</b>	<b>781'761</b>	<b>176'152'691</b>
300 Autorités et commissions		-			-
301 traitements du personnel	101'216'927	21'611'823	18'081'958	636'266	141'546'974
303 Assurances sociales	7'794'448	1'649'721	1'386'630	48'681	10'879'480
304 caisses de pensions et de prévoyance	13'131'817	2'838'821	2'092'409	84'549	18'147'595
305 Assurance maladie et accidents	2'226'620	736'071	387'253	11'813	3'361'756
306 prestations en nature	457'440	136'594	59'518	120	653'672
308 personnel interimaire	732'128				732'128
309 autres charges du personnel	551'918	177'179	101'657	332	831'086
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>44'904'655</b>	<b>5'050'128</b>	<b>8'442'520</b>	<b>603'229</b>	<b>59'000'532</b>
310 fournitures de bureau, imprimés, publicité	7'039'132	81'304	206'798		7'327'234
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	1'919'801	370'523	495'335	18'830	2'804'489
312 eau, énergie, combustible	2'940'214	894'980	3'228'674	151'870	7'215'738
313 achats de fournitures et autres marchandises	2'396'421	1'240'548	968'949	3'208	4'609'126
314 entretien des immeubles par des tiers	11'911'063	832'950	1'661'633	174'310	14'579'957
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	1'925'252	209'464	253'750	2'244	2'390'709
316 loyers, fermages et redevance d'utilisation	3'712'433	396'782	44'708	211'837	4'365'759
317 dédommagements	437'292	55'870	15'962	1'320	510'444
318 honoraires et prestations de service	12'431'086	948'054	1'558'879	39'607	14'977'627
319 frais divers	191'961	19'653	7'832	3	219'449
<b>33 Amortissements</b>	<b>8'361'896</b>	<b>2'695'194</b>	<b>6'500'486</b>	<b>191'815</b>	<b>17'749'392</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	7'986'379	2'283'700	5'146'594	191'815	15'608'488
332 Amortissements complémentaires du PA	317'445	411'495	1'308'492		2'037'432
334 pertes sur débiteurs	58'072		45'400		103'472
35 dédommagements à des collectivités publiques	-		1'163'439		1'163'439
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	-				-
352 dédommagements à des collect. publiques - communes			1'163'439		1'163'439
<b>36 subventions accordées</b>	<b>74'682'476</b>	<b>64'247</b>	<b>8'595'508</b>	<b>17'386'047</b>	<b>100'728'278</b>
361 subventions accordées - cantons	332'001			8'650'084	8'982'084
362 subventions accordées - communes	100'310				100'310
363 subventions accordées - propres établissements	6'288'591				6'288'591
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	52'593				52'593
365 subventions accordées - institutions privées	67'283'922	64'247	8'530'308	8'735'964	84'614'441
366 subventions accordées - personnes physiques	514'013		65'200		579'213
367 subventions accordées - étranger	111'046				111'046
<b>38 Attribution aux financements spéciaux</b>	<b>62'103</b>				<b>62'103</b>
380 Attribution aux financements spéciaux					-
386 Attribution aux financements spéciaux	62'103				62'103
<b>39 imputations internes</b>	<b>3'689'141</b>	<b>832'720</b>	<b>1'246'022</b>	<b>767'498</b>	<b>6'535'381</b>
390 intérêts répartis	1'148'742	405'063	591'229	36'643	2'181'677
391 mise à disposition de locaux	1'279'207	279'185	36'111	644'992	2'239'495
392 autres prestations internes	1'261'192	148'471	618'681	85'863	2'114'208

### 5.1.1.5 PRÉVOYANCE SOCIALE

en francs	54 institutions pour la jeunesse	58 Aide sociale	total général
<b>CHARGES</b>	<b>98'000'752</b>	<b>57'709'146</b>	<b>155'709'898</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>7'273'237</b>	<b>10'905'406</b>	<b>18'178'643</b>
300 Autorités et commissions	10'549	6'455	17'004
301 traitements du personnel	5'790'212	8'757'822	14'548'034
303 Assurances sociales	445'590	675'410	1'121'000
304 caisses de pensions et de prévoyance	864'887	1'034'704	1'899'591
305 Assurance maladie et accidents	92'719	146'247	238'966
306 Prestations en nature	3'469	1'286	4'754
308 Personnel interimaire		196'000	196'000
309 Autres charges du personnel	65'812	87'482	153'294
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>4'288'861</b>	<b>6'011'866</b>	<b>10'300'727</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité	97'915	225'293	323'208
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	292'287	143'271	435'558
312 Eau, énergie, combustible	222'893	322'638	545'531
313 Achats de fournitures et autres marchandises	47'935	86'720	134'654
314 entretien des immeubles par des tiers	922'668	1'175'567	2'098'235
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	162'047	183'022	345'069
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	1'410'498	3'061'083	4'471'581
317 dédommagements	34'040	50'002	84'042
318 honoraires et prestations de service	1'095'287	754'640	1'849'927
319 Frais divers	3'291	9'631	12'922
<b>33 Amortissements</b>	<b>2'032'999</b>	<b>3'177'116</b>	<b>5'210'114</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	2'034'449	1'763'457	3'797'906
332 Amortissements complémentaires du PA	-	1'413'658	1'413'658
334 Pertes sur débiteurs	-1'450	-	-1'450
<b>36 subventions accordées</b>	<b>83'504'841</b>	<b>35'708'874</b>	<b>119'213'715</b>
361 subventions accordées - cantons	249'719		249'719
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte		582'128	582'128
365 subventions accordées - institutions privées	82'763'834	16'724'305	99'488'139
366 subventions accordées - personnes physiques	491'289	13'541'385	14'032'673
367 subventions accordées - étranger		4'861'056	4'861'056
<b>37 subventions redistribuées</b>		<b>98</b>	<b>98</b>
371 subventions redistribuées - cantons		98	98
<b>39 imputations internes</b>	<b>900'814</b>	<b>1'905'787</b>	<b>2'806'601</b>
390 Intérêts répartis	297'716	488'892	786'608
391 Mise à disposition de locaux	408'599	1'235'422	1'644'020
392 Autres prestations internes	194'500	181'473	375'973

### 5.1.1.6 TRAFIC

en francs	62 routes communales	65 trafic régional	Total général
<b>CHARGES</b>	<b>39'828'030</b>	<b>1'183'576</b>	<b>41'011'606</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>6'848'038</b>		<b>6'848'038</b>
301 traitements du personnel	5'506'441		5'506'441
303 Assurances sociales	422'863		422'863
304 caisses de pensions et de prévoyance	712'428		712'428
305 Assurance maladie et accidents	194'075		194'075
306 Prestations en nature	9'632		9'632
309 Autres charges du personnel	2'600		2'600
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>11'569'997</b>		<b>11'569'997</b>
311 mobilier, machines, véhicules et matériel	970		970
312 Eau, énergie, combustible	1'140'358		1'140'358
313 Achats de fournitures et autres marchandises	49'310		49'310
314 Entretien des immeubles par des tiers	10'224'404		10'224'404
317 Dédommagements	56'157		56'157
318 honoraires et prestations de service	98'797		98'797
<b>33 Amortissements</b>	<b>14'915'975</b>		<b>14'915'975</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	14'598'619		14'598'619
332 Amortissements complémentaires du PA	316'456		316'456
334 Pertes sur débiteurs	900		900
<b>36 subventions accordées</b>	<b>2'323'375</b>	<b>1'183'576</b>	<b>3'506'951</b>
360 subventions accordées - confédération	115'495		115'495
361 subventions accordées - cantons	115'495	250'000	365'495
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte	457'644	911'076	1'368'720
365 subventions accordées - institutions privées	1'634'741	22'500	1'657'241
<b>39 imputations internes</b>	<b>4'170'645</b>		<b>4'170'645</b>
390 Intérêts répartis	4'086'472		4'086'472
391 Mise à disposition de locaux	76'012		76'012
392 Autres prestations internes	8'161		8'161

### 5.1.1.7 PROTECTION ET AMÉNAGEMENT DE L'ENVIRONNEMENT

en francs	71 Approv. en eau, prot. et corr. des eaux	72 Traitement des déchets	74 cimetières et crématoires	78 Autres tâches de protection de l'env.	79 Aménagement du territoire	total général
<b>CHARGES</b>	<b>4'267'628</b>	<b>59'243'992</b>	<b>11'965'975</b>	<b>6'490'173</b>	<b>7'239'632</b>	<b>89'207'400</b>
<b>30 charges de personnel</b>	<b>2'847'087</b>	<b>38'458'820</b>	<b>7'725'886</b>	<b>2'978'590</b>	<b>4'859'603</b>	<b>56'869'986</b>
301 traitements du personnel	2'309'306	30'716'043	6'148'338	2'418'095	3'973'418	45'565'200
303 Assurances sociales	175'856	2'317'774	470'801	186'110	303'381	3'453'923
304 caisses de pensions et de prévoyance	268'186	3'800'716	829'167	312'114	508'489	5'718'672
305 Assurance maladie et accidents	87'814	1'136'908	126'016	38'461	61'512	1'450'711
306 Prestations en nature	4'786	260'601	93'191	-	550	359'127
308 personnel interimaire		158'375				158'375
309 Autres charges du personnel	1'140	68'403	58'373	23'810	12'252	163'978
<b>31 biens, services et marchandises</b>	<b>1'192'843</b>	<b>20'033'486</b>	<b>3'084'841</b>	<b>1'043'855</b>	<b>963'689</b>	<b>26'318'714</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité		219'971	54'126	72'094	49'476	395'666
311 mobilier, machines, véhicules et matériel		327'328	43'966	5'894	15'416	392'603
312 eau, énergie, combustible	858'593	319'731	456'445	9'137	28'264	1'672'171
313 Achats de fournitures et autres marchandises	38'197	1'218'128	977'778	12	757	2'234'872
314 entretien des immeubles par des tiers	5'929	166'223	1'158'517	13'191	65'607	1'409'467
315 entretien d'objets mobiliers par des tiers	246'388	487'147	173'302	18'140	110'996	1'035'972
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation	-	29'329	15'281	1'889	31'095	77'593
317 dédommagements	6'895	15'867	18'655	8'453	17'527	67'398
318 honoraires et prestations de service	36'840	17'238'751	180'821	876'928	626'847	18'960'187
319 Frais divers		11'010	5'952	38'119	17'704	72'785
<b>33 Amortissements</b>	<b>164'129</b>	<b>477'016</b>	<b>823'213</b>	<b>1'000'000</b>	<b>1'022'038</b>	<b>3'486'396</b>
331 Amortissements ordinaires du PA	164'129	476'666	811'476	1'000'000	940'209	3'392'480
332 Amortissements complémentaires du PA		-	-		81'829	81'829
334 Pertes sur débiteurs		350	11'737			12'087
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>				<b>70'650</b>		<b>70'650</b>
352 dédommagements à des collect. publiques - communes				70'650		70'650
<b>36 subventions accordées</b>			<b>4'455</b>	<b>897'537</b>		<b>901'992</b>
364 subventions accordées - sociétés d'économie mixte				43'266		43'266
365 subventions accordées - institutions privées				851'272		851'272
366 subventions accordées - personnes physiques			4'455			4'455
367 subventions accordées - étranger				3'000		3'000
<b>39 imputations internes</b>	<b>63'569</b>	<b>274'670</b>	<b>327'581</b>	<b>499'540</b>	<b>394'302</b>	<b>1'559'662</b>
390 Intérêts répartis	49'480	51'509	100'122	75'794	73'983	350'888
391 mise à disposition de locaux	11'148	107'619	203'712	138'171	306'762	767'412
392 Autres prestations internes	2'941	115'543	23'746	285'576	13'557	441'363

### 5.1.1.8 FINANCES ET IMPÔTS

en francs	90 impôts	92 entre com-munes	94 charges et revenus des capitaux	95 immeubles du patrimoine financier	total général
<b>CHARGES</b>	<b>64'048'773</b>	<b>5'305'359</b>	<b>29'329'383</b>	<b>68'988'113</b>	<b>167'671'627</b>
<b>30 charges de personnel</b>				<b>13'657'240</b>	<b>13'657'240</b>
301 traitements du personnel				11'098'784	11'098'784
303 Assurances sociales				858'511	858'511
304 caisses de pensions et de prévoyance				1'395'129	1'395'129
305 Assurance maladie et accidents				204'056	204'056
306 Prestations en nature				57'414	57'414
309 Autres charges du personnel				43'346	43'346
<b>31 biens, services et marchandises</b>			<b>192'475</b>	<b>37'046'468</b>	<b>37'238'943</b>
310 Fournitures de bureau, imprimés, publicité				26'524	26'524
311 mobilier, machines, véhicules et matériel				183'755	183'755
312 Eau, énergie, combustible				4'533'514	4'533'514
313 Achats de fournitures et autres marchandises				191'946	191'946
314 Entretien des immeubles par des tiers				19'800'349	19'800'349
315 Entretien d'objets mobiliers par des tiers				312'717	312'717
316 Loyers, fermages et redevance d'utilisation				1'407'913	1'407'913
317 Dédommagements				12'162	12'162
318 honoraires et prestations de service			152'900	10'097'024	10'249'925
319 Frais divers			39'575	480'563	520'138
<b>32 intérêts passifs</b>			<b>29'136'907</b>		<b>29'136'907</b>
320 Engagements courants			83'633		83'633
321 dettes à court terme			45'753		45'753
322 dettes à moyen et long terme			28'786'257		28'786'257
323 dettes envers des entités particulières			221'265		221'265
<b>33 Amortissements</b>	<b>13'841'311</b>			<b>2'632'138</b>	<b>16'473'449</b>
330 Amortissements ordinaires du PF				2'276'267	2'276'267
331 Amortissements ordinaires du PA				-	-
334 Pertes sur débiteurs	13'841'311			355'871	14'197'181
<b>34 contributions à d'autres collectivités</b>	<b>30'472'815</b>	<b>5'305'359</b>			<b>35'778'174</b>
341 contributions à communes - contrib. de péréquation		5'305'359			5'305'359
346 compensation financière aux communes françaises	30'472'815				30'472'815
<b>35 dédommagements à des collectivités publiques</b>	<b>19'734'647</b>				<b>19'734'647</b>
351 dédommagements à des collect. publiques - cantons	19'734'647				19'734'647
<b>36 subventions accordées</b>				<b>549'640</b>	<b>549'640</b>
365 subventions accordées - institutions privées				549'640	549'640
<b>39 imputations internes</b>				<b>15'102'627</b>	<b>15'102'627</b>
390 Intérêts répartis				13'428'542	13'428'542
391 Mise à disposition de locaux				366'200	366'200
392 Autres prestations internes				1'307'885	1'307'885

## 5.2 GRANDES MANIFESTATIONS

Le 2 novembre 2004, le CM invitait le CA, via la motion M-410, à annexer aux comptes une récapitulation de l'ensemble des manifestations hors institutions ayant coûté à la ville de Genève plus de CHF 500'000 (prestations en nature comprises) faisant ainsi ressortir les priorités du CA, ainsi que leurs coûts.

Pour ce faire, le contrôle de gestion (COG), en son temps, a mis au point — notamment en collaboration avec le département de la culture — une organisation et une méthodologie permettant de calculer le coût complet des grandes manifestations.

### organisation

comme évoqué lors du compte rendu de la fête de la musique 2004 (projet pilote en matière de calcul de coûts complets d'une manifestation), l'organisation dans le cadre d'analyses interdépartementales doit s'appuyer sur une structure de gestion de projet, avec à sa tête un directeur de département.

Les informations délivrées par les coordinateurs et coordinatrices des manifestations ont été cruciales et ont permis à l'équipe de projet de délimiter clairement le périmètre des services municipaux partenaires. Ainsi, l'équipe de projet a pu solliciter directement et précisément les prestataires internes, afin d'obtenir des informations détaillées.

### Approche méthodologique et outils

Pour rééditer l'expérience de la fête de la musique 2004 dans les meilleures conditions possibles et l'étendre à de nouvelles manifestations, des améliorations qualitatives ont été apportées tant au niveau de l'approche méthodologique, qu'en termes d'analyse et de résultat.

Premièrement, des formulaires standard de collecte d'informations ont été mis à disposition de l'ensemble des services municipaux via le réseau intranet. Ces canevas ont été structurés de sorte à obtenir plus rapidement les éléments escomptés.

Ils permettent entre autres de distinguer les coûts provenant des ressources internes — telles que la main-d'œuvre prestée, les véhicules et engins utilisés, le matériel et les locaux ou salles appartenant à la ville de Genève mis à disposition — de ceux engendrés par des achats de biens ou de prestations externes.

À partir de l'exercice 2005, pour ce qui concerne le recensement des heures de main-d'œuvre interne prestées dans le cadre des grandes manifestations, l'approche a consisté à différencier les heures normales, de celles supplémentaires ou dites de nuisance. Afin de simplifier cette méthode de valorisation, le coût standard de CHF 50 par heure a été retenu. Celui-ci est majoré de 50% ou de 100% pour les heures supplémentaires. Les indemnités de nuisance ont également été prises en compte.

Enfin, l'ensemble des données est valorisé en collaboration étroite avec l'unité planification et analyse.

### Résultats

En 2012 ce ne sont pas moins de 7 manifestations qui ont été analysées en coûts complets et publiées. En l'état, le calcul des coûts complets a été réalisé pour les manifestations et selon les exercices budgétaires mentionnés ci-après :

grandes manifestations publiées	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012
fête de la musique	x	x	x	x	x	x	x	x	x
Musiques en été festival				x	x	x	x	x	x
La ville est à vous		x	x	x	x	x	x	x	x
La fureur de lire (biennale)		x		x		x		x	
La nuit de la science (biennale)			x		x		x		x
centenaire du MAH							x		
Fêtes de Genève		x	x	x	x	x	x	x	x
EURO 2008					x				
Fête des écoles							x	x	x
2012 Rousseau pour tous									x

cette démarche a évolué dans le temps en capitalisant sur l'expérience acquise au fil des exercices, ainsi que sur la base des échanges fructueux avec les services prestataires.

L'unité planification et analyse tient ici à remercier tous les services municipaux tant pour leur collaboration que pour leur disponibilité dans le cadre de ce processus transversal d'évaluation des coûts des grandes manifestations de la ville de Genève.

## 5.2.1 FÊTE DE LA MUSIQUE

DU 22 AU 24 JUIN 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
total des coûts directs	2012	633'200	10'800	110'200	133'800	888'000	1'680'200	2'568'200
	2011	570'000	13'000	60'200	136'700	779'900	1'624'200	2'404'100
	2010	477'300	7'100	47'700	186'300	718'400	1'527'300	2'245'700
total des coûts indirects internes au DCS	2012	408'000	6'500	24'400	164'300	603'200	57'800	661'000
	2011	405'000	5'000	30'600	150'600	591'200	39'400	630'600
	2010	388'200	3'800	75'700	135'500	603'200	39'300	642'500
total des coûts indirects externes au DCS	2012	110'900	12'800	1'200	-	124'900	32'700	157'600
	2011	94'300	18'700	8'500	-	121'500	33'700	155'200
	2010	136'100	29'500	6'900	-	172'500	47'200	219'700
<b>total des coûts de la fête de la musique</b>	<b>2012</b>	<b>1'152'100</b>	<b>30'100</b>	<b>135'800</b>	<b>298'100</b>	<b>1'616'100</b>	<b>1'770'700</b>	<b>3'386'800</b>
	2011	1'069'300	36'700	99'300	287'300	1'492'600	1'697'300	3'189'900
	2010	1'001'600	40'400	130'300	321'800	1'494'100	1'613'800	3'107'900

### commentaires :

L'édition 2012 des « fêtes de la musique » présente un total des coûts en légère augmentation par rapport aux exercices précédents. on y retrouve en outre, les éléments suivants :

#### main-d'œuvre :

utilisation accrue du personnel auxiliaire pour la logistique, entre autres, dû à l'ouverture d'un nouveau site, sur la rive droite. Des heures supplémentaires de coordination ont dû être effectuées par le personnel de la coordination.

#### matériel :

L'augmentation du coût du matériel concerne la mise à disposition de matériel de fêtes plus important que les années précédentes (LOM).

#### Locaux, salles et domaine public :

Le montant relatif à cette rubrique reste stable en regard des exercices précédents.

## 5.2.2 MUSIQUE EN ÉTÉ FESTIVAL

DU 2 JUILLET AU 24 AOÛT 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		Main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	Total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
Total des coûts directs	2012	22'900	0	208'000	0	230'900	949'600	1'180'500
	2011	24'000	2'100	317'500	0	343'600	951'300	1'294'900
	2010	25'200	2'400	323'800	1'100	352'500	895'200	1'247'700
Total des coûts indirects internes au DCS	2012	311'000	5'700	37'200	92'000	445'900	120'900	566'800
	2011	331'200	5'200	37'500	130'400	504'300	179'800	684'100
	2010	325'800	4'800	53'500	94'500	478'600	136'500	615'100
Total des coûts indirects externes au DCS	2012	6'500	2'500	119'100	0	128'100	500	128'600
	2011	3'000	0	0	0	3'000	0	3'000
	2010	3'000	0	0	0	3'000	0	3'000
<b>Total des coûts de musique en été festival</b>	<b>2012</b>	<b>340'400</b>	<b>8'200</b>	<b>364'300</b>	<b>92'000</b>	<b>804'900</b>	<b>1'071'000</b>	<b>1'875'900</b>
	2011	358'200	7'300	355'000	130'400	850'900	1'131'100	1'982'000
	2010	354'000	7'200	377'300	95'600	834'100	1'031'700	1'865'800

### commentaires :

Le coût global de la manifestation « musique en été festival » est en baisse par rapport à l'exercice 2012, mais stable par rapport à 2011.

### Locaux, salles et domaine public :

L'utilisation des salles en cas de pluie n'a pas été nécessaire en comparaison à l'année 2011 où certaines rocade ont été effectuées dans 3 salles (Alhambra, conservatoire et casino théâtre).

### 5.2.3 LA VILLE EST À VOUS DE MAI À SEPTEMBRE 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		Main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
total des coûts directs	2012	236'000	14'000	106'300	-	356'300	235'500	591'800
	2011	243'100	15'500	93'800	-	352'400	210'800	563'200
	2010	155'300	10'200	65'400	700	231'600	188'700	420'300
total des coûts indirects	2012	129'600	-	-	-	129'600	81'400	211'000
	2011	166'100	800	10'400	28'100	205'400	57'300	262'700
	2010	164'000	1'000	17'300	2'600	184'900	40'000	224'900
<b>total des coûts de la ville est à vous</b>	<b>2012</b>	<b>365'600</b>	<b>14'000</b>	<b>106'300</b>	<b>-</b>	<b>485'900</b>	<b>316'900</b>	<b>802'800</b>
	2011	409'200	16'300	104'200	28'100	557'800	268'100	825'900
	2010	319'300	11'200	82'700	3'300	416'500	228'700	645'200

#### commentaires :

Le coût global de la manifestation est en légère baisse par rapport à l'exercice 2012, La cellule de coordination de cette manifestation est, depuis 2012, rattachée au service agenda 21 - ville durable.

Le montant alloué des subventions aux associations et maisons de quartiers est quant à lui en légère hausse.

## 5.2.4 LA NUIT DE LA SCIENCE DE MAI À SEPTEMBRE 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	Total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
Total des coûts directs	2012	93'400	2'400	14'700	132'500	243'000	380'500	623'500
	2010	101'600	1'800	17'900	142'600	263'900	373'800	637'700
	2008	86'100	0	15'100	141'700	242'900	359'500	602'400
Total des coûts indirects internes au DC	2012	318'000	600	400	0	319'000	4'800	323'800
	2010	* 273'700	100	400	0	274'200	2'200	276'400
	2008	273'700	100	400	0	274'200	3'800	278'000
Total des coûts indirects externes au DC	2012	5'200	0	4'500	0	9'700	11'800	21'500
	2010	* 4'700	0	0	0	4'700	13'700	18'400
	2008	41'600	0	5'900	0	47'500	25'000	72'500
<b>total des coûts de la nuit de la science</b>	<b>2012</b>	<b>416'600</b>	<b>3'000</b>	<b>19'600</b>	<b>132'500</b>	<b>571'700</b>	<b>397'100</b>	<b>968'800</b>
	2010	380'000	1'900	18'300	142'600	542'800	389'700	932'500
	2008	401'400	100	21'400	141'700	564'600	388'300	952'900

\* Les coûts indirects internes de main-d'œuvre 2008 ont été corrigés, suite à une mauvaise valorisation des heures du MHS et il a été pris en compte, dans les coûts indirects externes, du support logistique de la CGE et de la DRH.

### commentaires:

« La nuit de la science » est une manifestation biennale et présente des coûts stables par rapport aux exercices précédents.

### main-d'œuvre :

Les coûts indirects internes au DCs : La main-d'œuvre concerne principalement la mise à disposition de personnel du MHN pour la partie logistique de la manifestation, ainsi que du MHS pour la coordination.

### Locaux, salles et domaine public :

cette rubrique concerne uniquement les coûts d'utilisation du domaine public, en baisse par rapport aux précédents exercices.

## 5.2.5 LES FÊTES DE GENÈVE DU 19 JUILLET AU 12 AOÛT 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	Total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
Total des coûts des fêtes de Genève	2012	277'463	131'237	373'366	958'275	1'740'341	355'438	2'095'779
	2011	266'800	167'400	402'500	955'900	1'792'600	309'400	2'102'000
	2010	260'200	159'500	165'600	977'900	1'563'200	346'800	1'910'000

### commentaires:

Les coûts relatifs aux fêtes de Genève montrent une stabilité au regard des 3 exercices présentés. Pour mémoire, depuis 2011, les charges relatives à la signalisation sont comptabilisées dans les coûts de matériel.

## 5.2.6 ROUSSEAU 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS	Main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	Locaux, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
total des coûts directs au DCS	244'500	800	30'500	24'600	300'400	1'902'100	2'202'500
total des coûts indirects internes au DCS	2'363'500	11'900	44'600	163'100	2'583'100	1'945'000	4'528'100
total des coûts indirects externes au DCS	9'400	-	-	-	9'400	17'300	26'700
<b>total des coûts 2012 Rousseau pour tous</b>	<b>2'617'400</b>	<b>12'700</b>	<b>75'100</b>	<b>187'700</b>	<b>2'892'900</b>	<b>3'864'400</b>	<b>6'757'300</b>

**La cellule de coordination de la manifestation présentera, dans son bilan final, un état détaillé couvrant l'ensemble des événements autour de Rousseau.**

### commentaires:

dans le cadre de la manifestation 2012 « Rousseau pour tous », le département de la culture et du sport a présenté d'innombrables facettes de Jean-Jacques Rousseau à travers de nombreux projets culturels tels que le théâtre, la musique, le cinéma, les colloques, les promenades et les expositions.

Avec environ 100 événements (de 1 ou plusieurs jours) tout au long de l'année, cette manifestation a permis à chacun de découvrir Rousseau dans 40 sites sur le territoire du canton de Genève et sur le canton de Vaud (1 site).

La PR-701, votée le 8 avril 2009 pour l'ensemble du projet se monte à environ MCHF 3.2. ce montant couvre les coûts directs au DCS à hauteur de MCHF 1.9, se composant, d'une part, de subventions versées à des porteurs de projets externes (MCHF 1.7) et d'autre part à des mandataires externes (MCHF 0.2).

Les coûts indirects internes au DCS se montent à MCHF 1.9. ce montant est uniquement composé de biens, services et marchandises concernant l'ensemble des domaines du département de la culture. une partie de ces dépenses, non prévues dans la PR, ont été comptabilisées aux domaines art et culture et musées. ces dépenses ont été partiellement compensées par des revenus supplémentaires.

## 5.2.7 FÊTES DES ECOLES

DU 29 JUIN AU 1<sup>ER</sup> JUILLET 2012

TABLEAU RÉCAPITULATIF DES COÛTS		main-d'œuvre	véhicules et engins	matériel	LOCAUX, salles et domaine public	total coûts internes	Achats biens et services	TOTAL COÛTS COMPLETS
Total des coûts directs	2012	118'600	13'600	66'500	0	198'700	707'100	905'800
	2011	116'500	14'800	64'600	0	195'900	720'200	916'100
	2010	66'300	0	200	0	66'500	747'500	814'000
Total des coûts indirects	2012	33'000	5'200	1'400	0	39'600	44'200	83'800
	2011	31'800	5'800	0	0	37'600	42'400	80'000
	2010	58'400	16'400	56'700	0	131'500	34'100	165'600
Total des coûts de la fête des écoles	2012	151'600	18'800	67'900	0	238'300	751'300	989'600
	2011	148'300	20'600	64'600	0	233'500	762'600	996'100
	2010	124'700	16'400	56'900	0	198'000	781'600	979'600

### commentaires :

L'analyse des coûts des « fêtes des écoles » montre une stabilité par rapport aux précédents exercices.

### main-d'œuvre :

Les heures de main-d'œuvre liée à la mise à disposition du matériel de fêtes (LOM) sont stables. on constate une légère augmentation des heures de présence du personnel du SEEP sur les différents lieux de manifestations.

### véhicules :

Les coûts des véhicules concernent principalement le transport du matériel de fêtes (LOM) ainsi que l'utilisation des véhicules pour le nettoyage.

### matériel :

cette rubrique englobe l'ensemble du matériel de fêtes mis à disposition par le LOM, stable par rapport à 2011.

### Achats de biens et services :

L'ensemble des subventions versées pour l'exercice 2012 se montent à environ 17'000.-. ces subventionnés concernent les fêtes décentralisées. Les charges liées aux boissons et aux goûters se montent à près de 60'000.-. La part destinée aux livres offerts aux enfants se monte à environ 155'000.-, en baisse par rapport à l'exercice 2011 et 2010.

En ce qui concerne l'animation, tant les infrastructures que les animations en stand se montent à environ 200'000.- dont les 2/3 concernent les carrousels et stands, en légère baisse par rapport à 2011 (223'000.-).

Le coût de transport facturé par les TPG se monte à 19'000.-.

Les coûts d'infrastructure (tente, installation électrique, sonorisation, etc.) se montent à environ 225'000.- en hausse d'environ 10'000.- par rapport à 2011.

## 5.3 GESTION HÔTELIÈRE

### 5.3.1 SWISSÔTEL GENÈVE MÉTROPOLE

Les résultats enregistrés en 2012 par le swissôtel genève métropole, bien que positifs, ont encore souffert de la morosité du climat des affaires dans le secteur de l'hôtellerie de luxe en suisse et à genève. Le chiffre d'affaires s'est inscrit en repli de 1,0 mio par rapport à 2011. L'hôtel a continué à souffrir de son positionnement sur la clientèle d'affaires. En effet, les entreprises ont ajusté à la baisse leurs standards lorsque leur-e-s employé-e-s voyagent, favorisant les établissements 3 et 4 étoiles au détriment des hôtels 5 étoiles. Par ailleurs, la clientèle touristique a subi une diminution, probablement liée au niveau élevé des taux de change.

Les charges ont été maîtrisées à un niveau légèrement inférieur de celles de 2011.

L'exercice 2012 se boucle avec un bénéfice de 0,6 mio contre 1,2 mio en 2011. ce résultat tient compte de 3,1 mios d'amortissement de matériel, de mobilier et des équipements de l'hôtel, ainsi que des intérêts versés à la ville de genève, à savoir 0,8 mio. L'exploitation de l'hôtel métropole engendre ainsi des revenus aux comptes de fonctionnement de la ville de genève de 1,4 mio de francs.

#### Comptes de résultat comparés 2012-2011

(en milliers de francs)	2012		2011	
<b>Produits d'exploitation</b>		<b>18'802.4</b>		<b>19'855.5</b>
<b>Charges d'exploitation</b>				
Marchandises et frais généraux	13'473.2		13'497.3	
Entretien et maintenance	729.1	14'202.3	726.9	14'224.2
<b>Bénéfice d'exploitation avant intérêts et amortissements</b>		<b>4'600.1</b>		<b>5'631.3</b>
Amortissements		3'070.3		3'054.9
Intérêts versés à la Ville		883.4		1'374.2
<b>Bénéfice net d'exploitation</b>		<b>646.4</b>		<b>1'202.2</b>

#### Bilans comparés 2012-2011

<b>ACTIF</b> (en milliers de francs)	2012	2011	<b>PASSIF</b>	2012	2011
<b>Total</b>	<b>54'654.2</b>	<b>55'325.2</b>	<b>Total</b>	<b>54'654.2</b>	<b>55'325.2</b>
<b>Immobilisations</b>	<b>50'425.4</b>	<b>50'860.8</b>	<b>Exigible à long et moyen terme</b>	<b>52'309.0</b>	<b>52'365.6</b>
Terrains	1'001.7	1'001.7	Ville compte d'investissements	52'309.0	52'365.6
Bâtiments, mobilier, matériel	49'423.7	49'859.1			
<b>Stock marchandises et fournitures</b>	<b>433.9</b>	<b>443.6</b>	<b>Exigible à court terme</b>	<b>1'698.8</b>	<b>1'757.4</b>
Marchandises	332.7	324.6			
Fournitures, combustibles	101.2	119.0			
<b>Réalisable et disponible</b>	<b>3'794.9</b>	<b>4'020.8</b>	<b>Bénéfice de l'exercice</b>	<b>646.4</b>	<b>1'202.2</b>
Actifs transitoires	109.4	89.6			
Débiteurs, dépôts de garantie	1'756.6	2'366.0			
Liquidités	1'928.9	1'565.2			

### 5.3.2 RESTAURANT DU PARC DES EAUX-VIVES

Après une année 2011 marquée par un résultat légèrement positif, les comptes 2012 du restaurant du parc des eaux-vives sont désormais dans les chiffres noirs. Le chiffre d'affaires connaît une progression de 4% pour atteindre 5,2 millions de francs. Dans le même temps, les charges ont été quelque peu réduites. Au final, les comptes sont excédentaires à hauteur de 75'500 francs.

En tenant compte de la charge d'intérêt relative aux investissements consentis par la ville de Genève dans cet édifice et versé par le restaurant du parc des eaux-vives, l'impact sur les résultats de la ville de Genève est de 117'700 francs.

#### Comptes de résultat comparés 2012-2011

(en milliers de francs)	2012	2011
<b>Produits d'exploitation</b>	<b>5'201.9</b>	<b>4'984.5</b>
<b>Charges d'exploitation</b>		
Marchandises et frais généraux	4'376.1	4'418.5
Entretien et maintenance	186.8	233.3
<b>Résultat d'exploitation avant intérêts et amortissements</b>	<b>639.0</b>	<b>332.7</b>
Amortissements	521.3	255.9
Intérêts	42.2	63.8
<b>Bénéfice net / Perte nette d'exploitation</b>	<b>75.5</b>	<b>13.0</b>

#### Bilans comparés 2012-2011

<b>ACTIF</b> (en milliers de francs)	2012	2011
<b>Total</b>	<b>2'647.6</b>	<b>2'864.0</b>
<b>Immobilisations</b>	<b>1'926.0</b>	<b>2'187.3</b>
Terrains		
Bâtiments, mobilier, matériel	1'236.6	1'654.0
Immobilisations incorporelles	444.4	533.3
Immobilisations financières	245.0	
<b>Stock marchandises et fournitures</b>	<b>254.6</b>	<b>301.2</b>
Marchandises, fournitures, combustibles	254.6	301.2
<b>Réalisable et disponible</b>	<b>467.0</b>	<b>375.5</b>
Actifs transitoires	34.1	19.6
Débiteurs, dépôts de garantie	198.7	272.9
Liquidités	234.2	83.0

<b>PASSIF</b>	2012	2011
<b>Total</b>	<b>2'647.6</b>	<b>2'864.0</b>
<b>Exigible à long et moyen terme</b>	<b>1'000.9</b>	<b>928.3</b>
Compte de liaison	1'000.9	928.3
<b>Exigible à court terme</b>	<b>1'575.7</b>	<b>1'940.2</b>
Créanciers divers	1'370.4	1'778.6
Fournisseurs, passifs transitoires	205.3	161.6
<b>Perte reportée</b>	<b>(4.5)</b>	<b>(17.5)</b>
<b>Bénéfice / Perte de l'exercice</b>	<b>75.5</b>	<b>13.0</b>

## 5.4 LEXIQUE

AUTORITÉS, DÉPARTEMENTS ET SERVICES MUNICIPAUX	
A21	Agenda 21 - ville durable
ACE	Administration centrale
ARC	Architecture
ARI	musée de l'Ariana
BAT	bâtiments
BGE	bibliothèque de Genève
BMU	bibliothèques et discothèques municipales
CA	conseil administratif
CFI	contrôle financier
CIV	état civil
CJB	conservatoire et jardin botaniques
CM	conseil municipal
DCS	département de la culture et du sport (ex-DC)
DCA	département des constructions et de l'aménagement
DEJ	jeunesse
DEUS	département de l'environnement urbain et de la sécurité
DFIN	direction financière
DFL	département des finances et du logement
DG	direction générale
DRH	direction des ressources humaines
DSIC	direction des systèmes d'information et de communication
ECO	écoles et institutions pour l'enfance
ENE	énergie
GCI	génie civil
GIM	gérance immobilière municipale
GTG	grand théâtre de Genève
LEX	service juridique
LOM	Logistique et manifestations
MAH	musées d'art et d'histoire
MEG	musée d'ethnographie
MHN	muséum d'histoire naturelle
MHS	musée d'histoire des sciences
SEC	service culturel
SAM	Aménagement urbain et mobilité
SAT	service administratif et technique
SCM	secrétariat du conseil municipal
SDPE	petite enfance (ex-DPE)
SEEP	sécurité et espace publics
SEVE	espaces verts
SIS	incendie et secours
SJS	direction et secrétariat du département de la cohésion sociale et de la solidarité
SPC	promotion culturelle
SPF	pompes funèbres, cimetières et crématoires (ex-FUN)
SPO	sports

<b>SRE</b>	relations extérieures
<b>SOC</b>	social
<b>TAX</b>	taxe professionnelle communale
<b>URB</b>	urbanisme
<b>VVP</b>	voirie – ville propre

#### AUTRES ABRÉVIATIONS USUELLES

<b>ACAM</b>	Association des cadres de l'administration municipale
<b>ACG</b>	Association des communes genevoises
<b>AEHR</b>	Association pour l'étude de l'histoire régionale
<b>AFC</b>	Administration fiscale cantonale
<b>AIMF</b>	Association internationale des maires francophones
<b>AIMP</b>	Accord intercantonal sur les marchés publics
<b>AM</b>	Agent municipal
<b>AMS</b>	Association des musées suisses
<b>API</b>	Association pour le patrimoine industriel
<b>ASAI</b>	Association suisse des auditeurs internes
<b>ASM</b>	Agent de sécurité municipal
<b>ASPIC</b>	Association pour les intérêts des cyclistes
<b>B</b>	budget
<b>BAC</b>	bâtiment d'art contemporain
<b>BBS</b>	Association des bibliothèques et bibliothécaires suisses
<b>BFQ</b>	budget financier quadriennal
<b>BIPE</b>	bureau d'information petite enfance
<b>BW</b>	business warehouse
<b>C</b>	comptes
<b>CARTS</b>	commission des arts et de la culture
<b>CAS</b>	centres d'action sociale
<b>CCMVL</b>	commission consultative de mise en valeur du livre
<b>CDAG</b>	cabinets d'arts graphiques
<b>CEPTA</b>	centre d'enseignement professionnel technique et artisanal
<b>CEVA</b>	cornavin-eaux-vives-Annemasse
<b>CFE</b>	code de frais par éléments
<b>CFF</b>	chemins de fer fédéraux
<b>CHF</b>	franc suisse
<b>CESID</b>	certificat de formation continue en information documentaire
<b>CICO</b>	commission de l'informatique et de la communication
<b>CIG</b>	centre d'iconographie genevoise
<b>CMAI</b>	centrale municipale d'achat et d'impression
<b>CMMI</b>	capability maturity model + integration
<b>CMNS</b>	commission des monuments de la nature et des sites
<b>COATTRIM</b>	comité d'attribution immobilière
<b>CODIR</b>	comité de direction

<b>COGESIM</b>	comité de gestion immobilière
<b>CP</b>	commission du personnel
<b>CPR</b>	cours de réanimation cardio-pulmonaire
<b>CRER</b>	centre de rééducation et d'enseignement de la roseaie
<b>CVSC</b>	conférence des villes suisses en matière culturelle
<b>DCTI</b>	département des constructions et des technologies de l'information
<b>DDP</b>	droit de superficie distinct et permanent
<b>DFAE</b>	département fédéral des affaires étrangères
<b>DIP</b>	département de l'instruction publique
<b>ENSSIB</b>	école nationale supérieure des sciences de l'information et des bibliothèques
<b>FAPSE</b>	faculté de psychologie et des sciences de l'éducation
<b>FGC</b>	fédération genevoise de coopération
<b>FIHUAT</b>	fédération internationale pour l'habitation, l'urbanisme et l'aménagement du territoire
<b>FMAC</b>	fonds municipal d'art contemporain
<b>FSASD</b>	fondation des services d'aide et de soins à domicile
<b>GRTA</b>	genève région terre d'avenir
<b>HEAA</b>	haute école d'arts appliqués
<b>HEG-ID</b>	haute école de gestion - information documentaire
<b>HES</b>	haute école spécialisée
<b>IDEA</b>	instrument de description électronique des archives
<b>IMV</b>	institut et musée voltaire
<b>IPE</b>	institution de la petite enfance
<b>ISI</b>	intégration des systèmes d'information
<b>KCHF</b>	milliers de francs suisses
<b>LAC</b>	loi sur l'administration des communes
<b>MAC</b>	manifestation d'art contemporain
<b>MIOS</b>	millions de francs suisses
<b>OPAIR</b>	ordonnance sur la protection de l'air
<b>OPB</b>	ordonnance sur la protection contre le bruit
<b>OCE</b>	office cantonal de l'emploi
<b>OCM</b>	office cantonal de la mobilité
<b>OCPA</b>	office cantonal pour personnes âgées
<b>OFDT</b>	office fédéral du développement territorial
<b>OCOAE</b>	office communal de l'approvisionnement économique
<b>OMS</b>	organisation mondiale de la santé
<b>PAQ</b>	plan d'achats quadriennal
<b>PB</b>	projet de budget
<b>PAP</b>	procédure d'approbation de plans
<b>PAM</b>	plan d'achat mobilier
<b>PDTC</b>	plan directeur des transports en commun
<b>PETS</b>	programme d'emplois temporaires spéciaux
<b>PFI</b>	plan financier d'investissement
<b>PGCP</b>	planification générale de la protection civile communale
<b>PGEE</b>	plan général d'évacuation des eaux
<b>PIQ</b>	plan informatique quadriennal
<b>PLCP</b>	plan directeur des chemins pour piétons

<b>PLQ</b>	plan localisé de quartier
<b>PR</b>	proposition de crédit d'investissement du conseil administratif destinée au conseil municipal
<b>PRV</b>	plan quadriennal de renouvellement des véhicules et engins (hors SIS & voirie)
<b>PS</b>	plan de site
<b>RALAC</b>	règlement d'application de la Loi sur l'administration des communes
<b>RESSI</b>	revue électronique suisse de science de l'information
<b>SEF</b>	scène Ella Fitzgerald
<b>SIDIT</b>	systèmes d'information des infrastructures de télécommunication
<b>SIG</b>	services industriels de Genève
<b>SIPV</b>	système d'information du patrimoine vert
<b>SITG</b>	système d'information du territoire genevois
<b>SITV</b>	système d'information du territoire de la ville
<b>SSVG</b>	service social de la ville de Genève
<b>TCMC</b>	tram Cornavin, Meyrin, CERN
<b>TCOB</b>	tram Cornavin, Onex, Bernex
<b>TGSA</b>	tram Grand-Saconnex
<b>TPG</b>	transports publics genevois
<b>TSHM</b>	travailleurs et travailleuses sociaux hors murs
<b>TSR</b>	télévision suisse romande
<b>UAC</b>	unité d'action communautaire
<b>UACP</b>	unité d'action communautaire de proximité
<b>UOG</b>	université ouvrière de Genève
<b>ZIC</b>	zone industrielle de châtelaine (anciennement SIP)